

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

L'ASSURANCE MATERNELLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le samedi 10 juin 1911, à 3 heures

PAR

MAURICE MÉLIN

Président : M. JAY, professeur.

Suffragants { MM. PERREAU, professeur.
 { HITIER, professeur.

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, Rue Soufflot, PARIS-5^e

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1911

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

L'ASSURANCE MATERNELLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le samedi 10 juin 1911, à 3 heures

PAR

MAURICE MÉLIN

Président : M. JAY, professeur.

Suffragants { *MM. PERREAU, professeur.*
HITIER, professeur.



LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, Rue Soufflot, PARIS-5^e

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

—
1911

A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE

MEIS ET AMICIS

L'ASSURANCE MATERNELLE

INTRODUCTION

Le grave problème de la dépopulation et les remèdes efficaces à y apporter sont, aujourd'hui, pour nous autres Français, l'objet de discussions ardentes et passionnées. L'opinion publique s'est appris à considérer la dépopulation comme un fait patent et indiscutable.

Les naissances diminuant chaque année, les recensements accusant des déficits progressifs et incessants, la race française tend même à disparaître et à s'éteindre, affirment les pessimistes. Hélas ! vérités bien tristes, réalités décevantes et pénibles à constater, mais réalités ! La France perdant chaque année des unités ou tout au moins restant stationnaire, et ce qui est encore plus inquiétant pour elle, les autres pays, les concurrents acharnés de son industrie et de son commerce, l'Allemagne, l'Italie, l'Angleterre voyant le nombre de leurs enfants croître graduellement !

Ainsi pour la France, en l'année 1909, nous cons-

tatons qu'il y a eu 770.000 naissances vivantes et qu'il y a eu 756.500 décès, d'où un excédent de naissances sur les décès de 13.500.

Si nous considérons la statistique des pays étrangers tels que l'Allemagne, nous constatons que pour l'année 1908, ce pays a gagné 880.000 habitants, de même l'Autriche-Hongrie 553.000. L'Angleterre et l'Italie sont en augmentation aussi et la Hollande même compte 850.000 têtes de plus.

Que sommes-nous et que pouvons-nous vis-à-vis de ces rivaux ? Écoutons du reste ce que nous dit M. le Dr Jacques Bertillon (1) : « Quant aux naissances, *jamais* elles n'étaient tombées si bas. La statistique française remonte en l'an 1800, vous pouvez chercher dans 110 nombres vous n'en trouverez pas qui approche de celui-ci. Sans arrêt ce chiffre baisse et il continuera. Avant la guerre le nombre des naissances en France, atteignait à peu près le million ; après l'année terrible, il a été d'environ 953.000 par an ; jusqu'en 1886, ce chiffre commençait par un 9 ; ensuite pendant vingt ans, il n'a plus commencé que par un 8 (il était de 807.000 encore en 1906). Depuis trois ans, il s'écrit par un 7. » Et, ajoute-t-il, « cela continuera jusqu'à l'extinction totale de la nation (2) ».

1. *Le Journal*, 9 juin 1910. Suicide de la race française : Dr J. Bertillon.

2. Des statisticiens prétendent toutefois que, depuis 1900, la natalité proportionnelle allemande est allée en décroissant plus que chez nous. La réduction de la natalité de 1900 à 1908 aurait été de 11% en Alle-

Suicide lent de la race française, mais suicide quand même ! on n'a plus d'enfants — on peut même ajouter — on ne veut plus, on souhaite ne plus en avoir : Un, deux, passe encore, trois et quatre sont l'exception pour un ménage. En 1907, on compte par ménage 2,07 d'enfants alors qu'en 1800, la moyenne était 4,44 enfants. Les départements frontières, les régions de Bretagne et du Limousin sont les seuls qui se distinguent par un excédent de naissances sur les décès.

Pourquoi cette diminution constante des naissances ?

Provient-elle, comme on pourrait le croire, de raisons physiologiques ? La femme française serait-elle moins féconde que la femme d'autres pays ? Non. Les professeurs Pinard, Lannelongue et autres savants autorisés ont démontré que la femme française n'était pas plus stérile qu'aucune autre et que la famille française était stérile dans une proportion — de 10 à 13 % — mais ici stérile organiquement, involontairement.

Faut-il aussi rechercher la cause de la décadence

magne et seulement de 8 % en France. Seulement on oublie d'ajouter que l'Allemagne a d'immenses réserves ; que la France en soixante ans de 1850 à 1910 n'a gagné que 3 millions d'habitants à peine (France, 1859 : 36 millions, aujourd'hui 39 millions à peine) tandis que l'Allemagne qui, en 1850 ne comptait que 33 millions d'habitants en possède aujourd'hui plus de 56 millions. Et puis aussi, qu'on ne craigne pas de le proclamer, si la natalité diminue quelque peu en Allemagne comme partout ailleurs du reste, la *mortalité diminue encore davantage*, ce qui permet à la population de rester dense. Diminution de la mortalité, due à l'hygiène sociale allemande perfectionnée de jour en jour, et bien mieux organisée que partout ailleurs.

dans la propagation des maladies vénériennes ? Sans doute, elles peuvent être, elles aussi, la cause de stérilités dues à un état pathologique spécial, mais nous ne sommes pas plus atteints que les autres nations, sous ce rapport.

Alors *quid* ?

« Si la natalité a baissé, dit M. Lannelongue, ce n'est pas que la proportion des familles stériles ait augmenté, c'est que la fécondité des familles fécondes a diminué (1). »

Et cette fécondité a diminué de plus en plus, sous l'empire de certains facteurs : néo-malthusianisme, plaisir, goût immodéré du luxe... Bien-être qu'on ne voudrait pas ébranler !... Tendance du Français à gâter ses enfants et à être fonctionnaire !

Les néomalthusiens, ces disciples de Malthus d'un nouveau genre qui n'ont pas compris sa doctrine ou plutôt n'ont pas voulu la comprendre (2), sont aujourd'hui les principaux artisans de cette infécondité nationale voulue. Ils vont, prêchant leurs doctrines néfastes, répandant à profusion des prospectus, faisant même des conférences, et malheureusement souvent — disons-le franchement — ils donnent des idées malhonnêtes à de braves gens qui n'auraient jamais pensé à empêcher le libre développement de leur progéniture.

1. Noulens : Pour le développement de la natalité. *Le Journal*, 22-6-1910.

2. Malthus n'admet comme moyen de ne pas avoir d'enfant que l'abstinence totale et irréprochablement pure...

En effet la propagande des néo-malthusiens ne connaît pas de limites. Elle se fait jusque dans les lieux publics et M. Engerand, le distingué député du Calvados, raconte (1) qu'il lui a été donné de relever dans la salle d'attente de la gare frontière de Feignies ces placards imprimés, apposés sur les affiches de la Compagnie du Nord :

« On ne doit mettre au monde que les enfants
« qu'on peut nourrir. Ayons peu d'enfants. — Peu
« d'enfants ! Bonne qualité. — Beaucoup d'enfants,
« mauvaise qualité. — Ayons peu d'enfants. — Beau-
« coup d'enfants, c'est la concurrence et les bas salai-
« res ! Ayons peu d'enfants. — Dieu (!) bénit les nom-
« breuses familles, mais ne les nourrit pas. Ayons
« peu d'enfants ! » Doctrines néfastes ! ligues à in-
terdire, promoteurs de ces indignes pratiques à
punir comme coupables de délits ! Voilà l'ennemi,
voilà un des grands facteurs de notre dépopulation.
Et l'illustre président Roosevelt nous l'a bien fait
sentir en Sorbonne, lors de la conférence qu'il nous
y donna en 1910. « Une nation, disait-il, doit se sou-
venir que nul avantage n'est comparable pour elle
à laisser des héritiers de son sang pour occuper sa
terre. C'était la bénédiction suprême aux temps bi-
bliques, et ça l'est encore aujourd'hui. » « La stéri-
lité volontaire, ajoutait-il, est une de ces crises d'a-
mollissement, d'égoïsme, de crainte de la peine, de

1. Engerand. Propos. de loi, sur la protection des femmes avant et après l'accouchement, juin 1906, p. 2.

l'effort du risque, qu'à la longue la nature punit plus durement qu'aucune autre. » Et sir Roosevelt avait raison. Si nous restons aussi longtemps inertes, il arrivera un moment où les populations voisines trop considérables et étouffant chez elles, nous submergeront et notre race aura de grandes chances de disparaître à jamais !

A côté de cette cause qui contribue pour beaucoup au ralentissement de notre natalité, il en est d'autres que nous avons déjà nommées : plaisir, goût du luxe, bien-être qu'on ne voudrait pas s'exposer à voir disparaître par la venue de nouvelles têtes au foyer !

On aime la vie facile : Le bourgeois a d'abord donné l'exemple ; il ne veut pas se reproduire autant qu'il le pourrait ; le mobile qui le pousse à cette détermination est la crainte que son enfant habitué à la vie facile n'ait pas plus tard une situation aussi aisée qu'il a eue lui-même et ne vive la vie qu'il a vécue pendant ses années de jeunesse.

Le paysan, lui aussi, ne tient pas à voir sa famille nombreuse : le mobile, chez lui, est différent : souvent il a amassé sou à sou pour posséder sa ferme et il est tout chagrin, à l'idée de voir « le beau lot », « le beau tout qu'il a eu tant de peine à former » partagé ou vendu.

L'ouvrier lui-même ne tient pas à voir sa nichée se multiplier. Je veux parler toutefois de l'ouvrier aisé, l'ouvrier qui gagne des salaires vitaux. Il est encore des familles ouvrières où la femme pourrait se passer de travailler au dehors et s'occuper de son

ménage et de ses enfants, où le mari gagne des 10 et des 12 francs par jour et où la femme travaille ! Plus on a d'argent et mieux on jouit de la vie ! C'est dans ces milieux que les théories néo-malthusiennes ont aussi causé des ravages !

Il y a aussi la tendance du Français à être fonctionnaire, c'est-à-dire à gagner un traitement sûr, mais qui sera rarement peu élevé, qui lui permettra de vivoter. Il y a de grandes chances, si le fonctionnaire a peu ou pas de fortune, qu'il cherche à restreindre sa progéniture. Et c'est ce qui arrive presque toujours.

Encore un milieu où les théories néo-malthusiennes ont fait certainement des adeptes !

On pourrait peut-être trouver encore une des causes de stérilité dans la mentalité même de certaines femmes. M. Coffignon nous semble avoir trouvé l'explication de la faible natalité dans la classe la plus aisée. Comme il le constate avec raison : « Le plaisir est pour certaines femmes de la haute société ce que le travail obligatoire hors du foyer est pour l'ouvrière. Il ne leur laisse pas le temps d'être mères (1). » Les femmes des classes moyennes, des classes ouvrières aisées même, de l'aristocratie ouvrière — et elle existe — évitent la maternité autant qu'elles le peuvent.

Elles ne veulent pas déformer leur taille, elles ne

1. Cité par M. Lévy. *Prot. de l'Enfance*, p. 33 ; Coffignon. *L'Enfant à Paris*.

veulent pas être, comme elles disent, des machines à enfants ; certaines même prétendent qu'elles ne veulent pas élever des enfants pour les perdre plus tard, qu'il y aura toujours assez de « chair à canon ».

Elles ont certainement tort et le courage leur manque : elles comprendraient peut-être un peu mieux leur devoir de classe, si elles entendaient la femme ouvrière révolutionnaire, traînant sa bande de mioches avec elle, à l'anniversaire communard et disant : « Nous les avons faits nombreux pour la Révolution. »

Une jeune fille intelligente, M^{lle} Constance de Maistre, se plaignait à son père de ce qu'il semblait vouloir réduire la femme au mérite assez vulgaire de faire des enfants. Nous sommes heureux de reproduire ici ce que M. J. de Maistre le grand écrivain répondit avec son grand bon sens, à sa fille, à cette occasion.

« La vérité est précisément le contraire (M^{lle} de Maistre avait écrit à son père que Voltaire avait dit quelque part que les femmes sont capables de faire tout ce que font les hommes).

« Les femmes n'ont fait aucun chef-d'œuvre, elles n'ont rien inventé, ni l'algèbre, ni le télescope, mais elles font quelque chose de plus grand que tout cela ; c'est sur leurs genoux que se forme ce qu'il y a de plus excellent dans le monde, un honnête homme ou une honnête femme. » Et il ajoutait : « Si une demoiselle s'est laissée bien élever, si elle est docile et modeste et pieuse, elle élève des enfants qui lui res-

semblent et c'est le plus grand chef-d'œuvre du monde (1). » Malgré tout le respect et toute l'estime que je professe pour les femmes de lettres et de sciences, je leur donne ces paroles à méditer !

A cet état de choses déplorable, à ces faits périodiquement constatés et démontrant sans cesse la diminution de naissances, on a proposé différentes mesures, qui, malheureusement, presque toutes, sont restées sans effets.

Certains ont cru voir le remède dans une facilité plus grande de contracter mariage et la loi du 20 juin 1896 et celle du 20 juin 1907 dénommée « loi Lemire », ont à la vérité, augmenté le nombre des mariages, et un peu celui des naissances. Mais combien peu !

On a proposé aussi d'imiter nos voisins allemands et suisses, en dégrevant les familles nombreuses et en augmentant les charges des célibataires et des familles sans enfants. Cette idée peut donner des résultats mais il faudrait dégrever sérieusement.

M. l'abbé Lemire, visant plus particulièrement la classe des fonctionnaires, a proposé dans un autre ordre d'idées, de donner des allocations annuelles supplémentaires de traitement aux employés des Ministères, non au choix, mais à ceux mariés et chargés d'enfants.

M. le professeur sénateur Lannelongue a déposé, il y a quelques mois, une proposition de loi (année

1. J. de Maistre. *Œuvres compl.*, t. XI.

1910) pour combattre la dépopulation. Il préconise comme remède l'imposition de charges militaires supplémentaires aux célibataires non mariés à l'âge de 29 ans. Il propose le mariage obligatoire (!) pour tous les fonctionnaires à 25 ans. Il supprime les articles du Code civil, concernant la quotité disponible et la réserve ! il donne la liberté entière de tester !

Tous ces remèdes pourront peut-être donner quelques résultats, mais à notre avis, ils seront bien minimes.

Une intervention de l'État, comprise ainsi, ne fera pas, nous en sommes certains, relever le chiffre des naissances. Les avantages concédés aux familles nombreuses sont véritablement trop minces à côté des sacrifices multiples imposés aux parents.

La véritable cause de la dépopulation c'est que la maternité est une lourde charge pour beaucoup de familles, dont les budgets sont légers. Et hélas ! elles sont nombreuses, ces familles à petits budgets !

De plus, l'esprit stupide qui ne craint pas de tourner en ridicule les femmes qui ont le courage d'avoir plusieurs enfants, doit être combattu.

Faites respecter la femme enceinte, apportez-lui aide et assistance, à elle dont la vie est en péril, et qui porte en elle l'avenir de la race.

Combattez la mortalité infantile, en lui donnant les soins et les subsides nécessaires pour ne pas compromettre sa vie et celle de son enfant ! Conservez et tâchez de sauver ceux qui vont venir, efforcez-vous de faire vivre ces petits enfants qui naissent peu nom-

breux et meurent dans des proportions effrayantes, tâchez qu'ils soient beaux et robustes et que celle qui leur donne le jour n'en souffre pas et ne compromette pas en leur donnant la vie, sa vie propre et sa fécondité future !

Bref, empêchez la race de dégénérer et encouragez de toutes manières la maternité. Voilà le véritable remède et le seul efficace !

CHAPITRE PREMIER

Pourquoi il faut protéger la femme enceinte

Nécessité du repos avant l'accouchement

Comme nous l'avons dit précédemment, l'augmentation de la natalité est un problème ardu. Mais à notre sens, si elle ne peut toutefois résulter que d'une lente évolution dans les idées et dans les mœurs, il est un moyen certain de voir notre population s'augmenter : c'est par la diminution des décès.

Combien de mort-nés pourrait-on éviter, combien d'enfants en bas âge pourrait-on sauver ? C'est en s'efforçant de diminuer la mortalité que l'on combattra efficacement le fléau de la dépopulation et qu'on obtiendra des résultats.

« M. le D^r Rochard a établi que si l'on réduisait la mortalité en France au niveau de celle de la Norvège, de l'Irlande, de la Suède, du Danemark, de l'Angleterre et de la Belgique, la natalité restant la même, on aurait un accroissement annuel de population de 6 ‰ au lieu de 1,19 (1). » Il est au pouvoir de

1. M. Lévy. *Protection de l'enfance*, p. 35.

l'hygiène, dit-il, de diminuer au moins d'un quart, le tribut que nous payons à la mort (1).

« La mortinatalité, a dit l'honorable sénateur Strauss, est l'une des fissures par où s'échappent les réserves de la population (2). » Les statistiques signalent 45 mort-nés pour 1.000 ! Combien d'unités aurait-on pu certainement compter en plus, si la mère avait su et surtout pu prendre les précautions nécessaires !

Hélas, comme le fait remarquer M. le Dr Pecker, certaines femmes endurent tellement de privations pendant leur grossesse que leurs enfants en meurent en venant au monde ou sont même morts avant de naître (3). Hygiène et repos avant et après les couches, tels sont les remèdes bienfaisants et efficaces pour combattre la mortalité et la mortinatalité des enfants du premier âge.

Mauriceau, déjà en 1740, nous rapporte M. Henri Cury (4) dans sa thèse de médecine, s'occupait de la question du repos des femmes enceintes dans son « *Traité des femmes grosses* » et conseillait aux mères de se reposer pendant les deux derniers mois de leur grossesse.

« Elle (la femme enceinte) doit gouverner ses exercices en telle sorte qu'elle pèche plutôt au trop de

1. P. Strauss. *L'Enfance malheureuse*, p. 19.

2. P. Strauss. *L'Enfance malheureuse*, p. 24.

3. Dr Pecker. Mémoire. Congrès d'Assistance publique et de bienfaisance privée de 1900, tome IV, p. 24.

4. H. Cury. Thèse médecine, Paris, 15 juin 1898.

repos qu'au trop d'agitation, car le danger est bien plus grand dans le mouvement immodéré que non pas dans le repos. »

Marc qui a rédigé l'article « Grossesse » dans le *Dictionnaire des sciences médicales* (Pancboucke, 1817) traite la grossesse considérée sous le rapport de l'hygiène publique. « Il constate de nombreux avortements et des accouchements prématurés chez certaines femmes occupées à de pénibles travaux telles que les blanchisseuses et les femmes occupées aux travaux des champs. Il propose (d'exempter les femmes enceintes des travaux corporels contraires à leur état) et veut aussi (qu'on soulage les misères des femmes enceintes et que leurs maladies soient convenablement traitées. »

Paul Dubois dans un article de la *Gazette des hôpitaux* de 1855 constate l'influence pernicieuse du travail pendant la grossesse chez certaines ouvrières. Il rapporte qu'à la gare du Nord, parmi les ouvrières alors employées à porter des lourds paniers de charbon pour alimenter les machines, nombreuses sont les victimes d'avortement et d'accouchement avant terme. Lui-même reçut dans son service deux de ces ouvrières : elles accouchèrent d'enfants morts. Il fit alors une enquête auprès de sages-femmes ayant pour clientes habituelles ces ouvrières ; des renseignements donnés par ces sages-femmes, il ressortait que toutes ces malheureuses se trouvaient dans une situation à peu près identique. Il était certain, d'après Dubois, que la cause de la constance de cet accident

était due à la compression exercée par le panier porté à bout de bras et s'appuyant sur la région abdominale (1).

Aujourd'hui grâce aux cris d'alarme poussés par des accoucheurs et des philanthropes éminents, grâce à M. le Dr Pinard *qui a prouvé*, personne ne conteste que la femme enceinte doit être protégée pendant la grossesse.

La femme enceinte se trouve dans une situation spéciale. Il y a une hygiène particulière de la femme enceinte. Repos avant les couches et hygiène influent sur la bonne constitution de l'enfant et épargneront à la mère maintes maladies, conséquences d'accouchement arrivé dans de mauvaises conditions.

Oui, le repos après l'accouchement est certainement excellent et nécessaire ; mais aussi le repos avant l'accouchement est aussi nécessaire et pour la mère et pour l'enfant.

Voilà la vérité qu'on semblait ignorer avant que M. le professeur Pinard ne l'eût proclamée et prouvée. M. Pinard a eu le mérite de vulgariser cette idée que la protection de l'enfant s'imposait, même lorsqu'il était encore dans le sein de sa mère. Il a démontré que la mère qui ne se reposait pas le temps nécessaire avant ses couches mettait au monde un enfant chétif appelé à subir toutes les maladies, ou même souvent un mort-né.

Le 26 novembre 1895, M. Pinard fit à l'Académie

1. *Gazette des Hôpitaux*, 1855.

de Médecine une intéressante communication sur la puériculture intra-utérine. M. Pinard a observé les enfants nés de femmes ayant accouché directement dans son service, femmes en général ayant travaillé jusqu'aux derniers moments, et les enfants nés de femmes ayant accouché à la clinique Baudelocque, et s'étant préalablement reposées à l'Asile-refuge de l'avenue du Maine. Il a constaté que le poids des enfants nés à Baudelocque dépassait de beaucoup le poids des enfants nés dans son service ; qu'ils étaient en général très beaux. Écoutons du reste ce que dit le professeur Pinard à ce sujet (1) :

« Presque toutes les femmes recueillies et soignées au Refuge de l'avenue du Maine viennent accoucher dans mon service à Baudelocque. Or nous n'avons pas tardé à reconnaître que la plupart des enfants de ces femmes étaient remarquables par leur développement et chaque fois que, dans ma visite, je m'arrêtais près d'un berceau pour faire constater combien l'enfant qui s'y reposait était beau, presque toujours, quand je demandais l'origine on me répondait : c'est un enfant du Refuge, ce qui voulait dire : c'est un enfant dont la mère a été soignée et recueillie soit au Refuge soit au dortoir de la clinique. »

Et plus loin :

« J'ai comparé les enfants des femmes venant d'accoucher dans mon service directement, c'est-à-dire, ayant pour la plupart continué à travailler pendant

1. Professeur Pinard. Note pour servir à l'histoire de la puériculture. *Revue d'Hygiène*, 1895.

toute la durée de la grossesse, la première contraction douloureuse faisant cesser leurs occupations, les enfants des femmes reposées, soit au refuge, soit au dortoir »...

J'ai pu en éliminant les cas pathologiques, comparer le poids des enfants chez 500 femmes ayant travaillé jusqu'au moment de leur accouchement et voici ce que j'ai trouvé : 500 femmes ayant travaillé jusqu'au moment de leur accouchement ont donné :

Poids d'enfants. . . 1.500.000 grammes.

Par enfant . . . 3.010 grammes.

500 femmes ayant séjourné dix jours au moins au refuge ont donné :

Poids d'enfants 1.645.000 grammes.

Par enfant . . . 3.290 gr. (145.000 gr. en plus).

500 femmes ayant séjourné au dortoir de la clinique Baudelocque ont donné :

Poids d'enfants 1.685.000 grammes.

Par enfant . . . 3.366 gr. (178.000 gr. en plus).

Donc comme M. Pinard l'a démontré, plus la femme s'est reposée, plus le poids de l'enfant est élevé, et plus on a de chance de l'élever. Le poids, à moins d'être exagéré, sera l'indice d'une grossesse menée aussi près que possible du terme et d'un développement fœtal complètement achevé.

Donc pas de surmenage, si on veut éviter les accouchements prématurés. M. le professeur Pinard a insisté sur ce point :

« Ce que j'ai recherché et que j'ai essayé de démontrer, dit le professeur Pinard, c'est la cause vulgaire, le facteur commun et si puissamment dangereux qui abrège la durée de la vie intra-utérine, alors que la mère est exempte de maladie et que l'enfant se développe de façon normale ; qui fait, si l'on veut accepter cette expression, ce que fait le coup de vent, qui détache de l'arbre bien portant le fruit sain, mais vert, cette cause c'est le surmenage. »

Et l'on sait que les enfants prématurés sont bien difficiles à élever ; débiles de corps et souvent de cerveau, le plus grand nombre meurent malgré toutes les précautions.

« Naître prématurément, dit le professeur Pinard, n'est point une chose indifférente et s'il est bon pour tout citoyen de posséder un casier judiciaire vide, il n'est pas moins utile de posséder pour bien agir dans la vie, un casier utérin, vierge de tout accident (1). »

Et en 1900, au Congrès international d'hygiène et de démographie de Paris, M. le professeur Pinard ayant continué ses observations, fit un rapport où il démontrait l'effet morbide des accouchements prématurés sur les produits de ces dits accouchements. Ainsi, d'après lui, à l'établissement des débiles de la Maternité de Paris, établissement modèle où rien n'a été épargné, ni la science, ni le dévouement, ni l'argent, il ressortait « que sur 2.961 enfants débiles il en était mort 1.795 et la durée moyenne du séjour par enfant n'avait guère dépassé un mois ». Et que de-

1. *Revue d'hygiène*, 1895.

venaient ceux qui ne mouraient pas ? Des débiles et des infirmes. « Je peux répondre sans crainte d'être démenti que sauf des exceptions très rares, ces prématurés pour lesquels on a fait tant de sacrifices, qui ont coûté tant de soins, de dévouement et d'argent restent pendant toute leur vie des débiles et des infirmes. »

Et pour empêcher cette cause remédiable de mortalité, le professeur Pinard proposa au Congrès qui l'adopta à l'unanimité le vœu suivant :

« Toute femme salariée a droit au repos pendant les trois derniers mois de sa grossesse. »

Des recherches et observations faites par les élèves de M. le professeur Pinard ont toutes corroboré ces affirmations.

C'est ainsi que M. le Dr Letourneur a, de son côté, étudié l'influence de la profession de la mère sur le poids de l'enfant. Il a observé un certain nombre de femmes accouchées à la clinique Baudelocque. Il les a classées en deux catégories : reposées et non reposées, puis il a divisé ces deux catégories en femmes à professions fatigantes et non fatigantes, en ayant soin, bien entendu, d'éliminer les cas spéciaux.

Il a constaté que les femmes ayant une profession fatigante mettaient au monde des enfants moins gros que celles qui avaient une profession non fatigante ; que les enfants de ces dernières étaient au moins avantagés de 50 grammes.

Il a remarqué également comme M. le professeur Pinard que les femmes se reposant mettaient au

monde toutes des enfants plus gros que celles qui ne se reposaient pas et que les enfants des femmes reposées pesaient environ 240 grammes de plus que ceux des femmes non reposées (1).

Donc, faisait-il remarquer avec raison, si la profession fatigante ou non de la mère influe sur le poids de l'enfant, le repos de la mère est une chose bien meilleure pour lui.

De son côté, M^{me} Sarraute Lourié, élève de M. le professeur Bonnaire, a recherché si la durée de la grossesse n'est point augmentée chez les femmes qui se reposent.

Elle a apporté des résultats concluants et démontré l'influence du repos sur l'époque des couches.

Nous savons déjà que les accouchements prématurés sont déplorables et que des enfants chétifs ou mort-nés en sont très souvent la conséquence. La durée de la gestation est donc très importante et plus elle sera longue, mieux cela vaudra. En effet le développement du fœtus s'opère surtout pendant les deux derniers mois et comme le dit M. le professeur Pinard, « l'utérus gravide doit se développer dans la cavité abdominale et toute cause qui tend à le faire pénétrer dans l'excavation aux derniers mois de la grossesse expose à une expulsion prématurée, or, la

1. Voici des chiffres données par M. le Dr Letourneur dans sa thèse (Paris, 1896-97):

Professions fatigantes, pas de repos.	3.081 grammes
Repos de la mère.	3.319 —
Professions peu fatigantes, pas de repos.	3.130 —
Repos de la mère.	3.318 —

fatigue et la station debout ne peuvent que faire descendre l'utérus (1) ».

M^{me} Sarraute Lourié a observé un nombre égal de femmes, les unes ayant accouché à l'hôpital Lariboisière et les autres à l'asile Michelet (asile municipal de grossesse de la ville de Paris).

Les premières de ces femmes ne s'étaient pas ou s'étaient peu reposées, avant les couches, les autres au contraire étaient entrées à l'asile Michelet au cours de leur grossesse vers le septième ou le huitième mois, s'étaient reposées, ne travaillant qu'à des ouvrages présumés peu fatigants ou à leur layette et avaient reçu tous les soins que l'hygiène réclame.

Pour les 1.550 femmes de l'hôpital Lariboisière et les 1.550 de l'asile Michelet, sur lesquelles a porté notre statistique comparative, écrit M^{me} Sarraute Lourié, la différence de la durée de la gestation est considérable : vingt jours et plus (2).

Il résulte donc clairement des observations de M. le professeur Pinard (3), de M. Letourneur et de M^{me} Sarraute Lourié, que pour accoucher normalement à l'époque voulue par la nature et mettre au monde un enfant qui ait des chances de vivre, il est

1. Prof. Pinard. Notes pour servir à l'histoire de la puériculture pendant la grossesse. *Annales de Gynécologie*, 1898.

2. Sarraute Lourié. Thèse de médecine. Influence du repos sur la durée de la grossesse (1898-99).

3. D'autres encore ont contribué à l'étude de cette question. Les résultats qu'ils ont obtenus confirment ceux du professeur Pinard : tel le D^r Fr. Ch. Bachimont. M. le D^r Alexandre Bachimont a démontré l'influence du repos sur les grossesses gémellaires.

nécessaire à la mère de se reposer dans les derniers mois de la grossesse : ce repos contribuera à rendre normale et complète la durée de la gestation et à obtenir des enfants plus vigoureux.

Mais quelle sera la durée de ce repos avant les couches ? Comment pourra-t-on fixer exactement la date de l'accouchement ? Les femmes sauront-elles calculer la date à peu près certaine de leur délivrance ? n'y aura-t-il pas de fraude ? Comme nous le verrons, ces raisons ont influencé peut-être un peu trop les législateurs des différents pays, car même les nations étrangères qui admettent le repos après les couches, dont nous parlerons, ne se sont pas occupées du repos avant les couches. Seule, la Suisse rend obligatoires quinze jours de repos avant l'accouchement. Notons aussi pour mémoire que le droit au congé et la conservation de l'emploi en cas d'accouchement, ont été assurés à l'ouvrière, en Hongrie, (1884) en Espagne (1900), et tout récemment en France (1909), mais notons aussi tout de suite qu'il n'y a là rien d'obligatoire, tout au moins en France, à ne pas travailler et qu'on se contente de prendre des mesures pour l'inciter au repos et pour que ce repos ne soit pas pour elle la source de graves désagréments.

Tous les praticiens, seuls juges en la matière, semble-t-il, s'accordent pour demander un repos de deux mois au moins. Tel est l'avis de Mauriceau, Bonnaire, Thiroux, Bachimont. M. le professeur Pinard, nous l'avons vu, réclame même trois mois. Il a fait voter deux motions en ce sens au X^e Congrès de dé-

mographie et d'hygiène de Paris (1900) et au Congrès obstétrical de Nantes (1901).

Les différents Congrès internationaux d'hygiène, Turin (1882), La Haye (1884-1885), ont souhaité un repos de six semaines. Le Congrès national d'hygiène ouvrière tenu à Lyon en 1894 est partisan du repos de deux mois.

M. le D^r Fauquet qui s'est occupé de la protection légale des femmes avant et après l'accouchement a, le 29 février 1902, présenté un rapport documenté sur la question à l'Association nationale française pour la protection légale des travailleurs. Il y préconise le repos de deux mois et pour lui les femmes enceintes calculent plus facilement et plus exactement qu'on ne le croit l'époque de leur accouchement.

« Toutes les femmes, dit le D^r G. Fauquet, apprennent à calculer la date probable de leur accouchement en prenant pour point de départ la date de leurs dernières règles. Les accoucheurs emploient la même méthode et ils la formulent de la façon suivante. « A la date de la fin des dernières règles ajoutez dix jours; cela fait, comptez trois mois en reculant; c'est votre date probable, — soit comme date probable, le 280^e jour, — neuf mois plus dix jours après le dernier jour des règles. » Et il ajoute : « On peut admettre que les femmes assujetties au repos légal employant une méthode qui leur est déjà familière sauront calculer la date à laquelle elles devront interrompre leur travail (sept mois et dix jours après leurs dernières règles) de façon à s'assu-

rer avec le maximum de probabilité un repos de deux mois avant l'accouchement. »

Donc, si l'on en croit M. le Dr Fauquet, il est facile de connaître à peu près exactement la date d'un accouchement et à la femme de compter ses deux mois de repos. En somme tous les médecins s'accordent à reconnaître ce repos comme nécessaire et sa durée doit être au moins de six semaines à deux mois et deux mois même sont juste suffisants, d'après certains savants autorisés comme M. le professeur Pinard (1).

Pour nous, nous approuverions une législation qui accorderait le maximum de repos, c'est-à-dire trois mois ; nous sommes ardemment convaincus, d'après les différents travaux de MM. les docteurs et professeurs dont nous avons essayé de mettre en lumière les grands traits et les traits probants, que plus le repos sera long et meilleures seront les conditions et les conséquences de l'accouchement et pour la mère et pour l'enfant : 340 ou 350 grammes de plus pour un enfant en venant au monde ne sont pas en effet à dédaigner, car ce poids supplémentaire est pour lui le présage d'une bonne constitution et presque toujours d'un facile élevage.

1. M. le Dr et sénateur Strauss, dans sa proposition de loi sur l'assistance maternelle (14 nov. 1899, Sénat), proposait quinze jours de repos obligatoire avant les couches comme en Suisse : mais il n'était pas dupe de cette insuffisance et voulait simplement ne pas effrayer trop le ministre des Finances : quitte à faire adopter plus tard un repos plus long.

CHAPITRE II

De quelques intoxications dangereuses et nuisibles à la bonne évolution de la grossesse

Mais parmi les femmes, il en est toute une catégorie qui a besoin non seulement de repos avant les couches, comme toutes les autres mais encore qui doit être exclue de certains travaux insalubres dès le début de la grossesse (1).

En dehors des refroidissements et de l'anémie auxquels elles sont exposées comme toutes les femmes enceintes, les ouvrières de certaines industries souffrent en effet plus que les autres et sont victimes d'intoxication. Il y a en effet de nombreux métiers

1. Il est encore certaines professions féminines nuisibles à raison du maniement de l'appareil qui sert à travailler, ainsi les couturières qui se servent de machines à pédales sont disposées à de graves accidents et le mouvement de trépidation risque de déplacer l'œuf. Il est à souhaiter que les machines à coudre soient actionnées par des moteurs. Il convient de citer le cas des raffineuses travaillant dix heures debout quotidiennement dans des atmosphères de 35° de chaleur, exposées sans cesse à la tuberculose, développée encore chez elles par la poussière de sucre dans laquelle elles vivent. Pour ces femmes, des fausses couches, des mort-nés, des enfants qui ne vivent que peu de temps sont la rançon de toutes ces fatigues.

qui tuent et où sont employées de nombreuses femmes. Sans parler des ouvrières sans cesse exposées aux brusques changements de température (1) comme dans les filatures, les fabriques de soie où on a besoin d'un air chaud et humide et où les ouvrières travaillent souvent dans les sous-sols pendant douze heures par jour (2), il existe des métiers où elles doivent manier au cours de leur travail des substances dangereuses pour elles d'abord et pour l'enfant qu'elles portent. Elles s'intoxiquent elles et leurs enfants. Il en est ainsi pour les ouvrières qui travaillent le plomb, le mercure, le phosphore, le cuivre, voire même le tabac.

Il est démontré aujourd'hui que l'ouvrière qui est en contact avec ces produits est presque toujours victime de l'avortement. Le Dr Frankenstein a ainsi établi que 58 % des ouvrières, mettant en œuvre le plomb et ses dérivés avortent (3). On a aussi retrouvé chimiquement dans les organes de fœtus les matières toxiques ayant agi sur l'organisme de la mère pendant la grossesse. Hirt a constaté chez les ouvrières travaillant les amalgames de mercure que la mortalité des enfants de 0 à 1 an était de 65 % (4).

Il ressort aussi des observations de M. le Dr Cons-

1. Givre. Tuberculose des ouvrières en soie.

2. Engerand. Docum. Parlem., 1906.

3. *Die Lage der Arbeitermæueg in den deutschen Grosstædten*, 1888, p. 19.

4. Hirt. Die Gazinhalation krankheiten und die gewerbliche Vergiftungen. Im. Pettenkof Ziems. Handb der Hy II, t. zu abschnitt.

tantin Paul rapportées par MM. Tarnier et Budin dans leur *Traité d'accouchement* que les femmes exposées au saturnisme font la plupart du temps des fausses couches ou ont des mort-nés ou des enfants qu'elles ne peuvent élever.

Il avait observé en 1859 une femme ayant eu trois grossesses heureuses et trois enfants bien portants avant de s'exposer à l'intoxication saturnine, et qui, depuis, sur 10 grossesses avait eu huit fausses couches, un enfant mort-né et un seul enfant venu à terme et mort à 5 mois (8, p. 31).

Le malheur est que beaucoup de femmes sont employées dans des industries où elles sont en contact avec le plomb. Ainsi les ateliers où l'on nettoie et empèse les dentelles en Belgique sont infectés de poussière de plomb et en France dans les ateliers de l'industrie textile, la poussière de plomb est aussi fréquente. Il en est de même pour le mercure, l'arsenic, l'aniline, le phosphore. Toutes les femmes travaillant dans ces industries ont un nombre considérable de mort-nés et les rares nés vivants sont chétifs. C'est ainsi que le D^r Robin a constaté chez les ouvrières travaillant le phosphore et spécialement parmi les dégarnisseuses et les metteuses en boîtes ou en paquets d'allumettes un degré très marqué de mortalité infantile (1). Mais il n'y a pas que l'ouvrière de l'industrie qui ait à redouter les effets des matiè-

1. D^r Magitot. Des accidents industriels du phosphore. *Revue d'Hygiène*, 1895.

res toxiques, des femmes employées dans le commerce en sont aussi les victimes.

Telle la blanchisseuse qui manie la poussière de plomb, l'ouvrière qui fabrique des fleurs artificielles, l'allumetière avec ses allumettes phosphorées, la teinturière, l'imprimeuse. J'en pourrais citer d'autres.

La nicotine elle-même au dire de certains serait un danger. Mais il y a divergence d'opinions. Les uns prétendent que l'action du tabac n'est pas nuisible pour la femme enceinte. Tels les D^{rs} Hygonin de Lyon et Praseck du Havre. D'autres, et ce sont les plus nombreux, prétendent au contraire que les conséquences du travail dans les manufactures de tabac sont très préjudiciables à l'ouvrière. Tels Goyard, Quinquand, Rostral.

M^{me} Deborah Bernson (1), dans son remarquable ouvrage d'hygiène sociale de la femme ouvrière, dit que l'influence pernicieuse ou non du travail sur la femme dépend du travail auquel elle est employée.

« Il est important d'ajouter que le degré de cette influence morbide diffère selon le travail auquel se livre l'ouvrière. »

Il est toutefois certain que l'intoxication par la nicotine est réelle. M^{me} Deborah Bernson rapporte à ce sujet les paroles de Goyard :

« Il paraît que le plus grave des dangers que présente pour la grossesse le travail dans les manufactures de

1. Deborah Bernson. Thèse de médecine. Nécessité d'une protection pour les femmes ouvrières avant et après l'accouchement.

tabac est bien connu par la population. On remarque d'une part que les femmes qui désiraient avoir un enfant quittent leur travail dès qu'elles s'aperçoivent de leur grossesse et ne le reprennent qu'après l'accouchement. D'autre part, les filles-mères cherchent un emploi dans les manufactures lorsqu'elles s'aperçoivent d'une grossesse intempestive, calculant sur les effets du tabac pour s'en débarrasser prématurément. M^{me} Deborah Bernson démontre en outre que l'allaitement maternel qui est le plus rationnel pour l'enfant est un mal pour l'enfant de l'ouvrière de tabac : son lait ne vaut rien et fait plus de mal à l'enfant que de bien.

Toujours est-il qu'il est évident que si la femme doit se reposer avant ses couches et ne pas faire de travaux fatigants, il apparaît comme une nécessité première de l'éloigner des travaux qui compliquent encore sa triste situation en l'empoisonnant. La Suisse a été pendant longtemps le seul pays à prohiber certains travaux industriels aux femmes enceintes, raisons reconnues dangereuses par suite du trop grand déploiement de forces ou de l'intoxication. Le conseil fédéral est chargé de cette mission, il désigne les industries où ne pourront être admises à travailler les femmes enceintes. Le Danemark semble aussi avoir voulu donner l'exemple en supprimant les allumettes au phosphore blanc, poison dangereux.

Il faut remarquer néanmoins que la préservation des ouvrières a déjà occupé le législateur et certains patrons. En Norvège (loi 28 février 1892, art. 28),

certaines travaux sont défendus aux femmes enceintes. En France, nos allumettières sont moins exposées à l'action nocive du phosphore : on a remplacé le phosphore blanc par le phosphore amorphe. De plus, les décrets de 1893 ont interdit l'emploi des femmes dans certaines professions ou ont soumis leur emploi à certaines conditions. (Tableau C, Décret 1893) mais toutes ces mesures sont insuffisantes ; il reste encore trop de métiers dangereux, à raison de l'intoxication, qui sont pratiqués par des femmes : fleurs artificielles et jouets, industrie textile, crayons, etc. Toutes les observations que nous avons rapportées nous suffisent pour émettre avec tous les médecins et les hygiénistes ce vœu :

« Il faut éloigner la femme devenue enceinte des ateliers où elle est exposée aux intoxications. » Nous en souhaitons sa prompte réalisation.

CHAPITRE III

Repos après l'accouchement

Le repos après l'accouchement est unanimement réclamé et approuvé par tout le monde, aussi bien par le corps médical que par les sociologues et les hygiénistes. Ce repos est nécessaire pour la mère, et aussi pour l'enfant. Cela ne fait de doute pour personne. C'est qu'il s'agit ici d'une loi imposée par la nature : « L'accouchement est certainement, comme le dit Bonnet, une fonction utérine essentiellement physiologique, et le but final auquel tendent toutes les dispositions organiques de la femme. » Mais les suites fâcheuses, les maladies fréquentes qui peuvent résulter de cet acte physiologique méritent considération ; le tout n'est pas d'arriver à mettre au monde un enfant vivant ; l'organisme de la mère a besoin du temps nécessaire pour revenir à son état primitif ; la nouvelle accouchée a subi toujours plus ou moins les douleurs de l'enfantement ; ses organes ont été plus ou moins déplacés, c'est en somme une blessée, pour qui l'accouchement même normal a été un traumatisme. C'est, pour être plus exact, une convalescente

qui doit être entourée de soins spéciaux et sévères (1).

Dès les temps les plus reculés, le repos était recommandé aux femmes récemment accouchées.

« Les Juifs, nous dit Sue (2), prescrivait un repos de quarante jours aux femmes ayant accouché d'un garçon et de quatre-vingts jours si elles avaient eu une fille. »

A Sparte et à Rome on respectait et on honorait les accouchées. Les citoyens de la République de Lycurgue leur témoignaient un grand respect et une femme morte en couches recevait les honneurs de l'inscription sépulcrale.

A Rome les portes des nouvelles accouchées étaient ornées d'une couronne pour les indiquer au respect des passants.

De nos jours tous les médecins s'accordent à prescrire un repos à l'accouchée, repos variable suivant les praticiens, mais nous constaterons que, plus nous approchons de notre époque et plus les médecins et les accoucheurs recommandent un repos prolongé.

J.-L. Baudelocque (1787, *Principe sur l'art des accouchements*) a posé la question du lever des accouchées. « Ce terme ne peut encore être fixé qu'après l'état même de la femme, pour quelques-unes cinq

1. La femme qui se relève trop tôt est menacée de prolapsus utérins, chutes de matrice, phlébites, métrites, rétroversions de l'utérus, métrorrhagies (d'après Tarnier).

2. Sue. *Essais historiques, littéraires et critiques sur l'art des accouchements* (cité par le Dr Miquel Maillé, p. 11. Thèse médecine Toulouse, 1908). Le lever précoce et le lever tempestif chez les accouchées.

ou six jours après... d'autres dix, douze et plus... »

Velpeau (1), en 1835, dans son *Traité complet de l'art des accouchements* consacre un chapitre spécial aux relevailles. « Le temps qu'une femme doit rester au lit est nécessairement très variable et le neuvième jour, terme vulgaire, ou le quatorzième jour de Levret ne peuvent être adoptés comme une période moyenne ou générale; cinq ou six jours suffisent quelquefois mais pour peu que les symphyses paraissent avoir été fatiguées, que l'utérus ait des dispositions à s'abaisser ou à se renverser, que la santé soit encore chancelante, il faut attendre et au lieu de huit à dix jours, il conviendrait plutôt dix à quinze. En tout cas on aurait tort de lui permettre de reprendre des exercices tout à coup, comme le font certaines personnes. »

En 1840 Maygrier (2) écrit : « Il est extrêmement prudent que pendant le premier mois, elle ne s'expose ni au froid ni à l'humidité sans la nécessité la plus indispensable... qu'elle soit au lit au coucher du soleil et qu'elle ne se lève que tard. »

Un certain temps est indispensable pour que les organes maternels aient repris leur place normale et que l'utérus soit redevenu au moins pelvien.

Wiéland, dans sa thèse sur l'évolution de l'utérus (1858), parle déjà d'un repos bien supérieur — vingt à trente jours — et pas de sortie avant six semaines si l'on est en hiver.

1. Velpeau. *Traité complet de l'art des accouchements*, 1835.

2. Cité par Miquel Maillé, *op. cit.*, p. 20.

C'est à une conclusion identique qu'aboutit, en 1888, M. le Dr Napias, qui faisait une enquête sur l'assistance des femmes accouchées. Il avait consulté sur cette question du repos consécutif à l'accouchement, les plus célèbres accoucheurs de l'époque, Pinard, Porak, Thévenot. Leur réponse fut identique : « La femme ne doit se lever que lorsque l'utérus est redevenu organe pelvien, c'est-à-dire après dix-huit ou vingt-cinq jours; elle ne doit pas sortir avant la fin de la quatrième ou cinquième semaine (1). »

Tout récemment M. le professeur Audebert, de Toulouse, dans un remarquable article sur le séjour au lit des nouvelles accouchées (2) constate la tendance des accoucheurs à imposer, dans ces derniers temps, un séjour au lit variant de quinze jours à quatre semaines. « Si l'on ouvre, dit-il, les classiques, on voit qu'à l'exception de Noegelé et Greuser, pour lesquels un repos de huit jours est suffisant, tous recommandent un séjour au lit d'une certaine durée qui est de quinze à vingt jours pour Tarnier et Chantreuil, de trois semaines, pour Charpentier, de dix-huit à vingt-cinq jours pour Ribemont-Dessaignes et Lepage. »

En somme quelle doit être la durée de ce repos? Sera-ce neuf jours, repos stupidement traditionnel, notoirement insuffisant et pourtant pratiqué par tant de femmes; sera-ce quinze jours, sera-ce un mois?

1. Dr Napias, 1888. Notes sur un point d'hygiène intéressant les nouvelles accouchées et les enfants du premier âge.

2. *Archives médicales*, Toulouse, 1899.

Pour nous, le médecin devra être le principal juge. En principe, la femme ne devra pas se lever avant la régression utérine complète et avant que l'écoulement lochial soit complètement tari depuis quarante-huit heures au moins. Le lever de l'accouchée devra donc varier avec la marche plus ou moins rapide de l'évolution utérine. Tout dépendra de l'état de santé de la malade, de ses forces, de son tempérament, mais on peut néanmoins fixer une moyenne et en général un repos de quatre à six semaines suffira pour remettre la mère sur pieds et lui permettre d'échapper aux complications utérines, suites de couches mal soignées et de levers précoces. C'est à peu près le laps de temps que tous les médecins et accoucheurs recommandent. C'est ainsi qu'en 1891 la Société d'obstétrique et de gynécologie consultée sur la proposition Dron, déclara à l'unanimité que quatre semaines de repos étaient nécessaires à la femme, avant de reprendre tout travail. Pendant ces quatre semaines la femme aura le temps de réparer sa santé ébranlée; recevant les soins qui lui éviteront l'infection et prenant toutes les précautions nécessaires, elle ne compromettra pas ses maternités futures, elle gardera sa fécondité et sa productivité au point de vue social; la maternité pour elle ne sera pas alors une source de faiblesses et de déchéance physique, ce sera, au contraire le plus souvent, un accroissement de bonne santé qu'elle en recueillera, elle ne risquera pas de devenir « une valétudinaire avant l'âge » et de « retomber à la charge de l'Assistance publique ».

Mais si le repos après l'accouchement est d'une grande importance pour la jeune mère, il est aussi un grand bienfait pour le nouveau-né. Pendant ce mois de repos la mère apprendra à aimer son enfant et à l'entourer de soins intelligents ; restant auprès de lui elle s'en occupera et ne songera pas à le confier à des personnes étrangères, le plus souvent dévouées, mais qui ne pourront jamais remplacer la mère, car la mère aura toujours cette supériorité : *de nourrir elle-même son enfant.*

Le médecin conseillera en effet à l'accouchée de l'allaiter elle-même toutes les fois qu'elle le pourra, et les cas seront bien rares où il lui sera impossible physiquement de le faire.

Ce sera du reste son intérêt propre qui sera en jeu. Les médecins ne s'accordent-ils pas à dire que l'allaitement maternel est une grande garantie pour la femme qui, de ce fait, se rétablit plus vite. Sanzoni dit à ce sujet : « Nous sommes convaincus que rien n'exerce sur le retour de l'utérus une influence plus heureuse que l'allaitement maternel joint à un régime hygiénique convenable. Il provoque une excitation modérée des nerfs de la glande mammaire qui à leur tour, ont une grande influence sur la production de fortes contractions utérines. »

Mais l'allaitement maternel sera encore plus important pour l'enfant : une mère qui donne le sein à son enfant diminue beaucoup les risques de mortalité de son bébé. Il y a de grandes chances pour qu'ayant commencé à l'allaiter elle-même pendant

son repos, elle continue cette œuvre salutaire. Et encore ne le nourrirait-elle que pendant quatre ou six semaines, qu'il faudrait déjà voir là un résultat.

La vie de l'enfant est surtout fragile pendant les premiers jours qui suivent sa naissance ; gastro-entérite et diarrhée infantile le guettent, le menacent ; le meilleur préservatif pour lui, c'est le lait maternel, qui lui épargnera toutes sortes de maladies et contribuera à son bon développement et à son facile élevage. L'allaitement naturel est bien supérieur à l'allaitement artificiel. « Le lait de la mère, a dit le professeur Pinard, sera toujours supérieur à tous les laits stérilisés, pasteurisés ou autres qui ne seront jamais qu'un pis aller. » « Le lait de femme est exempt de germes, fait remarquer avec raison M. le Dr Młodziejowska, parce qu'il passe directement du sein de la mère dans le tube digestif de l'enfant, au contraire le lait de vache subit des transvasements successifs et se trouve toujours plus ou moins infecté (1). »

Aucun autre mode d'alimentation ne peut être comparé à l'allaitement maternel et l'allaitement artificiel est la cause principale de ces gastro-entérites et de ces diarrhées qui sévissent sur les nourrissons et en font mourir un grand nombre.

Les Allemands qui ont pourtant, chaque année, un accroissement de population perdent de ce fait beaucoup d'enfants. M. le Dr Mayet, de Berlin, dit qu'en 1899, la mortalité des nourrissons allemands a été

1. Dr Młodziejowska, Diarrhée des nourrissons, thèse, 1892, Paris.

de 222 ‰ et en particulier la mortalité par maladies intestinales de 82 ‰. La mortalité par affection du tube digestif est aussi considérable et c'est à l'allaitement artificiel, au sevrage précoce que les Allemands attribuent ces effets. M. Bœckl, directeur du bureau de statistique de Berlin, a fait en 1895 une enquête sur le mode d'alimentation des enfants du premier âge. Les parents avaient dû indiquer sur leur feuille de recensement le mode d'alimentation des enfants.

« Il ressort de cette enquête que la mortalité des enfants exclusivement nourris au lait de vache était supérieure à celle des enfants nourris au sein (1). »

De même (2) en France les constatations sont déplorables. M. Bertillon, en 1902, dit que sur 1.000 nouveau-nés vivants il en est mort 160, dans la première année. Décès dus en grande partie à la débilité congénitale, aux maladies des voies respiratoires, mais surtout à la gastro-entérite et à la diarrhée infantile. Ballestra et Giletta de Saint-Joseph qui ont étudié de près la mortalité infantile dans la population urbaine de France de 1892 à 1897 nous ont mis sous les yeux des chiffres effrayants de mortalité infantile constatés dans certaines villes. La diarrhée

1. *Annuaire statistique de Berlin*, 23, page 113, cité par Fuster, *Revue d'hygiène et de police sanitaire*.

2. M. Mayet a calculé, d'après les statistiques berlinoises que sur 2 enfants de moins d'un an nourris artificiellement il en mourait un dans l'année.

cause particulièrement des ravages, si l'on songe qu'elle est « la cause du quart de la mortalité infantile dans toutes les villes de France, du tiers dans 21 villes et de la moitié dans 12 villes : Rouen compte 510 décès par diarrhée pour 1.000 décès d'enfants, Lille 514, Le Mans 525, Avignon 530, Nantes 555, Le Havre 558, Reims 564, Boulogne-sur-Seine 567, Dijon 584, Troyes 682 » !

Le remède pour empêcher de telles hécatombes est pourtant connu. Combien d'enfants sauvés grâce à l'allaitement maternel et à l'hygiène. Les médecins ne le répéteront jamais assez. « Tous les statisticiens, dit le Dr Triboulet, ont établi en preuves irréfutables que si la diminution de la natalité est pour la France un gros péril, celui-ci pourrait être en partie conjuré ou du moins atténué par l'observation de toutes les précautions qui concernent l'élevage des enfants pendant la première année. »

Il faut faire comprendre à la mère la tâche sublime à tous points de vue qu'elle doit remplir. Il faut lui faire comprendre que sa tâche n'est pas finie lorsqu'elle vient de mettre au monde son enfant, qu'au contraire elle ne fait que commencer et que c'est un devoir sacré pour elle de l'allaiter elle-même. Il faut répandre à profusion les notions d'hygiène que beaucoup trop de mères méconnaissent, il faut secouer quelquefois leur indolence et même leur paresse, mais il faut aussi faciliter à la mère le repos nécessaire après l'accouchement, repos qui ne pourra donner que d'excellents résultats pour la

mère et pour l'enfant : Plus il sera long et mieux il vaudra !

Éviter le plus possible la mortalité infantile n'est-ce pas là un des moyens les plus sûrs pour combattre la dépopulation ?

CHAPITRE IV

Comment ces repos et ces prescriptions sont observés

Celle qui souffre

La science médicale nous a abondamment renseignés et sur le repos et sur la durée et le genre de repos que doit observer la femme avant et après ses couches. Deux mois avant les couches, un mois après les couches, six semaines si possible, voilà pour la durée du repos. Travaux peu fatigants, plus de repos que d'exercice avant, repos absolu et levers progressifs après, voilà les prescriptions à observer pendant ce repos.

Nous nous proposons de rechercher rapidement comment les femmes obéissent à ces prescriptions. Nous laisserons bien entendu de côté les femmes aisées, nous ne nous occuperons que des femmes ouvrières, celles qui souffrent de leur triste condition ; nous pouvons dire malheureusement dès maintenant, que la plupart d'entre elles n'obéissent pas du tout à ces prescriptions et nous nous proposons aussi d'exposer dans ce chapitre quelques-unes des causes de ce déplorable état de choses.

C'est qu'aujourd'hui, la femme du peuple « n'est

plus comptée pour l'amour, le bonheur de l'homme, encore moins comme maternité et puissance de sa race, mais comme ouvrière (1) ».

Si le xix^e siècle a été le siècle de l'industrie et du progrès, on peut affirmer aussi sans crainte d'être contredit, qu'il n'a pu mériter ce nom que grâce aux sacrifices des énergies humaines, sacrifices toujours plus grands et qu'il a été pour beaucoup de foyers la cause de déchéances physiques et morales.

La concurrence, l'âpre concurrence, amie du progrès scientifique en ce sens qu'elle a forcé l'industriel à perfectionner sans cesse ses machines pour que le coût de revient soit moins élevé, mais ennemie de l'ouvrier en ce sens qu'elle lui a ôté de nombreuses tâches; par conséquence la source de nombreux revenus, est devenue telle que l'industriel a songé à remplacer, toutes les fois qu'il l'a pu, la main-d'œuvre masculine par la main-d'œuvre féminine. Avec ses machines faciles à diriger pour lesquelles souvent une diligente surveillance suffit, l'industriel a pu employer les femmes, voire même des enfants. Dès ce jour, depuis l'adolescence jusqu'à la vieillesse, la femme a connu l'atelier; elle s'est trouvée engrenée, elle a été « industrialisée ». Le patron a trouvé autant de main-d'œuvre féminine qu'il en a voulu: il n'a qu'à demander pour être servi et la concurrence entre femmes est née. Chose très intéressante pour lui, car salaires moins élevés.

1. Michelet, *L'Ouvrière*, p. XVIII. Introduction.

« Payer quelqu'un 2 francs pour une besogne qu'on a l'habitude de payer 4 à 5 francs à un autre », avouez que c'est intéressant. Le premier patron qui a songé à employer les femmes a pu baisser ses prix ; le secret de cette vente à bas prix a été vite découvert et les autres industriels ont eu vite fait de l'imiter. Et puis, cet avantage de salaires peu élevés n'est pas le seul pour l'industriel : la femme moins exigeante est de plus, plus docile ; elle fait rarement la grève, et peut-être sans être hostile au syndicat, elle n'en fait pas partie. Gagnerait-elle du reste assez pour en être membre ?

La femme, en entrant à l'usine, est devenue une concurrente pour l'homme qui souvent s'est vu forcé, à cause d'elle, de ne pas avoir de trop grandes exigences.

Mais qui a poussé la femme à se faire ouvrière ? Pourquoi n'a-t-elle pas pu rester simplement épouse et mère ? Pourquoi a-t-elle dû désertir chaque jour son foyer où sa présence serait souvent si utile et éviterait bien des catastrophes de tout genre ! C'est qu'elle a eu besoin. Le mari ne gagnait pas assez et la vie devenait de plus en plus chère ! Ce travail est devenu une obligation pour elle.

Sans parler des femmes isolées, filles, veuves, ni des pauvres abandonnées qui doivent peiner dur pour mener une vie misérable, les femmes mariées ont dû, elles aussi, se mettre au travail.

Le budget ouvrier n'est pas bien gros ; la femme a dû apporter son écot et elle est allée à la fabri-

que qui lui ouvrait ses portes toutes grandes, donner son énergie et son temps pour des salaires infimes. On l'a payée moins que l'homme pour un travail égal et aussi bien exécuté ; et on prétend qu'elle n'a besoin que d'un salaire d'appoint car elle trouve le nécessaire au foyer domestique ! Néanmoins on lui fait faire une journée entière, presque égale à celle de l'homme et on la paie $\frac{1}{3}$, $\frac{1}{2}$, $\frac{2}{3}$ de moins que lui. Voilà la justice sociale ! Et encore cette idée de salaire d'appoint, si elle était juste, ne le serait qu'en partie, car elle constituerait une plaisanterie odieuse pour les pauvres femmes sans appui qui n'ont d'autres ressources que de compter sur elles-mêmes !

Il y a quelques années, d'après M^{lle} Schirmacher (1), la population féminine active en France s'élevait à 14.111.512 femmes au-dessus de 15 ans. Elle était donc égale ou au moins supérieure en nombre à la population active masculine. Il est certain que cette population féminine n'a fait qu'augmenter. Et veut-on connaître quelques salaires types de ces ouvrières ? En consultant les documents ayant trait à ce sujet, nous verrons que 2 fr. 50 et 2 francs sont de beaux salaires industriels pour la femme. Et pour arriver à ce résultat, que de surmenage pour beaucoup d'entre elles !

1. M^{lle} Schirmacher comprend, il est vrai, dans la population féminine active les ménagères et les religieuses. En ne tenant pas compte de ces dernières, on trouve seulement 6.262.658 femmes composant la population féminine active. M^{lle} Schirmacher a puisé ces chiffres dans le *Bulletin de l'office du travail*, juin 1900.

« Les ouvrières occupées dans l'industrie de la mode connaissent deux mortes saisons, juin-septembre, janvier-mars. Par contre, en temps de presse, elles travaillent quatorze heures par jour, sans repos du dimanche. Le soir vivement éclairées dans l'atelier patronal, elles étouffent, il faut ouvrir les fenêtres et il en résulte des rhumes et des phtisies. Dans l'atelier en chambre, l'air en plus est vicié par les émanations de la cuisine qu'on y fait (1). »

Et ces salaires de 2 fr. 50 et de 2 francs, ces « beaux salaires » que l'on pourrait regarder plutôt comme des salaires de famine ou tout au moins comme à

1. Le sort des midinettes japonaises est encore pire. Le Japon qui se pique de civilisation a encore beaucoup à faire pour l'amélioration du sort de ses ouvrières : « Il n'y a pas d'existence plus lamentable que celle des ouvrières japonaises. On en compte 700.000 dans les diverses industries et toutes mènent une vie de souffrance sans relâche. Elles doivent travailler sans repos et n'obtiennent pas même de répit pour les repas. Le patron s'entend avec les contremaîtres pour tromper les malheureuses sur l'heure, ce qui les oblige à rester à l'usine et à la besogne au delà du temps convenu et payé. Dans beaucoup de filatures, elles sont contraintes au travail acharné et exposées aux mille dangers de la promiscuité avec les ouvriers. Celles qui commettent quelque erreur dans les occupations qui leur sont confiées encourent des peines qui vont de l'amende à l'incarcération et aux châtiments corporels. On cherche tous les prétextes pour les exploiter. Les jeunes ouvrières n'ont aucune garantie morale dans les ateliers. Sur 80.000 il y en a 70.000 au-dessous de 14 ans et 10.000 au-dessus de 10 ans et aucune loi protectrice de l'enfance ne les sauvegarde (Shin Koran, Dr Kuwada, cité par P. Reboux. *Revue des Revues, Le Journal*, 1911).

2. *Le Travail des femmes en France*, Fénélon Gibon. *Action sociale de la femme*, 10 sept. 1902, p. 117.

peine suffisants sont l'exception. La moyenne du salaire industriel de la femme n'atteint pas 2 francs. Il est peu d'industries qui donnent à leurs ouvrières des salaires élevés, comme 4 et 5 francs; la plupart donnent de 1 fr. 50 à 1 fr. 90; quelques-unes 1 franc. C'est ainsi que « chez les ouvrières du textile et du vêtement fort nombreuses, les femmes sont réduites à une paye moyenne de 2 fr. 10 à 1 fr. 90 (1) », et si à Paris les salaires féminins sont pour quelques professions un peu plus élevés, cette hausse n'est que relative car la vie et surtout le loyer ont vite fait d'anéantir les quelques sous payés de plus (2).

Et dans l'industrie à domicile, l'on rencontre des salaires encore plus bas — et même à Paris. — Pour ce travail à domicile, travail à bon marché, travail marchandé et remarchandé, travail mal payé, « travail volé » comme l'appelle justement M. Georges Piot, le salaire de famine est la règle. « L'impression qui demeure, dit Mény, c'est la généralisation de salaires de 0 fr. 90 à 1 fr. 25. C'est la règle pour presque tous les travaux effectués à domicile. » Dans le *Musée Social* de mars 1908, rapporte Mény, analysant les observations recueillies et publiées dans l'enquête officielle rappelée plus haut, on écrivait : « 510 ouvrières travaillant chez elles à confectionner des articles de lin-

1. Goirand, page 5.

2. Il est vrai qu'à Paris, à côté de ces malheureuses couturières et modistes, il y a des modèles qui gagnent des 20.000 et des 25.000 francs par an! Le couturier qui ne paiera pas ses ouvrières, paiera cher son modèle! C'est du commerce, il est vrai!

gerie ont été interrogées... Sur les 540 questionnées, 217 ont fait connaître leur gain à l'heure en travail courant... Sur ces 217 ouvrières... 109, soit 60 %, gagnent moins de 3 sous à l'heure et 186, soit 83 %, gagnent moins de 5 sous... Voilà maintenant pour 366 ouvrières, une autre statistique indiquant le gain annuel net de l'ouvrière faisant exclusivement de la lingerie à domicile. Ce gain net est obtenu en défalquant du gain brut les charges et notamment le prix du fil et les frais de transport et la livraison de l'ouvrage... Il résulte que 60 % de ces ouvrières gagnent moins de 400 francs, à peu près 1 franc par jour (1). »

Les salaires féminins, comme nous venons rapidement de le voir, sont donc en général dérisoires ; quelques-uns sont même d'une scandaleuse insuffisance. Aussi ne serons-nous pas étonnés de constater que toutes ces malheureuses sont dans l'impossibilité de suivre les prescriptions médicales et d'observer le repos !

Rien n'est plus compréhensible : on n'a pas besoin de beaucoup de réflexion pour se rendre compte qu'avec de pareils salaires, il est matériellement impossible à la femme ouvrière de faire quelques économies pour se reposer avant et après son accouchement. Elle a été à l'usine, parce que souvent, son mari gagnant à peine pour lui, elle n'avait pas assez : le salaire qu'elle y touchait chaque semaine lui a à peine suffi à équilibrer son budget ; elle ne quittera

1. *Musée Social*, mars 1908, p. 77 et 78 ; G. Mény, *Le Travail à domicile*, p. 45.

pas l'usine au moment où elle en aura le plus besoin; ce n'est pas le moment de se reposer, car il ne faut pas diminuer la recette lorsqu'on va avoir de fortes dépenses. « Et comme dit Bureau à grand' peine six jours avant l'accouchement et huit jours après, suspendra-t-elle son travail industriel (1)! »

En 1900, une Commission parlementaire fut chargée de faire une enquête sur l'industrie textile, relativement à la situation des ouvrières pendant la crise de maternité. Il ressortit clairement des différentes dépositions reçues par cette commission que dans la région du Nord, les femmes vont travailler jusqu'au dernier moment, et reviennent à l'atelier aussitôt qu'elles peuvent marcher.

Voici quelques dépositions édifiantes :

« A Armentières, dit M. Tenkeré, aux crises de la maternité, les femmes viennent jusqu'au dernier jour à l'atelier, il y en a même qui accouchent...

« A Bailleul, déclare le secrétaire de l'Association ouvrière de l'industrie textile, les femmes attendent jusqu'au moment de l'accouchement pour cesser le travail, et le reprennent le plus tôt possible, tout au plus les femmes du tissage neuf jours après, dans la crainte de se voir remplacer au travail, — chez les ouvrières à la main, bien souvent vingt-quatre heures après l'accouchement elles font la lessive et font des épeules pour les maris. »

« A Lille, dit M. Bauche, de la Fédération ouvrière

1. La femme à l'usine. Conférence de M. Bureau le 26 février 1902. *Action sociale de la femme*, 10 août 1902, p. 84.

textile, les femmes enceintes travaillent jusqu'au dernier moment et reviennent à l'atelier dès qu'elles peuvent marcher; c'est surtout par nécessité que les femmes reviennent; il faut bien vivre. »

Et M. Boullisset, inspecteur divisionnaire du travail que l'on ne saurait soupçonner d'exagération, de dire : « En général les ouvrières travaillent jusqu'au dernier jour avant leur accouchement; elles retournent à l'usine quinze jours ou trois semaines au plus tard après leur délivrance. »

Si l'on faisait des enquêtes dans d'autres parties de la France, il est certain que des constatations du genre de celles que nous avons rapportées seraient fréquentes.

Les femmes ouvrières ne connaissent donc pas le repos avant les couches, elles ne peuvent se préparer un bon accouchement. Comme dit Schüller : « Il est clair que pour le même travail, la femme enceinte doit faire beaucoup plus d'efforts qu'une autre non enceinte et qu'elle est beaucoup plus sensible vis-à-vis des différentes conséquences nuisibles du travail de fabrique (1). » Le malheur est que le noyau de la population ouvrière féminine des usines est composé de femmes de 18 à 35 ans en pleines forces et souvent exposées à la maternité.

Quant au repos après les couches, est-il mieux observé? Non.

1. Schuler. *Hygiène et Législation des fabriques*. (Rapport au Congrès International d'Hygiène de Vienne), 1887.

Les réponses données à la commission parlementaire nous ont déjà fourni quelques indications à ce sujet. La femme ne songe qu'à se lever au plus tôt pour retourner chez elle et au travail. Elle ne restera pas le temps nécessaire à l'hôpital. Elle n'a qu'une pensée qui peut paraître légitime : Regagner son foyer au plus vite. Et puis, dit M. Engerand : « Il y a chez elle cette défiance spontanée, ce préjugé irraisonné et déraisonnable contre l'hôpital, qui dans l'esprit du peuple, l'assimile à une prison, et en tous cas, le montre comme une obligation humiliante, une quasi-déchéance. »

Elle fuira donc l'hôpital aussitôt que possible — au lieu de rester vingt et un jours et plus, — la plupart, environ $\frac{3}{5}$ des femmes sortiront du septième au douzième jour, dit le Dr Napias (exactement 1.027 sur 1.780). Et pour la province « plus des $\frac{2}{3}$ (12.339 sur 18.737) sortiront le dixième jour. » Et sortant trop tôt, elles exposeront leur santé et celle de leur enfant.

Mais pourquoi ce repos après les couches est-il si mal observé ?

On pourrait en donner des raisons plus ou moins plausibles.

Ce repos prolongé recommandé par les médecins semble excessif aux femmes.

Les animaux se reposent-ils après avoir mis bas, les femmes sauvages prennent-elles tant de précautions après avoir accouché ? Les femmes de la campagne, elles-mêmes, ne retournent-elles pas au travail quel-

ques jours après leur accouchement ? Voilà ce que l'on dit, seulement on ne tient pas compte de la différence de constitution et de force qui existe entre les femmes dont on vient de parler, femmes vivant au grand air, vivant la vie animale pour ainsi dire et les femmes étiolées, amaigries de nos usines. Et puis l'on ignore que toutes ces femmes dont on donne en exemple la robustesse paient aussi leur tribut d'imprudence. Thiroux raconte au sujet des femmes sauvages, dans sa thèse, que le Dr Thévenot qui a exercé à Valparaiso a été à même de constater chez elles des affections utérines irrémédiables à un âge peu avancé, affections résultant du manque de repos et de précautions hygiéniques.

Un de nos amis, le Dr Albert Louis, médecin-major à Tebessa (province de Constantine), nous a fait part de constatations identiques et tout au moins aussi pessimistes au sujet de la femme arabe dont la condition sociale est en général lamentable : « La vie des femmes arabes, nous écrit-il, est variable, d'après leur situation ; elles sont nomades ou sédentaires, c'est-à-dire qu'elles appartiennent à des tribus qui émigrent en hiver dans les zones sahariennes ou voisines du désert et en été dans les régions plus fraîches (les Hauts Plateaux), dans le premier cas, ou bien qui restent sous la tente ou dans leurs gourbis pendant toute l'année au milieu des terrains qui leur sont dévolus, dans le deuxième cas. » Dans ces deux cas, la situation sociale de la femme varie selon la fortune du mari, mais de façon générale, la femme est

toujours affectée à une besogne secondaire, ne s'occupe que des travaux manuels et ne doit prendre aucune part aux occupations d'ordre supérieur, réservées seulement aux hommes. Dans les grands centres, la femme arabe subit une tutelle moins farouche, elle s'est un peu civilisée au contact des Européens qui l'entourent, et jouit d'un peu de liberté, mais dans le Bled — cette campagne aux vastes horizons dont l'aridité et la sécheresse donnent une impression de tristesse et d'infinie désolation! — la femme est réduite à l'état de bête de somme et placée sous la tutelle d'une brute qui ne la respecte pas et croit pouvoir tout exiger d'elle. C'est en somme l'esclave de son mari. Elle est gardée jalousement quand elle est jeune et jolie ; mais quand elle a perdu avec sa jeunesse, le peu de charmes que la nature lui avait donnés, elle est employée aux besognes les plus terre-à-terre et les plus dures. C'est elle qui va chercher l'eau dans des peaux de bouc à la fontaine ou à la source, qui va chercher et abattre le bois à la forêt, recueillir les touffes d'alfa pour allumer du feu et confectionner des nattes ; le ménage est-il appelé chez le cadi (juge de paix musulman) ou devant l'officier des affaires indigènes, l'homme monte sur son cheval et s'en va dignement drapé dans son burnous vers celui qui l'a fait appeler, tandis que sa femme trotte près de lui, les pieds nus sur le sable. »

L'Arabe possède en général plusieurs femmes ; le Coran ne lui en permet cependant que quatre. Son grand souci est d'avoir beaucoup d'enfants ; ce fai-

sant, il obéit aux injonctions du Coran et est agréable au prophète (1).

« Mais la grossesse n'arrête pas les souffrances de ces malheureuses. Toutefois, en raison des avortements fréquents que la syphilis tertiaire provoque parmi eux, les Arabes ont peur de voir leur progéniture ne pas venir à terme (2) et ménagent un peu leurs femmes à ce moment, surtout lorsqu'ils savent que quelque officier représentant l'autorité française est dans leur voisinage. Néanmoins, *le plus souvent, jusqu'aux moments des premières douleurs de l'enfantement, la femme reste l'esclave de son mari.* Si la naissance de l'enfant se produit au moment d'un changement de campement, on met la femme à peine délivrée dans un bassour (espèce de cage entourée de couvertures) sur un chameau et la caravane continue sa route. Le lendemain et les deux jours suivants, les matrones, en se livrant à des incantations *piétinent et massent le ventre de la mère et la forcent à se lever.*

« Au bout de deux ou trois jours, la malheureuse a repris ses occupations : elle en a une de plus, l'al-

1. Le Prophète a dit à ses disciples : « Mariez-vous à l'envie, créez continûment : au jour du jugement dernier mon éclat sera d'autant plus grand au milieu des autres nations que vous aurez eu plus de fécondité. »

2. Coran chap. 48 : Obligations du mari, § 6. « Ayez soin de celles qui sont enceintes, tâchez de pourvoir à leurs besoins jusqu'à ce qu'elles aient accouchées ; si elles allaitent vos enfants, donnez-leur une récompense ; consultez-nous là-dessus et agissez généreusement, s'il se trouve des obstacles, qu'une autre femme allaite l'enfant. »

laitement de l'enfant (1). Dans les villes, la scène est identique. Parfois une sage-femme française vient jeter quelques notions d'hygiène au milieu de ces pauvres gens. Malheureusement, elle prêche le plus souvent devant des gens qui ne sont point faciles à convertir et qui ne suivent pas ses conseils. L'enfant une fois né est remis à sa mère qui l'allaita et l'élève. Dans les intérieurs riches, la mère ne s'occupe que de son enfant et les travaux manuels sont confiés à des servantes juives ou négresses ; mais dans *la classe pauvre, la plus nombreuse, la malheureuse femme reprend ses occupations aussitôt que l'hémorragie a cessé*. Il en résulte des accidents éloignés de suites de couches nombreux et plus ou moins graves (prolapsus de l'utérus, éventrations, hernies ombilicales ou inguinales) ; parfois des hémorragies rebelles, la fièvre puerpérale, la métrite et la salpingite viennent peu de temps après l'accouchement apporter un terme rapide aux souffrances de ces malheureuses. Quiconque n'a pas voyagé dans le Bled ne se fait pas une idée de la déchéance physique dans laquelle sont plongées les femmes à partir de 25 ans (2). La loi coranique oblige pourtant le mari à veiller sur sa femme pendant la période qui suit l'accouchement, mais l'indigène habitué à considérer sa compagne

1. Coran, chap. 31, verset 13 : La mère porte l'homme dans son sein et endure peine sur peine ! il n'est sevré qu'au bout de deux ans,....

2. On sait que les femmes arabes se marient très jeunes et se fanent très vite. « Dès l'âge de 5 ans, je fus fiancée au Prophète, a dit Aïchah, et lorsqu'il consumma son mariage avec moi, j'avais neuf ans ! »

comme un être inférieur n'en continue pas moins à exiger beaucoup d'elle et si les forces de celle-ci viennent à la trahir, l'homme la frappe sans pitié, interprétant au pied de la lettre cette parole du prophète : Aïchah, l'ange Gabriel me l'a dit : « La femme a été formée d'une côte. Comment redresser une côte sans la casser ? »

« Je crois même, ajoute notre ami, et ceci est une
« opinion personnelle basée sur quatre ans et demi
« d'expérience et d'observations au milieu des noma-
« des du Sahara et des hauts plateaux, que ces fati-
« gues intempestives chez ces femmes enceintes pro-
« voquent la mort du fœtus dans le sein de la mère
« avant la fin de la gestation. Il arrive encore assez
« souvent qu'une femme soit enceinte, conserve le
« fœtus vivant pendant quatre ou cinq mois, puis ne
« sente plus les mouvements de celui-ci. Les fatigues,
« la mauvaise hygiène, l'influence de la syphilis le
« font mourir ; il n'est pas toujours expulsé, parfois
« il reste macéré dans le ventre de la mère pendant
« un temps plus ou moins long. La femme déclare que
« son enfant s'est endormi dans son sein pendant
« deux, trois, quatre, cinq, six mois, même deux ans.
« Le cadavre de ce fœtus se momifie à l'intérieur de
« la mère et y reste pendant un temps plus ou moins
« long. »

Chez nous, la plupart des campagnardes, malgré leurs vigoureuses constitutions, paient, elles aussi, les imprudences qu'elles commettent et sont affligées d'infirmités qui les gênent dans l'accomplissement de

leurs travaux. Plusieurs médecins ont déclaré à leur sujet au D^r Napias que les affections de la matrice étaient fréquentes à la campagne, et que si on les observait rarement, c'était que les femmes hésitaient à consulter sur un tel sujet. Et J.-L. Baudelocque disait déjà (1787) à propos de ces femmes de la campagne qu'on représente comme se levant parfois le lendemain des accouchements et sans être incommodées : « En général les femmes de la campagne quittent
« leur lit et reprennent leurs occupations domesti-
« ques de trop bonne heure. La plupart vont à l'église
« et aux champs, s'exposent au froid et à l'humidité
« dans un temps où elles devraient au plus rester
« levées quelques instants de la journée. Et il ajoutait :
« L'usage où elles sont de nourrir leurs enfants ne
« saurait les dispenser de prendre plus de précautions
« puisque l'allaitement ne les met pas à couvert d'une
« foule d'infirmités plus ordinaires chez elles que chez
« les femmes qui habitent la ville. »

Il y a aussi une sotte croyance traditionnelle, répandue dans le public par les sages-femmes : « Neuf jours après l'accouchement, dit-on, la vie normale peut être reprise. » Préjugé stupide que les médecins s'efforcent en vain de combattre : « La sotte habitude des neuf jours classiques du séjour au lit après l'accouchement, dit Tillaux, est la source de la plupart des endométrites classiques et des prolapsus utérins. » L'utérus des femmes sortant après le neuvième jour, de l'avis du corps médical, n'est pas redevenu normal ni même pelvien.

Cette croyance contribue encore aux levers et aux départs prématurés. Après ces neuf jours, la femme ne se considère plus comme malade, elle se croit capable des pires fatigues et le malheur est que l'assistance publique l'affermite dans son erreur en ne payant que neuf jours de traitement chez les sages-femmes de l'administration. Et d'ailleurs les hôpitaux sont toujours bondés ; le nombre de places étant notoirement insuffisant. On ne retient que mollement celles qui veulent partir, car, hélas ! l'on sait que la place qu'elles vont laisser libre va être aussitôt occupée. Ce fait est constaté avec peine par les praticiens eux-mêmes. M. le D^r Budin dit à ce sujet : « Il faut bien reconnaître que nous ne pouvons pas tous les jours conserver les femmes à l'hôpital autant qu'elles le désireraient. Le nombre des lits dont nous disposons est très restreint ; quand une accouchée est là depuis quinze, dix-huit ou vingt jours et qu'elle se porte bien, nous sommes souvent dans la nécessité de constater qu'elle occupe un lit qu'il serait nécessaire de pouvoir donner à une autre femme (1). »

Mais si toutes les raisons, dont nous venons de parler, entrent en ligne de compte et sont pour quelque chose dans la non-observance du repos, il est certain que la raison primordiale et principale, celle qui décide de tout, c'est le manque de subsides nécessaires à la femme pour se permettre ce repos. La femme

1. Budin. *Revue d'Hygiène*, 1885.

désire réparer au plus vite le déficit causé par ses couches. Elle désire être au milieu des siens, auprès de son mari, auprès des autres enfants qu'elle peut avoir déjà et qui pâttissent, privés de ses soins. Et si, à peine rentrée chez elle, elle repart au travail, c'est toujours la misère qui en est la cause ! Le professeur Pinard a observé dans son service que « sur 425 accouchées, presque toutes sont sorties avant le onzième jour sans être renvoyées. Des réponses données par ces femmes, il résulte que 130 ont quitté pour reprendre leur travail, 44 par crainte de perdre leur place, 89 pour payer les mois de nourrice de leurs enfants, 101 pour retourner à leurs enfants ». Et le professeur Pinard concluait : « Enlevez à ces femmes la préoccupation du lendemain bien plus encore pour leurs enfants que pour elles-mêmes et alors, seulement alors, elles resteront après leur accouchement le temps nécessaire à leur complet rétablissement (1). »

Et sans revenir sur les terribles conséquences de cette reprise trop rapide du travail après l'accouchement, la conséquence la plus lamentable est cette mortalité infantile qui s'abat sur la population ou-

1. « C'est surtout dans les centres populaires, dit Doléris, et dans la classe laborieuse où le lever prématuré et la fatigue professionnelle après les couches s'ajoutent aux privations et à la mauvaise hygiène que la sub-involution acquiert son maximum de fréquence et d'intensité. »

« La sub-involution (Inow Beck Simpson d'Edimbourg 1892) est cet état particulier de l'utérus après l'accouchement, caractérisé par un arrêt complet dans la régression utérine »

rière (1), mortalité qui peut compter au nombre de ses causes principales « l'absentéisme » de la mère et le manque de soins qui s'en suit.

Le Dr Lorcin (2) a démontré la différence de mortalité infantile qui existe pour les quartiers très riches et les quartiers très pauvres de Paris. Si sur 1.000 enfants de moins d'un an, il en meurt en moyenne 154 dans les quartiers très riches, la moyenne est bien plus élevée dans les quartiers très pauvres, elle est presque du double, le Dr Lorcin nous donne le chiffre de 277.7 ‰. Et cette proportion de mortalité au détriment de la classe ouvrière existe partout. A Lille, dit le Dr Lobert, dans la rue Royale, quartier riche, la mortalité s'élève à 13,04 ‰ ; dans la rue de Juliers, quartier pauvre elle s'élève à 34,63 ‰.

Ueffelmann a établi qu'en Angleterre, sur 100 enfants nés vivants, il en vivait encore au bout d'un an 90 appartenant à l'aristocratie, 79 au commerce, 68 aux ouvriers. Bluhm a établi qu'au Danemark sur 1.000 enfants nés vivants, la mort en ravissait 204 à la classe ouvrière et 177 aux autres classes.

Et beaucoup de ces décès peuvent être évités : en supprimant ou en atténuant les causes, gastro-entérite, diarrhée, provenant de la mauvaise alimentation, de la privation du sein maternel, débilité congénitale, provenant du surmenage de la mère et du manque

1. Communication du professeur Pinard à la Société d'Hygiène Professionnelle et de Médecine Publique, 1890.

2. *Étude sur la mortalité et la morbidité dans la classe ouvrière à Paris*, 1897.

d'hygiène. « En six ans, lit-on dans une chronique du *Musée Social* de février 1907, 220.000 enfants sont morts qu'on aurait pu sauver (1). Quel champ de bataille nous présentait une semblable horreur ! Et d'après les statistiques, ces décès sont fournis pour 80 % ¹¹¹²¹ par le monde du travail. »

Toutes ces constatations sont déplorables à enregistrer ; il semble que l'on devrait, par des lois énergiques et bien comprises, remédier à cet état de choses, surtout dans notre pays où les naissances sont peu nombreuses. L'intérêt collectif, national et social ne saurait être contesté dans la question qui nous occupe. Il semble que l'avenir de la race et l'avenir de la nation soient intéressés à la fécondité ultérieure des femmes et à la conservation des enfants.

Comme l'a dit avec raison Bertillon, l'épouse ne doit pas être ouvrière, commerçante, campagnarde, ou femme du monde : elle doit avant tout être « mère ». Nos législateurs feraient bien de méditer ces paroles et de chercher à rendre plus doux le sort de la mère ouvrière.

1. De Seilhac, d'après Engerand, p. 41, fév. 1907.

CHAPITRE V

La femme ouvrière, en France du moins, ne se repose donc, pas comme elle devrait le faire — elle n'en a pas les moyens. Tout le monde pourtant reconnaît l'utilité et la nécessité de ce repos. Des individualistes eux-mêmes, qui protestent toujours lorsqu'il s'agit de réglementation du travail ouvrier, tout au moins pour les adultes, en prétendant qu'en prenant des mesures de cette sorte, l'État empiète sur la liberté des individus, sont d'accord avec ceux qui réclament ce repos. Telle est l'opinion émise par M. Leroy-Beaulieu, dans l'*Économiste français* du 9 juin 1888. « Nous ne voyons pas, dit-il, quel droit a la loi de réglementer le travail des femmes majeures, pas plus que des hommes majeurs. *Nous ne faisons qu'une réserve, c'est pour les femmes enceintes ou relevant de couches.* Ici il s'agit en effet de sauvegarder l'existence d'un autre être incapable de se défendre : l'enfant qui va naître et l'enfant qui est né. »

Jules Simon, de son côté, fut l'instigateur du vœu émis à la conférence de Berlin du 15 mars 1890. « Il « est désirable que les femmes accouchées ne soient « admises au travail que quatre semaines après leurs « couches. »

L'interdiction du travail pour les femmes accouchées, disait Jules Simon à ce propos, empiète sur la libertés des adultes, mais il le fait au nom de l'intérêt supérieur et évident de la race humaine.

M. Brunetière (1), étudiant les conditions de la femme salariée dit : « Écarter la femme de l'usine et de la manufacture nous apparaît difficile, tant que la question du salaire minimum, du salaire familial ne sera pas résolue. C'est très difficile, très compliqué et, ajoute-t-il, je respecte infiniment les lois de l'économie politique, seulement je ne les crois pas de fer ni d'airain, et quand on me dirait qu'elles le sont, et quand on me le prouverait, je protesterais encore, et je dirais qu'au xx^e siècle, dans une société civilisée, deux choses, retenez-le bien, sont inadmissibles : l'une qu'un honnête homme qui peut, qui veut et qui sait travailler, meurt de faim, et l'autre, *que la femme soit gênée dans la fonction de la maternité.* »

Personne ne conteste donc l'intervention du législateur en pareille matière et beaucoup même pensent que ce devrait être un devoir pour lui d'agir, qu'il a attendu trop longtemps. Le législateur français a sans doute protégé la femme et l'enfant dans leur travail ; c'est incontestable : l'œuvre de la troisième République n'est certes pas à dédaigner sur ce point, mais les lois de protection de la femme et de l'enfant agissent trop tard. Le législateur avait beaucoup à faire,

1. Conférence : Les deux féminismes, M. Ferdinand Brunetière, *L'action sociale de la femme*, 20 janvier 1904, p. 18.

il avait même tellement à faire pour édifier tout ce monument de lois qui formeront les assises du futur Code ouvrier, qu'il a travaillé un peu à l'aveuglette. Il aurait dû comprendre qu'avant de protéger une femme ou un enfant de treize ans, il leur devait sa protection dès la naissance, je dirai même plus : dès la conception. Il devrait prendre les mesures nécessaires pour que la femme souffre le moins possible, et pour que l'enfant croisse en bonne santé et ne soit pas un être souffreteux ou rachitique, lorsque l'âge de la protection sonnera.

Une loi édictant le repos obligatoire pendant un certain temps mettrait fin à cette situation lamentable à tous points de vue. Mais en édictant le repos obligatoire, cette loi devrait assurer le salaire ou au moins une partie du salaire à celles qui doivent chômer légalement. Une loi qui imposerait obligatoirement un repos et ne prendrait pas les mesures réalisant l'indemnité correspondante au chômage forcé manquera son but à tous points de vue. Elle serait d'abord cruelle, cette loi qui dirait à l'ouvrière : « Ne travaillez pas, reposez-vous, vous en avez un besoin urgent, et le sort de la nation y est directement intéressé », et qui resterait muette aux prières de l'ouvrière demandant qui lui assurera ce pain pour lequel elle peine journellement. Et puis les résultats d'une loi conçue sans indemnité seraient sûrement plus désastreux que si on laissait la femme agir à sa guise. On ne voit pas bien du reste quels merveilleux effets l'on peut attendre du repos d'une femme enceinte,

déjà affaiblie par son état et obligée de jeûner ou tout au moins de se priver souvent du nécessaire : Assurer un repos sans indemnité, sans réaliser cette indemnité par un moyen quelconque, mieux vaut ne rien faire. C'est ce qu'a sans doute pensé le législateur français, comme nous le verrons au cours de cette étude. La question de l'indemnité a toujours été la pierre d'achoppement des projets français, et on n'est pas encore arrivé à la solutionner. Ce n'est pourtant pas les moyens qui manquent. Assistances, mutualités, assurances, ont été expérimentées avec plus ou moins de succès dans différents pays et même chez nous, le vaillant effort de l'initiative privée, assistance et mutualité, a obtenu des résultats dans un domaine que le législaeur a à peine effleuré. Dans les pays germains, l'assurance obligatoire maladie est le complément logique de l'interdiction de travail pendant une période de six semaines. Mais à côté de ces pays logiques avec eux-mêmes, il en est d'autres, comme la Suisse et l'Italie, qui édictent un repos obligatoire, mais où les indemnités nécessaires ne sont assurées d'aucune façon, et là, ces lois ont peu d'efficacité : les femmes fraudent pour reprendre plus tôt le travail qui les fait vivre : Voilà sans doute des exemples qui ont contribué à ce que le législateur français ne s'engage pas dans cette voie.

Mais si la question d'argent paraît complexe à résoudre au premier abord, il semble qu'en l'étudiant de près et sans parti pris, on puisse arriver à la solution désirée.

Il y a trois manières d'arriver à la réaliser : l'assistance, la mutualité et l'assurance. Ces trois modes peuvent répondre à l'attente et ont été expérimentés suffisamment dans différents pays pour qu'on en puisse apprécier les résultats. Mais de ces trois modes, la mutualité et l'assurance sont ceux qui ont le plus grand mérite et qui sont les plus susceptibles de donner de bons résultats. L'assistance n'est en effet que la bienfaisance, elle a un caractère d'aumône qui la fait délaissée de ceux qui ont besoin, mais qui ont honte d'être secourus ; la mutualité et l'assurance pure lui sont bien supérieures, elles créent un droit à l'assuré, elles lui permettent d'envisager sa situation sous un jour moins défavorable. Moyennant une faible cotisation, la mère s'assurera ce salaire dont elle a justement besoin et dont la perte l'empêche de se reposer. Et l'assurance maternelle, qu'elle soit réalisée au moyen de la mutualité libre ou de l'assurance obligatoire, qu'elle soit autonome ou rattachée à l'assurance-maladie, est certainement la plus intéressante et la plus nécessaire des assurances sociales. Car si les assurances sociales ont pour but « de garantir, en vue de maintenir leur existence économique, les couches économiquement faibles de la population contre la diminution ou la perte de leur capacité de gain consécutive à la maladie, à l'accident, à l'invalidité ou à des événements similaires », il semble que l'assurance qui donnera à la mère le droit à l'indemnité qu'elle recevra pendant son repos forcé, est celle dont le législateur doit

s'occuper en premier lieu. De toutes les assurances sociales, c'est elle la plus importante et la plus utile, elle a des visées généreuses et est grosse de conséquences. Elle prévient de nombreuses maladies, elle sauve même souvent de la mort deux êtres, la femme et l'enfant. Elle permet à la femme de ne pas compromettre sa maternité future, par une reprise trop prématurée du travail, elle évite les relevailles prématurées, en fournissant les subsides nécessaires, elle donne au jeune enfant des gages de facile élevage et de bonne santé, en permettant à sa mère de rester auprès de lui pendant les premiers jours qui suivent sa naissance ; elle permet à la mère d'allaiter elle-même son enfant, et l'encourage souvent par des primes à continuer l'allaitement au sein qui est, pour l'enfant, comme tout le monde le sait, un viatique de santé.

Et en agissant ainsi, elle constitue un des moyens les plus efficaces et les plus admirables, de lutter contre la mortalité infantile. Grâce à elle, que de nourrissons sauvés, que de détenteurs d'une santé robuste, mais aussi combien de femmes conservées à la santé ? Femmes qui, si elles n'avaient pas reçu les soins et observé le repos, seraient devenues bien vite vieilles avant l'âge, incapables de tout travail, invalides à la charge de l'Assistance ou de l'assurance invalidité dans les pays où elle existe ?

Il est certain que l'assurance maternelle doit être la première organisée dans un pays qui ne connaît pas encore les assurances sociales. L'assurance ma-

ternelle, en effet, en dehors de tous les risques qu'elle atténue, des services immenses qu'elle peut rendre à une nation en sauvant nombre de ses enfants, a encore le don de prévenir des milliers et des milliers de cas d'invalidité et de diminuer le nombre des pensionnés ou de l'assurance invalidité ou de l'assistance.

N'est-ce pas là encore une remarquable conséquence à constater? Une assurance qui tout en remplissant un si louable but prévient encore le risque invalidité, semble préférable à celle, généreuse aussi, il est vrai, mais qui néanmoins ne donnera à l'invalides que de faibles rentes pour prolonger une vie misérable. Ce n'est pas que nous ne considérons pas comme un devoir l'œuvre ayant pour but d'assurer les vieux jours des travailleurs, nous constatons simplement que l'œuvre de l'assurance maternelle est encore plus utile, car c'est grâce à elle que des forces productives de la nation ne seront pas gâchées ou anéanties et que les individus pourront retarder la pénible échéance de l'invalidité.

Nous allons, au cours de ce travail, étudier en France et dans les pays étrangers les tentatives qui ont été faites pour assurer à la mère le salaire indispensable au repos. Nous verrons qu'en dehors de l'assistance qui n'est en somme que de la pure bienfaisance, qu'elle soit publique ou privée, on a eu recours à la mutualité pour réaliser le problème, et que dans certains pays comme l'Allemagne, une assurance maternelle obligatoire, complément logique d'un chômage légal,

fonctionne et a donné des résultats satisfaisants.

L'assurance maternelle a des rapports naturels ou potentiels avec l'assurance maladie, avec la mutualité qui, étant une association contre les risques a des fonctions variées et complexes avec les œuvres d'assistance publique ayant un but général ou un but visant spécialement la maternité, avec la législation sociale réglant le travail. Il est compréhensible qu'en général la solution ait été cherchée en s'appuyant sur un de ces rapports. Aussi dans les pays où l'assurance obligatoire maladie existe, comme en Allemagne, l'assurance maternelle a été absorbée par l'assurance maladie. Dans les pays au contraire où l'assurance maladie obligatoire n'existe pas et où on n'impose pas de repos légal, l'assurance maternelle a été pratiquée par des institutions autonomes dites mutualités maternelles : c'est ce qui a eu lieu en France. Il y a enfin des pays comme la Suisse et l'Italie qui se trouvent dans une situation tout à fait spéciale : le législateur a interdit à l'ouvrière de travailler, mais on n'y rencontre pas d'assurance maladie obligatoire et les mutualités maternelles n'existent pour ainsi dire pas. Il a fallu avoir recours à une solution créée de toutes pièces : l'Italie a songé ainsi à une caisse de maternité d'État.

En somme cette question d'assurance maternelle a été étudiée par les différents États et chacun selon son caractère, les institutions dont il disposait, ses mœurs, a tenté d'arriver à une solution. Les magnifiques efforts faits dans ce but ont plus ou moins

réussi, mais tous ont donné des résultats, mais des résultats qui sont encore loin d'être ce qu'ils devraient être. Le nombre de femmes qui profitent des bienfaits de l'assurance, de la mutualité ou de l'assistance, est encore trop restreint. La solution intégrale n'est pas encore réalisée à l'heure actuelle pour toutes les femmes qui travaillent, et, même pour la plupart de celles qui profitent de certains avantages, ces avantages sont encore bien minimes et ne répondent pas entièrement aux desiderata des médecins.

A l'heure actuelle, on peut discerner trois grands groupements qui ont cherché par des moyens différents la meilleure solution :

1° Les pays germains : l'Allemagne, l'Autriche et la Hongrie, le Luxembourg aussi qui ont considéré la maternité comme une maladie ; ils ont rattaché l'assurance maternelle à l'assurance obligatoire maladie, et assuré le fonctionnement du service à l'aide de caisses à formes diverses, chargées déjà du service maladie, ils ont considéré l'accouchée comme une malade, et le législateur leur a interdit le travail (15 juin 1883, 10 avril 1892, 25 mai 1903).

2° La France qui n'a pas d'assurance obligatoire maladie, mais qui a une mutualité maladie libre, mais hélas ! peu développée.

L'assurance maternelle libre a été tentée et s'est développée rapidement avec les mutualités maternelles.

Ici l'assurance est libre, le travail est libre pendant les couches : le législateur français ne veut pas inter-

dire le travail avant d'être sûr que ce chômage forcé pourra être indemnisé. Il est probable que grâce aux nombreuses œuvres et surtout aux mutualités maternelles, dont l'organisation sera alors légèrement remaniée, on pourra arriver au repos obligatoire tant désiré par tous.

3° L'Italie qui depuis 1902 interdit légalement le travail aux accouchées, se trouve dans une situation caractéristique, car elle n'a pas d'assurance obligatoire maladie et la mutualité y est peu développée. Un projet de caisse de maternité gérée par l'État et destinée à compléter la loi est à l'étude depuis 1903 : les fonds seraient fournis par les ouvriers et les patrons. Il vient d'aboutir seulement ces derniers temps.

Dans les chapitres qui vont suivre nous étudierons les mesures de protection prises actuellement par le législateur français en faveur des femmes enceintes et nouvellement accouchées de la classe ouvrière. Nous constatons, hélas ! qu'elles sont peu nombreuses et nous parcourrons rapidement les projets français relatifs à la protection de la maternité.

Nous examinerons ensuite la conduite de l'État patron vis-à-vis de ses employés. Nous verrons qu'il donne le bon exemple. Puis passant en revue sans trop nous y attarder les tentatives de l'initiative privée nous étudierons l'effort tenté par des sociétés dites « mutualités maternelles » en vue d'établir une assurance maternelle en France. Nous constaterons malheureusement que la bienfaisance tient là encore

une trop large place mais aussi nous souhaiterons la multiplication de ces sociétés, qui ont déjà obtenu des résultats admirables et ont fait baisser la mortalité infantile dans de notables proportions.

Nous nous occuperons ensuite des législations étrangères, nous les passerons en revue et nous constaterons l'illogisme de quelques-unes d'entre elles.

Nous passerons ensuite à l'étude de l'assurance maternelle obligatoire allemande : Nous verrons ce que peuvent des assurances sociales bien combinées.

Nous aborderons la législation italienne et le projet tendant à assurer l'indemnité compensatrice à l'aide d'une caisse de maternité, projet qui a donné naissance à la loi du 3 juillet 1910 sur une caisse de maternité d'Etat.

Enfin, au cours de cette étude, nous apprécierons ces différents systèmes, nous discuterons la question de la liberté ou de l'obligation de l'assurance et nous rechercherons quelle est la meilleure solution et comment on pourrait établir cette assurance pour qu'elle coûte le moins cher possible en donnant à l'assuré des garanties solides.

CHAPITRE V

La protection légale des femmes enceintes et accouchées en France

La maternité de l'ouvrière française est légalement peu protégée. Comme textes, nous trouvons : Une loi du 29 décembre 1900 qui intéresse indirectement l'ouvrière enceinte, ou pour parler plus justement, l'employée de commerce ;

Un décret du 7 mars 1908 sur les surcharges des enfants et des femmes employées dans l'industrie ;

Une loi du 30 avril 1909 qui étend au personnel commercial les dispositions du décret précité ;

Enfin une loi du 27 décembre 1909 dite « Loi Engerand » garantissant aux ouvrières enceintes la conservation de leur emploi, lors de la reprise du travail après leurs couches. Et c'est malheureusement tout. Le bagage est bien léger !

Cette loi du 29 décembre 1900, dite « loi des tabourets », est inspirée d'une loi similaire existant en Angleterre. Elle est due à l'initiative de M. le député Gautret. Elle ne vise que les femmes occupées « à la vente dans des magasins, boutiques ou autres locaux en dépendant ». Elle prescrit que chaque salle

où travaillent les employées devra être munie d'un nombre de sièges égal à celui des femmes qui y sont employées (1). Aujourd'hui l'employée de commerce a un siège à sa disposition : Elle pourra s'y reposer toutes les fois qu'elle sera inoccupée, le patron sera tenu de veiller à ce que, dans son magasin, le nombre des sièges soit égal au nombre de ses employées : autrement il sera passible de peines de simple police, d'amendes, et en cas de récidive de peines correctionnelles.

Cette loi était depuis longtemps réclamée par les hygiénistes et les médecins, et par les intéressées elles-mêmes. La nécessité de se tenir debout pendant toute une journée, finit par abattre les tempéraments les plus robustes ; elle est la cause de beaucoup de maladies et de graves désordres dans l'organisme féminin. Mais si cette station verticale prolongée pouvait être funeste pour les femmes se trouvant dans une situation normale, il semble que les conséquences devaient encore être plus funestes pour la femme enceinte ! Son état pour ainsi dire anormal lui donnait moins de résistance pour supporter les fatigues d'un long stationnement debout, et elle en souffrait non seulement elle-même, mais encore l'enfant qu'elle portait en était aussi la malheureuse victime.

Cette intervention légale est déjà un progrès. C'est une protection indirecte pour l'employée de com-

1. La Belgique, par une loi du 25 juillet 1905, a prescrit les mêmes dispositions.

merce — enceinte ou non — qui pourra se reposer, si bon lui semble. Je dis « pourra » car il arrivera bien souvent que le patron, tout en respectant la loi, en ayant dans son magasin le nombre légal de sièges, fera comprendre à son employée que si elle veut rester chez lui, elle ne doit pas se servir du tabouret qui lui est destiné ; c'est la menace tacite, mais, certains même iront plus loin et interdiront sous peine de renvoi, de s'asseoir. (1) M^{me} Jean Brunhes, présidente de la Ligue sociale d'acheteurs, pense que la loi est appliquée en ce qui concerne le nombre de sièges, mais qu'elle a manqué son but. Il y a des sièges mais on ne s'asseyait pas. Visitez les magasins aux moments de la journée où la vente se ralentit et où l'employée pourrait se reposer. Combien d'employées trouverez-vous assises ? Ce sera l'exception. « Elles seront immobiles, appuyées timidement contre leurs comptoirs. » Un magasin où l'on verrait des employées assises est un magasin qui ne fait pas beaucoup d'affaires puisque les employées ont le temps de se reposer ; ou encore, c'est une maison où les employées ne sont pas pressées à servir la clientèle ! Telle est la thèse des directeurs. Aussi à Genève, en 1908, au premier congrès international des ligues sociales d'acheteurs, qui a déjà fait beaucoup pour la classe ouvrière, ce vœu a-t-il été émis à l'unanimité.

« Considérant que c'est pour satisfaire la clientèle

1. Rapport du 10 nov. 1908. R. Jay. *Protection légale des travailleurs*.

« que les patrons exigent des vendeuses qu'elles se
« tiennent debout, même lorsqu'elles n'ont pas de
« clients à servir, la Conférence rappelle à tous les
« acheteurs et acheteuses que c'est à eux au contraire
« d'exiger dans tous les magasins de vente que les
« jeunes filles ou femmes inoccupées soient assises. »
Voilà qui est bien, et c'est certes un des meilleurs
moyens d'obtenir les résultats efficaces que l'on est
en droit d'attendre de la loi du 29 décembre 1900.
Donc la loi du 29 décembre 1900 peut adoucir le sort
des employées de commerce, si elle est appliquée
généreusement par les patrons et si les acheteurs
suivent les conseils intelligents et raisonnables des
ligues sociales d'acheteurs.

Seulement cette loi ne concerne qu'une catégorie
d'ouvrières, catégorie importante, il est vrai, mais
les femmes employées dans l'industrie ne bénéficient
pas des mêmes avantages. L'ouvrière de l'industrie
aurait-elle donc de meilleures conditions de travail ;
son travail serait-il moins pénible que celui de l'em-
ployée de commerce ? Il semble pourtant que c'est
tout le contraire ; l'ouvrière de l'industrie est em-
ployée presque toujours à des besognes plus ou moins
propres et son effort, la dépense d'énergie qu'il lui
faut donner, est certainement plus grand. La station
debout prolongée rend le travail aussi pénible pour
toutes les femmes ; il est la cause de nombreux acci-
dents, de nombreuses lésions d'organes internes et
souvent les accidents de grossesse en sont la consé-
quence. De plus, comme l'a démontré le Dr Bachi-

mont, le poids de l'enfant d'une mère travaillant debout est moins élevé que le poids de l'enfant d'une mère qui travaille assise. Et nous savons que le poids de l'enfant entre en ligne de compte pour son bon élevage. Pourquoi donc le législateur français n'a-t-il pas accordé aux ouvrières de l'industrie ce qu'il accordait aux employées de commerce ?

L'extension de la loi du 29 décembre 1900 aux femmes employées dans l'industrie a pourtant été réclamée souvent.

L'association pour la protection légale des travailleurs (section française) s'en est préoccupée et à la séance du 5 avril 1906, présidée par M. le Professeur Cauwès, aujourd'hui doyen de la faculté de Droit de Paris, M^{me} de la Ruelle a présenté un rapport très documenté sur la question.

Elle a démontré que cette extension était facile à réaliser pour beaucoup d'industries tout au moins ; et à son sens, la femme de l'industrie qui aura un siège à sa disposition, s'en servira plus que l'employée de commerce, car l'ouvrière souvent payée aux pièces ne redoutera aucune observation de son patron qui ne lui paiera que le travail fait. Et ainsi l'on arrivera à supprimer les conséquences funestes du travail debout, lésions du cœur, varices, etc., et la femme enceinte sera moins exposée aux accidents.

Très peu d'industriels donnent des sièges à leurs ouvrières ; il faut remarquer, il est vrai, que certaines industries, les unes par défaut de place, les autres par la nature même du travail, s'opposent à l'emploi

des sièges. Mais comme le dit M^{me} de la Ruelle, il serait facile dans les industries, où certains patrons humains donnent des sièges à leurs ouvrières, d'imposer à tous les autres patrons de la même industrie le don d'un siège pour chaque ouvrière : En effet si le travail assis n'influe pas sur la production et la bonne confection dans un atelier, pourquoi donnerait-il de mauvais résultats dans l'atelier d'à côté où l'on fabrique exactement les mêmes objets. Pour les industries où le travail assis semble impossible, il y aurait néanmoins une amélioration à apporter au sort de ces ouvrières ; obliger l'industriel à mettre à la disposition de ces ouvrières des bancs pendant les repos de la journée.

On ne verrait plus, comme le rapporte M. Curtol, inspecteur du travail dans le Pas-de-Calais, des ouvrières obligées de s'asseoir sur le sol pendant leur repos. Le fait certain est que dans la majorité des industries, il n'y aurait aucun inconvénient à donner des sièges aux ouvrières ; le travail n'en souffrirait nullement et la santé de la femme n'en serait que meilleure.

Aussi ne pouvons-nous qu'applaudir au vœu présenté par M^{me} de la Ruelle à l'association pour la protection légale des travailleurs et adopté à la majorité de ses membres.

« L'Association française pour la protection légale
« des travailleurs émet le vœu que dans l'intérêt de
« la santé des ouvrières, la loi du 29 décembre 1900
« soit étendue aux établissements industriels, à l'ex-

« ception de ceux où les conditions techniques ne permettent pas aux femmes de s'asseoir. »

Ce vœu est très réalisable : il n'accroîtra pas les charges budgétaires, il donnera fort peu de travail supplémentaire aux inspecteurs du travail et la dépense que les patrons devront faire sera infime.

« Il nous faut arriver à l'année 1908 pour trouver un décret du ministre du Travail, M. Viviani, concernant les femmes en couches. Le décret du 7 mars 1908 est intitulé : « Décret sur les surcharges des enfants et des femmes. » On y trouve article 1^{er} *in fine* cette disposition : « Il est interdit de faire porter, « pousser ou traîner une charge quelconque par des « femmes dans les trois semaines qui suivent leurs « couches. L'interdiction ne s'applique que lorsque « l'ouvrière a fait connaître au chef de l'établissement « la date de ses couches. » Ce décret s'occupe d'autre part des charges imposées tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des établissements, aux femmes âgées de plus de 18 ans. C'est la première fois que ces charges se trouvaient réglementées et qu'une protection spéciale en faveur des femmes récemment accouchées se trouvait réalisée. Protection bien faible, il est vrai, mais marquant l'état d'esprit gouvernemental, favorable à une protection plus efficace ; protection bien faible et que l'on n'aurait même pas besoin de mentionner, si toutes les femmes étaient, comme ce devrait être, astreintes à un repos d'un mois après leurs couches.

Ce décret était un complément nécessaire et attendu

de l'article 12 de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des femmes et des enfants employés dans les établissements industriels, qui stipulait que « les
« différents genres de travail présentant des causes
« de danger ou *excédant les forces*, ou dangereux
« pour la moralité, qui seront interdits aux femmes,
« filles ou enfants seront déterminés par des règlements d'administration publique ».

Les dispositions du décret du 7 mars 1908 n'étaient applicables qu'aux entreprises industrielles désignées par la loi de 1892 et non aux entreprises commerciales. On se trouvait en présence d'une anomalie et d'un illogisme — étranges —. Les employées de commerce protégées depuis 1900 par la loi des sièges, n'étaient pas protégées par le décret de 1908 ! Et pourtant dans les entreprises commerciales, il existe bien des travaux excédant les forces des femmes et des enfants et auxquels ils sont impropres. Des employées de commerce peuvent être exposées à remuer des charges aussi lourdes que dans l'industrie.

Le législateur s'est montré ici plus généreux et par une loi du 30 avril 1909 il a consacré l'extension d'application du décret de 1908 aux employées de commerce... On n'a même pas eu à dresser une nouvelle nomenclature des établissements visés. La loi vise les établissements désignés à l'article 1 de la loi du 12 juin 1893, modifiée par la loi de 1903, savoir : manufactures, fabriques, laboratoires, cuisines, caves et chaix, magasins, boutiques, bureaux, en-

treprises de chargement et de déchargement et leurs dépendances.

Pour ces établissements, les différents genres de travail présentant des causes de danger ou *excédant les forces*, ou dangereux pour la moralité, qui seront interdits aux enfants âgés de moins de 18 ans et aux femmes seront comme pour l'industrie déterminés par des règlements d'administration publique.

Mais la loi de beaucoup la plus intéressante pour les femmes enceintes est sans conteste celle du 27 novembre 1909, due à l'initiative de M. le député Engerand. Cette loi garantit leur travail ou leur emploi aux femmes en couches. Nos voisins espagnols nous avaient montré la voie en votant, dès le 13 décembre 1900, une loi analogue. Nous avions déjà en France du reste une loi pour un cas similaire : la loi du 18 juillet 1901 garantit leur emploi aux réservistes et territoriaux appelés à faire une période d'instruction militaire. Cette mesure législative pleinement justifiée, avait été amenée par certains abus commis à l'égard d'ouvriers, obligés d'aller à la caserne pour remplir leurs devoirs de citoyens. Quand ils rentraient à l'usine, ils trouvaient leur place occupée et étaient réduits souvent au chômage : L'obéissance à la loi leur enlevait donc leur gagne-pain. M. Coutant, dans son discours à la Chambre du 23 novembre 1895 lisait à ses collègues un avis placardé par une usine de la Compagnie française des matériels de Chemins de fer :

« Ivry, 14 août 1895.

« Avis. — Messieurs les ouvriers qui seront appelés à une période d'instruction militaire seront considérés comme réglés et ne seront embauchés que si les besoins s'en font sentir. »

La loi du 18 juillet 1901 a mis fin à ces scandaleux abus.

Mais le chômage forcé de l'accouchée ayant besoin de se reposer et le désirant, ne mérite-t-il pas aussi d'être pris en considération ? Et si le législateur n'a pas pu encore prescrire un repos obligatoire faute de pouvoir assurer une indemnité, il semble qu'il aurait pu garantir à la femme ouvrière son emploi au sortir de ses couches, lui donner au moins cette certitude de la conservation de son gagne-pain ? Bien des femmes, assurées de ne pas trouver leur place occupée à leur rentrée, à l'atelier ou au magasin, se reposeraient plus longtemps.

Mais, dira-t-on, en général les patrons sont bons, surtout pour des femmes ; connaissant leur situation, ils leur garderont leur place et une disposition légale à cet égard est bien inutile !

La philanthropie patronale est sujette à caution (1) : Beaucoup de patrons sont peu scrupuleux et il nous suffit de rapporter un passage du discours de M. de Mun à la séance de la Chambre des députés du 8 juillet 1890 (2) ! « C'est précisément, dit-il, parce que

1. Reconnaissons cependant que de grands magasins parisiens, de grandes administrations se montrent très humains à l'égard de leurs employées enceintes ou récemment accouchées. Témoin le Bon Marché, le Louvre, le Crédit Lyonnais, etc...

2. *Journal Officiel*. Débats parlementaires, 1890, p. 1378.

« nous pensons que les mœurs sont insuffisantes, que
« nous demandons à la loi d'intervenir. J'ai entre les
« mains un document de source privée, mais très in-
« téressant. Il émane d'une association de femmes
« du monde, s'occupant de ces questions avec beau-
« coup de zèle et dévouement et qui ont pris la peine
« de faire par leurs moyens personnels une enquête
« très sérieuse auprès des ouvrières avec lesquelles
« elles sont en relations.

« Voici ce que je relève dans cette enquête : « Une
« femme du monde, en visitant à Paris les familles ou-
« vrières signalées à sa bienfaisance, soigne récem-
« ment une jeune femme accouchée le matin dans de
« terribles souffrances et dans des conditions graves
« pour sa vie. Comme elle s'informait des ressources
« et du temps de repos que lui laissait son travail
« pour réparer ses forces, elle apprit que la jeune
« accouchée était employée chez une fleuriste en
« renom, et qu'elle devait y retourner dès le lende-
« main, sous peine d'être renvoyée. (*Exclamations sur
« divers bancs.*) Ne pouvant croire à une exigence si
« cruelle, la dame charitable courut au magasin où,
« d'ailleurs, elle se fournissait parfois ; elle dit quelle
« était exactement la situation de la malade et de-
« manda avec de vives insistances qu'un délai plus
« humain lui fût accordé. Mais on lui répondit *qu'on
« ne voulait pas savoir qui accouchait ou n'accouchait
« pas*, que la jeune vendeuse plaisait à la clientèle
« par sa figure agréable, qu'elle faisait faire ainsi de
« belles affaires chaque jour — chiffre approximatif

« demandé pour indemniser au besoin : 300 francs
« par jour — et qu'on ne pouvait pas se passer de ses
« services à moins qu'elle ne fût aussitôt remplacée.
(*Nouvelles exclamations. Mouvements divers.*)

« Je n'ajouterai rien à cet exemple et je crains que
« si la loi n'intervient pas, les mœurs sont insuffisan-
« tes pour faire disparaître des abus aussi graves. »

Ce fait rapporté par M. de Mun suffirait à justifier une intervention légale ; des faits semblables se retrouvent chaque jour et beaucoup de femmes se pressent de retourner à l'atelier de peur de perdre leur emploi.

M. le professeur Pinard signalait, nous l'avons déjà dit, que sur les 425 accouchées, sorties de son service plus tôt que leur état de santé ne le leur permettait, il s'en trouvait 41 qui étaient parties, par crainte de ne plus trouver libre leur emploi. En 1905 au congrès de Montpellier, le professeur Planchon disait que semblables cas se répétaient souvent.

Il a fallu néanmoins arriver jusqu'en 1909 pour trouver une loi accordant à l'ouvrière mise dans l'impossibilité matérielle de travailler, parce qu'enfantant, la même garantie qu'à l'ouvrier mis lui aussi dans l'impossibilité de travailler, — parce que servant la patrie —. Il a fallu longtemps au législateur pour s'apercevoir que la mère ouvrière servait aussi à sa façon la patrie en créant les défenseurs de demain et méritant les mêmes égards que le réserviste.

C'est à M. le Député Engerand que revient l'honneur de cette proposition de loi. Le texte primitif de

la proposition de loi fut déposé le 5 juillet 1906 sur le bureau de la Chambre des députés. Il était scindé en deux articles, et portait le titre de proposition de loi sur la protection des femmes avant et après l'accouchement.

Dans le premier article se trouvait l'essence de la loi du 27 novembre 1909 concernant le droit de la femme au repos avant et après son accouchement ; et dans le second M. Engerand demandait des subventions plus grandes de l'État, pour aider les sociétés s'occupant de mutualité et d'assistance maternelles (1),

1. Voir texte primitif de la proposition Engerand :

Proposition de loi Engerand (annexe au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1906 sur la protection des femmes avant et après l'accouchement).

ARTICLE PREMIER. — En matière de louage de services, le contrat de travail ne peut être rompu :

1° Si une femme vient à cesser le travail pendant les deux mois qui précéderont le terme présumé de sa grossesse et pendant le mois qui suivra l'accouchement ;

2° Si, habitant un appartement indépendant, elle garde et élève chez elle son enfant pendant un an à compter du jour de la naissance.

Alors même que pour une autre cause légitime le contrat serait dénoncé par l'une des parties, la durée de cette période de trois mois précédant et suivant l'accouchement est exclue des délais impartis par l'usage pour la validité de la dénonciation, sauf toutefois dans le cas où le contrat de louage a pour objet une entreprise temporaire prenant fin pendant ladite période.

Toute stipulation contraire aux dispositions du paragraphe 1^{er} de cet article est nulle de plein droit.

En cas de violation desdites dispositions, la partie lésée aura droit à des dommages-intérêts, qui seront arbitrés par le juge conformément aux indications de l'article 1780 du Code civil.

ART. 2. — Les crédits des chapitres 49 du budget du ministère de

qui ont pour but de lui permettre d'user de son droit de repos.

Renvoyée à la Commission du travail, qui la garda devers elle pendant près de deux ans, la proposi-

l'Intérieur (Secours aux Sociétés de charité maternelle et aux crèches), 15 et 16 du même budget (Subventions aux Sociétés de secours mutuels — Subventions aux Sociétés de secours mutuels qui ne constituent pas des retraites) ainsi que le chapitre 97 du budget du ministère des Finances (Manufactures de l'État, Gages et salaires) sont augmentés d'une somme de 720.000 francs :

1° Pour subventionner, proportionnellement à l'effort fait par elles et aux résultats obtenus, les œuvres d'assistance maternelle qui garantiront aux femmes une aide matérielle suffisante pour qu'elles puissent se trouver, pendant leur grossesse et après leurs couches, dans les conditions hygiéniques indispensables pour elles et leurs enfants ;

2° Pour porter les subventions, prévues par l'article 26 de la loi du 1^{er} avril 1898 et l'arrêté du 28 avril 1900, aux sociétés de secours mutuels assurant à la fois le service des retraites et celui de la maladie ou n'assurant que le service de la maladie, de 1 franc et 0 fr. 50 à 1 fr. 25 et 0 fr. 75 par femme de 16 à 45 ans affiliée à une société qui aura inscrit dans ses statuts l'accouchement au nombre des cas motivant indemnité ou qui aura abonné ses sociétaires à une Mutualité Maternelle ;

3° Pour allouer aux ouvrières des manufactures et entreprises industrielles de l'État une indemnité journalière égale à leur salaire moyen, pendant les trente jours consécutifs de l'accouchement où le travail leur est interdit.

Pendant les trois années 1908, 1909 et 1910, la loi de finances de chaque exercice déterminera la somme à engager pour ces subventions et allocations, qui seront réparties suivant des règles déterminées par un arrêté ministériel, inséré au *Journal officiel*.

Un rapport annuel des Ministres intéressés au Président de la République, inséré au *Journal officiel*, rendra compte du fonctionnement de la répartition du crédit et des résultats obtenus.

tion de loi Engerand ne fut retenue que pour la teneur de son premier article. M. Bonnevey, dans son rapport du 30 mars 1908 explique en effet que M. Engerand, avec le concours de MM. Messimy et Arago, a eu en grande partie satisfaction, pour les subventions, lors de la discussion de la dernière loi de finances et la Commission ne retient que l'article 1^{er} de la proposition Engerand qu'elle transforme en quatre articles.

Le 9 avril 1908, la Chambre des députés, après avoir déclaré l'urgence, adopta les quatre articles de la proposition, mais en modifiant l'intitulé du titre qui répondait du reste mieux à l'objet : ce nouvel intitulé était : *Proposition de loi garantissant leur travail ou leur emploi aux femmes en couches*. Ce titre avait été proposé par la Commission, et le texte définitif, présenté par la Commission et voté par la Chambre, était un peu différent du texte soumis par M. Engerand puisqu'il ramenait le délai antérieur à l'accouchement à un mois précédant le terme de la grossesse.

Il était ainsi conçu :

ARTICLE PREMIER. — Le contrat de louage de services ne peut être rompu à raison de la suspension du travail par la femme soit pendant le mois qui précède le temps présumé de la grossesse, soit pendant le mois qui suit l'accouchement.

ART. 2. — *Alors même que pour une autre cause légitime*, le contrat serait dénoncé par l'employeur, la durée de cette période de deux mois est exclue des

délais impartis par l'usage, pour la validité de la dénonciation, sauf toutefois dans le cas où le contrat de louage a pour objet une entreprise temporaire, prenant fin pendant la dite période.

ART. 3. — En cas de violation des articles précédents, la portée lésée aura droit à des dommages-intérêts qui seront arbitrés par le juge en conformité de l'article 1780 du Code civil.

ART. 4. — Toute stipulation contraire est nulle de plein droit. — Aux termes de cette proposition la suspension du travail de la femme, soit pendant le dernier mois de la grossesse, soit pendant le mois qui suit l'accouchement, ne pouvait être une cause de rupture du contrat de louage de services.

La proposition fut ainsi transmise au Sénat le 10 avri 1908. Renvoyée à la commission relative à la protection des mères et des nourrissons, elle fut l'objet d'un rapport favorable de M. le sénateur Strauss, le 11 juin 1908.

Après deux ajournements, la proposition, pour laquelle avait été déclarée l'urgence, vint en discussion générale au Sénat le 30 octobre 1908. M. Guillaume Poulle présenta un contre-projet qui avait préalablement reçu l'assentiment de M. le ministre du Travail et de la commission. Le principe même de la proposition votée par la Chambre des députés, sa portée générale étaient conservés. Il n'y avait que quelques modifications de rédaction dans le texte et quelques modifications au fond même de la proposition de loi. M. Poulle avait groupé et résumé dans un

article unique toutes les dispositions contenues dans ces quatre articles, leur donnant ainsi plus de précision et plus de netteté.

Il avait supprimé tout ce qui se référait à l'article 1780 du Code civil et avait donné plusieurs raisons de cette suppression. La proposition de la Chambre portait « que les dommages-intérêts qui pourraient être dus seraient arbitrés par le juge en conformité des dispositions de l'article 1780 du Code civil ».

Comme il s'agissait d'examiner des conséquences que pouvait entraîner la rupture du contrat de louage de services, notamment par suite de la suspension du travail, il lui paraissait superflu d'indiquer en renvoyant à l'article 1780 du Code civil que ce seraient ces règles se référant au contrat de louage de services que l'on appliquerait.

« D'autre part, ajoutait-il (1), j'ai considéré qu'il pourrait y avoir danger à ne viser que l'article 1780 « du Code civil et surtout à ne viser que le paragraphe de cet article qui dit dans quelles conditions « pourront et devront être arbitrés les dommages-intérêts dus. On semblerait, en effet, en maintenant « un semblable texte, exclure l'application des autres « parties de cet article 1780 dont le dernier paragraphe notamment, est particulièrement intéressant, « puisque, aux termes de ce paragraphe final, lorsque « des dommages-intérêts sont réclamés, le juge doit

1. Séance du Sénat, 30 octobre 1908. *Débats parlementaires*, p. 1052 à 1055.

« statuer d'urgence et l'affaire doit, en première instance ou en appel, être instruite comme en matière sommaire, ce qui diminue considérablement les frais. Il n'est pas douteux que l'application de ce paragraphe final ne saurait être refusée dans notre espèce. Pour toutes ces raisons, j'ai demandé la suppression du renvoi à l'article 1780. »

Il ajoutait qu'il demandait cette suppression d'autant plus que l'article 1780 ne s'occupe que du contrat de louage à durée indéterminée et que la proposition de loi visait aussi bien le contrat à durée déterminée qu'à durée indéterminée.

M. Poulle s'attaquait aussi à l'article 2 de la proposition et en réclamait la suppression radicale. Cet article était ainsi conçu :

ART. 2. — Alors même que pour une autre cause légitime le contrat serait dénoncé par l'employeur, la durée de cette période de deux mois est exclue des délais impartis par l'usage pour la validité de la dénonciation, sauf toutefois dans le cas où le contrat de louage a pour objet une entreprise temporaire prenant fin pendant la dite période.

« Cet article, disait M. Poulle, aurait cette portée que même quand le patron aurait une cause légitime de congédier son ouvrière ou son employée, il ne pourrait pas le faire, si grave serait cette cause légitime, du moment où son ouvrière ou son employée seraient dans le mois qui précéderait ou suivrait son accouchement. Il aurait cette conséquence aussi certaine qu'inadmissible. »

M. Poulle faisait donc remarquer avec raison que c'était aller un peu trop loin, que c'était ôter toute liberté au patron, et mettre au-dessus de toute règle de discipline l'ouvrière pendant deux mois. — Si on laissait subsister un pareil article, l'ouvrière pourrait se moquer de la discipline en prétextant qu'elle est dans la dernière période de grossesse. Ce serait d'autre part contraire au principe de droit qui veut que lorsqu'une des parties s'est rendue coupable d'une faute grave envers l'autre, cette dernière peut résilier son contrat immédiatement sans observer de délai-congé.

M. Poulle faisait ressortir d'autre part que néanmoins l'ouvrière ne pourrait être renvoyée sans motif légitime par le patron, motif soumis à l'appréciation des juges, et que l'assistance judiciaire était accordée de plein droit à l'ouvrière lésée. En outre toute convention contraire était nulle de plein droit.

Ces armes de défense lui semblaient suffisantes pour permettre à l'ouvrière qui voulait se reposer, de se faire rendre justice, au cas où le patron ne voudrait pas se conformer à la loi.

M. Poulle disait encore que si le cas des réservistes avait quelque analogie avec celui des femmes enceintes, il n'était pas tout à fait semblable cependant et l'assimilation était inacceptable ! L'article 2 de la proposition de loi votée par la Chambre et dont il réclamait la suppression pour différentes raisons avait été copié sur la loi de 1901 en faveur des réservistes. Mais dans le cas du réserviste, il y a pour lui sus-

pension obligatoire de son travail, il ne reviendra pas avant la fin de sa période, tandis que pour la femme la suspension du travail est facultative, elle pourra revenir travailler au cours de ces deux mois, et n'arguer de sa situation de prête à accoucher ou de récemment accouchée que pour paralyser le droit de congédiement que le patron pourrait exercer légitimement contre elle.

La proposition de la Chambre se trouvait donc légèrement remaniée et diminuée, le contre-projet Poulle ne contenait plus qu'un article unique :

« La suspension du travail par la femme, soit pendant le mois qui précède le terme présumé de sa grossesse, soit pendant le mois qui suit l'accouchement, ne peut, à elle seule, être une cause de rupture, pour l'employeur, du contrat de louage de services, et ce, à peine des dommages-intérêts au profit de la partie lésée.

Toute convention contraire est nulle de plein droit.

L'assistance judiciaire sera de droit pour la partie lésée devant la juridiction du premier degré. »

Ce contre-projet fut voté le même jour par le Sénat, moins un paragraphe cependant : « *Toute convention contraire est nulle de plein droit.* »

Cette suppression eut lieu sur les observations de M. Guillier (1), à propos des traités contractés par les artistes de théâtre, qui stipulent toujours qu'en

1. Séance du 30 octobre 1908, Sénat, *Débats parlementaires*, p. 1054.

cas de grossesse d'une des actrices, l'engagement pourra être rompu par le directeur.

Si on laissait subsister ce paragraphe du projet que « toute convention contraire est nulle de plein droit », on arrivait à ce résultat que toute convention permettant de résilier un engagement théâtral à raison de la grossesse, était nul. On s'exposait à voir des femmes enceintes tenir des rôles d'ingénue, disait M. Guillier : mais si son observation était juste, elle n'était pas générale et ne visait qu'un cas particulier. M. le ministre du Travail, de son côté, demandant cette suppression car il craignait que l'expression « toute convention contraire » puisse avoir pour objet d'empêcher l'ouvrière de donner congé, fut alors pour beaucoup dans cette suppression.

C'est donc le contre-projet Poulle, presque en entier, adopté par le Sénat, qui fut transmis à la Chambre des députés, le 5 novembre 1908, et renvoyé à la commission du travail. M. Bonnevey, dans la séance du 17 novembre 1908, déposa un rapport (1) sur la proposition de loi modifiée par le contre-projet Poulle. Tout en ne combattant pas le contre-projet Poulle, M. Bonnevey faisait remarquer avec raison que tout un paragraphe du contre-projet primitif avait été supprimé, le paragraphe « toute convention contraire est nulle de plein droit » et que « c'était rendre inopérante la proposition dont tout le monde acceptait le principe ». Il suffisait en effet, pour

1. *Documents Parlementaires*. Ch. 1908. Annexe 2109, p. 76

tourner la loi, de dire que toute suppression de travail, pour quelque cause que ce soit, entraînerait par ce fait même la rupture du contrat. Pour les engagements de théâtre, M. Bonnevey démontrait que les clauses qui stipulaient une rupture possible de l'engagement en cas de grossesse étaient licites. Une femme employée a le droit de suspendre son travail pendant le mois qui précède et qui suit ses couches sans que cette suspension du travail puisse entraîner la rupture du contrat et donc « ne pourrait être nulle qu'une convention aux termes de laquelle le directeur d'un théâtre se réserverait le droit de renvoyer ses atrices au cas où elles se reposeraient un mois avant et un mois après leurs couches, et suspendraient leur travail pour cette raison ».

M. Bonnevey montrait en outre qu'il s'était produit une confusion regrettable dans l'esprit de M. le ministre du Travail et des Sénateurs, en craignant que l'expression : « Toute convention contraire » empêche l'ouvrière de donner congé.

Le contre-projet Poulle, disait-il, n'interdisait que le renvoi par l'employeur en cas de suspension de travail et après comme avant la loi, l'ouvrière pourra toujours donner congé à n'importe quel moment, pourvu qu'elle observe les délais de prévenance. M. Bonnevey acceptait l'adjonction de M. Poulle en ce qui concerne le droit à l'assistance judiciaire par l'ouvrière lésée.

La Chambre des députés dans sa séance du 28 novembre 1908, adopta sans discussion le texte de la

proposition tel qu'il avait été remanié par sa Commission du Travail, et le 26 octobre 1909, le Sénat adopta à son tour presque intégralement le texte arrêté par la Chambre.

Le premier paragraphe seulement fut légèrement modifié, sur les observations de MM. Cazeneuve et Tournon. Ces Messieurs voulaient lui donner une forme plus précise. Le texte de la Chambre ne leur donnait pas toute satisfaction car il ne donnait pas toute latitude à la femme de se reposer comme elle l'entendait et comme le prescrirait le médecin. La femme, disait M. Cazeneuve, pourrait se tromper sur la date exacte de ses couches, se reposer trop avant et être forcée de rentrer trop tôt. Il demandait en tout huit semaines de repos.

Le premier paragraphe du texte de la Chambre était : « La suspension du travail par la femme, pendant le mois qui précède le terme présumé de sa grossesse, soit pendant le mois qui suit l'accouchement », devint : « la suspension du travail par la femme, pendant huit semaines consécutives dans la période qui précède et suit l'accouchement » ; le texte mettait tout le monde d'accord. Il évitait encore un danger signalé par M. Tournon, qui avait réclamé l'adjonction du mot « consécutif », car en effet si ce mot n'était pas ajouté, la femme aurait pu user de ses deux mois de repos à sa fantaisie, prendre un jour ou deux pendant telle période de sa grossesse jusqu'à ce qu'elle eût atteint huit semaines : il eût été impossible au patron de compter sur ses ouvrière-

res. Il était nécessaire de dire que ces huit semaines de repos n'étaient revendicables que pendant la crise de la maternité, et que c'était seulement pendant ce temps qu'il était permis à l'ouvrière de suspendre légitimement son contrat de travail sans qu'il puisse en résulter pour elle un dommage.

Le texte du Sénat fut approuvé par la Chambre le 24 novembre 1909 et la loi fut promulguée le 27 novembre 1909.

*Loi du 27 novembre 1909 garantissant leur travail
et leur emploi aux femmes en couches.*

ARTICLE UNIQUE. — La suspension du travail par la femme, pendant huit semaines consécutives, dans la période qui précède et suit l'accouchement, ne peut être une cause de rupture par l'employeur du contrat de louage de services, et ce à peine de dommages-intérêts au profit de la femme. Celle-ci devra avertir l'employeur du motif de son absence.

Toute convention contraire est nulle de plein droit.

L'Assistance judiciaire sera de droit pour la femme devant la juridiction du premier degré.

La présente loi délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

A quelle catégorie d'ouvrières s'applique au juste cette loi dans l'esprit du législateur ? Aux femmes de l'industrie et du commerce simplement ? Ou s'applique-t-elle aussi aux femmes de l'agriculture et aux

domestiques ? Elle s'applique à toutes les femmes, à toutes les mères.

Les déclarations de M. Strauss, rapporteur de la loi au Sénat, sont formelles à cet égard. Comme le disait avec raison M. Strauss, il ne s'agit pas ici de réglementation, nous ne sommes pas dans le domaine de l'interdiction du travail, soit avant, soit après les couches ; nous ouvrons à des ouvrières, à des travailleuses, à quelque catégorie qu'elles appartiennent, un droit au repos, soit avant, soit après l'accouchement. Comment pourrions-nous distinguer entre toutes les catégories des mères. « Est-ce que le besoin n'est pas le même, aussi pressant, aussi impérieux pour les uns que pour les autres ? » Et plus loin, ces paroles éminemment justes « pour nous, toutes les mères se valent : elles ont toutes les mêmes besoins, variables selon les milieux, suivant les professions. Mais l'intérêt de l'enfant est le même, il prédomine, il est supérieur. »

Donc aujourd'hui, toute ouvrière enceinte qui désirera se reposer pourra prendre un congé de huit semaines. Elle n'aura qu'à avertir son employeur. Elle sera certaine de retrouver sa place à son retour. La loi du 27 novembre 1909 marque une étape de progrès. Elle déroge au droit commun en matière de contrat de travail et de préavis, et elle crée une situation privilégiée aux futures mères et aux femmes récemment accouchées. Elle a le mérite de débarrasser la femme du souci de demeurer sans travail au lendemain de ses couches. Désormais la femme, qui

a légalement son emploi garanti, regardera moins à prendre le repos nécessaire et par voie de conséquence l'enfant se trouvera protégé contre les risques provenant du surmenage de sa mère avant sa naissance. De plus, la mère, au lieu de reprendre prématurément le travail, pourra faire tranquillement sa convalescence en apprenant à soigner son enfant. L'enfant gagnera souvent à cela d'être gardé et nourri par sa mère qui ne voudra plus s'en séparer. Les dangers de la mise en nourrice, malheureusement si réels, seront évités et plus la mère restera avec son enfant après sa naissance, et meilleure sera la condition de résistance de l'enfant.

Il nous apparaît comme certain que la loi du 27 novembre 1909, qui facilite le repos de la femme enceinte en lui garantissant son emploi, incitera beaucoup de femmes à profiter de ces bienfaits, et que le nombre des femmes qui ne se reposent pas diminuera sensiblement.

Mais une seconde étape s'impose. Si l'on veut être sûr d'arriver à un résultat complet, la garantie de l'emploi est un progrès certes, mais il est insuffisant.

Beaucoup de femmes, poussées par la nécessité, négligeront les facilités que leur donne la loi, et continueront leur travail meurtrier. Il faudrait imposer à ces femmes le repos, et après avoir garanti la conservation de leur emploi, leur garantir leurs salaires, pendant le chômage forcé. Il faudrait assurer à ces femmes, par un moyen quelconque, l'indemnité

compensatrice, complément nécessaire et logique d'une loi imposant un repos obligatoire.

La loi en France n'a pas encore réalisé cette protection efficace, le budget subventionne néanmoins les œuvres nombreuses, mais pas encore suffisamment; qu'il vienne en aide aux mères et aux nourrissons ! Il devra les subventionner encore plus largement pour rendre la loi Engerand efficace. Nous aurons l'occasion de parler de ces subventions lorsque nous nous occuperons des œuvres qui essaient de combler la lacune lamentable de notre législation, en assurant une indemnité raisonnable aux femmes en couches.

Comme je le disais, au début de ce chapitre, le bagage est bien léger, nos lois protègent véritablement peu la femme enceinte; l'on gémit pourtant assez sur la dépopulation. Nous sommes d'autant plus coupables que presque tous les pays étrangers ont fait tous leurs efforts pour donner une solution satisfaisante à cet important problème. Et pourtant, si l'on en croit M^{me} Avril de Sainte-Croix, fondatrice du Refuge d'Auteuil, la situation de la femme ouvrière française est particulièrement pénible. Voici ce qu'elle déclarait à M^{lle} Henriette d'Oringes, collaboratrice d'un des journaux parisiens (1), le 13 juillet 1910 : « *Même les lois de protection se tournent contre elle.* Le règlement sur le travail des femmes enceintes fait que les patrons refusent fréquemment d'employer des femmes mariées. »

1. *Intransigeant*, 13 juillet 1910.

Il en est ainsi de tout. La femme soutient comme l'homme une lutte contre le patron, elle en soutient une seconde contre l'ouvrier qui voit en elle la concurrente à évincer. »

CHAPITRE VII

Les projets français relatifs à la protection des ouvrières enceintes et récemment accouchées.

La loi française protège peu les ouvrières au moment de leurs couches ; cette protection est pour ainsi dire insignifiante si on la compare à la protection organisée dans d'autres pays. Mais néanmoins il s'est rencontré, au sein de nos deux Chambres, des hommes éminents qui ont étudié la question à différentes reprises, mais qui malheureusement n'ont pu encore réussir à la faire aboutir.

Les différentes propositions de loi qui furent discutées se heurtèrent toujours à un grand écueil, le *manque de fonds*. Où trouverait-on l'argent nécessaire pour indemniser un repos que l'on imposait obligatoirement aux ouvrières ?

Lorsqu'un membre de la Chambre ou du Sénat proposait une réglementation obligatoire, on lui demandait immédiatement comment il comptait se procurer l'argent nécessaire pour verser des indemnités aux chômeuses ? Nos ministres des Finances, qui ont beaucoup de peine à boucler le budget déjà considérable, faisaient la sourde oreille. D'autre part, ils ne

voulaient pas s'engager dans l'inconnu, ne sachant où les mèneraient des dispositions financières semblables.

Ce n'est pas tout, en effet, que de décréter un repos obligatoire : empêcher la femme de travailler est plutôt un mal qu'un bien si on ne lui assure pas son existence pendant la période de son repos. On n'a pas le droit de lui enlever le droit de vivre, et de gagner de quoi vivre, si on ne lui donne pas en échange de l'abandon de ce droit, le produit de son travail. Tous les projets ont donc échoué, faute d'argent, faute de pouvoir assurer les fonds indispensables à la crise. Mais il faut bien faire remarquer que tous ces projets ont tous le défaut de ne pas séparer la protection de l'assistance légale. Aucun, en effet, n'est empreint d'une idée d'assurance sociale : à ce mot protection correspond le mot assistance. L'interdiction semble créer une nouvelle charge d'assistance publique. Il est pourtant probable qu'une loi bien faite et assurant à la femme les subsides nécessaires à un repos obligatoire, aurait pu être promulguée depuis longtemps, si au lieu de faire de cette question, une pure question d'assistance, on avait cherché à résoudre la question de façon différente, comme en Allemagne où la femme ouvrière est assurée contre la maladie et ses couches et se constitue en partie obligatoirement son assurance.

La charge pour le budget de l'assistance et le budget national eût été diminuée en grande partie, et n'auraient été assistées, n'auraient reçu des subsides

de l'État, que les seules nécessiteuses ou encore les ouvrières sans emploi fixe, qui travaillent à domicile.

L'on serait certainement arrivé à une loi efficace qui eût satisfait tout le monde, acceptée de tous : la majorité des ouvrières acquérant un droit par leurs propres moyens ne recevant pas l'aumône, et les plus malheureuses d'entre elles seulement, secourues par les pouvoirs publics. Nous reviendrons du reste sur cette idée, au cours de notre travail, car elle nous semble très réalisable, surtout avec les organisations actuelles des mutualités.

On trouve la première proposition de loi favorable au repos des femmes enceintes dans les travaux législatifs qui ont abouti à la loi du 2 novembre 1892, sur la réglementation du travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans des établissements industriels.

Dès le 26 février 1886, M. de Mun déposait une proposition de loi sur la protection des ouvriers par la réglementation du travail. Dans cette proposition se trouvait un article 6 ainsi conçu :

Les femmes en couches ne pourront être employées dans les usines, chantiers et manufactures, à aucun travail industriel pendant quatre semaines après l'accouchement.

La Commission du Travail, chargée d'examiner les différentes propositions de loi sur la réglementation du travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels, inséra l'article 6 de la proposition de M. de Mun, comme arti-

cle 9 du projet de loi réglementant le travail des femmes et des enfants dans l'industrie, présenté à la Chambre le 13 décembre 1887. M. Waddington, rapporteur du projet de loi, disait à ce sujet, le 13 décembre 1887 : « Notre commission a emprunté au projet de M. de Mun un article interdisant pendant une période de quatre semaines après l'accouchement tout travail industriel aux femmes en couches :

« Une disposition analogue se trouve dans les législations allemande, autrichienne et suisse. Malgré quelques difficultés d'application, nous n'hésitons pas à adopter une mesure que justifie amplement l'intérêt de la santé de la mère et de l'enfant, et qui est d'ailleurs conforme au règlement de beaucoup d'établissements industriels. »

L'article 9 du projet était ainsi conçu :

« Les femmes en couches ne pourront être employées dans les usines, manufactures, chantiers, ateliers et magasins pendant les quatre semaines qui suivent l'accouchement.

« Elles justifieront de ce délai par la production d'un certificat délivré par un médecin ou par une sage-femme. »

Le second paragraphe de cet article 9 devait être la cause de son échec ; en effet, lors de la discussion le 18 juin 1888 : M. Rondeleux, député, fit remarquer qu'il pourrait se trouver des patrons posant des questions indiscretes aux employées qui demanderaient à entrer chez eux et proposa l'amendement suivant :
« Il est interdit aux patrons d'employer sciemment

des femmes relevant de couches pendant les quatre semaines qui suivent l'accouchement. »

L'amendement fut repoussé, mais l'article 9 ne fut pas non plus voté, et la Commission ne le maintint même pas à la deuxième délibération.

L'article 9 ne vint donc même pas en discussion devant le Sénat, mais lorsque le projet de loi revint modifié du Sénat à la Chambre. M. Waddington, le rapporteur à la Chambre, qui avait vu avec peine son article 9 supprimé, mais ne se tenait pas pour battu, le rétablit toutefois en faisant disparaître la seconde partie qui avait été la cause de sa suppression. M. Waddington avec beaucoup d'à-propos faisait ressortir que les législations belge et hollandaise venaient de prendre des mesures favorables aux accouchées et rappelait l'adoption à l'unanimité par les représentants des diverses nations à la conférence de Berlin du vœu relatif à la protection des femmes en couches (1).

L'article 9 revint donc en discussion le 8 juillet 1890. Il fut combattu par M. Desprès, chirurgien des hôpitaux, qui prétendait que de tels préceptes d'hygiène ne devaient pas être inscrits dans une loi, que c'était aller trop loin « que le législateur ne pouvait pas entrer dans des détails aussi intimes », que c'é-

1. Le vœu voté à l'unanimité par les quinze nations représentées le 15 mars 1890 était ainsi conçu : « Il est désirable que les femmes accouchées ne soient admises au travail que quatre semaines après leurs couches. »

tait affaire aux mœurs de réglementer une telle question.

MM. de Mun, Ferroul et Dron, défendirent avec succès l'article 9. M. de Mun en particulier montra qu'il fallait intervenir légalement, justement parce que les mœurs étaient complètement insuffisantes, et qu'en outre en protégeant la mère on protégeait l'enfant.

M. Ferroul déposait en même temps un amendement ainsi conçu : « Le travail est interdit aux femmes au moment des couches pendant un mois dont vingt jours après et huit jours avant. » Amendement intéressant car il envisageait le repos avant les couches mais repos bien court, et qu'il eût été difficile à l'ouvrière d'observer, justement à cause de sa brièveté car il eût été difficile à la femme de déterminer exactement le jour de son accouchement.

M. Ferroul pensait remédier à cet inconvénient par l'affichage de la loi dans les ateliers (1) ; la femme en connaîtrait vite l'utilité et apprendrait à calculer à peu près exactement le jour de son accouchement. Mais le délai de repos de huit jours avant l'accouchement était, même déterminé exactement et bien observé en tous cas, bien trop court pour produire un effet utile. L'amendement du reste ne passa pas, mais l'article 9 fut voté à une grande majorité.

L'article 9 devait pourtant subir un nouvel assaut lors de la deuxième lecture du projet, le 5 fé-

1. J. O. Ch. *Débats parlementaires*, 1890, p. 1378.

vrier 1891. MM. Després et Deloncle combattirent le projet au nom de la liberté du travail, mais l'argumentation nouvelle contenue dans un amendement de M. Brousse, devait encore faire échouer le projet. Jusqu'ici l'on ne s'était pas préoccupé de la question de l'indemnisation ; on ne s'était pas demandé comment les femmes pourraient vivre pendant ce chômage obligatoire, et qui leur donnerait les ressources nécessaires ? La question de l'indemnisation corrélative de celle du repos se trouvait soulevée et c'est ainsi que M. Brousse proposait de donner un franc par jour aux chômeuses pendant huit jours avant et quatre semaines après leur accouchement. Il assurait le service de l'indemnité au moyen de la constitution de caisses de maternité d'arrondissement, alimentées moitié par l'État, moitié par les départements. Il donnait la personnalité civile à ces caisses, ce qui leur permettait de recevoir des dons et des legs.

« Je vous propose, disait-il, d'élargir l'intervention de l'État qui est le représentant indiscutable neutre et impersonnel de la grande collectivité. »

C'est lui qui doit distribuer le secours qui résulte de l'obligation incombant à tous, à la place de la grâce qui vient de quelques-uns.

« Chaque fois que nous votons une loi sociale, disait-il, nous devons nous demander quel est notre devoir et quel est notre droit envers les personnes à qui cette loi s'appliquera.

« Eh bien ! notre droit c'est de prendre des mesures pour conserver la race, notre devoir c'est de donner

le nécessaire à celles qui s'imposeraient des sacrifices pour nous aider dans cette œuvre nationale. »

M. Brousse avait raison. Il fallait nécessairement songer au sort des femmes qu'on allait obliger à chômer, mais le principe d'une indemnisation de l'État pour toutes les chômeuses nous semble exagéré. L'on pouvait assurer des ressources de remplacement par d'autres moyens. L'indemnisation de toutes les ouvrières eût été une charge trop lourde pour l'État. Elle n'eût été du reste que partielle, le franc quotidien n'aurait certainement pas satisfait des ouvrières gagnant 3, 4 et 5 francs par jour ; il aurait paru une aumône administrative.

Des organes d'assurance, par exemple, auraient pu remédier à la crise : la maternité est un risque comme un autre. Ainsi la majorité des ouvrières n'aurait pas eu besoin d'être indemnisée par l'État, et n'auraient pas été indemnisées, mais assistées, les seules ouvrières indigentes. Le projet légèrement modifié dans le sens que nous venons d'indiquer, aurait eu des conséquences financières moins considérables.

Il faut dire néanmoins, à l'éloge de M. Brousse, qu'il fut le premier à soulever cette question si importante du remplacement de salaire, et qu'en 1891 toutes ces questions étaient encore à l'état d'embryon et n'avaient pas eu encore le temps d'être approfondies.

L'amendement de M. Brousse fut abandonné par son auteur et l'article 9 lui-même fut réservé pour un examen ultérieur. Il fallait étudier de près la ques-

tion financière dont les conséquences étaient inconnues et les rapporteurs du projet de loi sur la réglementation du travail des enfants et des femmes ne voulaient pas, pour un article, retarder le vote d'une loi importante.

Néanmoins l'élan était donné, on sentait qu'une proposition de ce genre était la bienvenue et absolument nécessaire, d'une urgence incontestée. Le tout était de la mettre au point et d'établir un système financier bien approprié.

De nouvelles propositions de loi ne devaient pas tarder à se faire jour. M Brousse, dès le 7 février 1891, reprenait son amendement sous forme de proposition de loi. D'après ce projet « les femmes accouchées ne peuvent être admises au travail qu'après une période de repos déterminée, suivant le genre de travail et l'état de leur santé.

« Pendant cette période, qui ne pourra pas dépasser quatre semaines, elles recevront une indemnité. Celle-ci leur sera acquise pour une semaine en plus, si elles ont cessé le travail avant l'accouchement.

« Ces indemnités seront fournies par une caisse de maternité, établie dans chaque arrondissement et alimentée moitié par l'État, moitié par le département. Cette caisse pourra recevoir les dons et legs des patrons et des particuliers ; elle jouira de la personnalité civile. »

Le même jour M. Dron déposait également une proposition de loi un peu différente de celle de M. Brousse et ainsi conçue :

ARTICLE PREMIER. — Les femmes accouchées ne peuvent être admises au travail que quatre semaines après leur accouchement.

ART. 2. — Pendant cette période de repos, elles recevront une indemnité qui variera entre 0 fr. 50 et 2 francs par jour.

La fixation et la répartition des indemnités de cette nature seront opérées par les conseils municipaux. Les frais seront moitié à la charge de l'État, moitié à la charge des communes, au prorata des sommes qu'elles auront distribuées.

D'assez grandes différences existaient entre ces deux projets de loi ; l'un, celui de M. Brousse, concernait toutes les femmes ; il englobait aussi bien les ouvrières industrielles que les domestiques, et les ouvrières agricoles. L'autre, celui de M. Dron, ne s'appliquait qu'aux femmes de l'industrie comme le prévoyait l'article 9. Comme organes financiers, M. Brousse proposait une caisse de maternité d'arrondissement alimentée moitié par l'État, moitié par le département ; l'indemnité devait être pareille pour toutes, et le repos pouvait varier avec la profession.

M. Dron, au contraire, prescrivait un repos égal pour toutes avec une indemnité variable. La caisse était alimentée par l'État et les communes au lieu de l'État et des départements. M. Dron remettait aux Conseils municipaux le soin de répartir les indemnités ; il pensait qu'étant sur place, et connaissant plus intimement la population, les conseillers municipaux

paux seraient mieux à même que d'autres pour connaître la situation et les besoins des familles.

Ces deux propositions furent étudiées de près par la Commission du travail. Elle s'en inspira pour l'élaboration du projet de loi unique, qu'elle déposa sur le bureau de la Chambre le 29 mars 1892.

Voici le résumé de ce projet de loi :

1° Les femmes employées dans l'industrie (usines, manufactures, chantiers et ateliers) ne peuvent être admises au travail que quatre semaines après leur accouchement. Elles reçoivent des indemnités jamais inférieures à 0 fr. 75, jamais supérieures à 2 francs : *Donc repos obligatoire pour les ouvrières visées par la loi de 1892. Indemnité compensatrice.*

2° Les autres femmes dans le besoin recevront du maire de la commune une indemnité variant de 0 fr. 50 à 1 franc pendant quatre semaines : donc, les nécessiteuses sont visées par le projet de loi Dron.

3° Les maires des communes mandatent les sommes à payer sur des crédits spéciaux ouverts à cet effet : l'État, les départements, les communes, assurent les indemnités, chacun pour un tiers. Ce sont des dépenses obligatoires pour les communes et les départements, et si les ressources de ces circonscriptions administratives sont insuffisantes, elles sont autorisées à s'imposer un nombre de centimes additionnels nécessaire.

Les inspecteurs du travail sont chargés de veiller à ce que les patrons se conforment à la loi ; des amen-

des et des peines correctionnelles sont prononcées contre les contrevenants.

Ce projet qui n'était autre chose qu'un projet d'assistance maternelle, fut discuté à la Chambre le 29 octobre 1892.

Un amendement de MM. Deniau et Castellin réclamant l'extension de la loi aux ouvrières agricoles fut voté malgré la résistance du rapporteur qui voulait limiter la protection aux femmes de l'industrie : « Le sort des ouvrières agricoles est intéressant, il est vrai, mais il est moins pénible que celui des ouvrières industrielles ; il fallait aller au plus pressé et assurer d'abord le sort des ouvrières industrielles, quitte à assurer plus tard le sort des ouvrières agricoles ; d'autre part, le contrôle pouvait exister sur les ouvrières de l'industrie, mais était impossible pour les ouvrières agricoles. Et puis une semblable extension du projet de loi devait forcément amener la protestation du ministre des Finances qui ne pouvait calculer les conséquences financières d'un tel projet. »

Le projet de loi augmenté de l'amendement fut voté cependant à une forte majorité, mais il n'eut jamais l'honneur d'une deuxième délibération. Le projet Dron, en tant que « projet d'assistance maternelle » était très bien établi. Il donnait un secours à toute femme (1), il prenait la commune comme base administrative de l'assistance, et il mettait à la charge

1. L'on peut néanmoins faire remarquer que les employées de commerce méritaient le traitement de faveur aussi bien que les ouvrières agricoles.

des trois grands organes administratifs une partie égale des frais.

Mais un remplacement de salaire, ou plutôt d'une partie de salaire assuré par un service d'assistance maternelle, est-ce bien là la bonne solution ? Quant à nous, nous ne le pensons pas, ces indemnités avaient l'air plutôt d'aumônes sociales, de charités officielles que d'indemnisations : Beaucoup de femmes et souvent des plus intéressantes, n'auraient pas revendiqué une indemnité de ce genre. Il eût été préférable, selon nous, de n'accorder l'assistance qu'aux véritables nécessiteuses. L'on aurait assuré une indemnité plus grande aux ouvrières travaillant régulièrement dans les établissements ; en les faisant participer aux dépenses nécessaires, et en faisant participer leurs patrons intéressés, quoi qu'on en dise, dans la question. On aurait ainsi créé non l'assistance, mais un droit à une indemnité. Ce n'eût plus été une sorte d'aumône. On aurait aussi habitué de cette façon l'ouvrière à la prévoyance. M. de Mun, du reste, partisan en principe d'une indemnisation, eut le soin de faire remarquer que la proposition ne parlait ni de contributions des patrons ni de contributions des intéressés : C'est une grave erreur. Et voilà ce qu'il disait à ce sujet : « L'indemnité, c'est le patron, l'industriel ou la Société mutuelle, qui doit la payer... L'argent demandé au budget pour dispenser les patrons de leurs charges naturelles, pour détourner les ouvriers et les ouvrières de la prévoyance, pour garantir une indemnité sans aucune participation de

leur part, c'est de l'argent mal, très mal dépensé (1). »

M. Guesde et M. Groussier reprirent cette question du repos des femmes en couches, l'un en 1895 lors de la refonte de la loi de 1892, l'autre en 1897 lorsqu'il déposa un projet de Code de travail le 12 juillet 1897. (2)

Mais ce furent la proposition de M. Dulau, député, et surtout celle de M. Strauss, sénateur, qui remirent la question à l'étude. Les deux projets d'assistance maternelle, quoique différents, s'inspiraient d'un projet du Conseil supérieur de l'assistance publique, adopté par ce dernier en 1892 (3).

Le projet du Conseil supérieur devait donner naissance à la loi d'assistance médicale gratuite votée en 1893; aux termes de cette loi du 15 juillet 1893 : « Tout Français malade privé de ressources reçoit gratuitement de la commune, du département, de l'État, suivant son domicile, des secours de l'assistance médi-

1. Proposition de loi Lafargue, Ferroul, Jourde, 27 octobre 1892. Indemnité importante assurée aux ouvrières par un impôt patronal. Les industriels et commerçants paieront pour les 2/3, l'État, le Département et la Commune paieront pour 1/3. Idée directrice du projet: L'industriel emploie une femme car une ouvrière est moins payée qu'un ouvrier, il doit donc supporter tous les risques incombant à son employée. Idée peut-être juste en partie, mais poussée trop loin.

2. M. Guesde demandait un mois de repos avant et un mois de repos après l'accouchement. M. Groussier réclamait six semaines avant et six semaines après l'accouchement.

3. Le Conseil supérieur de l'assistance publique est un organe ayant son siège au ministère de l'Intérieur et créé pour élaborer les projets de loi destinés à être présentés aux Chambres par le ministre.

cale, à domicile, ou s'il y a impossibilité de le soigner utilement à domicile dans un établissement hospitalier. Les femmes en couches sont assimilées à des malades. » L'assistance médicale des femmes en couches existe donc depuis 1893.

La proposition de M. Dulau (1) sur la protection de la mère et de l'enfant nouveau-né concerne surtout les mères indigentes. Elle est intéressante en ce qu'elle s'occupe des modes d'assistance les plus propres à assurer la protection efficace des mères : C'est ainsi que les secours à domicile seront le meilleur moyen de secourir la femme mariée et que l'hospitalisation dans des maternités hospitalières, des asiles ouvroirs et des maternités secrètes, sera le seul moyen de secourir la fille mère ou la femme abandonnée. Le service d'assistance maternelle est organisé par départements, et le préfet en a la haute direction. « Le préfet prononcera les admissions après avis du bureau d'assistance médicale ». Il déterminera la nature, la quotité et la durée des secours, conformément aux conditions fixées par le conseil général.

Les dépenses du service sont à la charge des départements et de l'État, pour moitié, les communes n'y participent que pour un cinquième.

Le projet Dulau est donc fortement centralisateur : il s'en remet à l'autorité du préfet qui prononcera les admissions ou les rejettera ; il est contraire en

1. J. O. Chambre 1899. *Docum. parl.*, annexe 789, p. 882 et suiv.

cela au projet du conseil supérieur de l'assistance publique qui préfère s'en rapporter à la décision du conseil municipal chargé d'examiner les cas des femmes ayant leur domicile de secours dans la commune. Le projet de l'assistance nous semble meilleur, car il sera difficile au préfet de connaître exactement la situation des gens ; lui laisser le soin de s'occuper du cas des femmes ayant leur domicile de secours dans le département ou n'en ayant pas du tout était suffisant. M. Dulau avait sans doute l'intention de ne pas trop grever les finances de communes souvent pauvres, mais en ôtant une charge à un organe administratif, la commune, on faisait supporter une trop lourde charge aux autres organes : le département et l'État. La commune semble tout aussi qualifiée pour participer aux dépenses d'assistance que le département.

La proposition de loi de M. Strauss, sénateur, sur la protection et l'assistance des mères et nourrissons, déposée par lui le 14 novembre 1899 (1) sur le bureau du Sénat, est plus importante et plus complète. Elle a été discutée à plusieurs reprises et elle a de grandes chances d'être votée et promulguée dans un bref délai.

Comme son titre l'indique, cette proposition s'occupe de la protection des mères et des nourrissons, elle réglemente le travail de l'ouvrière pendant la grossesse après l'accouchement ; de plus, elle s'oc-

1. J. O. Sénat 1899. Doc. Parl. Annexe n° 235, p. 149 et suiv.

cupe de l'assistance des mères nécessiteuses pendant cette période.

Le texte primitif de la proposition de loi a été remanié et simplifié en 1906 (1).

Le texte primitif de la proposition de loi s'inspirait du projet du conseil supérieur de l'assistance publique. Il était divisé en trois titres :

Le premier titre s'occupait spécialement de la protection et de l'assistance des mères.

Le deuxième de la protection et de l'assistance des nourrissons.

Le troisième titre visait les mesures à prendre en cas de mortalité infantile excessive.

L'article premier de la proposition de 1899 est tout entier à citer :

« Les femmes travaillant dans les usines, manufactures, chantiers et ateliers, ne peuvent être admises au travail dans la dernière quinzaine de la grossesse et dans les quatre semaines qui suivent l'accouchement. »

M. Strauss interdisait donc aux ouvrières de l'industrie non seulement le travail après les couches, mais encore avant : C'est là le point particulièrement intéressant de son projet.

« Ce que nous voulons marquer dans la proposition de loi, disait M. Strauss, c'est le droit au chômage avec secours, pour ne pas employer d'autre formule, non seulement au lendemain de l'accouche-

1. Voir aux annexes, la proposition de loi du 14 novembre 1899.

ment, mais même dans la dernière période de la grossesse alors que les forces de la future mère sont défaillantes. »

L'interdiction du repos avant les couches pouvait paraître de courte durée vis-à-vis du repos réclamé par le corps médical, mais c'était déjà un progrès. Il ne fallait pas demander trop, de peur de ne rien avoir. Plus tard on verrait. Quant au secours, M. Strauss en reconnaissait le droit à toute femme sans ressources et non secourue par une organisation quelconque d'assistance ou de secours mutuels. Pour attribuer et distribuer ce secours, M. Strauss avait recours à une organisation déjà existante, depuis la loi du 15 juillet 1893 sur l'assistance médicale gratuite « le bureau d'assistance » établi dans chaque commune. — Secourant déjà médicalement la mère, ce bureau allait se trouver chargé de secourir l'accouchée dénuée de ressources et de secours. — Il devait secourir efficacement à domicile, ou placer les parturientes dans des asiles ouvriers, maternités ou établissements hospitaliers, suivant les cas. Le projet Strauss était décentralisateur : l'organisation de l'assistance maternelle était confiée aux conseils généraux. Les frais de l'assistance maternelle étaient compris dans les frais de l'assistance médicale gratuite et supportée par les trois organes : État, départements, communes (1).

1. Le titre II complète la loi Roussel sur la protection des nourrissons. Il réglemente la vente du lait pour les nourrissons et cherche

Ce premier projet fut adopté par le Sénat le 3 décembre 1903, en première délibération.

Ce projet qui ne manquait certes pas de mérite reçut néanmoins des critiques. M. Engerand, dans l'exposé des motifs de sa proposition de loi en 1906, signalait quelques défauts. Il se demandait, non sans raison, comment l'on pourrait être sûr qu'une femme est complètement dénuée de ressources. L'appréciation serait difficile ; que de conflits en perspective ! et pour être bien sûr, de plus, que la femme n'est pas affiliée à une société de prévoyance, on se voyait obligé d'exiger des sociétés, chaque année, pour les conseils municipaux intéressés, la liste des femmes sociétaires. De plus le secours communal n'était pas fixé, l'interdiction du repos n'avait pas de sanction. La femme pouvait donc continuer à travailler ou rentrer plus tôt à l'atelier.

Enfin, à notre sens, au lieu de favoriser l'esprit de prévoyance et de l'encourager, cette loi lui faisait un tort considérable : elle ouvrait une large porte à l'assistance. Le flot des assistées allait monter : à quoi bon s'affilier à une société de prévoyance, se diraient la plupart des femmes, puisque nous serons secourues ? Quoique M. Strauss en dit, on ne savait pas bien où on allait : la somme de 4 millions qu'il déclarait suffisante pouvait et même devait sûrement devenir insuffisante.

À remédier aux causes d'infection du lait qui peuvent développer la mortalité infantile. (Voir projet annexé.)

M. Strauss s'était rendu compte de l'ampleur de son projet et des difficultés d'application. Aussi le 23 mars 1906 déposait-il un rapport supplémentaire rectifiant le texte primitif de son projet voté par le Sénat en première lecture.

Le nouveau projet ne s'occupait que des femmes enceintes, travaillant dans l'industrie et le commerce, c'est-à-dire dans les établissements visés par l'article 1^{er} de la loi du 12 juin 1893, modifié par la loi de 1903. Ces ouvrières et employées ne pouvaient continuer leur travail dans la dernière période de leurs couches que si toute absence de danger était constatée par un certificat médical. Les inspecteurs du travail pouvaient néanmoins exiger le renvoi sur avis d'un médecin chargé d'un service public. Elles ne pouvaient rentrer à l'atelier que quatre semaines après leurs couches et munies d'un certificat constatant que la reprise du travail était sans danger.

Les pénalités des lois de 1893 et de 1903 étaient appliquées au cas d'infraction à ces dispositions.

D'autre part suivant l'article 2, les femmes dénuées de ressources personnelles et non affiliées à une société mutuelle ou non secourues par des associations charitables, étaient assimilées à des malades conformément à la loi du 15 juillet 1893, article 1^{er} et recevaient en outre une indemnité de 1 franc par jour.

Le projet se trouvait réduit et bien des points en étaient précisés. L'indemnité ainsi était fixée : 1 franc par jour pendant la période de repos.

Le projet s'appliquait exclusivement aux femmes du commerce et de l'industrie.

Mais les objections ne devaient pas tarder à naître. Les certificats médicaux constatant qu'il n'y avait aucun danger, pour la femme enceinte, à travailler dans la dernière période de ses couches, ne seraient-ils pas délivrés complaisamment par les médecins ?

Et ce franc quotidien serait-il suffisant pour indemniser ? satisferait-il tout le monde ? On retrouvait dans ce projet les mêmes défauts que dans le projet primitif. Les critiques faites à un projet d'assistance et à son application existaient toujours.

L'appréciation arbitraire du manque de ressources, l'insuffisance de la somme compensatrice, l'évaluation budgétaire nécessaire, le développement de l'imprévoyance ; tels étaient les points sur lesquels pouvait être critiqué le projet.

Les objections ne devaient pas se borner là ; le 21 mars 1907 le projet régularisé dont nous venons de parler venait en deuxième lecture devant le Sénat.

L'article premier fut vivement critiqué par M. Fortier et M. Touron. M. Fortier trouvait que la loi pouvait bien s'appliquer à toutes les ouvrières aussi bien de l'industrie et du commerce que de l'agriculture et du travail à domicile. Les ouvrières agricoles et travaillant à domicile sont aussi dignes d'intérêt que les employées de commerce : elles ne sont pas, pourtant, protégées par les lois d'hygiène et leurs conditions de travail sont moins bonnes, — tout au moins pour les ouvrières à domicile —, que dans l'industrie

et le commerce, « qu'on les fasse au moins bénéficier de cette loi, concluait M. Fortier » et en cela il semblait avoir raison, l'intérêt de la nation est intéressé à ce que l'on ait le plus d'enfants et qu'on en sauve le plus grand nombre possible. D'autre part, une ouvrière agricole mal payée ou une pauvre ouvrière travaillant à domicile et gagnant un salaire infime, mérite souvent davantage un *secours d'assistance* que l'ouvrière d'industrie ou l'employée de commerce dont le travail est réglementé.

M. Tournon combattait l'article premier à propos des infractions et des contraventions dont pouvaient être passibles les patrons. Pour lui le texte était ambigu et le patron ne savait pas au juste à quoi s'en tenir. Il fallait dire expressément dans quels cas le patron serait passible de contravention : par exemple on aurait pu dire, dans le sens où M. Fontaine, commissaire du Gouvernement avait compris l'article incriminé :

« En ce qui concerne les femmes enceintes, qui travaillent dans les établissements industriels ou commerciaux, leur emploi ne constitue une contravention que si leur renvoi a été demandé dans les formes légales et si elles ne quittent pas l'établissement. » L'explication de M. Fontaine était très claire et nous semble fort juste, mais il était bon de le dire expressément. L'article 1^{er} se trouva de ce fait renvoyé à la Commission pour une meilleure rédaction.

M. Strauss demanda la discussion immédiate de l'article 2. M. Caillaux, alors ministre des Finances,

fit entendre quelques protestations concernant l'allocation de 1 franc. Il admettait qu'on assimilât les femmes enceintes à des malades et qu'on leur donnât l'assistance médicale gratuite, et d'ailleurs, sur ce point il ne pouvait récriminer, la loi du 15 juillet 1893 étant formelle. Mais il faisait remarquer, non sans raison peut-être, que si l'on se conformait aux barèmes de la loi de 1893, et à certains articles de cette loi, pour la part de dépenses pour assurer l'indemnité de 1 franc, les communes allaient avoir à supporter une charge considérable. Il ne fallait pas, non plus, penser à se servir des barèmes de la loi sur l'assistance aux vieillards, car alors, la part contributive de l'État devenant plus forte, il se trouvait forcé de faire entendre de prudentes et sages paroles d'économie.

L'article 2 se trouva renvoyé lui aussi à la Commission pour être étudié et modifié.

La proposition Strauss, remaniée par la Commission, revint devant le Sénat le 30 octobre 1908.

Le nouvel article premier qui concernait toutes les femmes, fut adopté sans trop de difficultés, était ainsi conçu :

ARTICLE PREMIER. — Les femmes en état de grossesse apparente pourront quitter le travail sans délai-congé et sans avoir de ce fait à payer une indemnité de rupture.

Les dispositions nouvelles de l'article 2 ne concernaient que les femmes de l'industrie et du commerce. Les voici :

ART. 2. — Dans tout établissement, industriel ou commercial ou dans ses dépendances, de quelque nature qu'il soit, public ou privé, laïque ou religieux, même s'il a un caractère professionnel ou de bienfaisance, les femmes arrivées à la dernière période de la grossesse, sur la production d'un certificat médical constatant qu'elles ne peuvent continuer le travail sans danger pour la mère et l'enfant, auront droit aux secours dans les conditions indiquées à l'article 3 ci-après :

« Les femmes accouchées ne pourront reprendre leur travail que quatre semaines après l'accouchement. Un certificat médical délivré par le médecin de l'assistance médicale gratuite, constatant que cette reprise peut s'effectuer sans danger, devra être exigé par le patron si la femme travaillait dans son établissement avant l'accouchement, ou s'il a été avisé par la mairie de la date de l'accouchement.

Les inspecteurs et les inspectrices du travail sont chargés, concurremment avec tous officiers de police judiciaire, d'assurer l'application des dispositions du présent paragraphe, dans les conditions prévues par les articles 17 à 21 de la loi du 2 novembre 1892.

Sera passible des pénalités prévues par les articles 26 à 28 de cette loi :

Le chef d'établissement, directeur ou gérant qui avant le délai de quatre semaines, après l'accouchement et sans le certificat médical prévu au paragraphe précédent, aura occupé dans son établissement une femme qui y travaillait avant l'accouchement ou

pour laquelle il aura été avisé par la mairie de la date de l'accouchement.

« Sera passible des pénalités prévues à l'article 29 de la même loi quiconque aura mis obstacle à l'accomplissement des devoirs d'un des agents chargés d'assurer l'application de la présente loi. »

Comme on le voit, les cas où les pénalités pourraient être encourues étaient bien précisées.

Néanmoins cet article ne semblait pas devoir satisfaire le Sénat (1). Après l'intervention de M. le ministre des Finances, faisant encore ressortir les conséquences financières du projet et demandant un texte ayant d'autres bases, M. Fortier puis M. Guillier réclamèrent le bénéfice de la loi pour toutes les femmes enceintes, aussi bien pour les ouvrières de l'industrie et du commerce que pour les ouvrières agricoles, les ménagères et les ouvrières à domicile. M. Guillier déposait un amendement dans ce sens. Il était destiné à remplacer le premier paragraphe de l'article 2 :

« Toute femme qui se livre habituellement à un travail rémunéré, arrivée à la dernière période de la grossesse, sur la production d'un certificat médical constatant qu'elle ne peut continuer le travail sans danger pour la mère et l'enfant, aura droit aux secours dans les conditions indiquées à l'article 3 ci-après. »

1. J. Off. Débats Parlementaires — Séance du 30 octobre 1908, p. 1045 à 1052. Sénat.

Les dépenses nécessitées par cet amendement allaient se trouver augmentées dans de graves proportions ; les prévisions, au lieu de se chiffrer par 6.000.000 pouvaient de ce fait être portées à 25.000.000. C'est ce que fit observer M. le ministre des Finances qui se récusa ; si cet amendement était voté, il demandait, dans ce cas, la transformation complète du projet Strauss.

L'amendement fut renvoyé à la commission, et la discussion de la proposition Strauss se trouva une fois de plus suspendue et renvoyée à une date ultérieure ! L'ajournement de la discussion fut encore voté le 28 octobre 1909, car l'on venait de changer de Gouvernement et les nouveaux ministres n'avaient pas établi approximativement le chiffre des dépenses nécessitées par la proposition Strauss, élargie par M. Guillier.

Comme on le voit par les projets que nous venons d'étudier rapidement, le Parlement français est tout disposé à prendre des mesures à l'égard des femmes enceintes et des mères. Mais depuis plus de dix ans qu'il est à l'œuvre, il n'a pas encore abouti.

Il faut chercher, à notre sens, la raison de cet échec dans la façon dont il a voulu jusqu'ici établir la compensation pécuniaire indispensable et nécessaire pendant la période de chômage. On doit néanmoins le féliciter de n'avoir pas imposé aux femmes un repos forcé sans leur assurer le nécessaire. Au repos obligatoire doit correspondre le remplacement presque intégral du salaire. Il est évident que si la femme

travaille, c'est qu'elle n'a pas suffisamment pour vivre et que ce serait une loi cruelle et injuste la loi qui l'empêcherait de travailler et la priverait des ressources que son travail lui assurait. Mais ce qui peut sembler moins juste, à notre avis, c'est de recourir à l'assistance pour résoudre le problème. Sans nous arrêter aux inconvénients manifestes que présente une assistance universelle, nous pouvons faire remarquer que tous les projets de loi ont échoué, en grande partie, à cause du moyen préconisé ; l'assistance. Avec l'assistance légale, on ne sait pas où l'on va. L'expérience faite avec la loi de 1905 pour l'assistance des vieillards, des infirmes et des incurables, l'a bien prouvé. Les prévisions budgétaires ont été dépassées de loin. Nos ministres des Finances se sont toujours récusés en face de semblables projets et nous avons vu que lors de la discussion du projet Strauss les difficultés sont venues en grande partie de la question financière.

Pour nous, il vaut certainement mieux qu'aucun de ces projets ne soit passé (1) ; depuis plus de vingt ans, des organes spéciaux de mutualité se sont développés et ont obtenu des résultats admirables et il y a une tendance, même parmi les sociétés de secours mutuels, à assurer ce risque ; les Chambres ont, du reste, par des subventions, encouragé les

1. Nous rendons néanmoins hommage à M. le sénateur Strauss, un des rares parlementaires qui depuis fort longtemps (1883) par ses plaidoyers éloquents et par ses actes, n'a cessé de lutter pour la protection de la mère et de l'enfant.

œuvres s'occupant de la protection de la mère et de l'enfant. Les projets s'appuyant entièrement sur l'assistance comme moyen de compensation, moyen de compensation fort coûteux, de plus plein de vices et ne donnant certainement pas entière satisfaction à la personne secourue, ne nous semblent plus de mise.

Espérons que pendant cette législature un projet comprenant mieux les besoins de nos ouvrières et ménageant leur susceptibilité légitime en même temps que les finances, toujours aux abois de l'État, sera soumis à l'approbation de notre Parlement.

Pour nous, nous souhaitons la réussite d'un projet qui ferait de nos ouvrières, non des assistées, mais des assurées, des femmes ayant un droit mais ne recevant pas d'aumône légale.

C'est un devoir certainement pour l'État d'encourager de ses deniers les œuvres de prévoyance ; il doit même contribuer de toutes ses forces à leur développement, mais c'est un grave tort de faire de l'assistance un moyen exclusif de subvention, et c'est, quoi qu'on en dise, à ce résultat que l'on tend en procédant ainsi.

L'assistance ne doit être que pour les véritablement indigentes, et à l'aide des œuvres de prévoyance, le contingent des assistées peut être réduit à son strict minima. C'est l'intérêt de l'État, c'est l'intérêt des individus : L'assistance ne doit pas être la règle ; elle doit être l'exception. En posant comme principe l'assistance, on atrophie les capacités éducatives de

l'individu, on encourage sa mollesse, et on diminue son initiative et son esprit de prévoyance ; on lui rend un mauvais service et on en rend en même temps un mauvais à l'État, aux départements, et aux communes, qui voient leurs charges s'accroître de plus en plus et qui, d'autre part, ne satisfont pas tout le monde.

Nous reviendrons sur le projet de loi tel que nous le concevons et le souhaitons, et que l'expérience d'institutions établies en notre pays et à l'étranger nous font paraître comme réalisable.

*Ce qui existe en faveur des femmes enceintes. —
Assistance de l'État patron. — Assistance publi-
que. — Assistance privée et mutualité.*

CHAPITRE VIII

L'État patron

L'État, en tant que puissance législative, n'a donc pas encore imposé de repos obligatoire aux ouvrières en couches ; car il n'a pas encore trouvé le modus propre à leur assurer des ressources nécessaires pendant la crise terrible qu'elles ont à subir.

Mais l'État, en tant que patron, a pris des mesures relativement généreuses à l'égard des femmes qu'il emploie dans ses différents services ou dans les entreprises industrielles qu'il exerce à titre de monopoles ou autres.

Il a donné ainsi un exemple que devraient suivre toutes les grandes sociétés industrielles et toutes les grandes administrations. Le problème se trouverait alors bien simplifié, mais c'est un rêve irréalisable, une solidarité poussée à ce point semble une chimère!!!

Néanmoins l'on doit constater que l'État n'a pas pris ces mesures depuis fort longtemps, et qu'elles

n'ont pas été prises toutes en même temps. Il en résulte que les conditions d'aide données aux fonctionnaires ou ouvrières de l'État, enceintes, diffèrent quelque peu.

L'État emploie des femmes dans l'administration des Postes, Télégraphes, Téléphones, dans l'enseignement, dans les chemins de fer, dans les services de l'assistance publique, dans ses ministères, dans les manufactures d'armes, et surtout dans les manufactures de tabac et d'allumettes. Nous allons voir ce qu'il fait pour ces employées au moment des couches.

Les employées des Postes, Télégraphes et Téléphones sont aujourd'hui particulièrement bien traitées ! Elles doivent les avantages dont elles jouissent à l'Association Générale des agents des P. T. T. et à la sollicitude de M. Alexandre Bérard, ancien sous-secrétaire d'État des Postes et Télégraphes. Jusqu'en janvier 1903, les congés de maternité étaient considérés comme congés de maladie.

Il résultait de cette conception que le personnel *commissionné en congé* pour accouchement prochain, touchait pendant les trois premiers mois de congé l'intégralité de son traitement et pendant les trois mois suivants la moitié de ce traitement (1).

Ainsi l'Administration accordait à ce personnel rétribution et congé, mais les congés de maladie obtenus ont une répercussion sur l'avancement. De

1. Ces renseignements sont dus à l'amabilité de notre ami Ludger Collet, Docteur en Droit et employé des P. T. T.

nombreuses femmes commissionnées qui sur le point d'accoucher avaient obtenu des congés de maladie se virent atteintes dans leur avancement. Elles obtinrent les augmentations de traitement auxquelles elles avaient droit mais dans des délais plus longs, ce qui équivalait en fait à des diminutions de salaires.

D'autre part le personnel *auxiliaire*, bénéficiait bien des congés de maternité, comme d'ailleurs, il bénéficiait des congés de maladie, mais sans rétribution.

Les circulaires du 15 janvier 1903 et du 15 février 1904 mirent fin à cette situation.

Voici les textes de ces documents :

Circulaire du 15 janvier 1903 relative aux congés de maternité (1).

« Monsieur le Directeur, l'Association Générale des
« Agents a demandé qu'il ne soit plus tenu compte
« aux dames employées des absences occasionnées
« par les grossesses avancées et les accouchements.

« A la date de ce jour, j'ai décidé que dorénavant il
« ne sera plus fait état des congés de maternité jus-
« qu'à concurrence de trente-cinq jours, soit *sur les*
« *bulletins de classement, et les listes de propositions,*
« soit sur les feuilles signalétiques, soit dans les sta-
« tistiques. Pour l'excédent de trente-cinq jours, les
« règles actuelles continueront à être appliquées.

1. Bulletin mensuel des Postes et Télégraphes, année 1903, p. 3.

« Les congés de nature prendront date du jour de
« l'accouchement et les dames employées qui en bé-
« néficeront *recevront l'intégralité* de leur traite-
« ment pendant cette période, quelle qu'ait été la
« durée de leurs absences antérieures.

« Dans le cas où l'accouchement sera suivi d'une
« interruption de fonctions moindre que trente-
« cinq jours, la partie du congé de maternité non
« utilisée viendra en déduction des absences occa-
« sionnées par la grossesse.

« Les fausses couches donneront droit aux mêmes
« avantages que la maternité sous la réserve toute-
« fois que l'absence sera limitée à une durée inférieure
« à trente-cinq jours si le médecin de l'Administra-
« tion en juge ainsi.

« Je vous prie de vouloir bien porter à la connais-
« sance du personnel féminin placé sous vos ordres
« les dispositions précédentes que j'ai été particuliè-
« rement heureux de pouvoir prendre, car je ne doute
« pas que les dames employées auront à cœur de se
« montrer dignes de cette marque de sympathie par
« la persistance de leur zèle et de leur dévouement.
« Vous voudrez bien m'accuser réception de la pré-
« sente circulaire.

« *Le Sous-Secrétaire des P.T.T.*

« ALEXANDRE BÉRARD. »

Circulaire du 15 février 1904 étendant le bénéfice des congés de maternité à l'ensemble du personnel féminin (1).

« Le Sous-Secrétaire d'État des Postes et des Télégraphes à MM. les Directeurs et Chefs de service.

« J'ai décidé que le bénéfice des congés de maternité serait étendu à toutes les catégories du personnel féminin employé à titre permanent. Les dispositions de la circulaire du 15 janvier 1903 deviennent en conséquence applicables sans restriction au personnel féminin dont le traitement ou le salaire est maintenu en cas de maladie, c'est-à-dire aux receveuses, factrices, ouvrières commissionnées.

« Le personnel féminin auxiliaire, dont la rétribution est suspendue en cas de maladie ; femmes de services, boulistes, gérantes de cabines, etc., conservera sa rétribution pendant trente-cinq jours à dater de la dernière interruption de service, occasionnée par l'état de grossesse avancé.

« Les fausses couches donneront lieu aux mêmes avantages que la maternité, sous la réserve, toutefois, que l'absence pendant laquelle la rétribution sera maintenue sera limitée à une durée inférieure à trente-cinq jours, si le médecin de l'administration juge que l'auxiliaire peut reprendre son service avant l'expiration de ce délai.

« Je vous prie de porter ces dispositions à la con-

1. *Bulletin mensuel des P. T. T.*, année 1904, p. 40.

« naissance du personnel intéressé placé sous vos ordres et de m'accuser réception de la présente circulaire. »

« *Le Sous-Secrétaire d'État des P. T. T.*

« Alexandre BÉRARD. »

La circulaire du 15 janvier 1903 s'applique spécialement aux dames employées. Elle indique qu'il ne sera plus tenu compte des congés de maternité, sur les listes de propositions « sur les feuilles signalétiques » ce qui revient à dire que ces congés ne retarderont plus l'avancement.

De plus les congés de maternité ne seront plus comptés comme congés de maladie en ce sens que la dame employée, qui a droit par année à trois mois de congé de maladie pendant lesquels elle touche son traitement intégral, ne verra plus les congés de maternité entrer en ligne de compte dans la détermination de ces trois mois.

Ainsi une dame employée a obtenu trois mois de congés de maladie dans l'année en cours. Si elle tombe de nouveau malade elle ne touchera plus l'intégralité de son traitement ; si, au contraire, elle demande un congé de maternité, elle touchera encore pendant trente-cinq jours la totalité de son salaire

Les dames employées des Postes, Télégraphes et Téléphones se trouvent donc dans une bonne situation au point de vue des couches. La dame employée enceinte, qui est sûre d'avoir trente-cinq jours de repos payés et ne nuisant pas à son avancement,

à dater du jour de son accouchement, n'hésitera pas à demander un congé de maladie de un mois pour se reposer dans la dernière période de la grossesse.

La circulaire du 13 février 1904 est particulièrement intéressante en ce qui concerne le personnel auxiliaire. Si la femme employée à titre d'auxiliaire tombe malade, elle ne touche aucun salaire pendant la durée de la maladie. Il n'en est plus de même lorsqu'elle obtient un congé de maternité : dans cette situation elle touche pendant trente-cinq jours l'intégralité de son salaire.

En outre, il est intéressant de signaler que l'Association fraternelle des Receveuses et de Dames accorde une indemnité de 20 francs à toute sociétaire donnant naissance à un enfant.

Depuis le 15 mars 1910 les institutrices en couches ont droit à *un congé spécial de deux mois*, avec traitement entier.

La situation qui leur était faite auparavant, sans être tout à fait mauvaise, était bien moins avantageuse. Elle dérivait du règlement du 9 novembre 1853, rendu en exécution de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles. L'article 16 de ce règlement disait que les instituteurs et les institutrices pouvaient obtenir pour maladie, des congés de six mois avec traitement complet et trois mois avec une retenue de moitié au moins et de deux tiers au plus, sans qu'une distinction puisse être faite dans les raisons d'octroi de ces congés.

L'administration départementale était laissée juge

d'accorder ou de refuser, considérations prises de la maladie, de la situation du ou de la malade.

Aussi, en général dans les départements tout au moins — car dans la Seine on se montrait plus généreux — les institutrices en couches obtenaient de l'administration départementale des congés de quatre à cinq semaines au plus ; congés qui leur comptaient comme congés de maladie et qui diminuaient d'autant la durée du congé qu'elles pourraient être contraintes de demander, par le fait d'une autre maladie. Le congé accordé par l'administration était particulièrement insuffisant ; de plus, la durée en était laissée à l'arbitraire de l'administration.

Les institutrices ne se reposaient pas assez avant l'accouchement ; elles reprenaient aussi trop tôt leur travail. Elles demandaient rarement une prolongation de congé, de crainte d'empiéter sur les mois de congés payés.

Le règlement de 1853 ne tenait pas assez compte des conditions de la maternité dans l'enseignement primaire. Il avait besoin d'être révisé et remanié complètement. Il ne tenait pas assez compte du travail fatigant et pénible des institutrices ayant sous leur direction des enfants turbulents et difficiles. Parler beaucoup, faire des heures de classe fort longues, concentrer toute son attention, avoir l'esprit toujours tendu, se tenir souvent debout, et monter plusieurs fois par jour des escaliers : travail déjà pénible pour l'institutrice bien portante mais encore plus pénible pour l'institutrice enceinte.

Dès 1899, l'Alliance nationale pour l'accroissement de la population française avait présenté aux pouvoirs publics des observations fort justes à ce sujet.

Les Amicales d'instituteurs et d'institutrices, en particulier celles de la Haute-Vienne, s'étaient aussi préoccupées de la question.

En 1908, le 25 novembre, le groupe socialiste unifié de la Chambre déposa sur le bureau de la Chambre une proposition de loi demandant un congé spécial de maternité pour les institutrices. Il faisait remarquer que la dépense nécessaire à l'application de la loi serait peu élevée et coûterait à peine 200.000 francs.

Renvoyée à la Commission de l'Enseignement, la proposition fut l'objet d'un rapport favorable de M. Marin le 21 décembre 1908. Le 8 décembre 1909, elle était votée par la Chambre et transmise au Sénat le 9 décembre 1909. Adoptée par la Chambre Haute, elle était promulguée le 15 mars 1910. Le texte de loi est ainsi conçu :

Loi accordant un congé spécial de deux mois, avec traitement entier aux institutrices en couches.

ARTICLE PREMIER. — Un congé de deux mois, avec traitement entier en dehors des congés pour maladies prévus par le décret du 9 novembre 1853 est accordé aux institutrices, moitié avant, moitié après les couches.

Les institutrices ne peuvent reprendre leur service qu'après examen et certificat médical, constatant qu'elles sont en état de le faire, sans dommage pour leur santé ; en cas contraire la prolongation de congé nécessaire leur est accordée, aux conditions du congé même, jusqu'à concurrence de deux mois.

ARTICLE 2. — Les crédits nécessaires à la mise en vigueur et à l'application de la loi seront inscrits à un chapitre spécial du budget des dépenses du ministère de l'Instruction Publique.

Les institutrices se trouvent donc aujourd'hui protégées efficacement par une *loi spéciale* ; ce sont les employées de l'État qui sont le plus protégées.

Dans les ministères les dames employées sont mieux traitées qu'autrefois. En 1894, l'Alliance nationale pour l'accroissement de la population française protesta contre ce qui se passait dans certains ministères comme au ministère de l'Instruction Publique où l'on supprimait le maigre traitement pendant le congé nécessaire à la maternité.

Aujourd'hui un congé de maternité de trente-cinq jours, avec paiement intégral de leur salaire est accordé de droit à toutes femmes et cela sans confusion avec les quatre-vingt-dix jours de maladie pendant lesquels les ouvriers des deux sexes ont droit à leur solde entière. Cette mesure est due à l'influence de M. Millerand. Les infirmières de l'Assistance publique à Paris, les dames employées de toutes catégories, hospitalières gradées ou non gradées, ont

droit à un congé de quinze jours avant l'accouchement et de vingt et un jours après : elles touchent pendant ce temps de repos le montant intégral de leurs salaires et diverses indemnités... Si elles sont nécessaires elles reçoivent des allocations sur le crédit spécial « des secours aux agents en fonctions... et sont signalées aux services des enfants secourus » (arrêtés 1^{er} mai, 6 juin, 31 décembre 1903).

Restent les ouvrières employées dans les différentes industries exploitées par l'État.

Une circulaire de M. de Lanessan, ministre de la Marine, en date du 27 août 1900, accorde aux ouvrières dépendant de ce ministère une gratification de 50 francs, lors de l'accouchement ayant lieu après au moins sept mois de gestation, un congé payé pendant le dernier mois de gestation et pendant vingt-six jours après l'accouchement.

Les ouvrières appartenant au personnel civil d'exploitation des établissements militaires (ministère de la Guerre) reçoivent une gratification de 50 francs si l'accouchement arrive après sept mois minimum de gestation, que l'enfant soit vivant ou non.

Elles reçoivent une gratification double en cas d'accouchement gémellaire.

En outre les ouvrières commissionnées ou auxiliaires reçoivent pendant leurs couches les mêmes indemnités que pendant les maladies proprement dites (salaire moyen pendant six mois au plus et dont le taux est égal à la moitié du salaire pendant trois mois et au quart pendant les trois mois suivants) ! Elles

sont soignées gratuitement et n'ont donc à leur charge ni frais de médecin, de sage-femme et de médicaments. Les ouvrières désirant nourrir leurs enfants peuvent obtenir un nouveau congé ; celles qui mettent leurs enfants à la crèche pendant leurs heures de travail ne sont pas inquiétées si elles arrivent en retard. On est peu sévère, l'administration militaire étudie la question de l'organisation des crèches dans les établissements militaires : il existe déjà deux crèches à Toulouse.

M. le Général Brun, ministre de la Guerre, a même, par sa circulaire récente du 29 avril 1910, encouragé l'allaitement maternel. Une prime dite prime d'allaitement de 10 francs sera versée pendant les quatre mois qui suivent l'accouchement à la mère qui allaitera elle-même son enfant.

Voyons enfin la situation faite aux ouvrières des manufactures de tabac et d'allumettes.

Ces ouvrières peuvent être évaluées à 10.000 et le chiffre d'accouchements par année à 1.000. Elles travaillent aux pièces pendant neuf heures et arrivent à se faire des journées de 5 francs à 5 fr. 50. Les conditions du travail ont été améliorées pour les allumettières et c'est ainsi que depuis la convention internationale de Berne du 26 septembre 1906 à laquelle a adhéré la France, l'emploi du phosphore blanc est interdit dans la fabrication des allumettes.

Quant aux cigarières, l'influence nocive du tabac sur leur santé est très discutée, comme nous le savons déjà. Ces ouvrières qui n'ont pas encore de

repos payé avant l'accouchement mais qui peuvent en prendre à leurs frais ne jouissent pas de cette faculté et viennent jusqu'au dernier moment : quelques-unes mêmes sont, paraît-il, prises des douleurs de l'enfantement, à l'atelier même.

C'est sur la proposition de l'administration des tabacs que la Chambre vota un premier crédit. A partir du 1^{er} février 1899, les ouvrières mariées, donc mettant au monde un enfant légitime recevraient une gratification de 20 francs, elles ne devraient reprendre le travail que vingt jours après leur accouchement. En 1894 on étendit cette mesure même aux filles-mères. Ces mesures étaient complètement insuffisantes :

Depuis 1895 une indemnité journalière est versée aux ouvrières. Le règlement du 6 juillet 1895 modifié en 1898 et en 1904 améliore sensiblement les conditions de la maternité pour les ouvrières des tabacs, des allumettes et, en général, des manufactures de l'État.

En 1898 la gratification a été portée à 30 francs, le repos de vingt jours a été porté à trente jours. Les ouvrières de Paris touchent 1 fr. 40 par jour ouvrable et celles des départements touchent 1 franc. Elles ont en outre droit à une indemnité de 10 francs pendant quatre mois sur le vu d'un certificat médical, si elles nourrissent leur enfant, mais elles préfèrent travailler et renoncer à cet avantage.

Beaucoup d'entre elles au contraire usent de la faculté qui leur est donnée de rentrer à la manufacture vingt jours après leur accouchement au lieu de trente.

Elles écourtent d'elles-mêmes le congé. La cause en est sûrement la faiblesse de l'allocation.

Ces ouvrières sont donc moins bien traitées que leurs collègues de la Marine et de la Guerre. Pas de repos indemnisé avant l'accouchement, et indemnité insuffisante pour une femme qui arrive à gagner quotidiennement de 5 francs à 5 fr. 50.

La Chambre des députés est favorable au relèvement des indemnités accordées aux ouvrières des manufactures de l'État.

Le 27 octobre 1908 elle a, sur l'initiative de M. Engerand, émis un vœu invitant le gouvernement à prévoir au budget de 1910 les crédits suffisants pour porter à un chiffre égal à leur salaire moyen le taux de l'indemnité journalière accordée aux ouvrières des manufactures de l'État pendant leurs couchés.

L'État protège donc plus ou moins les femmes qu'il emploie. Il encourage le repos après l'accouchement, il le leur impose même ; quant au repos avant l'accouchement, il semble s'en soucier bien moins.

On peut trouver étrange que les conditions de la maternité soient différentes pour les différentes catégories de femmes employées.

Pourquoi les unes sont-elles plus avantagées que les autres ? Besogne plus pénible, dira-t-on, employées sédentaires, au lieu d'ouvrières quelquefois de passage. Mais, même parmi les employées, pourquoi les institutrices sont-elles mieux traitées que les employées des P. T. T. ? Le métier de dame téléphoniste ou d'infirmière de l'assistance publique, est-il

done moins fatigant que celui d'une institutrice? Toutes les employées, qu'elles soient institutrices, dames des P. T. T. ou dames des ministères, devraient être traitées sur le même pied.

La loi qui accorde un congé spécial aux institutrices à l'occasion de la maternité devrait être appliquée à toutes les employées.

Quant aux ouvrières des manufactures de l'État (tabac et allumettes) qui sont aussi intéressantes que toutes les autres, l'État français devrait se montrer plus généreux envers elles (1).

Sans leur donner l'intégralité de leur salaire qui varie avec l'habileté, puisqu'elles travaillent aux pièces, l'État français devrait relever l'indemnité dérisoire de 1 fr. 40 que l'on leur donne à Paris et de 1 franc qu'on leur donne dans les départements; 1 fr. 40, 1 franc, est loin d'être une moyenne de salaire pour une ouvrière qui arrive à se faire 5 francs par jour: la différence est trop grande.

Elles devraient, elles aussi, recevoir une gratification lors de l'accouchement comme les ouvrières de la Guerre et de la Marine.

L'État qui s'est emparé des monopoles du tabac et des allumettes par pure raison financière et qui retire de grands bénéfices de cette exploitation devrait faire un peu plus qu'il ne le fait pour des ouvrières qu'il paie moins cher que des hommes et qui, dans

1. L'État austro-hongrois quoique monarchique, donne une indemnité égale au salaire intégral aux ouvrières des tabacs pendant le repos obligatoire.

cette partie, produisent certainement un travail plus fini.

Donnant des salaires moindres, il doit supporter les risques qui incombent à l'état physique des ouvrières qu'il emploie.

Ces femmes mettent au monde chaque année à peu près un millier d'enfants, ce n'est pas négligeable, d'abord. D'autre part si les indemnités étaient plus fortes ce chiffre pourrait peut-être être dépassé et surtout la mortalité infantile causerait moins de ravages dans ces milieux.

C'est le devoir de l'État à tous les points de vue et son intérêt de venir en aide efficacement à toutes ses employées pendant la crise des couches. Il devrait même encourager par des primes extraordinaires celles de ses employés ayant mis au monde le plus grand nombre d'enfants. Les gratifications spéciales devraient s'adresser spécialement aux mères les plus prolifiques. Honneur à la maternité; Glorifions-la ! C'est à l'État de donner l'exemple en cette matière (1).

Quand on veut imposer des lois aux autres il faut commencer par être un modèle soi-même et ne pas pouvoir être critiqué.

L'État devra donc réviser les mesures qu'il a déjà prises à l'égard des femmes enceintes qu'il emploie. Il devra relever sensiblement les indemnités de cer-

1. Au ministère du Travail, on tend à favoriser les familles nombreuses: une prime de 100 francs est accordée aux employés à chaque naissance, et au-dessus de 3 enfants par famille une augmentation de 100 fr. de traitement par an et par enfant est de droit.

taines catégories et imposer un repos d'un mois au moins avant l'accouchement.

Il le fera avec d'autant plus de plaisir que l'immense majorité de ses employées sont des femmes qui le servent avec dévouement. Il saura le reconnaître. Pour nous, nous le souhaitons vivement !

CHAPITRE IX

§ 1. — L'assistance maternelle publique en particulier dans les départements.

Elle se borne à peu de chose : c'est en somme l'assistance médicale qui existe, et une assistance médicale incomplète.

Et encore l'assistance médicale n'est-elle due obligatoirement que depuis la loi du 15 janvier 1893 sur l'assistance médicale gratuite : l'article 1^{er} de cette loi le dit en termes exprès :

« Tout Français malade, privé de ressources, reçoit
« gratuitement de la commune, du département ou
« de l'État suivant son domicile de secours, l'assis-
« tance médicale à domicile, ou, s'il y a impossibi-
« lité de le soigner utilement à domicile, dans un
« établissement hospitalier.

« Les femmes en couches sont assimilées à des
« malades. »

Avant cette loi, l'assistance légale n'existait pas ; les femmes pauvres n'avaient d'autres ressources que la générosité du bureau de bienfaisance, ou de sociétés privées de bienfaisance ; les secours des bureaux de bienfaisance — quand il en existait — étaient minimes : bons de 5 francs, de 10 francs, et les consé-

quences étaient déplorables : maladies nombreuses, mortalité infantile considérable. Avec la loi de 1893, la femme pauvre sera forcément mieux soignée qu'auparavant, quoique encore imparfaitement soignée ; il y a néanmoins un progrès à constater.

Le bureau d'assistance médicale — qui doit exister dans chaque commune — fournira l'assistance médicale, comme le dit l'article 1^{er} de la loi, au moyen des secours à domicile pour celles qui préfèrent rester chez elles, et de l'hospitalisation, pour celles qui n'auraient pas de famille ou d'intérieur « dans les cas où l'assistance à domicile sera impossible », mais on n'abusera pas de ce dernier moyen de secours. Les secours à domicile sont, dit-on, plus avantageux à tous points de vue : Ils sont moins coûteux et permettent à la femme de rester au milieu des siens.

D'après la loi de 1893 il s'agit d'assistance médicale gratuite et pas d'autre chose : donc la femme aura la gratuité du médecin, de la sage-femme et du chirurgien ; on lui donnera aussi les médicaments et l'usage des appareils nécessaires. Et c'est tout. Ce sont du reste les seules dépenses que la commune, le département et l'État auront à subir et devront se partager obligatoirement. C'est donc mieux qu'autrefois, mais c'est encore peu, car des secours, pour être efficaces, ne devraient pas se borner à des secours médicaux.

Il est vrai que le législateur de 1893 avait compté sur l'appoint des bureaux de bienfaisance qui, sans exister dans toutes les communes, existent un peu

partout. Le bureau de bienfaisance aurait complété l'œuvre de l'assistance médicale en donnant des secours pécuniaires et matériels ; on y comptait beaucoup. Mais les bureaux de bienfaisance sont riches ou pauvres ; et ayant beaucoup à secourir et dans toutes les branches de l'indigence ; ils donnent toujours trop peu ; et ils sont toujours libres de donner ou de refuser : pas d'obligation !

Quant à l'hospitalisation, moyen d'assistance qui supplée dans tous les cas où l'assistance à domicile est impossible, il nous semble, quoique désigné, présenter de grands avantages.

La femme pauvre, soignée à l'hôpital, sera mieux soignée que chez elle, où tout manque, linge nécessaire, température douce si l'on est en hiver.

Elle sera soignée par des infirmières dévouées, ayant l'habitude des soins qu'elles donnent. La loi de 1893 a bien fait de prévoir ce mode d'hospitalisation, favorable, à notre sens, pour une femme « indigente » ; chaque hôpital se trouve pourvu d'une maternité avec lits nécessaires pour les accouchements et comme il ne peut y avoir d'hôpital dans les communes, on rattachera plusieurs communes à un hôpital. La loi de 1893 a réalisé un progrès en ce sens que désormais un service de maternité existera dans chaque hôpital.

Seulement l'hospitalisation donnée est trop courte ; les services étant toujours insuffisants comme nous l'avons dit plus haut en étudiant ce qui se passe pour les femmes hospitalisées : elles restent à peine neuf

à douze jours couchées à l'hôpital, lorsqu'elles devaient y rester au moins trois semaines.

§ 2. — L'assistance maternelle publique à Paris.

L'assistance publique est, on peut le dire sans contexte, mieux organisée à Paris que partout ailleurs. Cette constatation n'a du reste rien de bien surprenant. Paris est d'abord la capitale de la France, donc la plus grande agglomération d'habitants qui existe dans notre pays. C'est le refuge de toutes les misères surtout des pauvres filles abandonnées.

C'est, d'autre part, le centre d'intellectuatité et de progrès scientifique par excellence. Rien d'étonnant à ce que l'administration de l'assistance publique s'y montre mieux organisée, mieux outillée et plus généreuse que partout ailleurs. Elle a du reste un stimulant qui ne lui cède en rien : l'assistance privée et la mutualité très répandues à Paris.

La femme indigente qui va accoucher a à choisir entre trois solutions. Elle sera ou la cliente directe de l'assistance publique ; elle accouchera dans une des maternités ou cliniques, ou elle ira en traitement chez une sage-femme agréée ou rétribuée de l'assistance publique ; ou elle sera la cliente du bureau de bienfaisance subventionné, à cet effet, par la ville de Paris, qui lui fournira tous les soins gratuitement ; dans ce cas, elle accouchera et sera soignée chez elle.

Il faut remarquer ici l'importance tenue par les

bureaux de bienfaisance qui, grâce à leurs soins à domicile et aux secours pécuniaires qu'ils donnent, minimes il est vrai, déchargent les hôpitaux toujours bondés de parturientes.

Néanmoins la préférence pour l'accouchement à l'hôpital est nettement marquée et le nombre des accouchements faits à l'hôpital augmente sans cesse (1), Cela tient sûrement à la confiance que la malade a pour le chirurgien d'hôpital dont elle a, sans doute, entendu parler, et cela tient surtout, à notre avis, au bien-être que la femme, véritablement pauvre, saura apprécier à l'hôpital, au linge blanc, au lit propre, aux bons soins qu'elle sera sûre d'y rencontrer.

L'assistance publique, la ville de Paris et le département de la Seine, dépensent chaque année pour les secours aux enfants, femmes et veuves, une somme de dix-huit millions et demi environ ; c'est peu comparativement aux sommes dépensées pour les vieillards et les aliénés, si l'on sait que les sommes globales dépensées par ces différentes administrations montent à 130 millions !

Quoi qu'il en soit, la ville de Paris possède quelques organes types appropriés à la crise des couches, organes qui malheureusement ne sont pas assez nombreux. Paris a un refuge-ouvroir, où viennent se réfugier de nombreuses femmes, sans ressources, où trouve « un asile discret le lamentable troupeau de femmes grosses, qui ne savent où déposer leurs fruits

1. *L'administration de l'assistance publique.* — Mesureur, 1900.

« et n'osent pas aller à l'hôpital où ce qu'on appelle
« leur honte serait rendue publique, et où d'ailleurs
« elles ne pourraient être admises qu'au dernier mo-
« ment (1) ». Ce refuge-ouvroir est l'Asile Michelet,
dont la création a été inspirée par un asile privé
de ce genre, l'Asile de l'avenue du Maine.

L'Asile Michelet est subventionné par la ville de
Paris. On y reçoit chaque année de 1.500 à 2.000 fem-
mes. M. le D^r Drouineau a fort bien exposé le but
et le fonctionnement de l'établissement dans un rap-
port présenté en 1902 à la deuxième section de la
Ligue contre la mortalité infantile (2) : « L'Asile Mi-
« chelet, disait-il, a été créé par le Conseil munici-
« pal de Paris, et inauguré le 21 décembre 1893. Il
« comptait à son début 100 lits, il en a aujourd'hui 200.
« Il est assurément le plus important des asiles-ou-
« vroids existants, et il répond d'une façon complète
« à l'idée mère des établissements de ce genre. Les
« admissions y sont faites à n'importe quel moment
« de la grossesse, et, on peut le dire, sans restriction
« d'aucune sorte. M^{me} Caubet, l'intelligente et dé-
« vouée directrice de cet Asile, a fait pour l'exposition
« une notice où sont consignés des renseignements
« statistiques très intéressants. Depuis la création de
« l'établissement jusqu'au 1^{er} janvier 1902, 14.195 fem-

1. Ch. Gide. *Économie sociale*, p. 251.

2. Conseil supérieur de l'Assistance publique, fascicule 91. Ligue
contre la mortalité infantile, 2^e section. Rapports sur l'assistance ma-
ternelle par le D^r Drouineau, inspecteur général des services admi-
nistratifs.

« mes sont entrées dans l'Asile, soit en moyenne
« 1.774 entrées par an.

« Les hospitalisées ne sont pas astreintes à des
« travaux fatigants ; le ménage et l'entretien des sal-
« les, le lavage de la vaisselle sont en réalité leurs
« seules occupations. Le travail à l'ouvroir étant fa-
« cultatif, elles peuvent occuper leurs loisirs en pré-
« parant la layette de leur enfant ou en réparant leurs
« effets personnels.

« Le travail de l'Asile, essentiellement facultatif,
« consiste dans la confection des vêtements et du
« linge de l'Asile ; il a été rétribué depuis 1896, et la
« dépense de ce chef jusqu'en 1900 a été de 2.291 fr. 85.
« Le personnel employé à la cuisine est également
« rétribué et choisi parmi les femmes courageuses
« qui désirent travailler. Il leur a été payé jusqu'à la
« même époque 6.028 fr. 75 de salaire. Les soins ma-
« tériels d'hygiène, de propreté sont constants, et le
« repos est, comme on le voit, entièrement propor-
« tionné aux besoins de chaque femme.

« Quant au patronage moral, il s'exerce sous des
« formes diverses. Non seulement les hospitalisées
« sont encouragées à ne pas abandonner leur en-
« fant, mais elles sont aidées et conseillées sur les
« moyens de parvenir à ce résultat. Des objets et des
« étoffes destinés à confectionner leur layette leur
« sont distribués : 6.009 cache-maillots, brassières,
« langes, chemises, leur ont été remis depuis 1894.
« Des conférences sur leurs devoirs envers leurs en-
« fants leur sont faites et des secours en argent s'éle-

« vant à la somme de 6.690 francs ont été donnés
« aux plus nécessiteuses.

« Les femmes ayant plusieurs enfants ont été éga-
« lement l'objet d'une protection particulière, et leurs
« enfants placés temporairement pendant leur séjour
« à l'asile ou à l'hôpital.

« Les hospitalisées ayant quitté l'asile ne sont pas
« pour cela laissées à elles-mêmes, et en plus des se-
« cours d'argent, il a été pourvu pour un grand nom-
« bre à des placements, soit comme nourrices dans
« les hôpitaux ou chez les particuliers, soit comme
« domestiques. Pour les ouvrières également, les pla-
« cements dans des ateliers ont donné de très bons
« résultats : 665 ont été ainsi sorties de la misère et
« se sont trouvées à l'abri du besoin par les soins de
« l'administration.

« Beaucoup de ces femmes conservent des rela-
« tions avec l'Asile et reviennent y demander avis et
« conseil. Nombre d'entre elles se sont mariées et
« sont venues annoncer cet heureux résultat à la
« direction de l'établissement où elles ont reçu l'hos-
« pitalité. »

Comme on le voit, les femmes nécessiteuses qui
ont le bonheur d'entrer dans cet Asile, peuvent at-
tendre tranquillement leur délivrance. Au lieu d'être
anémiées comme nombre de braves ouvrières, elles
ne travaillent qu'à des besognes peu fatigantes, elles
vivent la vie qu'il devrait être permis à toute femme
enceinte de vivre, une vie molle et tranquille, exempte
de tous soucis ; elles apprennent en quoi consiste la

véritable propriété et on les habitue à l'hygiène encore si peu connue et pourtant si indispensable.

Les résultats sont du reste significatifs : Les enfants qu'elles mettent au monde dans les hôpitaux, où on les transporte au moment de l'accouchement sont généralement beaux, sains et robustes. Ce sont des enfants venus à terme et non avant terme ; ils ont vécu toute leur vie intra-utérine et ils n'ont pas été expulsés avant l'heure : ce ne sont pas des fruits verts, sans force, des fruits tombés, ce sont des bien constitués, leur période de gestation a été normale, et leur poids, si important quand un enfant vient au monde, sera supérieur à celui de l'enfant d'une femme qui ne se sera pas reposée. Nous connaissons les observations de M. le Professeur Pinard et de M^{me} Sarraute-Lourié. Nous savons en quels termes chaleureux M. Pinard parle des enfants de refuges.

Le malheur est qu'il est peu de privilégiées, qu'il n'existe qu'un seul asile municipal de ce genre ; il y en a bien des privés, mais le nombre total des lits mis à la dispositions des parturientes est manifestement insuffisant.

La ville de Paris possède encore un asile de convalescence, Asile Ledru-Rollin, du nom de la légataire de la propriété, située à Fontenay-aux-Roses, où un nombre fort restreint de femmes récemment accouchées pourront venir se rétablir définitivement. Le Conseil municipal l'a créé en 1892, et c'est le pendant du refuge-ouvroir ; la femme pourra s'y reposer et compléter le repos écourté qu'elle a eu à l'hôpital

dont on l'a renvoyée habituellement le neuvième jour. Là elle pourra rester deux semaines, quelquefois plus ; si elle est sans place, on lui en cherchera, on la réconfortera ; elle sera bien conseillée, on lui apprendra à allaiter son enfant et surtout à l'aimer ; cet asile sera surtout utile à la malheureuse fille-mère que l'on sauvera souvent du suicide ou de l'horrible geste de l'abandon. Mais le malheur est aussi que là, il y ait peu de bénéficiaires, là comme ailleurs il y a beaucoup d'appelées mais peu d'élues, si l'on pense qu'il n'y a que 51 lits et 51 berceaux : Ce bien rendu par l'asile est toutefois encore appréciable : en 1908, par exemple, l'asile a hospitalisé 629 femmes avec 536 enfants !

L'asile du Vésinet, dépendant aussi de la préfecture de la Seine, a un quartier spécial où se reposent pendant vingt et un jours des accouchées récemment sorties des hôpitaux ou de chez les sages-femmes agréées : on hospitalise ainsi 600 à 700 femmes par an.

On peut encore citer deux asiles qui rendent des services aux femmes enceintes nécessiteuses : l'Asile Pauline-Rolland, rue Fessart, fondé en 1890, qui procure du travail aux pauvres femmes et reçoit aussi bien les femmes enceintes que toutes autres, et l'Asile municipal de nuit George-Sand où les femmes enceintes trouvent un abri ; mais ces asiles, tout en étant fort bienfaisants, ne sont pas comparables à l'asile-ouvroir et à l'asile de convalescence.

Les femmes indigentes, surtout les femmes ou filles abandonnées, sans ressources, qui ont la chance

de pouvoir entrer à l'asile-ouvroir et plutôt à l'Asile Ledru-Rollin et à celui de l'Asile du Vésinet jouissent donc d'un traitement favorable à leur situation et ne sont en somme pas à plaindre. Seulement les asiles sont trop peu nombreux et il y a trop peu de places !

La ville de Paris a néanmoins donné un exemple que devraient suivre au moins les grandes villes : Toute grande ville de plus de 100.000 habitants devrait avoir son refuge-ouvroir et son refuge de convalescence.

Les autres femmes qui seront secourues par l'assistance publique — et elles sont nombreuses — accoucheront dans une maternité ou chez une sage-femme agréée de l'assistance publique, ou encore chez elles : c'est alors le bureau de bienfaisance qui interviendra.

Elles devront déclarer un mois avant leur délivrance quel est le mode d'accouchement qu'elles préfèrent.

Les sages-femmes des bureaux de bienfaisance mettent au monde à domicile de 11.000 à 15.000 enfants sur 60.000.

Les hôpitaux et les sages-femmes agréées qui reçoivent les femmes chez elles, quand il n'y a pas de place à l'hôpital mettent au monde 20.000 enfants. Il y a encore les sages-femmes de nuit de la préfecture de police qui accouchent encore nombre de femmes ; ce qui fait que l'on peut dire que plus de la moitié des enfants qui naissent à Paris sont accouchés par l'assistance publique !

A Paris, il existe en dehors des secours médicaux,

des secours pécuniaires pour les indigentes, donnés par l'assistance publique, le département et la ville.

Secours de grossesse, créés en 1894, sur l'initiative de M. le Sénateur Strauss, alors conseiller municipal. Ils se montent à 100.000 francs et peuvent être donnés de la gestation à la lactation et à n'importe qui. Mais comme le crédit est insuffisant, on ne les donne que dans le dernier mois et exceptionnellement dans les deux derniers, et les femmes doivent avoir déjà deux autres enfants pour en être bénéficiaires.

Secours d'accouchement donnés sur les fonds ordinaires du bureau de bienfaisance, secours peu élevés et donnés seulement aux femmes en ménage, car les filles-mères sont secourues par le service départemental des enfants secourus.

Des secours d'allaitement, se montant à 217.000 fr., sont encore accordés.

Il faut surtout signaler les consultations de nourrissons, dus à l'initiative de M. le professeur Budin (la première a fonctionné à la Charité en 1892), qui deviennent de plus en plus nombreuses à Paris et qui combattent efficacement la mortalité infantile. L'assistance publique possède quelques consultations de ce genre ; les mères sont invitées à y amener leurs petits, le plus souvent possible. Le médecin peut ainsi surveiller la santé de l'enfant et voir s'il croît régulièrement ; chaque fois on les pèse et consigne les observations dont ils ont été l'objet sur des fiches particulières. Le médecin donne à la mère tous les

conseils nécessaires pour l'hygiène de son enfant et pour son alimentation.

La consultation distribue encore du lait stérilisé aux mères nécessiteuses qui ne peuvent nourrir elles-mêmes. Grâce à ces consultations, un grand nombre d'enfants sont sauvés de la mort, due trop souvent à des soins inintelligents.

Il faut reconnaître que l'assistance publique a cherché à rendre à Paris l'assistance maternelle plus complète que partout ailleurs ; il faut la louer pour son effort, mais, même à Paris, l'assistance maternelle est complètement insuffisante.

L'assistance maternelle est du reste une assistance si délicate, si spéciale qu'il semble presque impossible de la voir réaliser par un organe administratif qui ne vit la plupart du temps qu'automatiquement.

§ 3. — L'assistance maternelle privée à Paris, en particulier.

M. Cheysson, le mutualiste universellement connu, rappelle dans un de ses opuscules *La France charitable et prévoyante*, le passage d'un rapport officiel du directeur de l'Assistance publique et de l'Hygiène, passage qui avait trait à la charité privée, dont il était parlé en termes élogieux.

« Mettant en jeu les plus nobles sentiments, y dit-on, la charité privée fournit à la fois, lorsqu'elle
« est donnée avec discernement, un secours matériel
« et un secours moral. Dans certaines œuvres, elle

« apporte un esprit de sacrifice, une ingéniosité dans
« les procédés, un tact dans l'application qu'on de-
« manderait vainement à l'assistance publique. »

Ce légitime hommage, rendu par un directeur de l'assistance publique, montre combien la charité privée peut faire pour soulager les misères, et matériellement, et moralement ; au lieu d'une administration automatique, qui lui fournira un secours sans plus, le pauvre rencontrera souvent une personne qui tout en l'aidant, s'intéressera à lui, le réconfortera, l'encouragera, cherchera à le replacer dans le bon chemin, lui relèvera le moral pour être courageux et lutter dans la vie. Appui matériel qui sera donné souvent plus justement que ne l'aurait fait l'administration qui, n'étant pas en contact direct avec les gens, ne peut apprécier au juste le taux de leurs misères, appui moral que l'administration méconnaît, pauvre administration routinière, aux guichets de laquelle le pauvre frappe et ne sera pas quelquefois entendu. Voici ce que donne au malheureux l'assistance privée.

Il semble qu'en notre matière, plus qu'en toute autre, l'assistance privée ait réussi. Elle ne s'est pas bornée à des soins médicaux (soins d'accouchement) qu'elle a laissés le plus souvent à l'assistance publique, mais elle a su compléter ingénieusement la lacune grave, réconforter les malheureuses abandonnées, les indigentes, les empêcher de mettre fin à leur existence et à celle du pauvre petit innocent qu'elles portent en elles, leur donner un abri pendant les

derniers mois de la grossesse, puis plus tard les aider à élever leur enfant, non seulement les empêcher de l'abandonner, mais encore leur apprendre à l'aimer, à être le but de leur vie, voilà la noble tâche que se sont proposée différentes œuvres privées et qu'elles ont réussi à atteindre.

Et là, plus que partout ailleurs, il semble que cet esprit de sacrifice, que cette ingéniosité, que ce tact dont parle M. le directeur de l'Assistance publique étaient nécessaires (1).

L'on peut affirmer que l'espoir n'a pas été déçu ; des femmes de grand cœur ont poursuivi et continuent à poursuivre la noble mission qu'elles se sont donnée : soulager les misères des femmes enceintes malheureuses.

Nombreuses sont à Paris les œuvres privées protectrices de la femme enceinte, mais toutes ne se sont pas donné la même tâche ; toutes ne s'adressent pas à la même clientèle ; les unes protègent la femme avant l'accouchement, les autres ne font que donner des secours pour élever l'enfant ; les conditions d'admission au secours sont différentes : telle œuvre secourra n'importe quelle femme du moment que c'est une malheureuse ; telle autre, au contraire, n'accueillera que la femme mariée et encore si elle a eu

1. Nous ne voulons pas ici parler longuement des œuvres privées, nous ne nous occuperons que des principales et en particulier des œuvres de la Seine. Ceci confirmera notre opinion que la femme en couches est très secourue à Paris, en comparaison de ce qu'elle l'est peu ailleurs.

déjà des enfants. En somme des divergences dans la manière de secourir et des différences quant au mode et à l'importance du secours existent. Telle sera plus généreuse, telle sera plus difficile pour accorder ses secours. Néanmoins, toutes font du bien, toutes rendent service ; c'est un point que l'on ne peut contester.

Parmi ces œuvres, il en est une remarquable ; nous voulons parler de l'Œuvre de l'allaitement maternel, créée en 1876, et des refuges-ouvroirs pour femmes enceintes, créée en mars 1892 par M^{me} Béquet de Vienne.

Elles protègent l'enfant (1) avant sa naissance, et après sa naissance : Avant sa naissance, elles accueillent, soignent et nourrissent la mère dans les refuges. Après sa naissance, elles lui assurent le lait maternel, le meilleur qui existe, grâce aux secours donnés à sa mère.

M^{me} Béquet de Vienne a donc précédé le Conseil municipal de Paris dans l'œuvre des refuges-ouvroirs. Dans ses deux refuges-ouvroirs de l'avenue du Maine et de la rue J.-B.-Dumas, M^{me} Béquet accueille les femmes enceintes pendant la dernière période de leur grossesse. Elles entrent en général un mois avant leur délivrance ; les conditions d'admission ne sont pas sévères : Les pensionnaires ne sont même pas tenues de fournir leur état civil, mais comme elles savent

1. D'après le *Bulletin de l'Enfance*, janv. 1909, p. 9 et L'Œuvre de l'Allaitement Maternel d'après M^{me} Béquet de Vienne (*Aide sociale*, juin 1908).

que le secret sur leur identité sera bien gardé, la plupart d'entre elles donnent leur nom à la directrice et lui racontent leur triste histoire : M^{me} Béquet, pour ménager leur susceptibilité et leurs craintes, leur donne le nom de la fleur peinte au-dessus de leur lit.

La clientèle est variée : pauvres jeunes filles encore enfants, qui ont été victimes d'attentats, filles séduites et trompées par l'amant, employées de commerce et d'administration, employées des postes, institutrices, servantes, femmes mariées abandonnées par leur mari, qui est quelquefois lui-même à l'hôpital ou qui les a quittées lorsqu'il a appris leur grossesse, enfin femmes veuves, lamentables, qui ont eu le malheur de perdre leur mari, leur seul soutien et se sont trouvées chargées d'une grossesse inopportune (1).

Toutes ces femmes se reposent en attendant leur accouchement ; on les console, on est bienveillant pour elles, on leur donne les soins nécessaires à leur état, on leur apprend l'hygiène ; on leur prépare un accouchement dans de bonnes conditions ; la tranquillité et la bonté qu'elles rencontrent aux refuges raccrochent à la vie les plus désespérées. Elles occupent leur temps à des besognes peu fatigantes, éventaillages de corsets, encartages de boutons, travaux qui sont payés au tarif ordinaire par des entrepreneurs, amis de l'Œuvre. Les plus adroites font de la broderie ou de la dentelle. Le gain qu'elles peuvent

1. En 1904 statistique minutieuse des catégories de femmes recueillies au refuge jusqu'à cette époque :

3.712 mariées, 924 veuves, 4.024 célibataires et abandonnées.

ainsi se procurer ne leur est pas enlevé ; il constitue un léger pécule qu'on leur remettra à leur sortie. Il y a même des bibliothèques pour celles qui aiment lire ou veulent travailler et préparer des examens.

De 1892 à 1907, l'Œuvre des Refuges-Ouvroirs a hospitalisé 12.641 accouchées et le nombre de journées de présence se traduit par le joli chiffre de 367.777.

Les résultats admirables de puériculture, réalisés grâce à cette œuvre, ne sont plus à démontrer. Les femmes, grâce au repos, à la quiétude morale et à l'hygiène mettent au monde de beaux enfants. Le professeur Pinard a constaté que ces enfants dépassaient toujours le poids moyen et étaient remarquables par leur développement. Santé et vigueur sont leur apanage. « Cette belle et nouvelle assistance, disait-il, en parlant des refuges, fait disparaître la plupart des terribles accidents observés auparavant chez les abandonnées et ainsi on empêche les femmes de mourir et on permet aux enfants de naître (1). » « Sanatorium de grossesse, c'est-à-dire outil de puériculture ; station de relèvement et de sauvetage moral », tels sont les qualificatifs donnés si justement par M. Strauss aux refuges-ouvroirs.

La seule chose que l'on puisse déplorer c'est que ces femmes ne puissent accoucher à l'asile même et qu'on soit forcé de les transporter souvent d'hôpital en hôpital, tellement les places réservées dans les hôpitaux pour les parturientes sont insuffisantes et tellement les maternités sont bondées ! Il y a aussi

1. Communication à l'Académie de Médecine, 1895.

le nombre de ces refuges-ouvriers et le nombre de places disponibles qui est particulièrement insuffisant et cette insuffisance apparaîtra plus clairement lorsqu'on saura qu'une grande partie des hospitalisées dans les refuges-ouvriers viennent des départements (1), attirées par la grande ville où elles viennent cacher ce qu'on appelle « leur honte ». Il serait souhaitable que des asiles de ce genre existassent au moins dans tous les grands centres !

L'Œuvre des refuges-ouvriers de l'avenue du Maine et de la rue J.-B.-Dumas est complétée par l'Œuvre de l'aide maternelle, œuvre annexe qui soigne et hospitalise les nouvelles accouchées et leur permet de se reposer le temps nécessaire. La Société de l'allaitement maternel, plus ancienne, qui distribue des secours d'allaitement et des secours de loyers est aussi d'une aide précieuse pour les pauvres femmes et les encourage à allaiter leur enfant et à ne pas l'abandonner à l'assistance publique.

A Paris il existe aussi depuis quelques années à peine une œuvre fort intéressante qui s'est proposée de faire beaucoup : protéger et assister la mère, avant, pendant et après ses couches. Nous voulons parler

1. Au refuge-ouvrier de M^{me} Béquet recueillies au 1^{er} janvier 1907 :

Paris et Seine.	2.327
Départements français.	8.563
Lorraine.	312
Étranger.	61

L'Œuvre de l'Allaitement maternel possède des sections florissantes à Beauvais (Oise), à Saint-Maur-des-Fossés et à Joinville-le-Pont.

du « Foyer Maternel » dont le siège social est à Paris, 6, rue de l'Abbé-Grégoire.

Le « Foyer Maternel » a été fondé à Paris le 5 juin 1905, par M^{me} Mongin des Plas (fille d'universitaire, veuve de médecin) qui avait été frappée des lacunes existant dans les œuvres de maternité.

L'Œuvre qui a débuté avec 3 lits, dans l'appartement même de sa fondatrice, compte aujourd'hui 60 lits et 40 berceaux (rue de l'Abbé-Grégoire et 172, rue de Vanves). Le Foyer Maternel a pour but d'éviter : 1° l'infanticide ; 2° l'abandon de l'enfant ; 3° de relever ou maintenir le niveau moral de la mère et de l'enfant ; 4° de donner à la femme sans domicile (abandonnée ou fille-mère) la possibilité d'accomplir son devoir maternel d'allaitement.

L'Œuvre a donc cherché à grouper (pour la première fois à Paris) les divers modes d'assistance maternelle.

Admise sans conditions au siège social de la rue de l'Abbé-Grégoire, l'assistée est dirigée sur la maternité de la rue de Vanves, où elle passe dans les trois sections : 1° Asile de grossesse (hostellerie gratuite) où on apprend la mère à s'habituer à l'idée de l'enfant qui va venir et dont elle redoute si souvent la venue ; 2° maternité (secrète) ; 3° asile d'allaitement.

Quelle que soit l'époque de la grossesse, la femme est admise et hospitalisée ; elle accouche dans les services de la maternité et après la naissance de l'enfant, elle est placée dans l'asile d'allaitement pendant un minimum de six semaines. C'est pour l'enfant une

assurance de vie; c'est souvent pour la mère la tentation d'abandon rejetée pour toujours.

Pour tous ces bienfaits, le Foyer Maternel n'exige de sa protégée qu'une seule chose : la reconnaissance de son enfant. Et c'est bien compréhensible. Le Foyer Maternel donne à la mère les moyens pour élever son enfant, pour ne pas l'abandonner ; il soutient et suit, comme nous le verrons, sa protégée dans la vie ; rien de plus juste qu'il demande à la mère de faire quelque chose pour son enfant ! Et ce quelque chose, n'est-ce pas légitime et n'est-ce pas une belle chose ? L'enfant portera un nom, le nom de celle qui l'a mis au monde ; n'est-ce pas déjà assez triste pour lui de n'avoir pas de père ? L'obligation de reconnaissance que l'on pourrait discuter en arguant que ce peut être une cause d'infanticide, la mère préférant alors détruire ce qu'on appelle dédaigneusement « sa faute », ne peut être sérieusement défendue.

Soutenue par l'Œuvre, bien conseillée par ses dirigeants qui ne lui font aucun reproche, mais lui montrent doucement son devoir, la mère n'hésite pas, comprend, et c'est sans arrière-pensée qu'elle reconnaît le cher bébé, qui aura au moins une maman, bien à lui !...

Le Foyer Maternel ne se contente pas d'assister la femme, il a créé un service de placement gratuit et lui procure un emploi ; il ne l'abandonne donc pas et lui donne les moyens d'existence.

Enfin, il s'efforce de se faire connaître aux malheu-

reuses par une propagande incessante, et dirige celles qu'il lui est impossible d'hospitaliser, faute de place, sur d'autres œuvres similaires : c'est donc, par ce côté, un office central de maternité.

Le Foyer Maternel a en outre un dispensaire avec tous les services de médecine et de chirurgie pour femmes et enfants. De plus deux consultations de nourrissons avec Gouttes de Lait fonctionnent dans le VI^e et le XIV^e arrondissement. Enfin un service de secours à domicile est en plein essor avec soins médicaux, prêt du coffre de linge, prêt de lit, prêt de berceaux.

L'Œuvre a deux sections en banlieue, à Asnières et à Bois-Colombes.

Quoique tout jeune encore, le « Foyer Maternel » a déjà donné du 5 juin 1905 au 1^{er} novembre 1910 plus de 12.000 journées d'hospitalisation gratuite. L'œuvre prend de l'extension chaque jour, on ne peut qu'y applaudir et louer le zèle de ses dirigeantes, puisqu'à mesure qu'elle croît, c'est plus et toujours plus de malheureuses qu'elle sauve ou soulage (1) !

1. Citons encore à Paris l'Asile de nuit et l'Asile maternel de la Société Philanthropique, rue Saint-Jacques et avenue du Maine, qui reçoit pendant quinze jours les abandonnées et surtout les filles-mères relevant de couches. La Société Philanthropique, les soignant et les nourrissant gratuitement dans son asile maternel, a hospitalisé du 1^{er} mai 1908 au 30 avril 1909, 775 femmes, 758 enfants ; a donné 10.573 journées d'hospitalisation. Elle a placé dans le même laps de temps 714 femmes. Citons, parmi les rares œuvres de province, l'Œuvre de la Samaritaine de Lyon, l'Œuvre du Travail réparateur de Nantes l'Œuvre de Saint-Raphaël à Bordeaux, admettant des femmes non

§ 4. — L'assistance maternelle privée à domicile.

Les œuvres privées s'occupant de l'hospitalisation des femmes avant et après leurs couches sont malheureusement peu nombreuses ; pour les fonder et assurer leur prospérité, des capitaux très élevés sont nécessaires. Les œuvres privées qui se sont donné pour mission d'aider les femmes accouchées à domicile sont plus nombreuses. Quelques-unes sont tout à fait remarquables par les résultats qu'elles ont obtenus et peuvent être données comme exemples.

La plus ancienne de ces sociétés de bienfaisance est « La Charité Maternelle ». Elle vient en aide après l'accouchement aux mères qui ont été soignées à domicile.

Son origine remonte avant la Révolution puisqu'elle date de 1784. Fondée par M^{me} de Fougères et patronnée par la reine Marie-Antoinette, cette Société est toujours florissante et a su surmonter les crises successives qu'elle a traversées.

Elle a été sous le premier Empire, et sous les différentes monarchies du xix^e siècle et sous le second Empire, un peu comme « l'aumônière officielle ». Les subventions alors ne lui étaient pas ménagées ; les gouvernants et les nobles se montraient fort gé-

mariées et seulement à leur première grossesse, soignant les femmes enceintes, mais cherchant surtout à les relever moralement. Citons, aussi l'Assistance maternelle infantile et gratuite de Plaisance.

néreux avec elle. Sous la troisième République, elle a continué à être soutenue par la noblesse et la haute bourgeoisie. Les subventions de la République ont été très légères à son égard. Aujourd'hui l'État s'intéresse, sans parti pris, comme il le doit, à toutes les œuvres de pure bienfaisance ayant pour but la protection des enfants du premier âge, et la Société de la Charité Maternelle a vu sa subvention grossir dans de fortes proportions (de 7.000 francs à 13.000 francs).

Ajoutons aussi que cette Société, depuis plus d'un siècle qu'elle existe, ne s'est pas écartée du but qu'elle s'était proposée : « Prévenir les abandons des enfants légitimes, en assistant les pauvres femmes en couches et en les secondant dans les premiers soins à donner à leurs enfants. »

Cette Société s'adresse donc à une clientèle particulière : celle des mères mariées, et encore ne les accueille pas toutes. Elles doivent remplir certaines conditions pour être secourues. D'après le règlement de la Société (art. 2) une première classe comprend : 1° les femmes qui, pendant leur grossesse, se sont trouvées veuves et ont déjà un enfant vivant ; 2° les femmes, qui, pendant leur grossesse, ont été abandonnées par leur mari : ces dernières devront justifier l'abandon au moyen d'un certificat délivré par le maire de leur arrondissement.

La deuxième classe : celles qui ont au moins un enfant et dont le mari est estropié ou atteint d'une maladie chronique.

La troisième classe : les femmes infirmes ayant deux enfants à leur charge.

La quatrième classe : les femmes dont le mari travaille, mais ont déjà trois enfants vivants de moins de treize ans. Si l'un d'eux a plus de treize ans, mais est infirme, il compte comme un enfant en bas âge. Dans ce dernier cas, un certificat médical du médecin de l'arrondissement est nécessaire.

De plus, la Société exige des mères qu'elles habitent Paris depuis cinq ans au moins et qu'elles soient présentées par une dame visiteuse. Elles doivent en outre s'engager à nourrir leur enfant au sein et ne doivent recourir au biberon, que s'il leur est physiquement impossible d'allaiter elles-mêmes.

Comme on le voit, les conditions à remplir pour être admises au secours sont un peu rigoureuses : il faut être mariée, avoir au moins trois enfants vivants, excepté dans les autres cas exceptionnels où il est encore nécessaire d'avoir déjà un enfant. Les femmes abandonnées pendant leur grossesse, qui en justifient, sont seules admises au secours, sans la nécessité d'avoir déjà eu un enfant.

Ces conditions un peu sévères ont été souvent très critiquées, surtout de nos jours où les idées ont évolué et où la pitié pour la mère pauvre est devenue universelle, qu'elle soit mariée ou fille-mère. Il est certain que la Société de la Charité Maternelle tout en étant une institution excellente n'a pas évolué avec le temps. Elle a rendu de grands services dans le passé et en rend encore aujourd'hui, mais

elle a gardé jalousement son cachet de vétusté : elle n'a pas voulu évoluer et modifier ses statuts.

On peut donc faire grief à cette Société de ne pas secourir les filles-mères et d'exiger même des femmes mariées, excepté des abandonnées, qu'elles aient déjà un certain nombre d'enfants en bas âge à leurs charges. La Société encourage donc surtout les familles nombreuses et légitimes. C'est un noble but, sans doute, mais puisque la Société s'adresse aux pauvres, pourquoi ne pas encourager aussi la famille naissante et secourir la mère dès son premier accouchement ?

Les secours qu'elle donne sont assez importants puisque la somme représentative de tous les secours matériels et pécuniaires atteint 79 francs ; elle se décompose ainsi : Layette d'une valeur de 19 francs ; trousseau d'une valeur de 10 francs pour l'habillement de l'enfant à son quatrième mois ; secours mensuel de 5 francs pendant les dix mois d'allaitement. Mais là encore il semble que la Société eût pu procéder autrement ; au lieu de donner par fractions des secours : elle eût pu les donner en une seule fois ou en deux fois ; moitié avant l'accouchement moitié après, le secours nous semblerait plus efficace et la mère pourrait se reposer. Par la façon de donner ses secours, la Charité Maternelle rappelle ce que l'Assistance publique fait pour prévenir les abandons, en donnant des secours dits « secours de prévention d'abandon. » Mais il y a néanmoins une différence à son avantage : c'est que la charité est

faite par les dames elles-mêmes, membres de la Société dites « dames visiteuses » qui vont porter elles-mêmes les secours, consoler et réconforter les malheureuses. La Société de Charité Maternelle a donc de grandes qualités à certains points de vue ; elle rend de grands services, puisqu'en 1907 elle a encore secouru 2.655 mères. Tout ce que l'on peut souhaiter, c'est de lui voir modifier ses statuts dans le sens que nous avons indiqué.

La véritable assistance maternelle à domicile existe hélas ! dans peu d'endroits. Cependant le complément nécessaire, logique et intelligent de la loi du 15 juillet 1893 a été réalisé à Maule en Seine-et-Oise par M. le Dr Pecker.

On ne saurait trop admirer et féliciter M. le Dr Pecker pour son bon sens et son ingéniosité. M. le Dr Pecker a su créer une association-type, pour secourir les mères indigentes qui accouchent à domicile, qu'elles soient mariées ou non. Son Association des « Dames Mauloises » peut servir d'exemple à toutes les communes, à toutes les associations qui se proposent ce but : secourir la femme qui accouche à domicile. M. le Dr Pecker, a su compléter efficacement par les bienfaits de son association privée, les lacunes graves laissées par la loi de 1893. Il a su rendre opérant ce paragraphe 1^{er} de la loi de 1893 : « Les femmes en couches sans ressources sont assimilées à des malades. » L'Association réalise dans son petit cercle le repos dans le dernier mois de la grossesse, et fait prendre à la mère toutes les précautions

nécessaires pour que l'accouchement se passe dans des conditions indispensables d'hygiène. Il est certain que l'assistance à domicile des femmes en couches, telle qu'elle est pratiquée à Maule est bien préférable à l'assistance hospitalière.

Toutes les qualités, tous les avantages qui peuvent parler en faveur de l'assistance à domicile se trouvent confirmés. La mère pauvre restant chez elle bien soignée, au milieu de ses enfants, auprès de son mari, l'accouchement présentant toutes les garanties d'hygiène nécessaires. Aucun des défauts que l'on voit surgir dans l'assistance à domicile, telle qu'elle est pratiquée par les bureaux de bienfaisance ne se rencontre ici : la femme aura le linge nécessaire, le praticien aura à sa disposition tout ce dont il aura besoin, le ménage sera bien tenu, mais, il faut bien le dire, l'assistance à domicile ne sera efficace et irréprochable ici que grâce aux bienfaits indispensables et bien compris de l'association privée.

Voici en quels termes M. le D^r Pecker parlait de son Association et du but de cette Association, le 26 février 1898, dans le *Concours médical* :

« L'Association des Dames Mauloises pour secours aux femmes en couches, que les bonnes volontés locales m'ont permis d'organiser dans les limites de ma modeste clientèle, poursuit et atteint un double but. Convaincu avec le professeur Pinard, dont les observations ont été soumises à l'Académie de Médecine, que le poids et la vigueur du nouveau-né sont d'autant plus remarquables que la mère a moins

peiné pendant les derniers temps de sa grossesse, elle a voulu permettre à la femme nécessiteuse un repos suffisant, au cours du mois qui précède l'accouchement, et lui assurer les secours indispensables en alimentation, chauffage, etc.

« C'est le premier point.

« Le second vise la possibilité de pratiquer l'accouchement dans les conditions de sécurité et d'hygiène conformes aux exigences de la science moderne, il est rempli en fournissant à la femme tout le nécessaire afin que le secours médical ne soit pas compromis par quelque cause inhérente au milieu dans lequel vit l'accouchée.

« Enfin, par surcroît, l'Association dote l'enfant de sa première layette et lui assure un sein que la misère ne viendra pas tarir prématurément. »

Assistance matérielle et morale sont donc données par l'Association des Dames Mauloises aux indigentes qui sont soignées chez elles et dans d'excellentes conditions. Les dames de Maule visitent elles-mêmes leurs protégées. Ayant reçu des notions d'hygiène et de puériculture, elles leur donnent de sages avis et se rendent compte exactement de leur situation pour le quantum des secours à leur apporter. Elles leur distribuent des bons de pain, de viande, de sucre, et, dans le dernier mois, l'Association accorde quotidiennement 2 litres de lait pour éviter les dangers de l'éclampsie.

Lorsque l'heure de l'accouchement arrive, le médecin ou la sage-femme préviennent la dame visiteuse

qui se procure auprès de la directrice du matériel le sac nécessaire à l'accouchement. Linges et appareils pour la mère y sont contenus ainsi que la layette de l'enfant, et le linge et le thermomètre indispensables à l'ambulancière.

Après l'accouchement, ce sac sera rendu à l'Association qui le fera blanchir elle-même (de cette façon rien ne sera perdu) et le sac pourra servir de nouveau à d'autres accouchements.

De plus, point important, une garde-malade payée par l'Association restera auprès de l'accouchée pendant qu'elle sera alitée ; elle s'occupera de l'accouchée, de son ménage, des enfants, s'il y en a déjà, et elle passera toute la journée dans la demeure de l'accouchée, si l'accouchée est seule et n'a personne pour s'occuper un peu de son intérieur. Les secours pécuniaires donnés par les Dames Mauloises s'élèvent à 65 francs : 15 francs pendant la grossesse, 20 francs au moment de l'accouchement et 30 francs après. L'Association reçoit des subventions du bureau de bienfaisance de Maule, de la commune et du Conseil Général de Seine-et-Oise. Les résultats obtenus par l'Association des Dames de Maule, grâce à sa parfaite organisation et à son organisation logique sont remarquables ; la mortalité infantile y a baissé de plus de 10 %. Il faut souhaiter que des associations semblables se multiplient dans les villes de France. Déjà plusieurs « Mauloises », comme on les appelle, se sont formées ; ainsi l'Œuvre pour accorder des secours aux femmes en couches de Saint-Rambert, fon-

dée par M. H. Sabran ; la Société Maternelle du D^r Bernardberg au Havre ; la Solidarité des Mères Françaises de l'Isle-Adam, de M. Lainé et du D^r Pannier ; l'Œuvre de Briey.

Mais malheureusement ces œuvres privées, si bien conçues et si nécessaires, sont l'exception. Combien de véritablement indigentes doivent se contenter des maigres secours de l'assistance publique ! Les bénéficiaires de l'assistance privée sont des privilégiées.

Comme on a pu le voir par cette étude rapide de l'assistance publique et de l'assistance privée aux femmes en couches, les femmes indigentes sont assez secourues à Paris principalement. L'assistance publique à Paris est organisée mieux que partout ailleurs, et elle a pour elle la grande aide que lui apporte l'assistance privée. Beaucoup de femmes sont secourues par l'assistance privée et c'est autant de femmes que l'assistance publique, toujours accablée a en moins à sa charge. L'assistance privée dégage donc l'assistance publique, qui se trouve, malgré tout, encore insuffisante et sera toujours insuffisante, ne répondant pas à tous et aux besoins nécessaires. Et encore pourtant combien de femmes malheureuses, mais dignes, hésitent à aller demander l'aumône sous quelque forme qu'elle leur soit offerte et préfèrent souffrir !

Il nous semble qu'on pourrait endiguer le flot toujours croissant de l'indigence en cette matière, rendre au moins stationnaire le nombre des indigentes. Tel est le but qui devrait être poursuivi.

En principe, toute femme salariée devrait avoir le nécessaire au moment de ses couches : Ce nécessaire, l'assurance maternelle pourra le lui faire acquérir dignement. Le nombre des imprévoyantes et des miséreuses à secourir sera toujours assez considérable.

CHAPITRE X

La mutualité et le risque accouchement

Société de secours mutuels. Mutualité maternelle et en particulier Mutualité Maternelle de Paris.

Jusqu'ici nous n'avons passé en revue que les œuvres d'assistance pure. Nous avons vu l'assistance publique et l'assistance privée très développées à Paris; elles ont leur raison d'être; leurs efforts et leurs résultats sont meilleurs que partout ailleurs, mais ils sont encore insuffisants par suite des misères toujours plus nombreuses à soulager. Mais cette assistance publique et cette assistance privée devraient être plus que suffisantes et leur clientèle ne devrait pas tout au moins augmenter si la prévoyance pour ce risque était plus répandue qu'elle ne l'est aujourd'hui et si des lois ayant comme compléments des organes appropriés existaient: nous verrions le flot d'assistance tout au moins ne pas croître et les résultats seraient meilleurs.

Il y a donc des sociétés de secours mutuels qui ont envisagé ce risque: la maternité, et qui ont cherché les moyens d'y remédier. Pourquoi la maternité ne serait-elle pas un risque assurable comme la ma-

ladie ? Pourquoi les mutualistes le rejeteraient-ils ? N'est-ce pas un des risques les plus nobles auquel elle devrait parer ? Le service rendu dans ces circonstances à son semblable et par contre-coup à la famille paraît aussi intéressant que tout autre. Union, Solidarité, les grands principes des sociétés de secours mutuels ne devraient pas se montrer réfractaires à un tel risque !

Qu'entend-on par mutualité, sinon un échange de bons services, une aide réciproque, que se donnent plusieurs personnes dans le but de remédier à certains risques et d'en supprimer le plus possible les conséquences malheureuses ? Les sociétés de secours mutuels ne constituent-elles pas, par des cotisations des participants majorées par des subventions privées ou publiques, des assurances préventives contre certains risques déterminés, maladie, vieillesse, accident (1) ? Et la maternité, période difficile pour la santé de la mère et de l'enfant, et pour le budget particulier du mutualiste, ne doit-elle pas être prise en considération par les sociétés de secours mutuels et recevoir, au moins, le même traitement que le risque de maladie ?

Et pourtant les sociétés de secours mutuels ont fait longtemps la sourde oreille ! Aujourd'hui elles commencent à entrer dans le mouvement mais ce n'est pas général, et il a fallu que des organisations

1. Au sens du mot mutualité : égalité de charges et d'avantages pour tous les membres. Cette conception n'a pas pu être réalisée,

spéciales, je veux parler des mutualités maternelles de l'honorable M. Poussineau et des crédits spéciaux votés par les Chambres pour encourager les sociétés faisant quelque bien aux femmes enceintes, donnassent le branle à ce nouvel élan de leur activité !

L'on peut même aller plus loin et étonner beaucoup en affirmant qu'il y a encore aujourd'hui de nombreuses sociétés dont sont exclues les femmes ?

Cette affirmation pour monstrueuse qu'elle puisse paraître est pourtant réelle, elle existe encore aujourd'hui mais avec les nouvelles idées de justice qui se sont fait jour dans le monde mutualiste, les sociétés qui excluent purement et simplement les femmes sont bien moins nombreuses aujourd'hui qu'autrefois. Car alors si cet état de choses avait subsisté, le grand principe de solidarité entre tous les êtres, une des bases de la raison d'être des sociétés de secours mutuels et sa principale, ne serait pas respecté et ne serait qu'un trompe-l'œil, qu'une illusion. Exclure des sociétés celles sur qui repose, on peut le dire, la famille, qui en est un des principaux éléments constitutifs, paraît invraisemblable. Quelles sont donc les raisons péremptoires qui, dans le temps et encore aujourd'hui, rendent les dirigeants des sociétés de secours mutuels, hostiles à l'admission des femmes ? Pourquoi les présidents des mutualités, lorsqu'on les interroge sur cette question, lèvent-ils les bras au ciel, comme s'ils craignaient que la foudre ne leur tombe sur la tête ? Pourquoi s'écrient-ils : pas de femmes, non jamais, ce serait la ruine !

Les femmes, disent les adversaires de leur admission au nombre des mutualistes, sont des êtres faibles, peu robustes, toujours malades ; elles sont bien plus souvent malades que les hommes, et en conséquence sont beaucoup plus coûteuses ; elles grèvent lourdement les budgets des sociétés.

Mais doit-on prendre cette assertion pour une affirmation ? Si l'on consulte les statistiques, il semble que non. Au premier abord certainement on constate que les femmes sont plus souvent malades que les hommes, qu'il faut donc les soigner et les indemniser plus souvent, mais si l'on jette un coup d'œil sur le nombre de journées indemnisées, on voit que les indemnités versées aux hommes sont plus considérables que les indemnités versées aux femmes : les femmes sont donc en vérité plus souvent malades que les hommes, mais elles le sont moins longtemps.

En 1907 le rapport du ministère du Travail a donné une intéressante statistique relatant la proportion annuelle des malades pour 100 membres participants dans les différentes sociétés.

Proportion des maladies pour 100 sociétaires.

Année	Sexes réunis	Hommes	Femmes
1900 . . .	34,28	33,63	37,83
1901 . . .	32,23	31,30	37,29
1902 . . .	29,83	29,17	33,37
1903 . . .	29,25	28,73	31,94

*Moyenne des indemnisations de maladies depuis 1900
dans les sociétés approuvées.*

Années	Par malade		Par journée de maladie	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
1901 . .	28,43	27,73	1,35	1,15
1902 . .	29,02	24,84	1,38	1,03
1903 . .	29,26	26,81	1,34	1,04

On peut ajouter que les accidents sont plus fréquents chez les hommes (1).

Les raisons données ne sont donc pas plausibles et il faut peut-être chercher la cause de cette hostilité dans le salaire moindre de la femme. La femme gagnant moins doit forcément payer moins ; sa cotisation ne peut égaler celle de l'homme qui gagne généralement au moins le double du salaire de la femme ; elle ne peut que payer proportionnellement. Son indemnité pourra être moindre, il est vrai, mais elle recevra toujours les soins du médecin et les médicaments. La mutualité devrait, il semble, au contraire être favorable aux femmes, aux enfants, elle devrait

1. Il est vrai que dans les pays comme l'Autriche par exemple où la femme est secourue pour son accouchement comme pour une maladie quelconque, on constate que les femmes ont plus de journées de maladie que les hommes. Voici les chiffres : hommes 9,17 par assuré et par année ; femmes 11,20 (chiffres donnés par M. Fuster à son cours) mais la différence si légère paraît de peu d'importance à côté du bien qui pourrait être procuré par l'assurance aux femmes en couches, traitement, indemnité pécuniaire, etc.

devenir familiale, abriter sous son égide le père, la mère et les enfants, et ne pas garder ce caractère d'Association fermée, égoïste. C'est ce but que les mutualistes généreux et intelligents ont cherché à atteindre dans ces dernières années. « Sans faire de sentiments, disait M. Lacroix au Congrès de Nantes (1904) je dirai que vous semblez oublier que la femme est votre mère et votre épouse. Il est de votre devoir de mutualistes de soulager la femme mère ou épouse. C'est avec regret que je constaterai le contraire (1). » Et faisant allusion à la question de savoir si la femme coûtait plus ou moins cher que l'homme, il ajoutait : « Dût-elle coûter plus cher, ne devriez-vous pas faire un sacrifice pour elle ? Demander à l'ouvrière qui gagne deux francs par jour la même cotisation qu'à vous qui en gagnez cinq, vraiment je considère cela comme un crime de mutualité. (*Mouvements divers.*)

Laissez donc à la femme une cotisation proportionnée à son gain. Diminuez l'indemnité journalière de la femme si vous voulez, mais soignez-la et conservez-la dans vos sociétés de secours mutuels !

Et plus loin : « Puisque l'on parle tant de la mutualité familiale qui consiste à réunir dans un même foyer de prévoyance, le père, la mère et les enfants, donnez à chacun le moyen d'entrer dans la mutualité selon ses moyens... N'unifiez pas les cotisations et, pour dire le mot, faites-en une question de sentiments plus qu'une question de calcul ! »

1. Cong. Nantes (1904), p. 433.

Les partisans de l'admission des femmes dans les sociétés de secours mutuels, au nombre desquels se trouvait l'éminent et regretté M. Cheysson, ont vu leur idéal réalisé par de nombreuses sociétés de secours mutuels. L'idée que les femmes doivent occuper dans les sociétés de secours mutuels, la même place qu'elles occupent dans la famille, que la mutualité n'est qu'une famille agrandie, s'est répandue et a été comprise par de nombreuses sociétés qui ont ouvert leurs portes à l'élément féminin. Les sociétés mixtes se sont développées. Les femmes heureusement n'avaient pas attendu la bonne volonté des mutualistes hommes et elles avaient fondé quelques sociétés féminines qui vivent et prospèrent encore aujourd'hui ! Témoin la Couturière de Paris (approuvée par arrêté ministériel du 20 octobre 1881) qui groupe les ouvrières de l'aiguille de Paris et du département de la Seine ; témoin encore l'Union mutuelle féminine du nord de la France qui groupe les employées couturières et modistes.

Aujourd'hui les femmes peuvent pénétrer plus facilement qu'autrefois dans les sociétés de secours mutuels, et n'ont plus besoin de créer comme autrefois des mutualités distinctes. Le Conseil Général de Seine-et-Oise a donné en cette matière un exemple qui devrait être imité par tous les Conseils Généraux de France. Pour engager les sociétés de secours mutuels à accepter comme sociétaires les femmes et les enfants, il a voté une somme de 5.000 francs scindée en deux parties : la première de 2.500 francs

doit être répartie entre toutes les sociétés qui admettent les femmes et les enfants et proportionnellement à leur effectif total. La seconde de 2.500 francs est partagée entre ces mêmes associations, mais seulement proportionnellement au nombre de femmes et d'enfants admis. Voilà un encouragement matériel qui a certainement décidé les sociétés à entrer dans cette voie, autant que les bonnes raisons qu'on a pu leur donner.

Mais ce n'est pas tout que d'admettre la femme dans une société de secours mutuels, il est bon de savoir quelle est la situation qui lui est faite.

Les cotisations annuelles exigées des femmes sont en général un peu moins élevées que celles des hommes ; 4 à 5 francs de moins. Ainsi dans une société (1), l'homme versera annuellement 18 francs de cotisation, la femme seulement 14. L'indemnité en cas de maladie sera moins forte pour la femme que pour l'homme, et quelquefois même la femme n'aura droit à aucune indemnité. Le plus souvent elle n'aura donc droit qu'au médecin et aux médicaments.

Les femmes se trouvent donc moins favorisées que les hommes ; mais encore ce traitement serait acceptable s'il n'y avait pas dans la presque totalité des statuts des sociétés de secours mutuels mixtes (2)

1. Telles sont les cotisations exigées au Raincy (Seine-et-Oise).

2. Les sociétés féminines ont envisagé le risque et font quelque chose pour l'accouchée. Ainsi la Couturière, rue Tronchet, donne à son affiliée 50 francs à l'occasion de l'accouchement et à condition de s'abstenir

un article odieux et cruel où est spécifié que l'accouchement n'est pas considéré comme une maladie, qu'il n'y a donc pas droit à l'indemnité et même plus qu'il n'y a pas droit aux secours du médecin et aux médicaments ! Cette exclusion des secours est inconcevable et illogique. Inconcevable, car il apparaît nettement que c'est une époque où l'on a plus besoin de secours qu'en tout autre temps, les sociétés disent : « Ça nous ruinerait, nous assurons la maladie, c'est déjà beau ; mais l'accouchement non, c'est un risque trop particulier, qui nous entraînerait trop loin ; elles diraient presque : les hommes accouchent-ils ? » Mais d'abord la solidarité ne commanderait-elle pas de faire quelque chose et ne serait-il pas possible de faire payer une légère prime supplémentaire minime pour couvrir en partie les frais causés par un accouchement indemnisé. Non, et poussant leur illogisme dans les dernières limites, ils suppriment non seulement toute indemnité s'ils en donnent une, en cas de maladie mais encore les soins du médecin ! Pensez donc quels frais médicaux énormes devrait supporter la société ! Et alors voilà les conséquences déplorables qui ne manquent pas de se produire : la mère se soi-

de tout travail pendant quatre semaines. Elle lui donne encore 50 francs si elle allaite elle-même son enfant jusqu'au deuxième mois. La Corsetière donne 50 francs. Quelques sociétés mixtes donnent des allocations. Ainsi dans le Nord, l'Association des Comptables du Nord donne 50 francs sur demande. Les Flamands Français, 30 francs si es ressources le permettent. La Typographie lilloise une prime de 10 francs pour naissance d'un enfant légitime vivant.

gne mal, elle se lève trop tôt, son enfant est mal soigné, malingre, s'il vit ce sera un triste client pour la société de secours mutuels, un client onéreux, et puis elle, elle paiera tôt ou tard ses imprudences : au lieu de rester bien portante, elle tombera malade et sera à charge à sa société. Les frais de médecin, la société sera forcée de les payer tôt ou tard, mais le résultat ne sera pas le même : les soins que le médecin aurait donnés à l'accouchée auraient été profitables à la mère et à l'enfant, et à la société ; les soins qu'il va donner à une personne sans cesse malade ne pourront jamais la rétablir complètement : Elle restera blessée toute sa vie et la société en devra supporter les charges, charges qui pourront être plus lourdes que celles d'un accouchement, et dont les résultats pour la femme et pour la société seront forcément mauvais. Ce manque de générosité et d'initiative, cette torpeur voulue et ses conséquences néfastes ont été dénoncées par des mutualistes éclairés. C'est ainsi qu'au Congrès mutualiste de Nice 1907, le vœu suivant a été voté :

Le Congrès émet le vœu « que l'accouchement soit admis statutairement au rang des maladies et donne droit de la part des sociétés aux secours médicaux et pécuniaires. Le Congrès émet particulièrement le vœu que ni les étrangères, ni les filles-mères ne soient exclues du secours de couches. »

M. le préfet du Nord, dès 1906, avait demandé au Conseil Général de ce département de favoriser les sociétés de secours mutuels admettant les femmes et

les enfants et surtout celles considérant l'accouchement comme une maladie et le secourant à ce titre. Ces sociétés sont l'objet d'attentions spéciales de la part du Conseil Général du Nord qui leur fait la part plus large dans les subventions qu'il alloue annuellement aux sociétés de secours mutuels.

Le Conseil Général de Seine-et-Oise ne s'est pas contenté de favoriser, comme nous l'avons déjà vu, les sociétés accueillant les femmes et les enfants : il est allé plus loin ; il a voulu encourager efficacement, c'est-à-dire pécuniairement les sociétés approuvées qui prennent à leur charge la totalité ou partie des frais occasionnés par les accouchements de leurs sociétaires.

Chaque année une somme de 2.500 francs est affectée spécialement à la distribution des secours d'accouchement. La prime est délivrée jusqu'à concurrence de 15 francs pour chaque accouchée.

Cet encouragement a-t-il donné tous les résultats qu'on était en droit d'attendre ? On peut être très sceptique. Beaucoup de sociétés de secours mutuels de Seine-et-Oise ont joué au plus fin ; elles n'ont pas voulu priver leurs membres féminins de cette obole de 15 francs que le Conseil Général allouait généreusement lors de leur accouchement, à condition que la société fit déjà quelque chose pour elles, et alors elles leur ont donné une indemnité de 5 francs. L'accouchée touche donc une indemnité de 20 francs. Et c'est tout. Pas de soins médicaux, pas de médicaments, ils sont proscrits. Pour prendre un exem-

ple et sans esprit de parti pris, c'est ainsi qu'au Raincy, où les femmes paient 14 francs de cotisation annuelle, elles n'ont droit à aucune indemnité en cas de maladie, elles sont soignées et reçoivent seulement les médicaments en cas de maladie ordinaire, de plus l'article 53 des statuts a bien soin de dire : « Les soins du médecin et les médicaments ne sont pas dus aux femmes pour accouchement et ses suites naturelles, mais il leur est alloué une indemnité de 20 francs, si elles font partie de la société depuis plus de dix mois. » Lisez : l'indemnité se monte à 20 francs dont 15 francs donnés par le Conseil Général et 5 francs donnés par la Société (1).

Cette société comme bien d'autres, pourrait à notre sens, pousser un peu plus loin son élan de générosité envers ses affiliées.

Aujourd'hui, les sociétés de secours mutuels qui restent indifférentes à la crise de l'accouchement sont impardonnables. Toutes les raisons plus ou moins bonnes, qu'elles pouvaient faire valoir autrefois : risque particulier, indemnités assez lourdes, soins spéciaux et coûteux ; ne sont plus recevables. Grâce aux facilités et aux avantages que leur procurent des organes spécialement créés pour le risque maternité, mutualités comme elles, facilités et avantages que nous étudierons plus loin ; elles peuvent assurer à leurs membres ce nouveau service intéressant non

1. Statuts de la Société de secours mutuels et de prévoyance du Raincy (Sections du Raincy, Villemonble, Montfermeil, Livry-Servien, Clichy-sous-Bois, Rosny-sous-Bois, Paris).

seulement pour la femme et l'enfant mais encore pour la famille tout entière.

Il existe donc pour le bonheur d'un nombre encore trop restreint de femmes, des organes spéciaux assurant spécialement des secours de couches. Il existe heureusement des « Mutualités Maternelles » qui ont déjà beaucoup fait et dont on est en droit d'attendre toujours du bien et encore plus de bien !

En 1890 une conférence internationale réunie à Berlin, s'était émue des ravages causés un peu partout par la mortalité infantile et avait compris que la principale cause de ce fléau devrait être trouvée dans la reprise prématurée du travail de la femme. A l'unanimité de 15 nations représentées, le Congrès avait voté un vœu, dans lequel il était souhaité que « les femmes ne reprissent le travail que quatre semaines après leurs couches ».

Ce vœu devait ne pas demeurer lettre morte pour beaucoup d'États, et les gouvernements étrangers, tel l'Allemagne, tel l'Autriche, tel l'Italie devaient songer à le réaliser et même à augmenter la portée, car il y avait déjà certains pays où existait une protection efficace des femmes en couches.

En France des projets d'assistance se faisaient jour, mais si l'initiative privée ne s'était pas manifestée sous la forme d'œuvres d'assistance, et si des philanthropes comme Brylinsky et Poussineau n'avaient pas créé la mutualité maternelle, nous serions encore à attendre les secours reconnus nécessaires, si l'on veut que le repos d'une mère soit parfait.

Le repos de l'ouvrière avec indemnité compensatrice, avait été déjà entrepris par des industriels alsaciens dès 1886, et il est certain que leur association et les résultats obtenus par eux, ont été pour beaucoup à engager MM. Poussineau et Brylinsky dans la voie de la Mutualité Maternelle, telle qu'elle était au début, c'est-à-dire ne s'adressant qu'aux ouvrières de la couture, de la lingerie et de la mercerie, et non élargie comme elle l'est aujourd'hui.

M. Dollfuss et plusieurs fabricants de Mulhouse devant l'excessive mortalité des enfants de leurs ouvrières décidèrent de fonder une Association dite « Association des femmes en couches ». L'ouvrière accouchée ne rentrerait à l'usine que six semaines après sa délivrance, elle pourrait de cette façon se reposer et donner à l'enfant tous les soins qu'il réclame. Bien entendu, elle serait soignée gratuitement, recevrait les médicaments et toucherait une indemnité raisonnable, son salaire quotidien basé sur la moyenne des six derniers mois. On lui demanderait seulement un versement de 0 fr. 20 par quinzaine. Les patrons en donneraient autant pour chaque ouvrière. Toute ouvrière de 16 à 45 ans serait affiliée.

L'Association des femmes en couches de Mulhouse fut ainsi constituée : les résultats ne furent pas longs à se faire sentir : au bout d'un an le chiffre des décès au lieu d'être de 36 à 38 % tombait à 25 % !

Cette association subsiste toujours, mais depuis la loi allemande de 1883 sur l'assurance obligatoire maladie, le fonctionnement de la caisse a subi de légères

modifications. Les cotisations ouvrières et patronales ont été abaissées à 0 fr. 15 par quinzaine car les ouvrières sont tenues en outre de s'assurer à une autre caisse de maladie, et les patrons sont tenus aussi à des redevances pour leurs ouvrières assurées à ces caisses. Aujourd'hui la femme affiliée à la caisse maladie, et de plus à la caisse des accouchements des Établissements Dollfuss, touche une indemnité de 60 francs sans compter les soins du médecin et les médicaments auxquels elle a toujours droit gratuitement (1).

MM. Brylinsky et Poussineau sont les fondateurs de la première mutualité maternelle. Ils en décidèrent la création à la suite d'une conférence de M. Jules Simon, président de la section française à la Conférence internationale de Berlin. M. Jules Simon rapporta ce qui s'était passé à Berlin et parla fort éloquemment de la protection de la mère et de l'enfant et du vœu qui avait été voté à l'unanimité. MM. Poussineau et Brylinsky décidèrent de tenter pour leurs ouvrières ce que M. Dollfuss avait réussi à faire pour les siennes à Mulhouse.

Les Chambres syndicales, couture et confection, dentelle et broderie, passementerie, boutons et mercerie, furent favorables à l'idée, mais connaissant le caractère de leurs ouvrières et sachant qu'elles n'accepteraient pas une pure aumône, les fondateurs voulurent les associer à l'œuvre, les y faire participer par des cotisations librement consenties, et leur créer

1, Communication de notre ami Herbrecht de Mulhouse.

un droit aux avantages qu'elles allaient recevoir de la nouvelle association. Ils les mutualisèrent donc. La mutualité maternelle de Paris, la première de France, par sa date et son importance, se trouva donc fondée en 1892. M^{me} Carnot voulut bien en accepter le patronage.

Au début la société n'avait été créée que pour les ouvrières de la couture, de la mode, de la mercerie, de la broderie ; les Chambres syndicales avaient souscrit généreusement pour assurer les fonds nécessaires aux premiers débuts de l'œuvre.

Les ouvrières de ces différentes industries pouvaient seules faire partie de l'œuvre dès l'âge de 16 ans. La cotisation annuelle était plus élevée qu'elle ne l'est aujourd'hui, elle était alors de 6 francs. On pensait en effet qu'on pourrait compter comme sociétaires des ouvrières travaillant dans les grands magasins de couture et gagnant un salaire journalier d'au moins 5 francs. L'indemnité, au lieu d'être de 12 francs par semaine comme elle l'est aujourd'hui, était de 18 fr. La cotisation était, il est vrai, alors de 6 francs. Mais on s'aperçut bientôt qu'on s'était mépris. Les ouvrières des grands couturiers, la plupart mariées et gagnant suffisamment, ne venaient pas à la Mutualité Maternelle, ou y venaient très peu. La clientèle se trouvait surtout parmi les ouvrières confectionneuses travaillant pour des entrepreneurs et gagnant de 0 fr. 75 à 4 fr. 50. La cotisation de 6 francs était trop lourde pour elles. On décida de réduire la cotisation de la moitié : c'est donc 3 francs, soit 0 fr. 25 par mois, que

paient les affiliées de la Mutualité Maternelle, mais au lieu de toucher des semaines de 18 francs, elles ne touchent plus que des semaines de 12 francs.

De plus, depuis 1904 les résultats obtenus par la Mutualité Maternelle de Paris l'ont engagée à donner de l'extension à sa protection. Depuis cette époque (1), l'Association n'est plus une association relativement fermée. Elle est ouverte « à toute femme employée, ouvrière, ménagère ou domestique de nationalité française âgée de 16 ans au moins, domiciliée à Paris ou dans le département de la Seine (art. 6 des statuts). »

La Mutualité Maternelle de Paris peut être regardée comme le modèle des institutions de ce genre.

Son but primitif a été de réaliser le vœu voté à Berlin en permettant à la femme ouvrière ou employée de se reposer pendant quatre semaines après ses couches, d'apporter un peu de bien-être à l'accouchée dans ce moment difficile, et de combattre ainsi la mortalité infantile. A cet effet elle assure à son affiliée une somme de 12 francs pendant les quatre semaines consécutives à l'accouchement et de 18 fr. s'il y a accouchement gémellaire. L'indemnité touchée est donc de 48 francs. Elle est même accordée au cas où l'enfant viendrait à mourir avant l'expiration des quatre semaines. De plus pour encourager l'allaitement maternel, elle donne une prime de 10 fr. à la mère qui allaite son enfant pendant les quatre

1. Depuis six ans, époque à laquelle les statuts ont été élargis, il a été donné 1 million 150.000 francs en indemnités et secours en nature aux mères affiliées à la Mutualité.

semaines de repos. La Mutualité Maternelle ne se montre pas bien sévère pour les conditions à remplir pour avoir droit à cette indemnité, il suffit à la mère d'être affiliée depuis neuf mois ; et même pour les groupes, sociétés de secours mutuels, maisons industrielles qui doivent être acceptées par le Conseil d'administration, les neuf mois ne sont pas exigés, il suffit que la femme fasse partie de la société depuis plus de douze mois.

Peut-on exiger moins ? La Mutualité Maternelle ne pouvait pas faire autrement, car elle aurait été dupe de nombreuses femmes sans scrupules qui se seraient fait inscrire au dernier moment pour toucher les 58 francs. C'eût été compromettre la vie de la société qui a déjà de bien lourdes charges.

La Mutualité Maternelle réalise donc la protection efficace de la femme en couches en lui assurant une indemnité de repos — mais ce repos n'est pas illusoire. La Mutualité Maternelle exige le repos ; toute femme qui reprendrait son travail avant l'écoulement de ses quatre semaines se verrait supprimer son indemnité : ce qui ne serait justice, car l'indemnité donnée par la Mutualité Maternelle est une indemnité raisonnable, et la société en laissant ses sociétaires libres de se gouverner à leur gré, manquerait son but.

L'observation du repos obligatoire est sérieusement contrôlée. C'est que tout a été prévu dans l'organisation de la Mutualité Maternelle. Des dames patronnesses choisies par le Conseil d'administration vont visiter à domicile les accouchées, leur donnent

d'utiles conseils, jouent souvent le rôle d'infirmières auprès d'elles, mettent un peu d'ordre dans leur ménage. Et c'est touchant de constater quel amour-propre, quelle délicatesse, la plupart de ces femmes du monde mettent à remplir leurs fonctions.

De plus l'inspectrice de la Mutualité Maternelle, une dame patronnesse, se rend auprès de l'accouchée, aussitôt que la société a été prévenue de l'accouchement. Elle apporte à l'accouchée l'indemnité de la première semaine, soit 12 francs ; s'entretient avec l'accouchée de sa situation et relate ses observations dans un rapport détaillé.

Voici un spécimen de ces rapports :

Nom de l'accouchée ;

Date de l'accouchement ;

Sexe du nouveau-né ;

Maison dans laquelle elle travaille ;

Domicile ;

A-t-elle d'autres enfants ;

Combien ;

De quel âge ;

Que fait le mari ;

Combien gagne-t-il ;

Que gagne l'accouchée ;

A-t-elle des charges spéciales ;

L'enfant est nourri au sein ou au biberon ;

Puis, suivent des observations personnelles de l'inspectrice sur la santé de la mère et de l'enfant, sur l'intérieur de l'accouchée, sur la pauvreté plus ou moins grande du ménage.

De cette façon la Mutualité Maternelle se trouve posséder tous renseignements nécessaires, elle est documentée sur la situation exacte, elle verra par exemple si elle doit encore prêter du linge et donner par exemple quelques vêtements pour l'enfant et aider encore plus.

L'inspectrice apportera à deux reprises différentes les deuxième et troisième indemnités, elle suivra ainsi la mère et l'enfant et elle verra si la mère n'a pas repris le travail.

La femme viendra toucher au siège de la société, si elle est rétablie, la dernière indemnité. Elle amènera avec elle son enfant pour toucher la prime d'allaitement de 10 francs, elle devra donner le sein devant l'inspectrice. Si la femme était encore malade, la société verrait à continuer ses secours.

Le contrôle est donc sérieusement fait, aussi les résultats obtenus par la Mutualité Maternelle sont-ils merveilleux. La mortalité infantile a diminué dans de sensibles proportions pour les enfants de la Mutualité. Elle était de 10 % en 1892, elle a été de 6 % pendant plusieurs années, elle est descendue à 5,57 % en 1903, à 5,03 % en 1904, à 4,13 % en 1905, à 3,08 % en 1909 (1). On a remarqué qu'elle tendait à baisser encore plus depuis que les affiliées suivent avec assiduité les consultations des nourrissons. Si l'on compare le taux de la mortalité infantile, des

1. D'après des renseignements aimablement communiqués par M. Poussineau.

enfants mutualistes, à celui de la mortalité générale infantile de Paris, on trouve une grande différence à l'avantage de la Mutualité Maternelle.

Le taux de la mortalité générale infantile dépasse à Paris 15 ‰, et même si l'on ne considère que le contingent ouvrier, on voit qu'il s'élève à 30 ‰ dans cette classe.

Quelle différence à l'avantage de la Mutualité Maternelle qui n'accuse que 4 ‰ et voit ce chiffre s'abaisser tous les jours ? Que de petits enfants sauvés grâce à elle, quels merveilleux résultats !

Et ces résultats sont dus à la bonne administration et à la bonne organisation des services.

Depuis plus de dix-huit ans qu'elle existe, la Mutualité Maternelle de Paris s'est en quelque sorte perfectionnée, elle n'est pas restée stationnaire dans son œuvre, elle a été de l'avant. Écoulant les conseils éclairés des puériculteurs tels que le professeur Pinard, le professeur Bonnaire et bien d'autres, elle a étendu ses services, les a augmentés considérablement à mesure que ses ressources le lui permettaient. C'est ainsi qu'elle a créé des consultations de nourrissons pour pouvoir suivre l'élevage de ses pupilles. Les mères des nourrissons sont engagées à venir le plus fréquemment possible au dispensaire. On pèse leur enfant, on leur donne des conseils sur la façon de le nourrir et sur le quantum de nourriture à lui donner. Celles auxquelles il est matériellement impossible d'allaiter elles-mêmes reçoivent du lait stérilisé ; du lait qui, tout en ne valant pas le lait ma-

ternel, sera le meilleur pis-aller que l'on pourra offrir à l'enfant. Les femmes reçoivent aussi des conseils pour elles-mêmes si elles sont malades. Ces consultations de nourrissons donnent d'excellents résultats. On a constaté que la mortalité infantile était supérieure pour les enfants qui ne suivent pas la consultation : elle serait de 7 % pour ces enfants, tandis qu'elle ne serait que de 3 % pour ceux qui les suivent (1).

Mais là ne devrait pas se borner l'œuvre de la Mutualité Maternelle de Paris. Il est, toutefois, certain que l'on ne peut trop entreprendre et le reproche que l'on pourrait adresser à la Mutualité Maternelle n'en est pas un, car elle fait beaucoup déjà pour la mère et pour l'enfant et il est certain qu'elle comblera bientôt la lacune qui existe dans sa protection. La lacune dont nous voulons parler est la protection avant les couches. La Mutualité Maternelle ne donne pas une indemnité à la mère pour se reposer dans le dernier mois de la grossesse : elle ne le peut encore car cette charge serait trop onéreuse, et les subventions qu'elle reçoit ne sont pas assez importantes pour entreprendre complètement une telle protection. Elle a néanmoins tenté de remédier dans la mesure du possible à cette nouvelle protection efficace avant les couches. Elle a invité toutes ses affiliées à venir au dispensaire pendant les derniers mois de grossesse et à se faire examiner par les mé-

1. Engerand, p. 51. Projet de loi déjà cité.

decins. Ceux-ci peuvent de cette façon leur donner tous les conseils que nécessite leur état ; ils peuvent surveiller la grossesse et la conduire de façon qu'elle donne un bon résultat. Pour encourager les femmes à venir le plus souvent au dispensaire pendant la grossesse, la Mutualité Maternelle donne une prime de 5 francs à toute femme qui se présente trois fois au dispensaire à partir du cinquième mois de sa grossesse. De plus, si les médecins du dispensaire jugent que le repos est absolument nécessaire, la Mutualité Maternelle fait tous ses efforts pour donner quelque indemnité à la femme pour se reposer, mais cette indemnité, cela se comprend, n'est pas obligatoirement due.

Cette protection avant les couches sera réalisée d'ici peu ; ce complément nécessaire est réclamé par le corps médical. Elle a fait l'objet d'un vœu spécial qui a été adopté au 1^{er} Congrès National de la Mutualité Maternelle qui s'est tenu à Paris les 25, 26 et 27 novembre 1908. Il est ainsi conçu :

« Considérant qu'il est nécessaire d'assurer la surveillance de la gestation reconnue indispensable par le corps médical, les mutualités maternelles devront exiger que toute femme enceinte, pour bénéficier des avantages de la mutualité, soit munie d'un certificat de surveillance émanant soit d'un docteur, soit d'une sage-femme agréée par la Mutualité Maternelle. »

Dans ce vœu, si l'on ne parle pas encore d'indemnité de repos avant l'accouchement, il est bon néanmoins de noter l'importance attachée par le corps

médical à la surveillance de la grossesse, il faut espérer que cette obligation « de certificat de surveillance émanant soit d'un docteur, soit d'une sage-femme agréée par la Mutualité Maternelle, pour pouvoir bénéficier des avantages de la Mutualité Maternelle » n'empêchera pas les femmes de venir à elle. Du reste comme le certificat de surveillance peut être donné par une sage-femme, cette condition sera très facile à remplir, car la femme, pour timide et timorée qu'elle soit, ne craindra pas d'aller consulter une femme comme elle. Il faut espérer aussi que ces idées si justes sur l'importance de la période de la gestation seront répandues de plus en plus et qu'on finira par persuader aux femmes que ce n'est pas pour les ennuyer qu'on leur impose cette obligation : qu'on a en vue seulement l'intérêt de leur santé et l'intérêt de leur enfant (1).

En somme la protection efficace de la mère et de l'enfant après les couches est réalisée par la Mutualité Maternelle, grâce au repos de la mère et à la prime d'allaitement qui l'encouragera à faire tout son devoir maternel ; l'enfant sera bien soigné, la mère apprendra à l'aimer et l'allaitera elle-même. Elle sera entourée de soins et de conseils, et le nourrisson pourra recevoir ce viatique de santé que réclame le professeur Pinard : le lait maternel, le meilleur des laits qui existe. Il est rare que la mère

1. En 1909, 2,939 consultations ont été données dans les dispensaires de la Mutualité Maternelle.

qui aura allaité pendant un mois son enfant ne continue pas, et ce sera tout à l'avantage de l'enfant. Les résultats de l'élevage au sein sont magnifiques quand on pense que dans le nombre des mères, il en est quelques-unes, matériellement incapables de nourrir. Ainsi au 31 décembre 1909 sur 2.569 enfants vivants, 22,75, soit 85,33 %, étaient nourris au sein par leur mère; 96, soit 3,15 %, étaient nourris au biberon par leur mère; 25, soit 0,09 %, étaient nourris au sein par la nourrice et 173, soit 0,4 %, étaient nourris au biberon par la nourrice (1). Voilà, je pense, des résultats qui doivent faire plaisir à l'honorable M. Pinard, au corps médical et à tous ceux qui voient avec raison une des causes de déperdition de naissances dans la mortalité infantile.

La Mutualité Maternelle a su aussi intéresser des mères plus fortunées au sort de ses affiliées : les dames visiteuses de la Mutualité Maternelle contribuent elles aussi aux résultats obtenus; pas encore, peut être autant par les petits dons supplémentaires qu'elles ne manquent pas de prodiguer à leurs protégées que par les avis éclairés qu'elles savent leur donner; ayant reçu des notions d'hygiène, elles en font profiter les participantes et secondent les efforts des médecins; elles leur donnent des conseils utiles, leur parlent avec douceur, leur réchauffent un peu le cœur en leur montrant qu'elles s'intéressent à elles;

1. Situation morale de l'année 1909. Compte rendu de la 19^e année de la Mutualité Maternelle de Paris, 15 avril 1910, page 30.

elles expliquent aux mères ce que le médecin a dit, ce qu'il a recommandé de faire, les précautions qu'il ordonne et, comme le dit Parès, « elles donnent ainsi à la parole médicale toute sa portée, et par leur surveillance discrète, la rendent pleinement efficace » (1).

Voilà les avantages que donne la Mutualité Maternelle à ses affiliées, avantages considérables et productifs d'excellents résultats. Mais là encore ne s'est pas bornée l'œuvre de la Mutualité Maternelle. La Mutualité Maternelle a bon cœur, elle n'a pas voulu seulement donner une aide efficace à ses participantes statutaires, à celles qui avaient payé régulièrement leurs cotisations pendant neuf mois : sa générosité est inépuisable, elle a voulu faire venir à elle toutes les imprévoyantes de la dernière heure, toutes les futures mères dont les idées ont changé avec l'évolution de leur grossesse et l'approche de la délivrance et elle les a soulagées. Moyennant un versement unique de 3 francs, elle donne à ces extra-statutaires 15 francs pour les quatre semaines de repos et une prime d'allaitement de 10 francs. De plus elle leur accorde le bénéfice de l'assistance des dames patronnesses et de la gratuité des consultations de nourrissons.

Il semble que la Mutualité Maternelle ait entrepris là un acte de bienfaisance, contraire à tous les principes mutualistes et que cette mesure eût pu faire

1. Parès. Thèse Paris, 1908, *Les Mutualités maternelles, lutte contre la mortalité infantile*, cité par Mornet.

sombrer l'entreprise. Il n'en a encore rien été ; ses dirigeants ont toujours trouvé l'aide nécessaire au moment voulu et leur ambition est de secourir et toujours plus secourir. Ils sont du reste récompensés de leur bonté. Leur acte de bienfaisance est souvent productif et éducatif : il fait naître chez ces imprévoyantes, en dehors de la joie et de la reconnaissance qu'elles ont d'être secourues, l'idée de prévoyance. Elles comprennent la solidarité, deviennent des mutualistes éclairées et non égoïstes, et s'inscrivent désormais comme participantes. N'est-ce pas là un résultat et une grande satisfaction pour les dirigeants de la Mutualité Maternelle non seulement d'avoir rendu présentement de grands services mais encore d'avoir su créer de nouvelles adeptes à l'idée !

La Mutualité Maternelle n'a du reste jamais hésité à prendre les mesures qu'elle considérait comme nécessaires dans les moments douloureux, toutes les fois que le pays a été éprouvé par des sinistres. Sans vouloir insister davantage, nous ne voulons pas laisser passer sous silence la belle conduite dont elle a fait preuve lors des récentes inondations de 1910 qui ont désolé certains coins de Paris et de la banlieue. Dès la première heure la Mutualité Maternelle de Paris a pris sur son capital de réserve pour augmenter les indemnités de ses affiliées sinistrées, elle a porté les allocations à 70 francs. Puis avec une somme de 5.000 francs elle a donné des secours à celles chassées de leur logis et qui se trouvaient sans abri. Elle

a enfin admis comme extra-statutaires toutes les femmes sinistrées en état de grossesse. Elle a rendu à cette heure malheureuse des services inoubliables et elle a été aidée dans son œuvre, il est vrai, par les subventions généreuses des Chambres syndicales fondatrices et du Syndicat de la Presse qui avaient rapidement compris toute la beauté de son geste.

La Mutualité Maternelle de Paris qui a l'honneur et la chance d'avoir à sa tête un président convaincu et dévoué ne regardant ni au temps, ni à l'argent, voit chaque jour le nombre de ses membres augmenter et elle crée de nouveaux services.

Elle a établi dans les arrondissements populeux de Paris et de la banlieue des succursales ou sections.

Dans chaque succursale, dirigée par un bureau composé d'une présidente, d'une secrétaire, d'un trésorier et de dames patronnesses, il se trouve une consultation de nourrissons où les femmes viennent faire peser leurs enfants et recevoir du médecin les conseils nécessaires.

Ces sections sont très utiles (1); étant plus rapprochées des mères, celles-ci y viennent plus facilement; les dames aussi connaissent mieux leurs protégées; et la section elle-même qui vit d'une certaine autonomie peut compléter, si ses ressources particulières

1. Au 1^{er} janvier 1911 la Mutualité Maternelle de Paris compte environ 73 sections. Les dernières créées sont celles de Gennevilliers, Javel, Sceaux. Parmi les plus importantes : Bagnolet et Bourg-la-Reine.

le lui permettent, l'assistance déjà procurée à la femme par ses avantages statutaires.

Pour faire le plus de bien possible à ses affiliées, la Mutualité Maternelle de Paris n'hésite pas à conclure des ententes avec d'autres œuvres spécialisées, par exemple avec l'Abri, avec la Ligue des Mères de famille qui lui fait des prêts de linge, avec l'Œuvre social du Bon Lait (le sympathique directeur Maggi donne chaque année à la Mutualité Maternelle des bons représentant 30.000 litres de lait). Bientôt sera réalisé le rêve caressé depuis si longtemps par l'excellent M. Poussineau : donner une garde à l'accouchée souvent abandonnée. L'Œuvre des Infirmières mutualistes de la Seine qui a pour présidente et fondatrice M^{me} Marchand, née Saint-Roman, assurera désormais pendant neuf jours, aux sections de la Mutualité Maternelle qui lui en feront la demande, le service d'une garde qui aura pour mission principale de remplacer l'accouchée dans les soins du ménage, préparer les repas, s'occuper des enfants. Elle restera chez l'accouchée au moins deux heures et demie dans la matinée. La cotisation réclamée pour ce service par la Société des Infirmières est minime : 0 fr. 50 par femme inscrite. La Société des Infirmières s'engage à payer en revanche les 10 francs alloués à l'infirmière pour sa garde des neuf jours.

Les conséquences d'un tel accord ne pourront qu'être favorables aux sociétaires de la Mutualité Maternelle. Des expériences individuelles ont déjà été faites : ainsi dans la section La Villette, on a fait

un essai pour le ménage d'une femme qui avait cinq enfants. On a pu constater les bons effets d'une telle combinaison ; on les devine d'autant plus facilement, si l'on pense que presque toutes ces femmes sont chargées d'enfants en bas-âge et ce que peut être un intérieur où la femme ne met plus la main ! Avec la garde, c'est la propreté, l'hygiène qui pénètrent, ce sont les soins nécessaires assurés aux enfants. De plus, il y a de grandes chances pour que l'homme rentrant au logis et le trouvant en ordre, y reste, et ne coure pas les cabarets où il noie sa raison dans l'alcool et sème les quelques sous qui font vivre ses malheureux gosses !

La Mutualité Maternelle de Paris, grâce au dévouement inlassable de ses dirigeants, est arrivée à avoir une organisation presque parfaite (1). Aussi a-t-elle servi de modèle à de nombreuses sociétés qui se sont créées en province et dont nous parlerons plus loin. Elle est leur mère à toutes.

1. Pour donner une idée de la sollicitude de M. Poussineau, nous signalerons l'accord qui vient d'être conclu avec une jeune société : « Pour nos Sœurs ». Cette société qui a pour devise : « des poupées aux petites, aux grandes des trousseaux », société de bienfaisance qui prend sous sa protection les jeunes pupilles de l'Assistance Publique, a à sa tête le distingué M. Mirman et une pléiade de jeunes filles au nombre desquelles on relève les noms de M^{lles} Mirman et Mabil-leau. Grâce à son entente avec cette société, la Mutualité Maternelle va pouvoir donner des poupées aux petites de ses affiliées ! Non content d'assurer la santé et la vie à ces jeunes mères et à ces jeunes enfants, M. Poussineau veut encore faire éclore le rayon de joie sur le visage de ces pauvres petites et leur faire goûter un peu à toutes ces gâteries que seules connaissent les enfants riches !

Depuis sa fondation (février 1892), la société a inscrit 116.417 participantes (1). Elle compte en ce moment-ci plus de 18.000 participantes.

19.296 femmes ont reçu à titre d'indemnité de repos 829.734 fr.

On leur a distribué comme secours
en nature : bons de lait, layettes, etc. 300.000 »
1.129.734 fr.

De 1892 à 1903 inclus, 16.704 sociétaires, 4.683 mères indemnisées ont reçu 269.724 fr.

De 1904 à 1909 inclus, 80.888 sociétaires, 1.153 mères indemnisées ont reçu 417.976 »

De 1904 à 1910 inclus, 18.825 sociétaires, 3.074 mères indemnisées ont reçu 142.034 »

Au total inclus 116.417 sociétaires,
19.296 mères indemnisées. 829.734 fr.

Grâce à ses 73 consultations de nourrissons, qui durant l'année 1910 ont reçu la visite de 42.000 enfants, la mortalité infantile a été abaissée à 3,50 ‰ (2).

Jusqu'ici nous avons étudié particulièrement l'œuvre et son fonctionnement, mais nous ne nous sommes pas encore demandés de quoi vivait une œuvre aussi considérable et faisant tant de bien ? Quelles pouvaient être ses ressources, car ce n'est pas avec

1. Renseignements dus à notre amie M^{me} Cavaillon, inspectrice générale de la Mutualité Maternelle de Paris.

2. Voir aux annexes les noms des sections avec pesées de nourrissons et consultations durant l'année 1909 : ce tableau démontre le vaste rayonnement de la Mutualité Maternelle de Paris.

des cotisations de 3 francs que l'on peut parer à des dépenses forcément considérables !

Comme toute société de secours mutuels, la Mutualité Maternelle a, en dehors des cotisations de ses participantes, des membres souscripteurs, donateurs et honoraires. Elle reçoit des subventions de l'État, du département, des communes et des chambres syndicales ; elle reçoit des dons et legs, organise des fêtes et des tombolas. Elle a été honorée par les deux académies : Prix Montyon, 1905 ; médaille d'or de l'Académie de Médecine, 1905.

Cette question de ressources extraordinaires a été pour cette société l'objet de vives attaques. Ce n'est pas une œuvre de mutualité, a-t-on dit, une œuvre dont les cotisations des participantes ne couvrent même pas le quart des dépenses de secours proprement dits, c'est-à-dire déduction faite des frais généraux et des frais de mobilier. M. Fuster a constaté, en effet, en parcourant le compte des dépenses et des recettes, que les cotisations des participantes représentaient seulement en 1903 un sixième des recettes totales. La proportion d'apport entre les cotisations des membres actifs et des honoraires est trop considérable : nous sommes loin de la conception stricte de la mutualité qui veut « à égalité d'avantages, égalité de charges ». Ce n'est pas étonnant, ajoute M. Fuster, « ces sociétés accumulent les mauvais risques. Elles ressemblent à des sociétés de retraites qui ne verraient s'affilier que des hommes très âgés. Quelles sont en effet les clientes de la

« Mutualité Maternelle » ? Habituellement des jeunes femmes en âge de maternité ; le plus souvent, une fois sur deux, pour leurs 3 francs, elles recevront en échange 58 francs. Comme le dit M. Engerand, la dépense pour une recette annuelle de 3 francs sera de 20 francs à 25 francs.

Il faudra donc que, pour chaque affiliée, le trésorier pense à trouver les fonds de membres honoraires ou de subventions quatre ou cinq fois plus considérables ? Mais, dit-on, ces membres honoraires seront-ils toujours aussi généreux, ne se lasseront-ils pas, ne mourront-ils pas un jour et pourra-t-on les remplacer ? Du reste, ajoute-t-on, ce qui confirme cette affirmation, c'est le droit inscrit dans les statuts de la société et qui l'autorise à ajourner ou à refuser des admissions ? C'est surtout de la bienfaisance, dit-on, et non de la mutualité. Cette œuvre ne vit que grâce à ses généreux protecteurs.

Toutes ces objections contiennent leur part de vérité, mais sont-elles aussi importantes qu'on voudrait le faire croire et les mutualistes qui s'en font les porte-paroles sont-ils bien fondés à les émettre ! Il semble que non.

Les sociétés de secours mutuels pratiquent-elles strictement le principe : « Égalité d'avantages, égalité de charges », ne sont-elles pas elles aussi de bienfaisance ? N'ont-elles pas leurs membres honoraires, leurs subventions ? Ne jouissent-elles pas des avantages que leur confère la loi de 1898 ? Que deviendraient toutes les sociétés de secours mutuels, si les riches

ne leur apportaient pas leur obole, si l'État ne leur donnait pas des subventions.

Les mutualistes seront-ils rabaissés dans leur dignité et dans leur orgueil, parce que les riches leur faciliteront la prévoyance ?

En agissant ainsi, les riches ne font que leur devoir de solidarité sociale. Ceux qui voient un mal quelconque sont hantés par la haine des classes et leur jugement est faussé. Et dans l'institution de la Mutualité Maternelle, plus encore que dans toute autre mutualité, quel mal peut-on trouver à ce que les sœurs riches s'occupent de leurs sœurs moins favorisées, les consolent, leur apportent plus de bien-être ?

Du reste les sociétés de secours mutuels qui actuellement, telles qu'elles sont constituées aujourd'hui, voudraient ne pas recourir aux membres honoraires, ne vivre que des cotisations de leurs membres pourraient difficilement subsister. On peut même dire que ça leur serait impossible.

M. Léopold Mabilleau, le président de la fédération nationale de la Mutualité, le très distingué directeur du Musée Social, a trouvé exagérés les scrupules de certains doctrinaires. Les sociétés de secours mutuels d'aujourd'hui ne pratiquent pas en effet le principe strict de la mutualité. Dans toute société il y a une large place à la bienfaisance.

« Les sociétés de secours mutuels, dit-il, tiennent de leur origine un caractère de bienfaisance libre et gratuite ; il n'est pas exact de les présenter comme de

pures œuvres de prévoyance ou d'assurance : l'assistance tient une place considérable et non accessoire dans leurs ressources et dans leurs services. C'est ainsi que dans les sociétés de secours mutuels approuvées, la moitié de l'excédent des recettes sur les dépenses est due aux cotisations des membres honoraires... et la solidarité des individus se complète par celle des pouvoirs publics. Les sociétés mutualistes sont donc des sociétés de secours et d'assistance mutuels » (1). Et puis, peut-on ajouter aussi à l'avantage des mutualités maternelles, elles assurent un risque très spécial comme on l'a dit et répété ; l'idée de prévoyance pour ce risque pénètre difficilement dans le peuple, on dit qu'il est passager et on n'envisage pas toutes ses graves conséquences. On ne peut donc pas trop demander surtout à des femmes qui ont des salaires si peu élevés : c'est déjà un résultat satisfaisant que de conquérir toutes ces femmes à l'idée de prévoyance. L'importance de la cotisation doit être considérée bien plus au point de vue du droit qu'elle confère à l'adhérente que pour l'apport qu'elle constitue dans la caisse de la société, a fait observer avec raison M. Poussineau. La société, telle qu'elle fonctionne aujourd'hui, est surtout une œuvre de mutualité ; au point de vue moral elle apprend aux femmes à s'associer, à se grouper, n'est-ce déjà pas quelque chose ? et peut-on lui reprocher de recourir comme toute société de mutualité à la bienfaisance ? Et pourtant le risque

1. Mabillean cité par Engerand, p. 47 (Proposition de loi).

spécial qu'elle assure n'est-il pas coûteux ? N'est-ce rien, que les indemnités que la société accorde ? N'est-ce rien que d'avoir réussi à grouper des femmes, à les secourir en leur créant un droit, en ne leur faisant pas l'aumône ; en leur procurant une indemnité que beaucoup, trop fières, refuseraient, si on la leur donnait sans participation de leur part ? Que de pauvres femmes, la Mutualité Maternelle a secourues de cette façon. Beaucoup de celles qui n'auraient pas osé s'adresser à l'assistance publique ou privée, soit par honte, soit par fierté, n'ont pas hésité à venir frapper à la porte de la Mutualité Maternelle ? Ce mot magique de « Mutualité » a détruit tous leurs scrupules ; elles verseront peu, il est vrai, mais en payant la légère cotisation, elles auront conscience qu'elles ne sont pas complètement assistées, qu'elles sont des mutualistes, et elles apprendront la prévoyance ; elles deviendront certainement par la suite des prévoyantes et probablement des clientes pour les sociétés de secours mutuels.

Au Congrès national de la Mutualité Maternelle (Paris, 1908) (1), ces discussions ont trouvé leur écho et il a été difficile de s'entendre pour donner à la Mutualité Maternelle une définition répondant aux vœux de tous. MM. Poussineau et Bonnier, président de la Mutualité Maternelle de la Vienne, avaient soumis à l'approbation du congrès la formule suivante

1. I^{er} Congrès national de la Mutualité Maternelle, Paris, novembre 1908. Compte rendu général, pages 134, 135 et suivantes.

présentée par M. Engerand et adoptée en séance plénière par la Commission médico-mutualiste.

« La Mutualité Maternelle est à la fois une œuvre de prévoyance et de bienfaisance ayant pour objet de fournir à ses adhérentes, en échange de cotisations versées par elles et majorées par les cotisations de ses membres honoraires, de l'État, des départements et des communes, une aide pécuniaire suffisante pour qu'elles puissent s'abstenir, à la fin de la grossesse, de tout travail reconnu préjudiciable à leur santé et à celle de leur enfant ; se reposer pendant le mois consécutif de l'accouchement et donner à leurs enfants jusqu'à l'âge de deux ans les soins nécessaires. »

Cette formule exprimait parfaitement, semble-t-il, le caractère de l'œuvre de la Mutualité Maternelle. Elle fut pourtant attaquée et ne devait pas être adoptée telle quelle. M. le professeur Pinard voulait que l'on dit œuvre de prévoyance et d'assistance « et non de bienfaisance » pour bien marquer, disait-il, le caractère propre de la mutualité maternelle, car la Mutualité Maternelle s'adresse aux femmes sans doute, mais aussi aux enfants qui se développent, enfants auxquels on ne peut demander aucune contribution. « En employant le mot assistance, vous ferez entendre aux pouvoirs publics et à tout le monde que vous voulez étendre votre aide même à l'être isolé qui ne peut payer une contribution. Je ne veux à aucun prix du mot bienfaisance, qui rappelle la charité et l'aumône ; mais je suis prêt à accepter le mot « Solidarité ». D'autres mutualistes réclamaient le mot assistance

pour des raisons différentes. Ainsi M. Jean Hébrard craignait qu'en ne maintenant pas le mot assistance la Mutualité Maternelle ne se vît rayer des subventions dans le budget de l'assistance. M. Bonnier lui-même, tout en n'aimant pas ce mot « assistance », voulait qu'on marquât qu'on avait besoin de l'appui des pouvoirs publics et de leurs subventions.

Certains mutualistes protestaient de leur côté contre l'immixtion dans le texte du mot assistance et n'en voulaient à aucun prix. Ce mot les choquait, avec raison : les mutualistes ne sont pas des assistés mais des prévoyants. M. Picard était partisan du mot solidarité, comme répondant le plus au but de la Mutualité Maternelle. Il ne voulait pas que l'on confondit la mutualité avec l'assistance. « Hier encore, disait-il, on a demandé que dans chaque société il fût fait appel non seulement aux femmes mais à tous les sociétaires même célibataires ? C'est donc à une œuvre de solidarité qu'on nous conviait et je trouve que c'est bien là en effet ce qui distingue la mutualité. »

Il fallut l'éloquence persuasive et les explications raisonnées de l'honorable M. Mabillean pour mettre tout le monde d'accord.

M. Mabillean posa d'abord un point que personne ne pouvait discuter : La Mutualité Maternelle ne peut pas vivre avec les seules ressources de ses membres participantes. Mais, s'empessa-t-il d'ajouter : Et nos sociétés de secours mutuels ? vivent-elles exclusivement des cotisations de leurs membres participants, sont-elles des groupements d'assurance réciproque,

purement réciproque et mutuelle ? non. Elles font appel, à ce que j'appellerai, si vous le voulez bien, la solidarité générale, ce n'est ni de la bienfaisance, ni de l'assistance, il faut bien le rappeler ici. Tout le monde le sait, mais enfin relevons la tête ; nous avons l'air de mendiants qui tendent la main, tantôt aux pouvoirs publics, tantôt aux particuliers, il n'y a rien de semblable. Nous avons entrepris, à nos risques et périls, en donnant non pas seulement notre argent, mais notre temps, mais notre vie, un service d'intérêt social, « un service de salut public ». Il n'y a donc pas à rougir, ajoutait-il, de faire appel à la solidarité générale, c'est-à-dire aux subventions de l'État, des départements, des communes qui y trouvent tout avantage ; aux cotisations des membres honoraires encourageant ainsi des hommes qui ont cherché à se défendre eux-mêmes contre le danger. Du reste ces membres honoraires pourront un jour être secourus à leur tour si la fortune ne leur sourit plus !

Il concluait : « Il n'y a donc pas lieu, à mon avis, de rougir pour la mutualité générale. » Mais « pour la Mutualité Maternelle la chose est encore plus claire : c'est de façon plus complète, plus évidente, une œuvre de salut social ». La nation et la race ne sont-elles pas intéressées à ce qu'il y ait moins d'infanticides, plus et toujours plus de naissances ? ne doit-elle pas aider celles qui ont essayé de se prémunir contre le risque ?

Et M. Mabillean dans une éloquente et persuasive péroraison déclarait qu'il ne voulait pas du mot assistance pas plus que du mot bienfaisance, mais

souhaitait le mot solidarité. « Il y a un mot dont je ne veux pas plus que Simonet. Nous voulons exprimer cette idée que quiconque n'attendra pas tout de son voisin et encore moins de la loi et des pouvoirs publics sera un prévoyant. Comment allons-nous dire cela? Nous n'allons pas dire « bienfaisance », nous n'allons pas dire : « Fais ce que tu peux, la bienfaisance d'autrui, l'aumône et la charité te viendront en aide. » Quant à moi, je n'en veux pas...

« Mais je préfère le mot solidarité puisqu'il définit mieux notre idéal. Je veux poser en un mot que l'aide sociale est plus nécessaire que jamais...

« Si cependant, ajoutait-il, le mot « assistance » pouvait, comme on l'a suggéré tout à l'heure, être placé en seconde ligne et permettre d'affirmer le principe des mutualités qui est *l'aide réciproque*, en indiquant que cette aide réciproque est obligée de tenir compte des nécessités et du devoir social, j'emploierai une formule comme celle-ci : C'est une œuvre de prévoyance et de solidarité générale complétée par des œuvres d'assistance ayant pour but de venir en aide aux sociétés mutuelles qui entreprennent ce service d'intérêt général. Ainsi ce n'est pas aux mères que vous donnez l'assistance, c'est aux sociétés qui ont le courage de mettre les mères sur le même pied que tous les autres membres de la mutualité. » (*Applaudissements répétés.*)

Cette intervention de M. Mabillean devait décider du succès de la définition suivante :

Le Congrès de la Mutualité Maternelle a déterminé ainsi l'œuvre de la **MUTUALITÉ MATERNELLE** :

« La Mutualité Maternelle est une œuvre de pré-
« voyance et de solidarité qui protège la maternité
« et la première enfance. Elle peut faire appel aux
« œuvres d'assistance qui se proposent le même but,
« ou des buts complémentaires. Elle a pour objet
« de fournir à ses adhérentes, en échange des coti-
« sations versées par elles et majorées par les coti-
« sations de ses membres honoraires, de l'État, des
« départements et des communes, une aide pécu-
« niaire suffisante pour qu'elles puissent s'abstenir,
« à la fin de la grossesse, de tout travail reconnu
« préjudiciable à leur santé et à celle de leur enfant,
« se reposer pendant le mois consécutif de l'accou-
« chement et donner à leurs enfants, jusqu'à l'âge de
« deux ans, les soins nécessaires.

« L'assistance maternelle publique ou privée offre
« aux femmes en couches, sans participation pécu-
« niaire de leur part, les soins et secours que leur
« état de fortune ne leur permet pas de se procurer.

« L'assurance maternelle leur donne ces mêmes
« soins et secours en retour de versements préala-
« blement effectués en vue de ce risque. »

Cette rédaction fut adoptée à l'unanimité.

Cette définition satisfaisait tout le monde. On reconnaissait que c'était une mutualité qui faisait appel non à la charité, non à la bienfaisance, mais à la solidarité générale comme toutes les sociétés de secours mu-

tuels. On rendait hommage à la prévoyance de ses membres. On spécifiait que la Mutualité Maternelle ne répudiait pas toute entente avec les œuvres d'assistance. Mais on avait soin de marquer les différences qui existaient entre l'assistance publique et privée qui n'exigent aucune contribution pécuniaire des femmes qu'elles secourent, et l'assurance maternelle dont les fonds sont en partie fournis par les cotisations des prévoyantes.

On a cherché les moyens de donner à la Mutualité Maternelle un caractère plus accentué de « mutualité » et de ne pas autant compter sur les membres honoraires. M. Fuster, au Congrès de Montpellier (1907), a montré l'écueil et le remède. L'écueil, c'est que les mutualités maternelles groupent des femmes à peu près toutes du même âge, toutes sujettes à procréer au bout de peu de temps et régulièrement. Le remède c'est d'avoir, bien entendu, dans ces sociétés un grand nombre de femmes, mais des femmes de tous les âges, afin que le risque se répartisse sur plus de têtes, que le pourcentage des naissances par rapport aux affiliées soit moins considérable. C'est le moyen le plus sûr de rendre la Mutualité Maternelle plus mutualiste, et de lui permettre de vivre presque exclusivement avec les cotisations de ses affiliées. M. Fuster cite l'exemple de l'Allemagne, pays d'assurance-maladie obligatoire où les femmes sont assurées contre le risque de l'accouchement, considéré comme maladie; les secours de couches donnés aux femmes pendant six semaines ne constituent même pas 2 %.

des frais généraux de maladie. La dépense représente pour l'ensemble des assurées à peu près 0 fr. 50 par tête. Mais il faut remarquer que l'assurance est obligatoire, que non seulement des femmes de tous âges mais encore des hommes concourent à couvrir le risque? Les cotisations pour l'assurance maladie, jointes à la part contributive des patrons qui jouent le rôle de membres honoraires et paient dans la proportion d'un tiers, se montent à 22 francs par assuré. Il est néanmoins certain que même dans une société exclusivement féminine, si les femmes étaient d'âge différent, elles arriveraient presque avec leurs cotisations à payer la prime d'assurance nécessaire à leur assurer l'indemnité telle qu'elle existe aujourd'hui. La Mutualité Maternelle pourrait recourir moins aux subventions ou employer ces fonds à d'autres services.

Mais en France nous n'avons pas d'assurance obligatoire et il pouvait sembler difficile de réaliser cette assurance collective et de grouper ainsi des femmes de tous les âges.

M. Poussineau l'a tenté et il est arrivé en partie, pour les femmes mutualistes tout au moins.

Il a pensé aux femmes qui font partie des sociétés de secours mutuels, et qui malgré leurs cotisations assez élevées reçoivent assez rarement des secours de la société à l'occasion de leur accouchement.

Il a alors ouvert les portes de sa Mutualité Mater-

1. Nous étudierons plus spécialement cette question en traitant de l'assurance maternelle en Allemagne.

nelle aux sociétés de secours mutuels, et après leur avoir montré le devoir, il leur a donné les moyens de le remplir, en leur permettant d'affilier, pour une somme modique, leurs sociétaires femmes. Cette combinaison ingénieuse, tout en rendant service aux sociétés de secours mutuels qui auront, grâce à la protection de leurs accouchées, moins de malades par la suite, permettait à la Mutualité Maternelle de grouper plus de femmes de tous âges et lui faisait espérer une participation plus grande des affiliées aux frais d'indemnité.

Un nouvel article fut inséré dans les statuts de la Mutualité Maternelle de Paris en 1905. Il forme l'article 10 des statuts actuels. La première partie de cet article vise les sociétés de secours mutuels.

« Pourront bénéficier des avantages de la Mutualité Maternelle les sociétaires ou femmes de sociétaires faisant partie de toute société de secours mutuels agréée par le Conseil d'administration, à la condition que ces sociétés de secours mutuels s'engagent à verser annuellement à la Mutualité Maternelle une subvention soit de 1 franc par sociétaire marié ou non marié, quel que soit leur âge. » Donc toute société de secours mutuels, à condition d'être agréée par le Conseil d'administration, peut, moyennant une cotisation de 1 franc par membre marié ou non marié, de tout âge, faire bénéficier ses sociétaires ou les femmes de ses sociétaires des avantages de la Mutualité Maternelle.

M. Poussineau a pensé aussi aux industriels et aux

grandes administrations qui voudraient assurer leurs ouvrières ou leurs employés. L'assurance leur sera consentie aux mêmes conditions et obligations que pour les sociétés de secours mutuels. L'article 10, deuxième partie, le dit expressément :

« Les mêmes avantages pourront être accordés à des groupes industriels, financiers ou administratifs, en faveur de leurs ouvrières ou des femmes de leurs ouvriers, aux mêmes conditions et obligations, c'est-à-dire l'engagement de verser à la Mutualité Maternelle la subvention convenue et être agréés par le Conseil d'administration. »

Néanmoins des arrangements spéciaux pourront être pris, si le Conseil d'administration de la Mutualité Maternelle y consent.

Pour tous ces modes d'affiliation, il est bien spécifié que l'engagement n'est pris que pour une année. Cette clause très importante qui se comprend d'elle-même, laisse la liberté à la Mutualité Maternelle de limiter les admissions si elle le juge nécessaire. Nous en reparlerons tout à l'heure. Voici l'article 10 *in fine* :

« Les demandes d'admission de ces divers groupes seront renouvelées chaque année par le Conseil d'administration. »

« Des arrangements spéciaux pourront être pris avec des groupes importants après ratification du Conseil et sous la même condition de renouvellement annuel. »

Les sociétés de secours mutuels et les groupes industriels ou administratifs ont-ils mis à profit les

dispositions favorables de la Mutualité Maternelle ? Il semble qu'ils soient entrés dans cette voie : Ainsi la Société des enfants d'Eure-et-Loir, la Société des garçons de caisse et de recettes de la ville de Paris, la Société municipale de secours mutuels d'Ivry-sur-Seine, la Mutualité Clamartoise, l'Étoile, etc. ; des administrations et des industriels ont aussi suivi le mouvement, tels la Blanchisserie de Courcelles, le Crédit Lyonnais, la Société Maggi, la Compagnie française des lampes électriques, etc., etc. (1).

La plupart de ces sociétés ou compagnies sont admises en se conformant aux prescriptions ordinaires des statuts ; d'autres préfèrent traiter à forfait avec la Mutualité Maternelle, quitte à lui rembourser, s'il y a lieu, le supplément versé par la Mutualité Maternelle. Reconnaisant la supériorité de l'organisation, elles font faire leur service d'accouchement par la Mutualité Maternelle. La société de secours mutuels l'Étoile a ainsi versé, en 1905, à la Mutualité Maternelle une somme de 500 francs pour assurer le service des accouchements de ses membres, la Mutualité Maternelle a dépensé 514 francs. L'Étoile a dû lui rembourser 14 francs. Cette société continue à faire partie des groupes.

Cette indemnité relativement minime de 1 franc par sociétaire, est-elle suffisante ? et la Mutualité Maternelle ne s'est-elle pas trop trouvée en retour ?

Les expériences faites ont démontré que les indem-

1. Voir la Comp. exacte des groupes pour 1909 (aux annexes).

nités demandées étaient loin d'être suffisantes, surtout pour les groupes industriels et administratifs. Pour les sociétés de secours mutuels où l'élément féminin est d'âge différent, où à côté de jeunes femmes en âge de maternité se trouvent des femmes âgées, qui n'ont plus de chances d'être mères, ça allait encore. Aussi au Congrès international d'assistance publique et privée de Milan (1906), M. Poussineau exposait que pour l'année 1905 la Mutualité Maternelle n'avait payé que 482 francs d'indemnité aux femmes des membres de la Société des garçons des caisses et des recettes de la ville de Paris, affiliées au nombre de 490. Pour les 58 sociétaires affiliées de la Société de Plaisance, la dépense n'avait été que de 35 francs, pour les 106 sociétaires de la Société de Saint-Christophe 93 francs seulement.

Mais il en est autrement pour les groupements industriels, financiers, administratifs, composés en grande partie d'éléments jeunes. L'indemnité versée conformément aux conditions des statuts est insuffisante, et pour que la Mutualité Maternelle ne soit pas en retour, il serait nécessaire, paraît-il, de voir cette indemnité s'élever à 2 fr. 90.

La Mutualité Maternelle, heureusement pour elle, a pris toutes ses précautions, elle s'est réservé le droit d'admettre ou de ne pas admettre, d'accepter les sociétés de secours mutuels ou les groupes, conformément au tarif d'abonnement ou suivant un autre mode. Et elle a bien fait de ne s'engager que pour une année, voulant principalement se rendre compte

si la société de secours mutuels affiliée n'était pas une trop lourde charge pour le budget.

Une clause contraire aurait pu mettre en péril l'œuvre : Le but de ce mode d'affiliation, qui consistait à faire du bien à plus de femmes tout en permettant à la Mutualité Maternelle de consolider sa situation financière, eût été manqué. C'eût été certainement une cause de faillite.

C'est ainsi qu'en vertu de cette clause, des sociétés qui avaient été admises par la Mutualité Maternelle pendant une année n'ont pas vu leur engagement renouvelé. Certaines n'ont pas voulu accepter les conditions nouvelles que leur imposait la Mutualité Maternelle. D'autres n'ont plus été affiliées pour d'autres raisons particulières. Il existe, en effet, des sociétés de secours mutuels, dont la majorité des membres possède une situation aisée : ce sont des ouvriers devenus petits patrons, des employés bien appointés et qui continuent à faire partie de la Société. Cette clientèle que l'on peut qualifier d'« aristocratie ouvrière », prétend avoir droit aux mêmes secours que ceux qui sont véritablement besogneux. La Mutualité Maternelle voit d'un mauvais œil l'admission de sociétés semblables. Il est certain que ce n'est pas là la réalisation des vœux de la Mutualité Maternelle et que l'indemnité portée dans un intérieur où l'on vit largement, serait mieux placée chez une femme pauvre, chez une prévoyante de la dernière heure, chez une extra-statutaire, et cette indemnité que l'on donnera à des gens n'en ayant pas besoin, aurait permis une

ou [deux nouvelles admissions d'extra-statutaires.

Quelques sociétés ont accepté les modifications apportées par la Mutualité Maternelle dans leur contrat. Une institution patronale, la Blanchisserie de Courcelles, par exemple, avait obtenu, au début, un régime de faveur et les statuts qui exigent que l'ensemble des membres, hommes et femmes, soit affilié, n'avaient pas été respectés. Au bout d'un an d'expérience, la Mutualité Maternelle vit qu'il lui était impossible de continuer dans ces conditions : la Blanchisserie de Courcelles dut alors se conformer aux statuts et affilier tous ses membres hommes et femmes.

Un fait certain se dégage de toutes les observations qui ont été faites : l'affiliation par voie d'abonnement à 1 franc est en général insuffisante. Des gens compétents ont cherché à fixer le coût de cet abonnement, mais ils n'ont pu donner que des indications de tarifs.

Ces tarifs peuvent varier, en effet, par suite de facteurs importants : affiliation de tous les membres, hommes et femmes, âges des femmes, conditions des femmes, professions des femmes, soit qu'elles soient mariées ou non.

Au I^{er} Congrès des mutualités maternelles (Paris, 1908), M. Henry, rapporteur de la troisième Commission, a donné des indications reposant sur une statistique générale.

Voici le texte tel qu'il a été voté à titre d'indication :

« L'affiliation à la Mutualité Maternelle, en vue

d'une indemnité quotidienne que nous fixons, par hypothèse, à 1 fr. 50 pendant quatre semaines est faite par cotisations spéciales des sociétaires ou de préférence par cotisations collectives des sociétés ou groupements au moins pour l'ensemble des femmes.

Les cotisations peuvent être en principe évaluées aux chiffres suivants :

1° 3 francs au minimum pour chaque adhésion individuelle ou pour des adhésions collectives, comprenant exclusivement ou à peu près des femmes mariées ;

2° 2 francs environ pour les sociétés ou groupements exclusivement féminins, affiliant leurs membres en bloc, quel que soit leur âge, mariées ou non, ou pour les sociétés ou groupements mixtes affiliant toutes leurs adhérentes dans les mêmes conditions.

3° 1 franc pour les sociétés ou groupements affiliant leurs membres en bloc, quels que soient le sexe et l'âge, lorsque l'élément féminin représente du tiers à la moitié de l'effectif total.

Ce dernier chiffre variera d'ailleurs suivant la proportion du nombre des femmes au contingent total et suivant la proportion du nombre des femmes mariées au contingent féminin.

Mais le système vraiment moral et social est celui qui associe tous les membres, hommes ou femmes des sociétés mutualistes et des unions à l'œuvre de défense nationale et humaine entreprise par la mutualité et qui, tenant compte des solidarités nécessai-

res, demande à chacun d'eux une égale cotisation pour le service des secours de maternité. »

La Mutualité Maternelle reste toujours libre de ne pas se conformer strictement à ce vœu : Ce n'est qu'une évaluation approximative car il est impossible de fixer des chiffres, la cotisation que la femme devrait payer, variant forcément avec l'âge. Il a été en effet prouvé que le coût d'assurance pour le risque maternité n'était pas le même aux différents âges ; il y a en effet plus de probabilités que la femme procrée à certains âges qu'à d'autres. Les assureurs belges ont ainsi démontré que le risque croissait jusqu'à l'âge de 28 ans pour décroître jusqu'à 50 ans. On comprend parfaitement, d'autre part, que le coût par tête d'assurée doit être d'autant plus ou moins fort, que dans une société il y a plus ou moins de femmes en âge de maternité et que les hommes participent ou ne participent pas aux dépenses occasionnées par le risque. La Mutualité Maternelle devra forcément tenir compte de tous ces éléments pour affilier les sociétés de secours mutuels.

Le dernier paragraphe du vœu voté au congrès de 1908 exprimant le désir de voir tous les mutualistes hommes ou femmes concourir par des cotisations égales à assurer le risque maternité nous semble parfait. Ce moyen sera celui qui coûtera le moins cher aux mutualistes et en rendant service aux femmes mutualistes et en faisant ainsi entièrement leur devoir, ils rendront service au budget de leur société, en adoptant des mesures qui sont avant tout des me-

sures préventives et dont ils n'auront qu'à se louer à tous les points de vue.

Il est à souhaiter aussi que les grandes administrations de l'État qui donnent des secours d'accouchement à leurs employées se servent de la Mutualité Maternelle pour distribuer les indemnités qu'elles leur allouent. L'État serait au moins sûr que l'employée se repose selon le désir du corps médical ; la Mutualité Maternelle exercerait son contrôle rigoureux et le but pour lequel l'indemnité est donnée serait atteint. Il n'en coûterait certainement pas plus aux finances de l'État.

En 1907 la Mutualité Maternelle de Paris, sur l'initiative de M. Poussineau, voulut, en reconnaissance des subventions allouées par le Conseil municipal de Paris, montrer qu'elle était bien digne de l'attention des pouvoirs publics et qu'elle pouvait leur permettre, moyennant un sacrifice minime, d'accomplir une œuvre désirable et susceptible des meilleurs résultats. Elle aurait voulu voir le Conseil municipal de Paris, avoir recours aux dispositions prévues dans l'article 10 de ses statuts pour l'affiliation « de groupes administratifs en faveur des femmes de leurs ouvriers. » Elle avait pensé que le Conseil municipal de Paris qui s'intéresse à tant de généreuses initiatives, voire même aux sports, à l'aviation que certains de ses membres voudraient subventionner largement, n'hésiterait à consentir un léger sacrifice en faveur de l'avenir et de la multiplication de la race. La Mutualité Maternelle avait pensé aux femmes des ouvriers

municipaux obligées souvent de travailler à cause du salaire insuffisant du mari, insuffisant surtout à cause des nombreuses charges de famille. Elle espérait que le Conseil municipal ne reculerait pas devant cette preuve de sympathie pour les employés de la ville et cet encouragement au développement des familles nombreuses. Elle alla même plus loin. Pour démontrer les bienfaits que l'on pouvait attendre d'une organisation régie par son Administration, elle admit les femmes du personnel ouvrier du département de la Seine, à l'essai et gratuitement : pendant deux ans, elle distribua ainsi à 8.432 femmes, les 25 francs accordés aux extra-statutaires et leur fit donner de nombreuses consultations gratuites dans ses dispensaires.

La Mutualité Maternelle espérait attirer de la part de la Municipalité l'adhésion régulière de toutes ces femmes, moyennant le paiement d'une indemnité à débattre. Au bout de deux ans le Conseil municipal n'était pas encore décidé et la Mutualité Maternelle s'est vue forcée au début de 1909 de mettre un terme à cette situation anormale.

Cette essai a eu toutefois un résultat immédiat. Quelques femmes d'ouvriers municipaux ayant reconnu les bons effets des offres de la Mutualité Maternelle se sont fait inscrire d'elles-mêmes à la Mutualité Maternelle. L'idée d'une entente possible de la Mutualité Maternelle de Paris avec le Conseil municipal de Paris n'est du reste pas perdue ; un conseiller municipal, M. Ambroise Rendu, a saisi en 1909 le Conseil d'une proposition concernant l'assistance

aux femmes des ouvriers municipaux avec le concours de la Mutualité Maternelle.

M. Ambroise Rendu demande au Conseil municipal de consentir cette dépense qui s'élèverait annuellement à la somme peu considérable de 6.000 francs. Il le démontre en s'appuyant sur le chiffre des indemnités et primes d'allaitement qui ont été versées depuis juillet 1907 jusqu'à décembre 1908. En un an et demi avec 7.748 francs il a été possible d'assister 320 mères et de leur assurer une période de repos après les couches. Il rappelle dans sa proposition les bienfaits apportés par la Mutualité Maternelle dans les intérieurs ouvriers et rapporte les observations consignées par les mères secourues, dans les questionnaires qui leur étaient adressés.

De ces observations il ne se dégage que satisfactions et remerciements. Les femmes des ouvriers ont été agréablement surprises et font l'éloge de la Mutualité Maternelle.

« Cela m'a rendu un grand service », dit l'une d'elles ; — « Madame, j'ai été très contente de la Société et je vous en remercie de tout cœur », dit une autre.

Toutes sont reconnaissantes et ont su apprécier la valeur des services rendus. C'est ainsi que l'une des mères écrit : « Je conseillerai à toutes les mères de participer à la Mutualité pour la sécurité de leurs chers petits nourrissons. »

M. Ambroise Rendu s'appuie aussi sur le rapport des inspectrices pour montrer que l'affiliation de ces femmes ne serait pas un secours superflu et inutile.

Peu de ménages sont à l'aise et la Mutualité Maternelle est la bienvenue dans les ménages déjà chargés d'enfants.

Les rapports signalent aussi :

S. E..., dix enfants, le mari cantonnier gagne 5 francs par jour. Deux enfants gagnent : l'ainé 40 francs par mois, le troisième 2 francs par jour. Loyer 300 francs. L'enfant est nourri au sein de la mère.

C. P..., dix enfants, le mari balayeur gagne 5 francs par jour. Loyer 320 francs.

R. J..., huit enfants, le père paveur gagne 5 francs par jour.

Et les résultats répondent à l'attente : avec le repos contrôlé et indemnisé et avec la fréquentation des consultations de nourrissons, la mortalité infantile a beaucoup baissé dans cette population ouvrière.

« Alors, dit M. Ambroise Rendu, que la mortalité infantile s'élève à 15 %, à 20 % dans certaines villes industrielles, elle n'a été que de 2 et demi % sur les 157 enfants du groupe de la ville de Paris pendant l'année 1907. »

Aussi en présence d'un tel résultat et de la satisfaction des femmes secourues, se déclare-t-il à tous les points de vue partisan d'une entente du Conseil municipal avec la Mutualité Maternelle pour l'affiliation des femmes des ouvriers municipaux.

Voici le texte de la proposition :

« Le Conseil

« Délibère :

Article premier. — Il est accordé à toute femme ma-

riée à un des ouvriers de la ville de Paris, une indemnité d'accouchement de 20 francs et une prime d'allaitement de 10 francs, soit 30 francs à condition que l'accouchée s'abstienne de tout travail pendant les quatre premières semaines.

Art. 2. — Cette indemnité lui sera versée par la Mutualité Maternelle de Paris, qui lui assurera, en outre, tous les avantages qu'elle accorde à ses sociétaires.

Art. 3. — Comme frais de gestion et d'inspection, une somme de 1 franc par femme surveillée sera allouée à la société.

Art. 4. — La dépense sera imputée sur les fonds affectés au service médical des ouvriers municipaux.

Signé: AMBROISE RENDU.

Comme on le voit, l'indemnité concédée bénévolement par la Mutualité Maternelle qui était de 25 francs, a été portée dans la proposition à 30 francs; elle peut sembler peu forte, mais il y a lieu de noter qu'il s'agit ici d'une gratification qui ne coûte rien à la femme et qui lui apportera sûrement une aide précieuse. Ces 30 francs grossiront d'autant l'actif d'un budget souvent trop léger.

La proposition a été renvoyée à la Commission du personnel. Nous souhaitons que le Conseil municipal de Paris donne satisfaction à M. Ambroise Rendu, le vénérable conseiller municipal du

1. Proposition concernant l'assistance aux femmes des ouvriers municipaux, avec le concours de la Mutualité Maternelle. Ambroise Rendu
séance du Conseil municipal de Paris du 1^{er} mars 1909.

quartier du Bac. Ce léger sacrifice de 6.000 francs est minime par rapport aux services qu'il procure. Nous avons confiance que des hommes qui parlent de créer des prix de 200.000 francs pour encourager les aviateurs, voudront aussi encourager le zèle procréateur de leurs employés ! Qu'ils songent aussi qu'en leur donnant cette nouvelle marque de sympathie, c'est un nombre plus considérable de petits Français qu'ils sauveront de la mort, et que de cette façon ils combattent efficacement le fléau de la dépopulation.

Ils montreront aussi, ce faisant, la voie aux grandes administrations et aux grandes sociétés.

On s'est demandé si les sociétés de secours mutuels qui consentent ou consentiront des secours à leurs affiliées lors de l'accouchement avaient intérêt à faire ce service elles-mêmes, plutôt que d'abonner leurs sociétaires aux mutualités maternelles existantes qui leur en donnent toute facilité et ont fait leurs preuves. Il a apparu nettement que l'abonnement à la Mutualité Maternelle devait être la solution la plus pratique pour les sociétés de secours mutuels. Beaucoup de sociétés sont d'abord trop petites pour organiser elles-mêmes ces secours lourds à leurs finances (1), elles ne pourraient pas

1. Comment voudrait-on que nos sociétés de secours mutuels qui assurent contre la maladie fassent elles-mêmes ce service, sans compter qu'elles font payer à leurs adhérentes la plupart du temps des cotisations infimes de 6 à 12 francs par an, de plus les deux tiers des sociétés de secours mutuels ne comptent pas 50 membres, quel

réaliser pratiquement ce qu'a réalisé la Mutualité Maternelle. Elles trouvent un organisme spécial, répondant exclusivement au besoin voulu, elles n'ont qu'à s'en servir. « On ne peut pas demander à toute société de secours mutuels, dit avec raison M. Fuster, d'avoir ses dames visiteuses, son médecin spécialiste, sa laiterie spéciale. » Le risque ici est spécial et nécessite des services nombreux. Les sociétés de secours mutuels ont tout avantage, financièrement et pratiquement parlant, à recourir aux mutualités maternelles.

Mais, répondra-t-on, il n'y a pas partout hélas ! de mutualité maternelle ; comment feront alors les sociétés de secours mutuels ? C'est alors que la concentration des forces mutualistes entrera en scène et pourra résoudre utilement le problème. Les unions départementales de sociétés de secours mutuels, les fédérations auront à tâche de créer, dans les centres importants (chefs-lieux de départements, d'arrondissements, voire même cantons), des mutualités maternelles et de contribuer à leur développement. Ce qu'une seule société n'aurait pu réaliser, elles le réaliseront grâce aux efforts de plusieurs ; elles pos-

ques-unes n'en comptent que 20 ; celles qui sont très nombreuses comme la Fraternelle, société des Employés des Chemins de fer français, sont rares. L'affiliation à une mutualité maternelle est donc la seule solution possible et pratique ou encore, comme nous allons le voir, quand il n'y a pas de mutualité maternelle. La création d'une mutualité maternelle spéciale, par la Fédération des sociétés, les englobant toutes. L'union fait la force ; ce principe se trouve une fois de plus démontré.

séderont de cette façon un service bien spécialisé, indépendant des autres services, répondant au but visé, et toutes en retireront le bien attendu ; et de plus rendront service aux adhérentes volontaires du pays, qui pourront, elles aussi, être des membres participantes.

Des vœux dans ce sens ont été votés au Congrès des mutualités maternelles de Paris de 1908. Il nous paraît bon de les rapporter :

« La Mutualité Maternelle donne lieu à la création d'organes locaux, soit urbains, soit à circonscriptions cantonales ou d'arrondissement qui, en outre des adhésions individuelles qu'ils poursuivront, se mettront à la disposition des chefs d'industrie et d'administrations pour leur personnel féminin.

Autant que possible les organes locaux des mutualités maternelles seront reliés à un organe central, soit à titre de sections de sociétés générales, soit comme sociétés de secours mutuels féminines affiliées à des unions mutualistes possédant un service spécial de maternité ou à des unions exclusivement maternelles.

Il est fait appel à toutes les unions mutualistes départementales pour qu'elles organisent dans leur sein une caisse de mutualité maternelle ou qu'elles secondent l'organisation des sociétés et unions spéciales prévues aux paragraphes 1 et 2 ci-dessus.

Toutes les sociétés de secours mutuels, sociétés de femmes mixtes ou d'hommes, ont le devoir de s'associer, soit pour leurs membres, soit pour les fa-

milles de leurs membres à la Mutualité Maternelle :

a) Soit en créant un service spécial à cet effet dans leur sein ou tout au moins en insérant un chapitre spécial dans leurs statuts pour la Mutualité Maternelle ;

b) Soit en faisant inscrire tout ou partie de leurs participantes aux organes locaux à leur portée ;

c) Soit par une adhésion directe et collective à une union mutualiste. Il est désirable que les sociétés de secours mutuels consacrent, le cas échéant, une portion de leurs excédents de recettes annuelles pour réduire, autant que possible, les cotisations supplémentaires devant alimenter les caisses des mutualités maternelles. »

Nous souhaitons vivement que les sociétés de secours mutuels s'emploient avec ardeur à l'accomplissement de ces vœux. M. Simonet, de Lyon, a fait part au Congrès d'une tentative intéressante de la Mutualité Maternelle du Rhône pour étendre son action protectrice jusque dans les campagnes. Chaque fois qu'elle peut réunir un nombre de personnes décidées à bénéficier des avantages de la Mutualité Maternelle, elle crée une section de la Mutualité Maternelle, section ayant son bureau particulier et affiliée à la Mutualité Maternelle de Lyon. C'est habituellement dans les chefs-lieux de cantons qu'elle organise ces sections et elle a déjà réussi à en fonder un grand nombre. Ce résultat montre qu'il est possible de faire

profiter des avantages de la Mutualité Maternelle, même les plus petites communes (1).

L'appel du Congrès a du reste été entendu et il semble que des sociétés de secours mutuels commencent à abonner leurs membres aux mutualités maternelles existantes et que les Unions départementales des sociétés de secours mutuels en fondent là où il n'en existe pas.

Certaines mutualités maternelles créées par les Unions départementales de sociétés de secours mutuels sont même très importantes, comme nous le verrons en parlant des mutualités maternelles de province. C'est ainsi que la Mutualité Maternelle du Gard a été fondée par l'Union départementale des sociétés mutuelles de ce département; le Comité mutualiste de Toulon a, de son côté, contribué à l'établissement de la Mutualité Maternelle du Var qui comprend plus de 1.700 membres. Cette année même la Fédération des sociétés de secours mutuels de la Somme vient de créer à Amiens la Mutualité Maternelle et Infantile du département de la Somme. Pour ses débuts, elle assure à ses adhérents une indemnité de 12 francs pour les quatre semaines après l'accouchement et une prime de 5 francs pour l'allaitement et met à leur service une consultation de nourrissons. Les adhérents libres paient 3 francs de cotisation, comme à Paris et les sociétés de secours mutuels

1. Nous aurions voulu avoir des renseignements plus détaillés sur la Mutualité Maternelle du Rhône, mais le secrétaire général n'a pas daigné nous répondre.

affiliant tout leur contingent (1 franc par membre).

Espérons que les sociétés de secours mutuels continueront leurs efforts et que ces efforts seront couronnés de succès ! Que cette exclusion du risque des couches disparaisse à tout jamais des statuts de toutes les sociétés !

Aujourd'hui du reste, la tâche leur est facilitée par l'expérience des mutualités maternelles et par les moyens faciles qu'elles ont d'en créer. Elles n'ont plus de raison valable pour refuser d'assurer le risque accouchement et si l'accouchement pour certains mutualistes, est une maladie « spéciale », ou même un acte physiologique, qu'ils se convainquent que leur devoir et leur intérêt est d'assimiler ce cas spécial à la maladie. En agissant ainsi, ils complètent le service de maladie qui semble être la fonction par excellence des sociétés de secours mutuels : Léon Say n'a-t-il pas dit avec raison que « l'assurance contre la maladie, c'est la cellule autour de laquelle se sont formées les autres institutions de la mutualité », qu'elle forme l'essence même, la raison d'existence de chaque association.

Quant aux mutualités maternelles, que l'on a si souvent attaquées et critiquées, injustement, elles peuvent être fières de l'œuvre accomplie et mépriser toutes les calomnies. Elles ont su réaliser, dans un domaine encore peu connu et délicat, la maternité, une protection efficace, la plus efficace qui existe.

Il faut être injuste ou ignorant pour ne pas le reconnaître. Ce sont elles qui les premières, en France,

ont envisagé la possibilité d'assurance du risque accouchement. Elles ont tenté ce que d'autres n'avaient pas encore osé entreprendre et ont organisé un service logique et rationnel de secours ; surveillant la mère pendant la grossesse, la suivant dans la crise de maternité et protégeant le nourrisson jusqu'à 2 ans ! Elles ont combattu avec succès la mortalité infantile, et ce n'est pas là une de leurs moindres victoires ! Elles ont ainsi su mettre en mouvement le remède pratique de la dépopulation et elles ont appris aux femmes à s'associer, à ne plus être de pures assistées, à être des prévoyantes. La femme, certaine de son repos et de son salaire, verra avec moins d'angoisse la venue d'un nouvel enfant ; l'idée criminelle de l'avortement aura moins de prises sur son cerveau déprimé ; c'est de la consolation, du bien-être de l'hygiène qu'elle recevra de la mutualité maternelle ! Et ce sera avec moins d'amertume et de honte qu'elle recevra tous ces soins, car elle aura versé une cotisation pour y avoir droit. Et le nombre de ces femmes prévoyantes ira certainement en augmentant : le budget des communes s'en trouvera allégé et ce sera autant de moins d'assistées !

La Mutualité Maternelle a aussi montré la voie et le devoir aux sociétés de secours mutuels et ce n'est pas un de ses moindres mérites. Loin de les repousser, elle a tout fait pour leur rendre la tâche moins ardue ; elle leur a ouvert les bras et leur a dit : « Venez à moi, je me chargerai de votre service maternel et infantile, moyennant une faible rémunération, à

quoi vous exposez-vous? Est-ce le franc que vous verserez pour chacun de vos sociétaires, qui vous ruinera? Voyez le risque énorme que je vous assure pour une somme bien faible, voyez mon œuvre, voyez ce que j'ai déjà réalisé avec mes propres moyens, pensez à tous les risques futurs pour vous que j'anéantis, venez, vous contenterez sûrement nombre de vos sociétaires. Vous remplirez alors votre rôle de mutualistes « conscients » et vous complétez votre assurance-maladie et on ne pourra qu'applaudir à votre effort ! »

Puissent les sociétés de secours mutuels écouter cet appel généreux, cet appel de solidarité! Sans doute la Mutualité Maternelle devra perfectionner ses services et *surtout organiser un repos obligatoire avec indemnité avant l'accouchement*. Nul doute qu'elle n'y arrive, si elle est encouragée par tous. Pour tout cela, il faut beaucoup d'argent; nous verrons, plus loin, en parlant des subventions, que l'État, certaines villes, certains départements, l'aident déjà de leurs deniers mais c'est insuffisant. Nous exposerons aussi les mesures qu'à notre sens il y aurait lieu de prendre. Les Mutualités maternelles, telles qu'elles sont aujourd'hui, n'en ont pas moins obtenu des résultats admirables et rendu des services inappréciables à la nation.

CHAPITRE XI

Les Mutualités Maternelles militaires

Nous croyons ne pas devoir passer sous silence l'œuvre réalisée par la Mutualité Maternelle de Paris dans le monde militaire. Aujourd'hui grâce à l'initiative de M. le Colonel Rabier, du 31^e régiment d'Infanterie, de MM. Barberet et Poussineau, la Mutualité Maternelle apporte ses bienfaits dans les ménages des jeunes soldats.

Là aussi bien qu'ailleurs, son action était nécessaire.

La loi du 21 mars 1905 sur le recrutement de l'armée s'est montrée imprévoyante ; elle dit que les soldats mariés au moment de leur incorporation resteront dans la garnison la plus proche de leur résidence ; cette disposition peut paraître très juste, mais qu'est-il arrivé ? le nombre des hommes mariés de l'active s'est multiplié.

Beaucoup de jeunes gens vivant en concubinage et même ayant des enfants de leurs maîtresses, se sont empressés de régulariser leur situation pour jouir des avantages que leur donnait la loi et pour rester auprès de leur famille ? Sont-ce, pour cela, le plus souvent des apaches, des souteneurs qui agissent

ainsi ? très rarement, quoi qu'on en dise, et c'est ainsi que le colonel Rabier qui a fait de sérieuses enquêtes sur les ménages de son régiment a été heureux de constater que la très grande majorité des femmes étaient non des femmes de mauvaise vie, mais d'honnêtes travailleuses. Quant aux soldats mariés, ce sont pour la plupart d'excellents sujets très disciplinés.

La loi de 1905 a donc, en un certain sens, et certainement sans s'en douter, contribué au développement des mariages. Le nombre des ménages des régiments de Paris et des environs pour les soldats serait ainsi d'après les déclarations de M. Sarraut à la Chambre de 2.536 avec 1.824 enfants (1).

Mais la loi n'a pas envisagé la question de vie pour presque toutes ces femmes, déjà chargées d'enfants, sujettes à en avoir d'autres et privées du salaire du mari que l'obligation légale du service militaire appelle pendant deux ans au service de la patrie ! Elle a surtout considéré comme un soutien de famille, le fils, et n'a certainement pas envisagé la situation du soldat marié.

Elle s'est même montrée peu généreuse envers la catégorie des soutiens de famille qu'elle visait spécialement, si l'on songe qu'elle n'accorde des indemnités de soutiens de famille que dans la proportion de 10 % du contingent ! Et l'indemnité n'est que de 0 fr. 75 par jour. Cette indemnité peut paraître à

1. Séance du 7 février 1910, Chambre des députés, *J. Off.*, 1910, p. 612.

peine suffisante pour compenser une partie du salaire d'un ouvrier agricole qui aide les siens mais est certainement insuffisante pour une femme vivant à la ville et chargée d'enfants.

Cette indemnité, bien que légère, n'a pas été néanmoins accordée à tous les soldats mariés, chargés d'enfants et sans fortune. Le nombre d'indemnités à accorder était déjà trop restreint pour ceux que la loi avait visés !

Une loi subséquente du 14 avril 1908 s'est montrée pourtant plus généreuse, pour les hommes de la réserve et de la territoriale. Ces hommes qui ne viennent passer que quelques jours à la caserne, se sont vu attribuer des indemnités de soutiens de famille à raison de 12 % (1).

Ils reçoivent non seulement l'indemnité de 0 fr. 75 mais encore — point intéressant — 0 fr. 25 par tête d'enfant à leur charge.

Donc insuffisance du pourcentage d'indemnités à accorder à titres de soutiens de famille, mais insuffisance d'autant plus grande à cause du nombre des soldats mariés, pères d'une famille nombreuse et souvent misérable, et dont on n'avait pas prévu les demandes. Il serait au moins juste d'accorder aux soldats mariés, dignes d'intérêt, non seulement la prime ordinaire, déjà bien faible en vérité, mais encore la prime supplémentaire concernant les enfants et

1. Deux raisons principales nous semblent expliquer cette faveur

1° A leur âge on les suppose mariés et pères de famille.

2° Ce sont des électeurs !

déjà accordée aux hommes de la réserve. Une telle anomalie ne peut subsister. La Chambre, le 7 février 1910, après les interpellations applaudies de MM. Engerand et Folleville, a décidé de demander, dans ce sens, un pourcentage plus élevé à accorder : 30 %.

La situation des soldats mariés est quelquefois bien triste : ainsi pour les 31^e, 76^e, et 104^e de ligne de Paris, il y avait en 1909, 423 soldats mariés dans ces régiments et 277 avaient des enfants. Il résulte des enquêtes que sur les 277 ménages militaires avec enfants, 30 % seulement avaient des ressources suffisantes et 70 % étaient dans la plus grande misère ; et sur ces 70 %, 15 % ne touchaient même pas l'indemnité de soutien de famille et 15 % des jeunes femmes étaient prêtes à accoucher (1).

Aussi ne s'étonnera-t-on plus de la formidable mortalité qui existe dans ces milieux misérables. Elle était de 20 % en 1908 pour le 31^e d'infanterie et de 26 % au 76^e.

M. le colonel Rabier du 31^e régiment d'infanterie, ému d'un état de choses aussi lamentable, s'adressa, sur l'indication de M. Barberet, à la Mutualité Maternelle de Paris. M. Poussineau, toujours prêt à faire le bien, organisa avec le concours du colonel et des dames des officiers du 31^e la 1^{re} section militaire de la Mutualité Maternelle rattachée à la Mutualité Maternelle de Paris. Les dames des offi-

1. A Lyon, à Lille et en général dans les grands centres le nombre des soldats mariés est considérable. *J. Off.* séance 7 février 1910, p. 609. (Déclaration Engerand.)

ciers se sont mises avec dévouement à la disposition des organisateurs, elles visitent les ménages, s'enquière^{nt} de leurs besoins, leur apportent des secours de première nécessité, signalent à la section celles qui ne touchent pas l'indemnité de soutien de famille. En échange d'une cotisation de 0 fr. 25 par mois, soit trois francs par an, les femmes prévoyantes militaires qui se sont inscrites à la section neuf mois avant leur accouchement, touchent une indemnité de 58 francs qui leur permet un repos de quatre semaines après l'accouchement. Elles jouissent de plus de tous les avantages donnés aux affiliés de la Mutualité Maternelle : dispensaire, consultation de nourrissons, etc. Quant à celles qui n'ont pas été prévoyantes, la section les considère comme extra-statutaires et leur donne un secours de 25 francs et la gratuité de ses autres services.

La création de la section militaire de la Mutualité Maternelle produit des résultats excellents. Au 31^e de ligne la mortalité infantile qui était de 20 % en 1908 a été abaissée à 5 %. D'autre part, le nombre des mutualistes a vite augmenté, les militaires mariés se sont presque tous fait inscrire ; ils semblent apprécier ce genre de mutualité militaire qui leur procure des avantages immédiats et importants ; beaucoup de soldats non mariés ont tenu par esprit de solidarité à être membres honoraires.

Les coopératives militaires ne refusent pas aussi leur contribution pour les femmes nécessiteuses. Grâce à ces organisations, le soldat marié ne se verra

pas contraint, parce qu'il sert la Patrie, de mettre sa femme et ses enfants à la charge de l'assistance publique et de subir cette sorte de déchéance. Un rayon d'espérance pénétrera dans ces ménages, souvent devenus misérables, parce que le mari ne rapporte plus sa paye.

Comme l'a si bien dit, dans son ordre du jour, M. Géraud, colonel du 104^e d'infanterie où a été créée une section militaire (paroles rapportées par M. Engerand, à la Chambre, le 7 février 1910) (1) :

« Les hommes trouveront dans cette voie de prévoyance un réconfort d'autant plus moral que les ressources mises à leur disposition venant de cotisations librement consenties, constituent un droit et non pas une aumône.

« En se dévouant à cette œuvre de consolation et de bienfaisance, les femmes de nos officiers apporteront l'appui le plus efficace à l'action éducatrice des chefs sur leurs subordonnés.

« Libérés de la misère et de la souffrance, les âmes et les cœurs de nos soldats deviendront plus aptes à comprendre toute la nécessité et toute la grandeur des obligations militaires auxquelles les astreignent les lois égalitaires du pays.

« Avec leur reconnaissance pour l'officier et sa compagne s'établiront entre le soldat et son chef une confiance et un dévouement à toute épreuve, bases de cette discipline intelligemment consentie, qui doit

1. *J. Off.*, Chambre des députés, séance du 7 février 1910, p. 610.

constituer le plus solide élément de l'armée moderne.

« L'antimilitarisme et l'antipatriotisme demeureront de vaines formules devant la raison des soldats tout disposés à suivre leurs chefs là où les appelleront les intérêts de la patrie. » (*Très bien, très bien.*)

La Mutualité maternelle militaire, telle qu'elle est organisée, rend des services très utiles aux ménages des soldats. Des sections militaires ont été fondées sur le modèle de la section du 31^e d'Infanterie, il en existe maintenant au 104^e, au 76^e et au 101^e à Saint-Cloud: 25 % des hommes de ce dernier régiment sont mariés (au 76^e d'infanterie la mortalité de 26 % en 1900 est tombée à 3 %) (1). Des sections doivent aussi s'organiser en province à Argentan et à Meaux.

Par une circulaire du 22 mai 1910, M. Sarraut, alors sous-secrétaire d'État au ministère de la Guerre, a engagé les chefs de corps et les mutualités militaires à se mettre en relations avec les Mutualités Maternelles et à créer en province des sections de la Mutualité Maternelle, similaires de celles qui existent à Paris. Les régiments de nos grands centres comptent en effet beaucoup d'hommes mariés (2).

La Mutualité Maternelle de Paris a montré encore ici ce qu'elle était capable de faire: on peut toujours compter sur son aide précieuse. Elle a facilité la création de ces organisations spéciales qui n'ont

1. Rapport sur la situation des familles des soldats mariés. Poussineau, 1909.

2. Circulaire de M. Sarraut, p. 7. Poussineau.

donné que de bons résultats ; les pouvoirs publics et la nation tout entière peuvent lui en être reconnaissants (1) !

1. Il est regrettable de constater que la circulaire de M. Sarraut n'ait pas porté de fruits. M. Poussineau déplorait avec raison cet état de choses dans une réunion de la Mutualité Maternelle de Paris au Musée Social (26 janvier 1911). Les sections militaires ne se multiplient pas, comme on était en droit de l'espérer. Il semble qu'il y ait un arrêt dans la formation de nouvelles sociétés. La force d'inertie serait opposée aux offres généreuses des dirigeants de la Mutualité Maternelle. Et pourtant déjà que de jeunes ménages secourus grâce aux Mutualités Maternelles militaires existantes ! Ainsi le 46^e a distribué pour plus de 6.000 francs de secours ! Souhaitons que M. le ministre de la Guerre secoue un peu la torpeur de ses officiers supérieurs et leur fasse comprendre tout l'intérêt qu'il faut porter à ces œuvres et tout le bonheur qu'il aurait de voir croître leur nombre et tout cela, pour le bien-être de la femme et de l'enfant du petit soldat de France !

« Du pain pour la mère, du lait pour l'enfant ! »

CHAPITRE XII

L'extension des mutualités maternelles.

Mutualités maternelles de province.

L'exemple donné par la Mutualité Maternelle a fait naître en province des institutions semblables et chaque jour, de nouvelles mutualités maternelles, dues soit à l'initiative de généreux philanthropes, soit à l'initiative de fédérations de sociétés de secours mutuels, se créent un peu partout. Les villes importantes de province ont en général leurs mutualités maternelles : ainsi Vienne, Lyon, Angers, Bordeaux, Lille, Roubaix, Nantes, Marseille, Nîmes, etc. Mais les plus grands centres ne sont pas seuls à profiter des bienfaits de ces organismes, des mutualités maternelles ont été créées aussi dans de toutes petites villes, presque des villages et les résultats obtenus ont été plus que satisfaisants ; dans tous ces pays la mortalité infantile est devenue presque nulle : on peut citer parmi ces petites mutualités : Dammarie-les-Lys, Brie-Comte-Robert, Comine, Avon, etc. Ces essais suivis de succès prouvent que la Mutualité maternelle peut exister dans les plus petits centres.

Toutes ces mutualités provinciales se sont pro-

posées le but principal réalisé par la Mutualité Maternelle de Paris, repos obligatoire indemnisé pendant quatre semaines et prime d'allaitement. Elles visent surtout à satisfaire à ces deux services, quitte à en ajouter d'autres plus tard, quand leurs ressources les leur permettront. Elles vont lentement pour aller sûrement, et toutes les fois qu'il leur est permis d'apporter quelque amélioration à leurs services, ou d'en créer de nouveaux elles ne manquent pas de le faire.

Les mutualités maternelles de province se sont donc inspirées de la Mutualité Maternelle de Paris, leur mère à toutes; elles ont profité des conseils et de l'expérience de son cher fondateur M. Poussineau, mais pour arriver à leur but, elles ont employé des moyens quelquefois différents de la Mutualité Maternelle de Paris, cotisations diverses, institutions diverses.

Nous n'avons pas l'intention ici de faire une monographie de chaque Mutualité Maternelle de province en particulier, mais nous pensons utile de présenter certaines d'entre elles qui nous ont frappé par leur prospérité, ou par leur organisation spéciale. Nous parlerons donc au cours de ce chapitre de la Mutualité Maternelle de Vienne, la Mutualité Maternelle de Lille, de celle de Roubaix, d'Angers, de Toulon, de Nîmes, etc.

La Mutualité Maternelle de Vienne et de l'Isère, qui a son siège à Vienne (Isère) est la première des Mutualités Maternelles qui furent fondées en province. Elle date de 1894 et est due à l'initiative de M. Bon-

nier, son président, et de la Chambre Syndicale de l'industrie drapière ; 30.000 francs donnés par des bienfaiteurs et des membres honoraires, la plupart de braves ouvriers constituèrent le fonds de réserve.

La Mutualité Maternelle de Vienne, au début, fit comme avait fait la Mutualité Maternelle de Paris : Elle ne s'adressa d'abord qu'aux ouvrières de l'industrie textile, comme à Paris, la Mutualité Maternelle de Paris ne s'adressait qu'aux ouvrières de la mercerie, de la couture et de la mode.

Aujourd'hui, depuis 1905, la Mutualité Maternelle de Vienne recrute ses sociétaires parmi toutes les femmes, ouvrières ou employées sans distinction de profession.

« Pourra faire partie de la Société, toute ouvrière ou employée de nationalité française âgée de 16 ans au moins, domiciliée à Vienne depuis au moins un an, occupée ou ayant travaillé dans une des industries ou professions suivantes : fabrique d'étoffes de laine, tissage de soieries, fabrique de feutres pour chapellerie, couture, confection, lingerie et blanchissage ; qu'elle travaille ou ait travaillé dans un atelier, dans un magasin ou chez elle. »

La sociétaire participante qui paie 0 fr. 25 par mois, soit 3 francs par an, comme à Paris, doit avoir cotisé pendant neuf mois au moins pour recevoir l'indemnité de 12 francs par semaine pendant quatre semaines consécutives à l'accouchement (1).

1. Elle est portée à 20 francs en cas d'accouchement gémellaire.

La prime d'allaitement se monte au chiffre assez élevé de 20 francs, mais la mère doit allaiter au moins pendant les trois premiers mois.

En dehors de ces participantes, la Mutualité Maternelle de Vienne admet l'adhésion des membres de Syndicats, après entente avec ces syndicats (1).

En dehors des indemnités pécuniaires dues à toutes participantes, il existe des secours extra-statutaires qui peuvent être donnés à des femmes dont la situation est digne d'intérêt. Mais il est bon de noter que pour avoir droit à ces secours extra-statutaires, la femme doit être sociétaire participante ; rien de plus juste : la perspective de l'obtention de ces secours supplémentaires amène à la Société de nouveaux membres qui apprendront à soigner leur enfant d'une façon hygiénique et rationnelle. On ne peut faire grief à la Mutualité Maternelle d'attirer à elle toujours et toujours plus de femmes, de faire toujours et toujours plus de bien. Ces secours extra-statutaires sont du reste bien réglementés et les fonds destinés à les alimenter sont prélevés sur une partie des dons manuels faits à l'œuvre, sur les ressources produites par des concerts, des bals, des tombolas, etc. Ils ne compromettent donc pas le budget de la société, sont une des causes d'augmentation des sociétaires, et donnent un peu de bien-être à celles qui en manquent le plus.

1. Renseignements puisés dans des documents mis à notre disposition par M. Trémaux, secrétaire général.

Indemnités pécuniaires, primes d'allaitement, et de plus consultations données deux fois par semaine dans un dispensaire médical, tels furent d'abord les avantages accordés par la Mutualité Maternelle.

Depuis une quinzaine d'années, la Mutualité Maternelle de Vienne a créé de nouveaux services ; il est vrai qu'à Vienne, tout le monde connaît la Mutualité Maternelle et sait reconnaître ses services : patrons, ouvriers en font partie, nombre d'ouvriers sont membres honoraires par esprit de solidarité, et leur légère cotisation d'un franc vient grossir le fonds social et aider au développement de l'œuvre.

Les pouvoirs municipaux, eux aussi, l'encouragent de deux façons : par une subvention d'abord et par la remise aux jeunes mariés, avec leur livret de mariage, d'un exemplaire des statuts de la Mutualité Maternelle de Vienne et de l'Isère, accompagné d'une feuille d'adhésion. Toutes les municipalités devraient imiter cet exemple, ce serait un moyen de propagande facile et peu coûteux pour une œuvre qui devrait être connue de tous.

En 1896 la Mutualité Maternelle de Vienne a créé une œuvre des layettes, en 1897 un service de vaccination, en 1899 une œuvre d'encouragement à l'épargne, livret de caisse d'épargne de 2 francs. En 1903, elle ouvre une consultation de nourrissons et encourage les mères à apporter leurs enfants par l'allocation d'une prime de 5 francs remise à celles qui ont fréquenté pendant six mois consécutifs. En 1904 c'est une goutte de lait, où l'on donne ou vend à très bon

marché du bon lait. En 1906 la Mutualité Maternelle crée même une crèche et remarquons-le, la crèche de la Mutualité Maternelle est la seule qui existe pour toute la ville. En 1907 la Mutualité Maternelle donne des bons de viande aux femmes dont le lait est insuffisant : enfin elle crée des bains-douches.

Comme on peut s'en rendre compte par cette énumération, voici une Mutualité Maternelle qui ne néglige rien pour parfaire ses services et ses dames visiteuses et inspectrices font leur possible pour que tout marche à souhait ; l'aide qu'elles apportent aux praticiens dans les différents services est, comme à Paris, digne d'éloges. Aussi la mortalité infantile a-t-elle diminué à Vienne dans de grandes proportions. Avant la création de la Mutualité Maternelle, *elle était de plus de 20 %*, en 1907 elle s'abaissait à 5 % et pour l'année 1909 elle est tombée à 3,4 %. Les mères qui nourrissent au sein sont particulièrement nombreuses : en 1909 72 %.

Au 1^{er} janvier 1909 il y avait 743 sociétaires participantes. Au 31 décembre 1909, il y en avait 754.

Pendant l'année 1909 la Société a indemnisé 95 accouchements dont deux accouchements doubles.

Ces 95 accouchées comprennent 3 filles-mères. Les indemnités d'accouchement et primes d'allaitement payées en 1909 forment la somme de 5.536 francs. Il a été distribué 315 objets de layettes. Le dispensaire médical gratuit a été très fréquenté et de nombreuses consultations de grossesses ont été données aux participantes. Le total des secours fournis par la so-

ciété pour 1909, tant en allocations statutaires qu'en secours, dépenses de dispensaire, de l'œuvre des layettes, de consultations de nourrissons, primes de pesées, distribution de médicaments, bons de viande, livrets de caisse d'épargne, s'élève à près de 12.000 francs. Et dans ce total ne sont pas comprises les dépenses de la goutte de lait et de la crèche qui, quoique dépendantes de la Mutualité Maternelle, ont un budget distinct.

En 1909 les recettes se sont montées à 20.826 fr. 09. Le Conseil municipal de Vienne se montre généreux envers la Société, lui alloue une subvention de 1.200 francs, le Conseil général donne 150 francs. Il y a aussi des membres bienfaiteurs et des membres honoraires qui donnent suivant leurs moyens.

La Mutualité Maternelle de Vienne et de l'Isère peut être donnée comme type de Mutualité provinciale sérieusement constituée. C'est la plus ancienne des mutualités maternelles de province, et c'est celle aussi qui possède le plus grand nombre de services. Aussi l'Académie Française a tenu à l'honorer d'un de ses prix, le prix Rigot qui lui a été décerné en 1909.

La Mutualité Maternelle de Lille est, elle aussi, une des plus anciennes, puisqu'elle date de 1894. Elle a pour but de donner à ses membres une indemnité de repos obligatoire pendant quatre semaines et une prime d'allaitement. Mais son organisation est intéressante et diffère quelque peu des autres Mutualités Maternelles.

S'adressant aux ouvrières, employées et ménagères françaises d'au moins seize ans, elle exige que les participantes aient, pour avoir droit aux indemnités, au moins un an d'inscription avant la crise de la maternité. Elle veut que celles qui reçoivent les bienfaits de sa mutualité, en supportent aussi les charges, et veut de cette façon, éviter les femmes peu scrupuleuses qui, au dernier moment, pourraient s'enrôler dans la mutualité maternelle.

Elle a du reste organisé 3 catégories de participantes, avec cotisations et indemnités variées. Il y en a ainsi pour toutes les bourses et chaque ouvrière entrera dans la catégorie qui répondra le mieux à ses besoins.

La première catégorie est composée de sociétaires versant 0 fr. 75 mensuellement. Elles recevront, en cas d'accouchement, pendant quatre semaines, 18 fr. par semaine, ce qui leur fera une indemnité de 3 francs par jour ouvrable. En cas d'accouchement double, l'indemnité sera portée à 24 francs par semaine.

La deuxième catégorie est composée de sociétaires versant 0 fr. 50 mensuellement. L'indemnité hebdomadaire ne sera que de 15 francs soit 2 fr. 50 par jour ouvrable. En cas d'accouchement double, l'indemnité sera portée à 20 francs.

La troisième catégorie est composée de sociétaires versant 0 fr. 25 mensuellement. L'indemnité hebdomadaire est alors de 12 francs et en cas d'accouchement double de 16 francs.

Les primes d'allaitement varient aussi avec la catégorie. Les femmes de la première catégorie toucheront 20 francs, celles de la deuxième 17 francs, celles de la troisième catégorie, 14 francs. En cas de décès de la mère ou de l'enfant, les secours sont continués à l'enfant ou à la mère. L'obligation du repos est expresse et des dames inspectrices sont chargées de se rendre compte de son observation.

Comme à Vienne, la Mutualité Maternelle de Lille donne des secours extra-statutaires composés du quart des dons manuels faits à la Société sans affectation spéciale, et des ressources des bals, concerts, vente de charité. Comme à Vienne aussi, pour avoir droit à ces secours extra-statutaires, les femmes doivent être membres participantes.

Enfin la Mutualité Maternelle de Lille a créé une organisation ingénieuse : un *service de retraites*. Elle assure à ses sociétaires qui auront 50 ans d'âge, quinze ans de cotisations, une allocation annuelle variable, proportionnelle aux ressources disponibles et au nombre d'enfants mis au monde par ces sociétaires.

La Mutualité Maternelle de Lille accepte aussi l'affiliation des sociétés de secours mutuels, des grandes maisons industrielles et de commerce. Les groupes adhérents devront être composés de 25 personnes. Si ces 25 personnes sont mises dans la même catégorie, elles paieront un droit d'entrée de 1 fr. 25 pour le groupe. Un livret en effet suffira. Si elles se répartissent entre plusieurs catégories, elles paieront des droits d'entrée pour chaque catégorie demandée. Les

sociétés de secours mutuels et les maisons de commerce qui proposent l'affiliation d'un groupe, paient, pour 25 sociétaires, comme membres honoraires, 1 fr. 25 minimum, et 5 francs au maximum. La cotisation pour chaque affiliée du groupe est la même que pour une participante libre.

Cette organisation a donné de bons résultats : la société est prospère. En 1907 elle a enregistré 68 accouchements simples et un double. Elle a donné 4.525 francs à ses accouchées. Elle comptait 330 participantes qui ont versé 1.750 francs de cotisations.

En cette année 1907, la mortalité a été réduite à 6 ‰, ce qui est beau pour une ville industrielle comme Lille où la mortalité est considérable.

Les sociétés de secours mutuels lilloises semblent disposées à confier le soin de leur service de maternité à la Mutualité Maternelle. C'est ainsi qu'on peut lire dans les statuts de la Société typographique, société importante de secours mutuels, l'article 68 qui est caractéristique à cet égard. « Afin d'encourager et de faciliter l'entrée dans la Mutualité Maternelle des femmes et des filles des membres de la Société, il est alloué à tout sociétaire faisant affilier à cette association sa femme ou sa fille : le droit d'entrée de 1 fr. 50 et la première cotisation honoraire du mari à la Société, 1 franc » (art. 68, Statuts, Société typographique lilloise).

A Roubaix, ville industrielle voisine de Lille, il a été créé une Mutualité Maternelle le 25 novembre 1903. Son organisation n'est pas comparable à celle de Lille,

ce qui ne l'empêche pas néanmoins de rendre d'utiles services. Les participantes paient 1 fr. 50 le droit d'entrée et 0 fr. 10 de cotisation par semaine ; la prime d'allaitement est de 20 francs. Le repos doit être rigoureusement observé. Les secours sont de 12 francs par semaine, de 18 francs en cas d'accouchement double et pendant quatre semaines.

La Mutualité Maternelle roubaisienne compte plus de 500 participantes. La mortalité infantile a baissé dans de grandes proportions : l'allaitement maternel est à peu près la règle dans ce milieu mutualiste. Il est bon de noter qu'à Roubaix, ville ouvrière, l'Union, société coopérative de consommation, au lieu de remettre intacts aux affiliés les bonis qu'ils réalisent sur leurs achats, verse, sur la demande des intéressés, une partie de ces bonis à la Mutualité Maternelle roubaisienne ou aux Prévoyants de l'industrie et du commerce roubaisien. Heureuse innovation, que devraient imiter les cercles ouvriers : les bonis difficilement acquis serviraient ainsi au mieux-être de la classe ouvrière au lieu d'être souvent gaspillés en futilités.

M. Poussineau, le président de la Mutualité Maternelle de Paris a créé en 1894 une Mutualité Maternelle dans un petit bourg de Seine-et-Marne, Dammarie-les-Lys, qui compte à peine 1.600 habitants, presque tous des ouvriers ou des agriculteurs.

En fondant cette Mutualité, il avait le dessein de montrer que la Mutualité Maternelle pouvait porter ses bienfaits jusque dans le fond des campagnes et pouvait être établie dans les plus petits villages. Et

en effet son œuvre a été couronnée de succès. Dammarie-les-Lys où se trouve le siège social et principal de la Mutualité Maternelle n'est pas seule à profiter de la Mutualité Maternelle. L'action de la Mutualité Maternelle de Dammarie s'étend sur les petites communes des alentours. Dans des villages environnants, on a organisé des sections, avec consultations de nourrissons, à autonomie administrative, qui font appel au siège social de Dammarie, si les fonds viennent à leur manquer : la cotisation peu élevée est de 1 franc par an. L'indemnité n'est que de 8 francs et la prime d'allaitement de 10 francs soit en tout 42 francs. La population de ce pays sait reconnaître les services rendus par la Mutualité Maternelle. Tout le monde fait partie de la Mutualité Maternelle ; les femmes sont heureuses de toucher l'indemnité de la Mutualité Maternelle à laquelle elles ont un droit et qui leur permet de se reposer, sans être obligées de recourir aux secours de l'assistance publique qu'elles considèrent comme une déchéance. Aussi grâce à l'action de la Mutualité Maternelle, la mortalité infantile n'a pas seulement diminué, mais encore les naissances ont augmenté dans la proportion considérable de 24 %.

« Ces merveilleux résultats, dit M. Poussineau, semblent bien facilement explicables. Les femmes ayant moins à redouter la crise de la maternité, rétablies chaque fois par un repos réparateur, certaines d'une assistance qui n'est pas humiliante ne voient plus la venue d'un nouvel enfant comme un surcroît de charge et une cause directe de misère. »

A Dammarie-les-Lys pendant la période de dix années avant la création de la Mutualité Maternelle, c'est-à-dire de 1884 à 1893 inclus, il y a eu 117 décès de 0 à 10 ans et 278 naissances. Pendant la période de dix ans pendant le fonctionnement de la Mutualité Maternelle, de 1894 à 1903 inclus, il y eut 169 naissances mutualistes et 170 non mutualistes donc 339 naissances au total; il n'y eut que 73 décès de 0 à 10 ans dont 45 décès non mutualistes sur 170 naissances et 28 décès d'enfants mutualistes sur 169 naissances. De tels résultats montrent une fois de plus tout le bien que l'on peut espérer des mutualités maternelles, mais surtout que ces organisations sont possibles et réussissent aussi bien à la campagne qu'à la ville. On ne peut que souhaiter la généralisation de mutualités maternelles à la campagne, similaires de celle de Dammarie-les-Lys (1).

Toutes les Sociétés dont nous venons de parler sont l'œuvre d'initiatives privées; nous allons maintenant étudier certaines mutualités maternelles fondées par des Unions de Sociétés de Secours mutuels: Nous étudierons celles d'Angers, de Toulon et du département du Gard.

La Mutualité Maternelle d'Angers et de Maine-et-Loire a été fondée à Angers le 19 mars 1904 par la Société des dames et demoiselles sous le patronage

1. La Mutualité Maternelle de Dammarie-les-Lys entre dans sa dix-huitième année d'existence. Pour l'année 1909 elle a reçu 2.228 fr. 39 et a dépensé 1.538 francs. Sa situation est très prospère. (Compte rendu de la Société 1910.)

de l'Union mutualiste du département de Maine-et-Loire. Ses statuts ont été modifiés le 20 mars 1910.

Elle se compose actuellement de deux groupes, le premier dit groupe des participantes, le second dit groupe des extra-participantes.

Le groupe des participantes est formé des Sociétés de secours mutuels de Maine-et-Loire qui ont adhéré aux statuts de la Mutualité Maternelle. Les Sociétés adhérentes paient obligatoirement, pour la collectivité, 1 franc par tête de sociétaire. A l'heure actuelle le groupe des participantes se compose de treize sociétés dont 2 suburbaines; l'effectif est de 872 membres.

Le groupe des extra-participantes est formé par des femmes n'appartenant à aucune société de secours mutuels ou à des sociétés non affiliées. La cotisation annuelle est de 5 francs. L'effectif est de 32 membres.

L'effectif total de la Mutualité Maternelle d'Angers est donc de 904 sociétaires (1).

Depuis sa fondation, l'Œuvre a secouru 125 sociétaires; pour l'année 1910 le chiffre des accouchements était au 1^{er} décembre de 22; on peut encore compter sur une dizaine d'accouchements cette année. La Mutualité aura donc 32 accouchements à indemniser.

L'indemnité donnée aux accouchées est de 12 francs par semaine et ce pendant quatre semaines: une prime de 10 francs est accordée à la mère allaitant son enfant au moins durant les quatre premières semaines.

1. Renseignements dus à l'amabilité de M. le secrétaire général de la Mutualité Maternelle d'Angers.

La Mutualité Maternelle a établi des consultations de nourrissons qui commencent à être très fréquentées; l'article 29 des statuts prévoit, lorsque le budget de la Société le permettra, l'établissement d'un dispensaire médical et une indemnité de 6 francs par semaine pour permettre un repos de quatre semaines avant l'accouchement. Les nouveaux statuts prévoient aussi des secours extra-statutaires qui seront donnés aux femmes les plus dignes d'intérêt; le fonds de secours sera pris sur les dons sans affectation spéciale, sur le produit de bals, loteries, etc., mais pour y avoir droit, la femme devra être déjà inscrite comme sociétaire. Comme dans toute mutualité maternelle: diminution de la mortalité infantile, chez les enfants mutualistes, bonne santé de la mère qui a pu se reposer. C'est ainsi que pour l'année 1910, de janvier à décembre où il y a eu 22 accouchements, on note: un seul mort-né et un enfant n'ayant vécu que deux jours. Les autres sont en parfaite santé.

« Malheureusement, m'écrit le secrétaire de cette intéressante institution, nos services sont un peu méconnus et encore mal compris par beaucoup. » Ce n'est que par la propagande intensive et des conférences que l'on peut arriver à étendre les bienfaits de la Mutualité Maternelle. La Mutualité Maternelle d'Angers s'est du reste engagée dans cette voie.

Organisée en 1902 par le Comité Mutualiste du Var, la Mutualité Maternelle du Var ne put, tout d'abord, fonctionner. Il est vrai que les statuts prévoyaient une cotisation annuelle de 3 francs, car on ne comp-

tait recueillir d'adhésions que parmi les femmes ne dépassant pas l'âge de 40 ans. La cotisation, bien que minime, était encore trop élevée sans doute.

En 1904, M. Ed. Fuster, aujourd'hui professeur au Collège de France, frappé des résultats que la Caisse de réassurance de Toulon avait su obtenir, par l'application de la loi du plus grand nombre et de la cotisation la plus faible, conseilla d'en faire autant pour la Mutualité Maternelle par le groupement collectif de chaque Société et par le versement de 0 fr.10 par mois, par tête de sociétaire de tous âges.

Les conseils de M. Fuster furent écoutés, on put grouper immédiatement quatre Sociétés et la Mutualité Maternelle du Var fut approuvée par arrêté ministériel du 20 février 1905.

Les participantes sont de deux sortes : celles faisant partie d'une société de secours mutuels adhérant pour la collectivité de ses membres et celles adhérant individuellement. Les premières versent 0 fr. 10 par mois et les secondes 0 fr. 25.

Les accouchées devaient s'abstenir de tout travail pendant les *deux semaines* qui suivaient l'accouchement. L'indemnité accordée était de 12 francs par semaine et pouvait être, à titre exceptionnel, prolongée pendant quatre semaines, sur la demande de l'intéressée, appuyée d'une attestation du médecin. Dans aucun cas l'indemnité ne pouvait être accordée pendant plus de six semaines. Une prime de 20 francs était accordée à la mère qui allaitait elle-même son enfant.

En cas d'accouchement double, l'indemnité hebdo-

madaire était augmentée de moitié par semaine de vie des jumeaux. En cas de décès de l'un des enfants, l'indemnité simple se continuait pour le survivant. Si la mère de l'enfant venait à décéder, l'indemnité était accordée pour l'enfant à la condition que les soins lui soient assurés.

Un capital de réserve devait être constitué avec le quart des cotisations des membres participantes, les versements des membres honoraires, les subventions, etc., afin d'assurer le paiement des indemnités statutaires.

Des modifications ont été apportées aux statuts pour permettre l'adhésion des sociétés d'hommes et des sociétés familiales, de manière que les femmes des membres de ces sociétés puissent profiter des avantages de la Mutualité Maternelle dans les mêmes conditions que celles tracées pour les Sociétés féminines.

Les dispositions précédentes sont toujours en vigueur, sauf pourtant celles concernant la durée du repos exigé qui a été porté à quatre semaines après l'accouchement, ce qui a entraîné la suppression de la faculté de prolongation, et la réduction de 12 francs à 8 francs de l'indemnité hebdomadaire. L'effectif des membres participantes a varié en 1905 de 1325, en 1906 de 1347, en 1907 de 1535, en 1908 de 1580, en 1909 de 1662. Actuellement la Mutualité Maternelle du Var groupe 5 sociétés de femmes et son effectif est de 1.660 participantes dont six seulement à titre individuel.

Le nombre de femmes susceptibles de participer aux avantages sociaux peut être évalué à la moitié de l'effectif soit à 830.

Toulon n'étant pas un centre industriel, les Sociétaires peuvent être placées dans la catégorie des ouvrières travaillant à domicile, des employées de magasin... Au 1^{er} décembre 1910, la Société avait indemnisé 222 accouchements, soit 42 en 1906, 38 en 1907, 55 en 1908, 45 en 1909 et 41 en 1910 d'où une moyenne annuelle de 44. Les primes d'allaitement ont été de 22 en 1906, 29 en 1907, 37 en 1908, 29 en 1909, 29 en 1910.

Après avoir fait face à tous ses engagements, le capital de réserve de la Mutualité Maternelle est de 6.546 fr. 70.

La situation est donc particulièrement satisfaisante ; M. Fuster peut être fier d'avoir produit, grâce à sa bonne parole et ses intelligents conseils, ce premier résultat. La Mutualité Maternelle du Var songe à créer un dispensaire médical, une consultation de nourrissons, mais si elle est encouragée par les subventions de l'État, le Conseil Général et la Commune sont parcimonieux de leur aide pécuniaire : « on n'y compte pas du tout » m'écrit la présidente. Quant aux membres honoraires, la Mutualité Maternelle en compte peu, et ceci contrairement à ce qui se passe dans d'autres contrées. A Toulon les personnes qui pourraient aider la Mutualité Maternelle préfèrent secourir les œuvres de pure charité, au nombre desquelles il répugnerait à la Mutualité Maternelle d'être comprise.»

La Mutualité Maternelle du Var devrait, si l'on se base sur le nombre des sociétés de secours mutuels du département, compter plus de sociétés participantes. 5 sociétés féminines seules en font partie ; pas même une société familiale, pas même une société mixte. C'est que malheureusement on ne comprend pas encore dans ce pays la nécessité d'un repos obligatoire d'au moins quatre semaines après les couches. C'est une constatation douloureuse, mais réelle. Même dans les milieux mutualistes, on a une arrière-pensée sur la nécessité de ce repos. Ainsi avant que les statuts de la Mutualité Maternelle du Var aient été modifiés, le repos obligatoire n'était que de quinze jours. On l'a porté à quatre semaines ces temps derniers, mais savez-vous pourquoi ? « Dans le but de se procurer de nouveaux avantages en participant aux subventions accordées par le ministre de l'Intérieur aux mutualités maternelles qui assureraient le repos de quatre semaines. » C'est du moins ce que nous écrit M^{me} la Présidente de la Mutualité Maternelle du Var. C'est du reste l'avis presque général que quatre semaines de repos, c'est trop. « Nous ne voulons pas entrer en controverse avec les sommités médicales au sujet de ce repos de quatre semaines, mais nous croyons que cette nécessité ne se faisait pas sentir d'une façon absolue dans notre région. Ce repos de quatre semaines serait même quelquefois considéré comme un mal, la femme craignant de ne plus retrouver sa place en rentrant au magasin. » Cette rai-

son était peut-être vraie avant la loi Engerand du 27 novembre 1909, mais depuis la promulgation de cette loi, toute ouvrière n'a plus à craindre de perdre son emploi, ce souci lui est désormais évité et elle n'a qu'à prévenir le chef de la maison qui l'occupe de la cause du congé qu'elle est obligée de prendre. Que les mutualistes de Toulon écoutent avec confiance les conseils des médecins qui sont unanimes à trouver ce repos de quatre semaines nécessaire — quelques-uns même demandent un long repos — et qu'ils pensent qu'en ayant porté à quatre semaines le repos consécutif à l'accouchement, ils ont donné un bien-être normal à la femme affiliée, et ne lui ont causé aucun tort !

Il existe dans le département du Gard une Mutualité Maternelle fondée par l'Union départementale des sociétés de secours mutuels. La Mutualité Maternelle du Gard peut être considérée comme un type de mutualité maternelle, réalisée par l'initiative seule d'une union de sociétés mutuelles. Nous sommes heureux de l'étudier pour montrer ce que l'effort combiné de nombreuses sociétés de secours mutuels, aidé par le dévouement inlassable d'une secrétaire comme M^{me} Toureille, peut arriver à faire dans le domaine de l'assurance maternelle.

La Mutualité Maternelle du Gard a été fondée en 1908, mais il y a longtemps que la constitution de cette société était à l'étude dans le département du Gard. Dès 1905, à Nîmes même, au comité d'alliance d'hygiène sociale la question fut étudiée par la sec-

tion de la Mutualité. Elle fut plus tard reprise par l'union des sociétés mutuelles et à l'assemblée générale du 16 février 1908, sur la demande de M^{me} Tourcille qui avait été déléguée au Congrès de Nice de 1907, une commission d'initiative fut nommée avec plein pouvoir pour réaliser le projet qui avait été assez longuement mûri.

Pour ses débuts, la Mutualité Maternelle du Gard voulant, avant tout, tenir ses engagements et faire une œuvre durable, exigea de ses membres une cotisation de 6 francs par an, un stage de douze mois pour avoir droit à l'indemnité de 9 francs par semaine et cette indemnité même n'était versée que pendant trois semaines.

Bien entendu ce repos de trois semaines devait être porté à quatre semaines, aussitôt que le budget le permettrait, et comme nous le verrons, les quatre semaines de repos avec indemnité, sont accordées aujourd'hui à l'affiliée de la Mutualité Maternelle.

La commission d'organisation s'était efforcée de mutualiser la Mutualité Maternelle, d'en faire une association mutualiste de deuxième degré, une réassurance pour la maternité (1).

Elle réservait des droits aux isolées, mais sa propagande se portait surtout du côté des sociétés de secours mutuels dont elle désirait l'adhésion collective. Le

1. Renseignements dus à l'amabilité de M^{me} Tourcille, *secrétaire générale de la Mutualité Maternelle du Gard*.

1^{er} janvier 1909, la Société comptait déjà 4 sociétés adhérentes avec 371 participantes et 8 membres honoraires. Les fonds étaient alors peu élevés mais elle ne se découragea pas. Le 31 décembre 1909 on comptait dans la Mutualité Maternelle 7 sociétés, avec un effectif de 811 participants et 32 membres honoraires,

Pendant cette année 1909, elle avait indemnisé 25 accouchements, payé 22 primes d'allaitement, soldé des frais de propagande et autres, et son budget n'était pas en déficit. De plus aucun décès parmi les 26 enfants ne s'était produit.

Cette année 1910, les 440 francs qui constituent la part allouée à la Mutualité Maternelle par le ministre de l'Intérieur sur les fonds destinés à subventionner les œuvres d'assistance maternelle et du 1^{er} âge, ont permis de réaliser des améliorations ; le repos de couches a été porté de trois à quatre semaines et la Mutualité Maternelle a pu faire distribuer un tract : *Conseils aux mères*, pour essayer de suppléer aux consultations gynécologiques qu'elle n'a pu encore organiser.

La Mutualité Maternelle du Gard comprend aujourd'hui deux catégories de membres bénéficiant de ses avantages. Les participantes qui doivent avoir au moins 16 ans paient un droit d'entrée de 1 fr. 50, une cotisation annuelle de 6 francs et doivent avoir un stage d'un an pour toucher l'indemnité. Les extra-participantes sont des membres ou femmes de membres de Sociétés de secours mutuels ayant adhéré pour l'ensemble de leurs sociétaires. Les sociétés de se-

cours mutuels adhérentes acquittent un droit d'entrée de 5 francs pour 100 membres ou fractions de 100 membres, une cotisation de 1 franc par an et par membre payable trimestriellement. Elles ne font qu'un stage de six mois mais doivent être inscrites à la Société mère depuis un an.

Pour les sociétés familiales et mixtes, le mari et sa femme ne paient qu'une seule cotisation, s'ils font partie de la même Société de Secours Mutuels. De plus pour les sociétés familiales, les jeunes filles au-dessous de 16 ans et les garçons jusqu'à 20 ans ne paient pas de cotisation. Les Sociétés de Secours Mutuels de femmes, d'hommes, mixtes et familiales, peuvent donc être admises dans la catégorie des extra-participantes.

La Mutualité Maternelle donne à toute accouchée sur la présentation d'un certificat de médecin ou de sage-femme, pendant quatre semaines à dater du jour qui suit la délivrance, une indemnité hebdomadaire de 8 francs mais le repos est obligatoire.

Si l'enfant vient à décéder, l'indemnité est intégralement payée.

En cas d'accouchement double elle est portée à 12 francs et ramenée à 8 francs en cas de mort d'un des enfants.

Les 8 francs par semaine continuent à être versés pour l'enfant en cas de décès de la mère. L'indemnité pourrait être prolongée pendant deux semaines, si le médecin en reconnaissait l'utilité.

Une prime de 10 francs est allouée à toute so-

ciétaire allaitant son enfant *pendant deux mois*.

Chaque localité du département est une section de la Mutualité Maternelle s'il s'y trouve des membres en assez grand nombre. Elle est placée sous la surveillance d'une inspectrice, dame de bonne volonté, chargée de veiller à l'observation du repos, de régler les indemnités, etc...

Les 7 sociétés affiliées actuellement à la Mutualité Maternelle du Gard comprennent 5 sociétés féminines, 1 société familiale, 1 société d'hommes.

Grâce à la Mutualité Maternelle, ces sociétés ont pu réaliser de grands progrès sans que leur budget s'en ressentit beaucoup. Certaines qui faisaient déjà quelque chose pour les accouchées, ont maintenant un service de maternité bien mieux organisé, d'autres ont pu rayer désormais de leurs statuts la clause anti-humanitaire qui ne considère pas l'accouchement comme une maladie et refuse ainsi tout secours. Une société d'hommes, la Philanthropique d'Uchaud n'a pas hésité à faire assurer aux femmes de ses Sociétaires les bénéfices de la Mutualité Maternelle.

De nombreuses sociétés de secours mutuels se sont fait inscrire comme membres honoraires, donnant l'exemple de la solidarité.

Il y a aussi un point très intéressant à constater ; c'est qu'avec le même effectif de sociétés adhérentes qu'au 1^{er} janvier 1910 soit 7, la Mutualité Maternelle du Gard comptait au 30 septembre 1910, 930 membres contre 811 au 1^{er} janvier. C'est une

démonstration évidente que grâce à l'assurance maternelle, les sociétés dont le recrutement était avant plutôt lent, voient leur effectif augmenter sensiblement.

L'arrêté trimestriel du 30 septembre 1910 accuse 35 accouchements dont un double ; du 30 septembre au 30 novembre il y en a eu 11 autres et le deuxième exercice aura eu à rétribuer 50 sociétaires, le double du premier exercice.

Le Conseil Général a augmenté sa subvention, de 100 francs elle est passée à 150 francs ; le budget sera bouclé avec un excédent de recettes. D'autre part, les sociétés de Mutualité de fileuses qui se fondent dans les parties séricicoles du département s'affilieront certainement à la Mutualité Maternelle du Gard. Le nombre croissant de ses membres lui donnant plus de ressources lui permettra de compléter et d'agrandir ses services.

Du 1^{er} janvier au 30 septembre 1910, les recettes ont été de 1.598 fr. 75, les dépenses de 1.389 fr. 60. Il a été versé aux 35 accouchées 996 francs pour indemnité de repos de couches, 310 francs pour primes d'allaitement, soit au total 1.306 francs.

Les assises de la Mutualité Maternelle du Gard sont désormais bien établies : les sociétés de secours mutuels se décident à venir à elles. Les sociétés mutuelles de fileuses vont lui apporter un nouveau contingent d'affiliées, fort important.

Pour arriver à ces résultats, la Mutualité Maternelle n'a pas eu à sa disposition des capitaux consi-

dérables. Elle a voulu être une œuvre de mutualité pure, et c'est une véritable assurance maternelle réalisée par l'union au 2^{me} degré. Les ressources financières sont celles de toute société de secours mutuels : comme elle, elle vit des cotisations de membres participants, de cotisations de membres honoraires et de subventions de l'État de la ville et de l'assemblée départementale.

Mais l'aide apportée par les membres honoraires et des donateurs est relativement minime ; c'est ainsi qu'il n'a été en 1909 que de 22,5 % ; l'écart entre le sacrifice fait par les sociétés 62 % et l'aide pécuniaire de membres honoraires et des donateurs 22,3 % est considérable.

La Mutualité Maternelle du Gard est donc bien une œuvre de mutualité pure et elle peut en être fière.

Son exemple devrait inciter les Sociétés de secours mutuels d'autres départements à entrer dans cette voie. En ayant recours à la réassurance que leur permettraient les mutualités maternelles départementales, les sociétés de secours mutuels et spécialement les sociétés de secours mutuels féminines qui doivent comprendre dans leur service l'assurance-maternité, mais qui ne peuvent réaliser efficacement ce service par leurs propres moyens, pourront ne pas craindre de déficit dans leur budget, de ce côté. Cette union au deuxième degré leur permettra d'élargir leur champ d'action et de réparer l'injustice commise pendant trop longtemps à l'égard de

la femme : Les Sociétés créeront ainsi entre elles des liens de solidarité dont on ne pourra attendre que de bons effets.

L'étude détaillée que nous venons de faire de certaines mutualités maternelles et les essais de mutualités maternelles tentés par certaines unions départementales de sociétés de secours mutuels nous font bien présager de ces institutions et nous permettent de légitimes espérances. Ces œuvres ne languissent pas, comme certains se sont plu à le dire ; tout au contraire elles se développent et se propagent.

Sans aller jusqu'à affirmer comme M. Poussineau que « telle qu'elle est, la Mutualité est l'institution qui, par excellence, résout le problème de la dépopulation », nous pensons qu'il faut avoir confiance en elle. Elle seule a apporté jusqu'ici un remède efficace au développement de la dépopulation, en sauvant de nombreux enfants et de nombreuses mères. Les mutualités maternelles peuvent, à bon droit, revendiquer l'honneur d'avoir solutionné rapidement la protection réelle et efficace de la mère et de l'enfant. Elles ont agi et fait œuvre tangible, heureusement pour les mères, pour les enfants, pour la nation, car sans elle, la mortalité infantile sévirait de plus en plus et la population irait sans cesse en diminuant.

Il est vrai que nous possédons de beaux projets de loi préconisant le repos rétribué des femmes pendant les couches et d'ailleurs presque tous irréalisa-

bles à cause des difficultés budgétaires : L'éloquence parlementaire est très belle, très consolante, douée des meilleures intentions, mais on ne peut compter sur ses promesses car elle aboutit, hélas ! rarement à des réalités.

CHAPITRE XIII

Les subventions

Toutes ces œuvres, toutes ces Sociétés ont besoin d'être aidées pécuniairement, aussi bien les œuvres d'assistance privée pure, vu le noble but qu'elles se proposent, que les Mutualités maternelles et les sociétés de secours mutuels indemnisant leurs affiliées à l'occasion de leur accouchement. Néanmoins il nous semble que l'aide pécuniaire doit s'adresser de préférence aux mutualités dont les membres font preuve d'effort pour améliorer leur sort. L'effort personnel de l'individu, pour n'être pas à la charge de la collectivité, doit être pris en considération et encouragé. D'autre part, tous les services rendus par ces Sociétés nécessitent des dépenses considérables. Communes, Départements, État, organes administratifs et directeurs de Sociétés doivent largement subventionner ces œuvres.

Les communes, départements, ne sont-ils pas intéressés à ce que toutes ces institutions prospèrent ? N'est-ce pas le bien-être de leurs administrés qui est en jeu ? Et même moralement n'est-ce pas leur devoir et leur orgueil de compter le plus grand nombre de

prévoyants possibles ? Et budgétairement parlant, n'est-ce pas pour eux des économies à réaliser sur le budget de l'assistance médicale gratuite, s'alourdissant d'année en année ?

Ne vaut-il pas mieux, à tous points de vue, encourager ceux qui sont conscients, prévoyants et qui s'efforcent d'amoindrir les calamités qui peuvent, s'ils n'y prennent garde eux-mêmes, les faire tomber à la charge de l'assistance ?

Aujourd'hui les conseils généraux comprennent — pas tous encore malheureusement — qu'en subventionnant les sociétés de secours mutuels, les Mutualités maternelles, ils soulagent d'autant leur budget de l'Assistance Médicale gratuite et des œuvres départementales d'assistance. Le conseil général de Seine-et-Oise peut servir d'exemple à tous : ses représentants font preuve, comme nous l'avons vu, d'une générosité exceptionnelle à l'égard des sociétés de secours mutuels qui secourent leurs sociétaires en couches.

Les conseils généraux de Seine-et-Marne, du Nord, de la Loire, de l'Aude, de Vaucluse, de la Somme, de l'Hérault et bien d'autres encore, sont entrés dans cette voie. Comme le dit avec raison M. Poussineau, « ils ont compris qu'en n'abandonnant pas la totalité de leurs ressources à la misère qui renonce à tout effort, à la mendicité, ils sauvegardent ainsi l'idée de fierté et de solidarité sociale qu'il est de leur devoir d'entretenir ». Et puis, ces subventions départementales, accordées par des personnes connaissant exac-

tement la valeur et les bienfaits rendus par les Sociétés, ne peuvent les encourager qu'à bien faire et même à mieux faire. « Au point de vue moral, dit M. Frédéric Halimbourg (1), l'action des Conseils généraux est des plus efficaces pour la mutualité. »

Les subsides si modestes qu'ils soient, accordés aux sociétés locales par les élus du suffrage direct du département, déterminent une émulation bien autrement active que ne le sont les avantages que l'État concède d'une façon impersonnelle, automatique.

Les subsides départementaux prennent au contraire le caractère moral d'une récompense régionale qui a d'autant plus de prix qu'elle est décernée sur le terrain même où l'effort mutualiste est né. »

Quant aux communes, leur devoir et leur intérêt est de donner aussi des subventions. Elles ne doivent pas se montrer indifférentes à toutes ces mutualités : n'est-ce pas leur intérêt de diminuer le nombre des imprévoyantes, n'est-ce pas leur devoir d'encourager la prévoyance, d'autant plus qu'elles peuvent connaître au fur et à mesure les résultats et les progrès obtenus par l'œuvre qui sollicite leur concours pécuniaire.

En général les villes écoutent les sollicitations qui leur sont adressées mais y répondent bien faiblement. Quelques villes, comme Paris, qui a accordé 6.000 francs en 1909 à la Mutualité Maternelle de Pa-

1. Cité par Delamarre. *La Mutualité dans le Nord*. Thèse, Droit, Lille, 1910.

ris (1), Lille qui donne 1.200 francs à la Mutualité Maternelle, Vienne qui donne aussi 1.200 francs à la Mutualité Maternelle, sont des exceptions :

Mais si les départements et les communes doivent contribuer à la prospérité de ces institutions, il semble que l'État doit encore faire plus et ne pas marchandier l'aide pécuniaire que l'on attend de lui. N'est-ce pas l'intérêt vital du pays qui est en jeu ? N'est-ce pas la vie même de la Société, de la Nation tout entière ? Ne doit-il pas faire le plus possible pour des œuvres qui cherchent à enrayer la dépopulation et à l'empêcher de devenir un fléau ? Ne doit-il pas encourager de ses deniers tous ceux qui s'efforcent de lui conserver le plus d'enfants possible, pour la défense du sol national, pour sa gloire, pour son génie : Et lui qui n'a rien fait de tangible pour solutionner ce grave problème de la dépopulation, lui dont les représentants n'ont su verser que des flots d'éloquence, doit être d'autant plus heureux de trouver des organes créés et répondant aux besoins ? N'est-ce donc pas son devoir moral, son intérêt financier de subventionner de telles œuvres ? *Devoir moral*. N'a-t-il pas un devoir de sécurité à l'égard de tous les citoyens qui espèrent en lui, mais surtout à l'égard de ceux qui, de par leur situation précaire, ont néanmoins fait tout ce qui leur était possible pour se garantir des maux qui les guettent ? Ne doit-il pas

1. Pour 1911, les subventions du Conseil municipal de Paris et du Conseil général de la Seine se montent à 10.000 francs chacune. (Renseignements dus à M. Robert de la Mutualité Maternelle de Paris.)

pas s'intéresser à tous ces prévoyants qui ont conscience de leur responsabilité et qui essaient d'en atténuer par eux-mêmes les conséquences ?

Intérêt financier ? — Certes, l'État doit venir au secours de toutes les infortunes, mais il ne doit pas abandonner ceux qui ne s'abandonnent pas à leur malheureux sort et comptent sur eux avant de compter sur lui ; en n'encourageant pas les prévoyants, il décourage les initiatives conscientes productrices d'énergie ; il développe le contingent d'assistés qui viennent se partager les miettes d'un budget d'assistance, dont les charges augmentent chaque année, et qui est toujours insuffisant.

Eh bien ! l'État semble-t-il s'intéresser à ces œuvres d'assistance maternelle, à ces mutualités maternelles, aux Sociétés de secours mutuels qui envisagent le risque maternité ?

Il y a à peine cinq ans, en 1906, les subventions accordées par l'État à ces institutions se montaient au chiffre dérisoire de 160.000 francs. Il est vrai que les animaux étaient plus protégés que nos petits enfants, puisque les œuvres constituées en vue de combattre la mortalité du bétail touchaient 900.000 francs sur les crédits du ministère de l'Agriculture.

Certes il est utile de sauvegarder la santé des animaux, mais il nous semble plus intéressant de sauvegarder la vie humaine. C'est ce que M. Engerand, député du Calvados, exposa en 1906 à ses collègues à l'occasion de sa remarquable proposition de loi sur la protection des femmes avant et après l'accou-

chement. Il leur demandait comme complément de sa proposition d'augmenter le crédit prévu au ministère de l'Intérieur d'une somme de 720.000 francs, pour que l'État fit au moins pour les enfants ce qu'il faisait pour les animaux.

Ce crédit de 900.000 francs aurait été employé (1) :

1° A subventionner proportionnellement à l'effort fait par elles et aux résultats obtenus, les œuvres d'assistance maternelle qui garantiront aux femmes une aide matérielle suffisante pour qu'elles puissent se trouver, pendant leur grossesse et après leurs couches, dans les conditions hygiéniques indispensables pour elles et leurs enfants.

2° Pour porter les subventions prévues par l'article 26 de la loi du 1^{er} avril 1898 et l'arrêté du 28 avril 1900 aux sociétés de secours mutuels assurant à la fois le service des retraites et celui de la maladie, ou n'assurant que le service de la maladie, de 1 franc et 0 fr. 50 à 1 fr. 25 et 0 fr. 75 par femme, de 16 à 45 ans, affiliées à une société qui aura inscrit dans ses statuts l'accouchement au nombre des cas motivant l'indemnité ou qui aura abonné ses sociétaires à une mutualité maternelle.

3° Pour allouer aux ouvrières des manufactures et entreprises industrielles de l'État une indemnité journalière égale à leur salaire moyen pendant les trente jours consécutifs de l'accouchement où le travail leur est interdit.

1. Proposition Engerand, 1906, *op. déjà cité*.

Cette partie de la proposition de loi de M. Engerand si raisonnable et si logique pourtant, ne devait pas être réalisée totalement : on vit bien hélas ! que les femmes n'étaient pas électeurs et que ce n'était pas une question électorale qu'il fallait faire aboutir !

Néanmoins la proposition de M. Engerand devait émouvoir la Chambre et aboutir partiellement puisque les crédits alloués aux œuvres d'assistance maternelle allaient être relevés bientôt et que chaque année, les « apôtres parlementaires de la repopulation » allaient arracher à leurs collègues le vote d'un supplément de crédit. La si noble campagne de M. Engerand, secondé par MM. Messimy, Arago, Millerand, et quelques autres, devait porter ses fruits ; on a fait plus que de prononcer de belles paroles, on a commencé à encourager sérieusement l'effort des œuvres d'assistance et de mutualité maternelle et de protection du premier âge. En 1908 le crédit du ministère de l'Intérieur passait de 160.000 à 400.000 francs et en 1909 à 500.000 francs, en 1910 il devait être aussi de 500.000 francs et sur ces subventions la part réservée aux œuvres d'assistance et de mutualité maternelle était considérable.

Cette année même, il a été distribué à la Chambre un amendement du budget de 1911 tendant à porter de 500.000 à 800.000 francs les subventions aux œuvres d'assistance maternelle et de protection des enfants du premier âge.

Voici du reste un tableau intéressant qui montre

la graduation des crédits et le chiffre des répartitions entre les différentes œuvres.

Relevé des crédits inscrits dans la loi de finances pendant une période de six années au chapitre intitulé : (A) « Secours aux sociétés de charité maternelle et aux crèches ».

(A) *A partir de l'exercice 1908, le libellé du chapitre est : « Secours aux œuvres d'assistance maternelle et de protection des enfants du premier âge. »*

Exercices	Nos des chapitres	Articles	Montant des crédits par articles	Montant des crédits par chapitres	Observations
1905	48	1 œuvres d'assistance. 2 crèches.	68.000 » 92.000 »	160.000 »	
1906	47	1 id. 2 id.	68.000 » 92.000 »	160.000 »	
1907	35	1 id. 2 id.	68.000 » 92.000 »	160.000 »	
1908 (A)	35	1 id. 2 id. 3 (B)	303.000 » 92.000 » 5.000 »	400.000 »	(B) Art. 3. Dépenses de la Commission de dépeuplat.
1909	35	1 id. 2 (C)	408.000 » 92.000 »	500.000 »	(C) Par autorisation du ministre en date du 29 décembre 1909, le versement d'une somme de 9.550 fr. a été opéré de l'art. 1 à l'art. 2, modifiant ainsi : Art. 1 ^{er} . 398.450 fr. Art. 2. 401.150 fr.
1910	37	1 id. 2 id. 3 (B)	404.000 » 92.000 » 4.000 »	500.000 »	(B) Travaux de la Commission de dépeupulation, frais résultant des rapports généraux de cette Commission.

Renseignements dus à l'amabilité de M. Roussel du Ministère de l'Intérieur.

Cette subvention d'État est répartie entre les œuvres d'assistance et de Mutualité Maternelle et de protection du premier âge. Elle s'adresse principalement aux sociétés de charité maternelle et œuvres similaires, aux gouttes de lait, aux consultations de nourrissons, aux crèches et aux mutualités maternelles et aux sociétés de secours mutuels lorsque ces sociétés font quelque chose pour leurs affiliées en couches, mais ne prévoient pas un repos obligatoire et l'indemnité de quatre semaines. D'autre part, les sociétés de secours mutuels qui inscrivent l'accouchement au nombre des cas motivant une indemnité et imposant à leur sociétaire un repos de quatre semaines ne touchent pas sur les fonds du ministère de l'Intérieur mais touchent de ce fait des allocations au ministère du Travail et de la Prévoyance sociale.

En effet à la suite d'un amendement dans ce sens, déposé par M. Bonnevey, et de la promesse du ministre du Travail de le prendre en considération, M. le ministre du Travail d'alors, M. Viviani, le 9 janvier 1910, prenait un arrêté accordant des subventions spéciales aux sociétés de secours mutuels accordant des secours aux femmes en couches et leur imposant un repos minimum de quatre semaines :

Le ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

Vu l'article 26 de la loi du 1^{er} avril 1898, etc., etc.

Vu les arrêtés des 28 avril 1900 et 29 mars 1901, etc., etc...

Vu la loi de finances du 26 décembre 1908 qui a élevé le crédit ouvert au ministère du Travail et de la Prévoyance sociale pour subventions aux Sociétés de secours mutuels, en vue d'encourager les Sociétés qui prévoient dans leurs statuts des indemnités pour le repos d'accouchement ;

Vu l'avis émis par le Conseil supérieur des Sociétés de secours mutuels, dans sa séance du 25 novembre 1909.

Arrête :

ARTICLE PREMIER

En outre des allocations déjà prévues par les arrêtés des 28 avril 1900 et 29 mars 1901, une subvention spéciale sera accordée chaque année, à raison de 0 fr. 50 par femme participante, âgée de 16 à 45 ans, aux sociétés de secours mutuels qui, ayant prévu dans leurs statuts l'accouchement au nombre des cas donnant droit aux secours de maladie, imposeront à leurs participantes l'obligation d'un repos de quatre semaines après les couches. Ces subventions ne seront pas assujetties aux maxima déterminés par les barèmes du 28 avril 1900.

ART. 2.

Le Directeur de la Mutualité est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 9 janvier 1910,

RENÉ VIVIANI.

Dans une circulaire du mois d'août de la même année, adressée aux préfets, M. le ministre du Travail spécifiait que ces allocations ne pouvaient pas être accordées aux mutualités maternelles, mais aux seules sociétés de secours mutuels, exigeant un repos obligatoire de quatre semaines, dont la cotisation simple ou globale pour les femmes de 16 à 45 ans sera égale ou supérieure à 5 francs et le ministre ajoutait : « Il est bien entendu que le calcul de l'allocation ne portera que sur les sociétaires participantes, femmes âgées de 16 à 45 ans et ayant droit éventuellement, d'après leurs cotisations, aux secours d'accouchement. »

Les allocations du ministre du Travail ne s'appliqueraient donc pas à tous les membres de la Société, mais seulement aux seuls membres femmes de 16 à 45 ans.

Il semble que dans la distribution des crédits aux œuvres d'assistance et de protection du premier âge — crédits dont nous avons parlé plus haut — le gouvernement ait voulu avec raison proportionner la subvention à l'effort fait par l'initiative privée. Dans toutes les circulaires des ministres de l'Intérieur aux préfets des départements, on retrouve constamment le souci de cette idée : « L'augmentation du crédit doit avoir pour conséquence un examen plus attentif encore et plus minutieux des titres que peuvent invoquer les diverses œuvres à l'effet d'obtenir une subvention. Il convient qu'à une contribution plus forte demandée au budget de l'État, corresponde une

certitude plus grande que la subvention accordée aura un effet utile et que par là, une diminution sera réalisée dans la mortalité des enfants. » (Circularaire du ministre de l'Intérieur du 10 sept. 1908.)

D'après le décret du 21 juin 1909 toute œuvre qui demande à participer à la répartition du fonds de subvention doit faire parvenir au préfet une requête accompagnée de tous renseignements permettant d'apprécier le but, le caractère de l'œuvre, ses moyens d'action. L'état de ses ressources, ses résultats et le compte moral et le compte financier du dernier exercice ; les statuts, les rapports annuels doivent être joints.

Les diverses sociétés ont du reste, par ailleurs, des questionnaires types à remplir, questionnaires établis par le ministère de l'Intérieur. Le préfet doit s'enquérir de tous renseignements nécessaires auprès de l'Inspecteur départemental de l'assistance publique, des municipalités, etc.

Il doit aussi consulter le Comité départemental de protection des enfants du premier âge, et exposer l'état de la mortalité infantile dans son département et dans les villes où se trouve le siège des œuvres. Son avis personnel motivé sur les œuvres, doit accompagner chaque demande de subvention.

Une commission spéciale siégeant au Ministère de l'Intérieur instituée par l'article 47 de la loi du 26 décembre 1908 et dont la composition a été déterminée par décret, est chargée de répartir le crédit spécial de subvention entre les œuvres d'assistance mater-

nelle et les œuvres de protection des enfants du premier âge. Des sénateurs, des députés, des personnalités éclairées comme le directeur de la Mutualité, le directeur de l'Administration Générale de l'Assistance Publique de Paris, le président de la Mutualité Maternelle de Paris en font partie.

Il semble donc que les subventions de l'État soient attribuées le mieux possible et avec le plus de garantie possible, aux œuvres obtenant le plus de résultats.

Le Gouvernement, du reste, en organisant son système de distribution et dans la pratique, s'est efforcé de réaliser le désir des mutualistes, des mutualités maternelles et des sociétés de secours mutuels. Voici le vœu soumis et voté au premier Congrès National, des mutualités maternelles, novembre 1908 :

« Le Congrès est d'avis que les subventions et encouragements de l'État sur les fonds du chapitre 35 du budget de l'Intérieur, que ceux des départements et des communes devraient aller exclusivement aux œuvres de protection des femmes enceintes et en couches qui font l'obligation du repos dans les conditions établies par le corps médical.

« Que d'une manière générale, les subventions dev-
« vraient être attribuées non pas sous la forme d'une
« indemnité fixe mais sous celle d'une indemnité pro-
« portionnelle au nombre des femmes secourues.

« Qu'en ce qui concerne les encouragements de
« l'État, une commission spéciale où entreraient des
« représentants des mutualités maternelles devrait
« être chargée d'établir le mode de répartition des sub-

« ventions et que cette commission devrait chercher
« à proportionner les encouragements aux services
« rendus par chaque Société, étant bien entendu que
« le crédit serait divisé en deux parties : l'une en fa-
« veur des mutualités maternelles ou sociétés de se-
« cours mutuels qui ont un service de maternité,
« l'autre en faveur des œuvres de pure assistance ne
« comportant pas de cotisation des intéressés.

« Que des subventions importantes devraient être
« attribuées aux œuvres de mutualité maternelle qui
« font à côté de l'œuvre de mutualité une œuvre de
« pure assistance en accordant l'indemnité et des se-
« cours de toutes sortes à des femmes extra-sta-
« tutaires ne faisant pas partie de la Mutualité Ma-
« ternelle. »

Le ministre de l'Intérieur, dès sa circulaire du 12 septembre 1908 aux préfets, avait déjà pris des mesures pour accorder les plus grosses subventions aux œuvres méritantes.

« En ce qui concerne spécialement les œuvres de mutualité maternelle, disait-il à ses préfets, vous me marquerez si elles garantissent aux femmes une aide pécuniaire suffisante afin qu'elles puissent se reposer avant et après leurs couches et allaiter elles-mêmes leurs enfants. Vous me noterez aussi pour chacune d'elles si elles font du repos et de l'allaitement maternel *une condition même* de l'attribution de secours et vous me ferez connaître enfin le nombre des mères annuellement secourues. »

Il n'y a donc pas à se plaindre du mode employé

dans ces attributions de secours. Ces secours sont donnés selon une méthode rationnelle et proportionnellement aux efforts des œuvres.

Parmi les rapports préfectoraux, quelques-uns ont retenu particulièrement notre attention.

Certains préfets se voient dans l'obligation d'avouer que dans leur département il ne se trouve même pas une œuvre protectrice de l'enfance, mutualiste ou d'assistance pure, et par conséquent susceptible d'être subventionnée.

Témoin cette lettre typique du préfet d'un département du Midi :

14 octobre 1909.

Monsieur le Président du Conseil,

En réponse à votre dépêche du 12 octobre courant relative aux crèches, sociétés de charité maternelle et gouttes de lait, etc., j'ai l'honneur de vous faire connaître qu'il n'existe dans mon département aucun établissement de ce genre.

La crèche qui existe à l'hôpital d'Auch est spécialement réservée aux pupilles de l'Assistance publique et aux enfants non allaités par leur mère. Dans ces conditions elle ne me paraît pas susceptible de participer à la répartition du crédit inscrit au budget du ministère de l'Intérieur.

Veillez agréer, etc...

Heureusement il n'en est pas partout de même et des préfets comme celui du Morbihan font ressortir

la diminution notable dans la mortalité infantile, diminution réalisée grâce aux œuvres qui existent dans le département.

« En 1907, dans mon département, dit-il, le chiffre des naissances s'est élevé à 14.516 et celui des décès survenus parmi les enfants âgés de 0 à 1 an à 1.967 soit mortalité de 13,55 %. En 1908, au contraire, pour 15.167 naissances, la mortalité n'a été que de 1846, soit 12,17 %.

Dans les grandes villes du département, l'amélioration se faisait encore plus sentir : à Lorient, par exemple, la mortalité passait de 22,51 % en 1907 à 15 % en 1908. Amélioration due à toutes les œuvres.

Néanmoins — et c'est triste à constater — de l'examen des rapports préfectoraux et du rapport annuel adressé au Président de la République par la commission de répartition, il ressort qu'il est encore de nombreux départements qui ne connaissent pas d'œuvre protectrice du premier âge. Nous avons constaté ainsi, d'après le rapport du 20 janvier 1910 adressé au Président de la République par le ministre de l'Intérieur, que dans seize départements, il n'y avait aucune œuvre, soit d'assistance, soit de mutualité maternelle et que cinquante-six départements, s'ils étaient munis d'autres œuvres, ne possédaient pas encore de mutualité maternelle.

Les subventions d'État sont plus considérables qu'elles ne l'étaient autrefois, mais l'État ne se montre pas encore assez généreux ; n'est-ce pas malheureux d'être contraint de constater que les quelques

parlementaires protecteurs de nos mères et de nos petits enfants n'ont pas pu encore obtenir une subvention égale à celle donnée aux sociétés qui combattent la mortalité du bétail !

Et même lorsque l'État français versera 900.000 fr. de subventions pour les enfants, comme il le fait déjà pour les animaux, ce sera encore insuffisant ; qu'il ne s'en orgueille pas trop de cette mesure et ne s'en tienne pas là. Il sera absolument nécessaire qu'il augmente ses subventions pour avoir des résultats appréciables, au fur et à mesure de l'accroissement des œuvres déjà existantes et de la création de celles qui naissent chaque jour.

CHAPITRE XIV

Ce qu'il faut faire

Nous venons de passer en revue toutes les institutions qui existent en France pour protéger la mère et l'enfant dans les premiers mois qui suivent sa naissance, et nous avons insisté particulièrement sur les institutions d'assurance maternelle. Nous avons parlé auparavant des différents projets parlementaires, tous projets d'assistance ; il nous reste à nous demander ce qu'il serait utile et possible de faire. Nous avons pu constater qu'en dehors d'une loi qui garantissait aux ouvrières et employées leur emploi pendant leur absence motivée par les couches, il n'y avait aucune mesure obligatoire de protection édictée par le législateur. Pas de repos obligatoire, pas d'indemnité assurée à celles qui prennent un repos nécessaire.

Pouvons-nous néanmoins avoir foi en l'avenir, espérer que les efforts tentés un peu partout par les mutualités dans ce domaine et qui ont déjà donné de si beaux résultats se généraliseront, et nous achèmineront vers une loi normale de repos obligatoire, auquel correspondra l'assurance d'une indemnité normale ?

Oui, il y a certes beaucoup à attendre de ces institutions, beaucoup à espérer de ces mutualités maternelles surtout des sociétés de secours mutuels qui commencent à comprendre et à faire tout leur devoir à l'égard de la femme ; mais il est prudent de ne pas trop s'enthousiasmer.

Lentement, trop lentement, les sociétés de secours mutuels viennent à envisager le risque accouchement, et les sociétés qui sont entrées dans cette voie sont encore trop peu nombreuses. C'est que la mutualité française, telle qu'elle existe aujourd'hui, mutualité libre, volontaire, si elle possède d'éminentes qualités, a aussi pour elle de grands défauts.

La mutualité, telle qu'elle existe aujourd'hui en France, semble d'abord n'être pas suffisamment restée dans son rôle. Sa fonction essentielle, sa fonction primordiale devrait être d'assurer ses sociétaires contre la maladie. La maladie, n'est-ce pas, en effet, pour l'ouvrier le pire ennemi, n'est-ce pas elle qui met en péril son unique capital, ses bras, sa vie, le plus précieux de tous ses biens ? Le premier souci de toute mutualité ne devrait-il pas être de parer de son mieux à ce risque qui compromet l'existence de l'ouvrier et de sa famille ? N'est-ce pas du reste l'intérêt de l'ouvrier d'être bien soigné pour remettre vite en état la force productive qu'il porte en lui et dont la mise en action le fait vivre lui et sa famille ? N'est-ce pas son intérêt et l'intérêt de sa famille, de recevoir, pendant les jours de maladie où il ne pourra pas produire, des subsides qui leur permettent

de vivre ? Malgré ces raisons évidentes, il semble que l'ouvrier qui entre dans une société de mutualité songe davantage à s'assurer une retraite qu'à s'assurer contre la maladie. En France, on a trop souci de la retraite. Demandez à un affilié de société de secours mutuels quels risques lui sont assurés par sa société ; il vous répondra avec satisfaction : « Elle fait la retraite. » Ce spectre de la retraite poursuit l'ouvrier français, l'ouvrier prévoyant, bien entendu. Il faut peut-être rechercher la cause de cet engouement, dans le fait qu'en France, il y a beaucoup plus de gens âgés que de jeunes gens (1). Ainsi, en France et en Allemagne, pour un même nombre d'individus, la France comptait de 0 à 19 ans, 173 unités, de 20 à 59 ans, 260, de 60 ans et au delà 59. L'Allemagne, elle, comptait, de 0 à 19 ans, 222 unités, de 20 à 59 ans, 236, de 60 ans et au delà, 35. Il est bien certain qu'une population comme celle de France, où les gens âgés sont très nombreux, ait davantage le souci de ses vieux jours. Aussi ne faut-il pas s'étonner que sur 4.546.000 assurés français — et le chiffre n'est pas exact — car beaucoup d'assurés font partie de plusieurs sociétés, il y en a à peine la moitié qui sont assurés contre la maladie et encore parmi eux se trouve-t-il des ouvriers aisés et des petits bourgeois qui pourraient être membres honoraires, aider la société de secours mutuels de leurs deniers, au lieu de profiter sans scrupule de ses

1. M. Fuster à son cours.

avantages. On peut dire sans crainte, qu'en France il y a à peine un million d'ouvriers assurés contre la maladie, et c'est tout.

Sur les trois millions d'assurés faisant partie de sociétés de secours mutuels approuvées, 728.000 seuls sont assurés seulement contre la maladie ; 1.207.000 contre la maladie et pour la retraite ; un million pour la retraite seulement. Quant aux fameuses mutualités scolaires, elles ne s'occupent en somme que de la retraite et la question maladie, qui se traduit par une légère indemnité aux parents, est peu de chose. On peut néanmoins constater que 716.767 enfants sont assurés de cette façon.

Sur le nombre des assurés aux sociétés libres, on trouve 220.740 assurés contre la maladie seulement et 51.794 assurés contre la maladie et pour la retraite.

Les Sociétés mutualistes françaises ne font pas assez pour le service de maladie qui devrait être pour elles l'essentiel (1), prévenir la maladie, pour que

1. Quant aux syndicats professionnels, on peut dire qu'ils ne pratiquent pas les secours de maladie. Seul un syndicat, celui de la Fédération des Travailleurs du Livre, donne à ses syndiqués des secours de maladie (12 francs pendant quelques semaines). Mais il s'agit d'un syndicat d'hommes intelligents dirigé par un homme d'élite. J'ai nommé M. Keufer. En dehors de cette caisse, il y a peu de syndicats qui font quelque chose pour la maladie. Cela tient au petit nombre des syndiqués en France et à la faiblesse des cotisations qui servent avant tout à alimenter la caisse de grève ; nos syndicats professionnels sont loin de ressembler aux trade-unions anglaises qui cherchent avant tout à réaliser pratiquement le bien-être de l'ouvrier par leurs sociétés de retraites, leurs secours de maladie. Les secours de grève

l'ouvrier reste plus longtemps en état de travailler et de gagner sa vie.

Et même les sociétés mixtes qui assurent contre la maladie, au lieu de chercher à établir un service normal, se sont efforcées d'y satisfaire le moins possible.

Elles se sont montrées très sévères à l'égard des femmes, du fait qu'elles payaient moins et ce moins n'était pourtant pas considérable : les statuts des sociétés ne leur consentaient pas la plupart du temps d'indemnités en cas de maladie et ne leur donnaient que les soins médicaux et presque toujours l'éternelle clause antihumanitaire « que l'accouchement n'étant pas une maladie ne donne pas lieu à indemnité et aux soins médicaux » s'y trouvait contenue.

Aujourd'hui elles semblent revenir de leurs erreurs et comprendre enfin que si au point de vue physiologique la maternité n'est pas une maladie, elle peut le devenir ; si la maternité n'est pas protégée, en effet, que de complications, que de maladies, résultant d'absence de soins ou de mauvais soins, peuvent naître !

Le mouvement de protection, réalisé par les sociétés de secours mutuels à l'égard des femmes en couches, se dessine trop lentement, et encore, les sociétés

en Angleterre sont toujours dispensés avec parcimonie ; aussi est-ce peut-être là une des raisons pour lesquelles la gréviculture ne fleurit pas dans ce pays. Seule l'Angleterre est le pays qui depuis vingt ans, a vu le nombre de ses grèves diminuer. Heureux pays ! si l'on pense que pendant ces vingt ans, dans tous les autres pays, les grèves ont triplé !

tés de secours mutuels entreraient-elles toutes dans cette voie, le nombre des femmes secourues serait minime et les sociétés, si elles n'étaient pas soutenues fortement par l'État, ne pourraient pas subsister. C'est là un grand reproche à adresser aux mutualités françaises, comme aux mutualités de presque tous les pays. Il est bon de remarquer l'imprudence avec laquelle les mutualités françaises organisent leurs efforts. L'évaluation approximative du risque que l'on veut assurer devrait être préalable. Tout risque peut et doit être évalué si l'on ne veut pas courir à la faillite.

Des enquêtes, des études particulières de chaque risque, de chaque catégorie de personnes, habitant tel ou tel pays, exerçant telle ou telle profession sont à faire. Ainsi en ce qui concerne le risque-maternité, on doit constater qu'en France les sociétés de secours mutuels n'ont pas cherché à le chiffrer pas plus du reste que les autres risques ; il y a pourtant des points de repère ; pour la maternité qui nous occupe, il est certain qu'une femme qui entre dans une société de Secours Mutuels à 20 ans a plus de chance d'avoir des enfants qu'une femme qui y entre à 40. Si l'on ne veut pas compliquer le problème et établir pour chaque âge une cotisation déterminée et variable, il semble que l'on puisse établir une cotisation moyenne qu'aura à payer toute affiliée et qui ne mettra pas en péril les finances de la société.

Si toutes les femmes actuellement sociétaires de mutualités étaient assurées contre le risque-accouche-

ment, ce serait certes déjà un grand progrès, mais ce ne serait pas l'idéal ; les femmes qui font partie des sociétés de secours mutuels sont une infime minorité. On peut espérer, sans doute, que si les sociétés de secours mutuels les indemnisent et les soignent lors de l'accouchement, l'effectif de ces sociétés ira sans cesse en grossissant. Mais les recrues que pourra glaner la mutualité ne seront pas encore assez nombreuses. L'assurance libre, volontaire, possède de grandes qualités, elle a surtout une haute valeur morale, elle développe et fortifie davantage le sentiment de la responsabilité personnelle, s'adapte mieux aux besoins individuels, elle prévient plus facilement les abus, comme la simulation, par exemple.

Mais l'éducation mutualiste du peuple est difficile à faire. L'assurance volontaire, comme l'a dit M. Schmoller, ne groupe la plupart du temps que des personnes déjà intelligemment et économiquement constituées en élite et presque jamais les couches inférieures de la population, celle qui a précisément le plus grand besoin de l'assurance.

Les mutualistes français sont peu nombreux par rapport à la population ouvrière française, mais le contingent mutualiste ouvrier est surtout peu nombreux. C'est que l'esprit de solidarité et les pensées généreuses ne sont pas malheureusement les seuls facteurs qui déterminent l'entrée des ouvriers dans les sociétés.

L'assurance obligatoire qui a aussi ses avantages et ses défauts semble nous mener toutefois à une

solution pratique. Elle a l'avantage de grouper les gens qui ont le plus grand besoin d'être assurés et permet d'atteindre le but vite et sûrement. D'autre part, la loi des grands nombres joue ici avec toute sa puissance : le grand nombre des assurés permet d'évaluer strictement le coût du risque et d'abaisser le coût des cotisations représentatives de chaque risque à son strict minimum. Et même pour l'assurance maternité indépendante de toute assurance maladie, cette obligation semble encore plus nécessaire car avec l'assurance libre qui ne voit venir à elle que des femmes ayant de grandes chances de devenir mères, l'assurance doit tenir ses engagements trop tôt et n'a pas le temps d'accumuler les réserves nécessaires dont elle pourra avoir besoin pour indemniser tous les accouchements qui peuvent se succéder rapidement. L'assurance maternelle rattachée à l'assurance-maladie obligatoire, telle est la vraie solution du problème.

« Le but de l'assurance sociale qui est de garantir en vue de maintenir leur existence économique, les couches économiquement faibles de la population contre la diminution ou la perte de leurs capacités de gain consécutive à la maladie, à l'accident, à l'invalidité et à des événements « similaires » nous semble être atteint à l'aide de l'assurance obligatoire et à l'aide d'elle seule.

Mais si l'assurance obligatoire contre la maladie nous semble nécessaire pour protéger efficacement la classe ouvrière, en général, nous pensons que

cette assurance obligatoire « maladie » doit être désirable pour la femme ouvrière.

La femme ouvrière est économiquement et physiquement plus faible que l'homme. Ses salaires sont moindres ; elle ne peut pas mettre autant de côté que lui pour parer aux risques de maladie de toutes sortes. C'est donc un avantage pour elle d'entrer dans une mutualité où elle s'assurera à bon compte, ce qui lui permettra de ne plus avoir le souci des pertes amenées par un chômage involontaire. Ce sera même lui rendre un grand service que de la forcer à rentrer dans une mutualité ; l'ouvrière a en effet peu de goût pour l'association : elle aime être libre et disposer de ses gains ; elle entre à l'atelier, tout au moins la jeune ouvrière, avec l'espoir d'en sortir bientôt, mais la plupart du temps, les circonstances la contraignent à y passer presque toute sa vie. Et puis, il faut bien l'avouer, si souvent la femme n'entre pas dans une société de secours mutuels, c'est qu'elle n'y est guère encouragée ; la plupart du temps, elle est regardée comme une paria, comme une importune dont on ne souhaite pas la venue (1).

1. Nous donnons en exemple aux sociétés de secours mutuels, la Société amicale de secours mutuels de la céramique et de la verrerie, qui se montre fort généreuse à l'égard des femmes sociétaires. L'article 33 de cette société nous apprend que les couches des femmes donnent droit aux mêmes secours que la maladie, c'est-à-dire aux indemnités quotidiennes de 2 francs par jour, pendant les deux premiers mois, de 2 fr..25 par jour pendant les mois suivants, et de

L'obligation pour toute ouvrière ou employée salariée de faire partie d'une société de secours mutuels assurant le service de maladie, et le service de maternité, devrait exister.

Sans doute il est nécessaire que les sociétés de secours mutuels qui seront tenues d'assurer ces services revisent leurs tarifs. Il faudra qu'elles évaluent avec plus d'exactitude le coût des différents risques, mais le grand nombre d'affiliées de tout âge leur permettra d'assurer complètement moyennant des cotisations relativement minimes, toutes leurs affiliées.

La prime de réassurance qui leur permet de se décharger de leurs services de maternité sur les mutualités maternelles, souvent créées par elles-mêmes, devra être aussi relevée, mais néanmoins leur donnera la garantie d'un service spécial bien organisé et dont le coût ne sera pas encore très élevé.

Ce système d'obligation pour toutes les ouvrières ne pourra donner que de bons résultats ; en versant

2 fr. 50 pendant les cinquième et sixième mois. Remarquons aussi l'intelligente progression des secours de maladie ! La société qui s'était contentée jusqu'à cette époque de ces mesures déjà très favorables, vient dans son Assemblée du 9 avril, d'adopter un vœu encore plus favorable aux femmes en couches. Désormais les femmes en couches seront même mieux traitées que les autres sociétaires. En effet, du fait du vote de la proposition de M. Mely, l'article 33 des statuts se trouve augmenté du paragraphe suivant : « Les femmes en couches ont droit à une allocation de 4 francs par jour à condition qu'elles observent un repos complet de quatre semaines et ne reprennent leur travail quotidien qu'à l'expiration de ce délai. L'inobservation de cette condition entraînera la suppression de cette allocation. »

sa cotisation, la femme jeune paiera pour les soins à donner par exemple au cancer de la femme âgée, la femme âgée paiera pour les soins à donner lors de l'accouchement à la jeune femme. Chaque risque pris en particulier reviendra moins cher : c'est ainsi que l'on peut espérer que grâce au grand nombre d'affiliées et aux différents risques assurés, le risque-accouchement, au lieu de coûter 25, 30, 40 francs comme il coûte au moins aujourd'hui à une société française, pourra ne coûter, comme cela existe en Allemagne, que 3 ou 4 francs ; avec le mélange des risques, un équilibre, une égalité se produit forcément.

De plus la femme sera assurée non seulement contre le risque-accouchement mais contre tous les risques de maladie.

Il semble que l'obligation imposée à la femme ouvrière sera bien faible, en raison des services rendus. Et puis n'y a-t-il pas, du reste, au-dessus de la liberté de l'individu, son intérêt et l'intérêt national ? C'est en ce sens que l'obligation doit être comprise. L'obligation d'assurance pour le risque maladie, et le risque accouchement doit être considérée comme un bien léger empiétement sur sa liberté et si l'on considère les avantages qu'il retirera de cette obligation, l'État a le droit d'imposer l'obligation aux imprévoyants et doit chercher à réduire le plus possible son contingent d'assistés. En imposant l'obligation, l'État ne fait que son devoir. Il doit éduquer l'individu et lui imposer cette prévoyance nécessaire, il doit le rendre prévoyant malgré lui, et encourager

cette prévoyance. Ce n'est pas en accordant de l'assistance et toujours de l'assistance, qu'il fait progresser l'individu. Il manque son but ou le fausse.

En encourageant la prévoyance, en la forçant même, il rend service à ses citoyens : service matériel, service moral : Les prévoyants pourront porter la tête haute.

L'application de la loi d'assurance obligatoire serait très facile : Pas besoin d'organes nouveaux.

C'est aux sociétés de secours mutuels déjà existantes et légèrement réorganisées, assurant à leurs membres un service maladie plus complet, et un service maternité minima, c'est-à-dire le repos obligatoire indemnisé pendant quatre semaines et les soins médicaux, que le produit de l'assurance obligatoire serait remis. Il serait parfaitement inutile de créer un service de bureaucratie d'État spéciale.

Les sociétés de secours mutuels françaises sont gérées par des personnes dévouées et il est nécessaire de leur laisser leur liberté d'action et d'administration.

L'État devra s'intéresser de plus en plus à ces sociétés par une contribution pécuniaire toujours plus forte, les patrons devront aussi, comme beaucoup le font du reste déjà, se montrer généreux à leur égard.

Arriver à cette assurance obligatoire de tous les ouvriers, et surtout des femmes, serait déjà un grand progrès, mais ce serait insuffisant. Les fonds alimentant le budget des sociétés de secours mutuels, ne seraient pas, sans doute, encore assez élevés pour assurer parfaitement tous ces services, et surtout le

service maternité, car en une pareille matière, il ne faut pas secourir qu'à demi, il faut secourir largement et il faut secourir scientifiquement, rationnellement, conformément aux progrès de la science et de l'hygiène moderne. Il faut perfectionner chaque jour, faire mieux et toujours mieux. Or, tous ces services, pour être parfaits, coûtent très cher ; c'est ainsi que nous pensons que les sociétés de secours mutuels et les mutualités maternelles pourront certainement assurer à l'aide des cotisations de leurs affiliées et des subventions des membres honoraires, patrons et autres, le service d'indemnité pécuniaire chiffrable, mais il nous semble que pour les services annexes, les soins si complexes et si différents à donner à chaque femme enceinte, en particulier, pour la création et le fonctionnement d'organes spéciaux destinés à surveiller la femme pendant sa gestation, dispensaires de grossesse, pour les consultations de nourrissons et les services postérieurs à l'accouchement, il ne suffit pas de la bonne volonté, des conseils éclairés, des médecins et des dames visiteuses, il faut de l'argent et beaucoup d'argent.

Ne pourrait-on donc pas créer une caisse de maternité spéciale alimentée par un impôt spécial et dont les fonds serviraient principalement à permettre aux sociétés de secours mutuels de compléter leurs services, par exemple de faire observer non seulement le repos après l'accouchement, mais encore le repos avant l'accouchement? Quel impôt pourrait bien fournir les fonds à cette caisse ?

M. Poussineau, dans un remarquable rapport adressé à la Commission de dépopulation, préconisait, pour assurer les mères « nécessiteuses » à la Mutualité maternelle, l'établissement d'une taxe sur toutes les femmes de 16 à 45 ans. La taxe aurait été de 2 francs pour les femmes « aisées », de 1 franc pour les autres. L'État et les communes auraient versé pour les indigentes. Le produit de cet impôt aurait suffi à indemniser le repos obligatoire des accouchées « nécessiteuses ».

M. Poussineau, se basant sur le rapport de M. Dron, qui donnait pour l'année 1886 un chiffre de 8.191.816 femmes et de 912.938 naissances. Sur les 912.838 accouchées, 224.000 étaient susceptibles d'avoir droit à une indemnité (1). Pour couvrir les frais de la mutualité maternelle, 8 francs par semaine, et pendant quatre semaines, c'est-à-dire 32 francs plus une prime d'allaitement de 10 francs soit 42 fr., la somme nécessaire aurait été de 9.408.000 francs, tel était le chiffre de dépenses; les ressources auraient été fournies par l'impôt versé par l'ensemble de toutes les femmes :

1° Par les 3.651.000 fr. versés par les 3.651.000 femmes indigentes, ou employées dans l'industrie, etc., ou ayant de nombreux enfants;

2° Par les 9.080.000 francs versés à raison de 2 fr.

1. D'après le rapport Dron: femmes indigentes. Femmes travaillant dans l'Industrie, etc. Familles composées de 4 à 7 enfants, à qui l'indemnité serait due.

par tête par les 4.540.000 femmes aisées : on aurait ainsi obtenu des recettes s'élevant à 12.731.000 francs, chiffre supérieur aux 9.408.000 francs nécessaires : l'excédent aurait servi à donner des secours complémentaires aux femmes non remises, après les quatre semaines, à distribuer des layettes, etc.

L'idée de M. Poussineau, s'il eût été possible de la réaliser, aurait certainement soulagé bien des mères, mais il eût été à craindre que beaucoup de femmes, sachant que moyennant la minime cotisation versée par elle-même ou pour elle, par les départements et les communes elles pourraient être secourues, s'abstiennent de faire partie de la Société comme membres et donc de verser leur cotisation personnelle à la Société.

En dehors du versement de l'impôt — que beaucoup de femmes auraient trouvé moyen de ne pas payer — la nécessité d'obliger la femme à s'assurer à la mutualité maternelle s'imposait, car alors ce n'eût plus été de l'assurance, mais de l'assistance déguisée.

On pourrait penser aussi à un impôt sur les enfants riches ; mais quid de l'enfant riche ? Quel est le critérium sur lequel on se basera pour affirmer qu'un enfant est riche ou ne l'est pas ? Si l'impôt sur le revenu existait, il serait peut-être possible d'arriver à déterminer, en se basant sur le revenu du père de famille, si son enfant est riche ou non ? Mais n'y aurait-il pas une grosse objection à un tel système d'impôt ? En trouvant d'un côté des ressources pour favoriser le développement de ceux qui sont nés, ne

serait-ce pas, d'un autre côté, mettre un obstacle au développement de la population et faire peser sur les familles riches une charge injuste? Parce qu'elles auraient des enfants, les familles riches devraient payer. Un impôt de cette façon ne se comprendrait pas très bien : le fait d'avoir des enfants, qu'ils soient pauvres, qu'ils soient riches, est un bien pour la nation, et ne doit pas faire l'objet d'une redevance pour l'État. L'État a besoin d'enfants, et de quelque source qu'ils viennent, ils doivent être les bienvenus. Un impôt sur les enfants riches, ce serait un bien mauvais moyen de favoriser la repopulation ; ce serait plutôt un moyen tout au moins de réduire l'élan générateur de cette classe et l'on sait que dans les familles vraiment riches comme dans les familles pauvres, les enfants sont très nombreux. D'autre part, au point de vue social, la progression d'enfants riches est à souhaiter car ainsi les très grosses fortunes se dilueront, les revenus immenses seront dépensés, feront vivre le commerce et l'industrie au lieu de s'accumuler et de se capitaliser sans cesse et la Société aura tout à y gagner. On a proposé aussi de mettre un impôt sur les ménages sans enfants, sur les célibataires qui ne se seraient pas encore mariés à un certain âge, par exemple 30 ans ; certes, des impôts de ce genre rendraient beaucoup d'argent, mais ils seraient très mal vus par une grande partie de la population, et ce n'est certainement pas sans doute ce qui déciderait les ménages à avoir des enfants et les célibataires à se marier,

Il faut donc trouver cet impôt indirect, procurant beaucoup d'argent et sûrement et un impôt pas trop impopulaire.

Nous croyons avoir trouvé cet impôt.

Déclarons tout d'abord que l'impôt, pour être supporté facilement, doit être perçu là où l'argent foisonne, où sa valeur diminue pour ainsi dire aux yeux de ceux qui le versent. Et disons aussi qu'il n'est pas indispensable qu'une relation quelconque existe entre le contribuable qui paie et l'assisté qui reçoit. La spécialisation de l'impôt n'est pas une doctrine très appréciée. Il faut et il suffit que le but que l'on poursuit dans sa perception soit essentiellement louable ; et que ceux à qui on le demande n'en ressentent pas une trop grande peine.

Quoi de plus louable, dès lors, que de favoriser les sociétés de mutualité maternelle. Quoi de moins pénible pour le joueur qui pénètre aux champs de courses, par exemple, que d'ajouter quelque obole au prix de son entrée.

Sur toutes les entrées aux champs de courses de chevaux, il serait perçu, en plus du prix d'entrée variable avec l'enceinte où l'on a décidé d'aller, un supplément de 5 % par exemple.

L'on aurait certainement là une source de revenus importants : ces sommes ainsi prélevées seraient versées directement dans la Caisse de Maternité, comme les fonds perçus au profit des pauvres tombent directement dans les caisses des établissements de bienfaisance. Avec le développement toujours plus

considérable de la passion pour les courses de chevaux, maladie aussi répandue que l'alcoolisme, il est certain que les recettes seraient fructueuses.

Le spectacle des courses de chevaux n'a pas encore été imposé, au profit de l'Assistance publique, comme le spectacle des courses de bicyclettes et des théâtres et concerts.

Donc pas de droit des pauvres, pas d'impôts sur ce plaisir au profit de l'indigence (1) pour les spectateurs de courses de chevaux.

Dans la loi du 7 frimaire an V qui règle le droit des pauvres d'une façon précise. Les courses étaient comprises au nombre des spectacles sur lesquels serait perçu un décime supplémentaire du prix d'entrée.

Néanmoins le droit ne fut jamais perçu et le Conseil d'État appelé à statuer sur la question en 1873 conclut à l'inapplicabilité du droit des pauvres sur les entrées dans les champs de courses.

Le public, d'après le Conseil d'État, venait peut-être se divertir aux courses, mais il fallait voir au-dessus le concours sérieux apporté aux éleveurs ; le but poursuivi par les sociétés de courses était, non d'attirer le public, mais d'encourager l'amélioration de la race chevaline, c'est-à-dire un but d'intérêt général.

Aujourd'hui même, l'impôt perçu sur les champs de courses au profit de l'assistance et de l'hygiène publiques n'est formé que de prélèvements sur les

1. Dupin aîné.

enjeux déposés au Pari mutuel. C'est un impôt sur le jeu et non un impôt sur les entrées aux courses.

Les courses constituent pourtant bien pour ceux qui viennent y assister un spectacle comme un autre. Dire qu'on va aux courses pour encourager l'amélioration de la race chevaline est une pure plaisanterie ; 90 sur 100 y vont pour jouer ; d'autre part dans les prélèvements sur le pari mutuel, n'y a-t-il pas un prélèvement obligatoire de 1/100 en faveur de l'élevage, et peut-on avancer qu'un impôt minime sur les entrées aux courses serait pour les sociétés de courses et la race chevaline, une source de ruine ? Nous ne le pensons pas. La majorité du public venant aux courses pour satisfaire la passion du jeu viendra toujours encourager la race chevaline et le nombre des entrées perçues par les sociétés sera aussi élevé que par le passé.

Le joueur ne regardera pas à payer un supplément si minime. Nous avons bien vu ce qui s'est passé pour les théâtres dont les directeurs payaient un tant pour cent sur les entrées à l'Assistance publique. Les directeurs décidèrent de faire payer ce droit par le public. On dit aussitôt : « On ira moins au théâtre, les directeurs font un mauvais calcul. » L'expérience a prouvé qu'il n'en était rien ; les recettes, au lieu de diminuer, n'ont fait qu'augmenter et augmentent chaque année.

Il en serait certainement de même pour les courses, d'autant plus que là, il y a l'attraction du jeu, et que le jeu officiel agrémenté du spectacle est seul autorisé dans les enceintes.

On ne peut donc pas voir d'inconvénients sérieux à l'établissement de cet impôt : le spectacle des courses est un spectacle privilégié et n'a plus aucune raison d'être exempté de la règle habituelle en pareil cas.

En affectant le produit de cet impôt à une caisse de maternité, on ne peut arguer qu'on lésera les intérêts des pauvres et des établissements de bienfaisance. La part leur est assez belle et ce sera faire œuvre de justice que de permettre ainsi aux œuvres de mutualité s'occupant de la crise de la maternité de parfaire leurs services. Le public des courses ne pourrait d'abord rien dire, tous les autres spectacles étant imposés ; de plus, sachant où va l'argent supplémentaire qu'on lui réclame en plus, connaissant le but que l'on se propose, il ne maugréera pas trop et s'habituera vite à cette réforme.

Ne sera-ce pas du reste lui rendre service en l'obligeant à verser cette redevance en faveur des mères ? Il ne suffit pas de penser à la race chevaline, ce sera bien de lui rappeler aussi qu'il y a une race humaine qui souffre, qu'il faut l'améliorer et encourager sa conservation. N'y a-t-il pas, hélas ? dans les clients des sociétés de courses, trop de petites gens, qui viennent risquer les pièces de cent sous qu'ils ont eu bien du mal à gagner et qu'ils feraient bien mieux de garder pour se soigner, eux-mêmes, leurs femmes et leurs enfants (1) ? Une partie minime, il est vrai, de l'argent

1. M. Pataud ne déplorait-il pas cet état de choses : « On se met hélas ! à jouer aux courses dans la classe ouvrière »

qu'ils viennent perdre, servira au moins à quelque chose et sera utile à la classe ouvrière.

Certains diront peut-être qu'ils ne voient pas pourquoi on affecterait spécialement ces ressources plutôt à une caisse de maternité qu'à l'Assistance publique. Nous leur répondrons simplement qu'il n'y a pas plus de raisons, par exemple, pour que des redevances perçues sur des forains alimentent la caisse des écoles, comme ceci se passe à Paris. D'autre part on saura ici où passe l'argent, on saura à quel noble but il est employé !

Les ministres des Finances, sans cesse à l'affût pour trouver un nouvel impôt, capable de les aider à boucler leur budget sans cesse en augmentation, verront sans doute avec déplaisir ce filon leur échapper ! Ils chercheront ailleurs !

Le public ne pourra qu'applaudir à l'emploi aussi raisonnable d'un impôt de ce genre !

Les fonds de la Caisse de Maternité ainsi constituée seraient répartis entre les sociétés de secours mutuels se conformant aux conditions qui seraient fixées pour pouvoir obtenir des subsides de la Caisse. Une commission analogue à celle qui existe aujourd'hui pour la répartition des subventions d'État aux œuvres de mutualité maternelle et de protection des enfants du premier âge, serait chargée de la répartition.

Avec une telle organisation, et même en admettant que l'assurance obligatoire maladie, seule, soit promulguée, une loi obligatoire de repos pour les accou-

chées ne serait plus qu'une formalité à remplir.

Étant certain que le repos de la femme qui travaille pour vivre sera indemnisé, qu'elle et son enfant seront soignés convenablement, le législateur n'aura plus de raisons pour ne pas rendre obligatoire un repos indispensable et jugé nécessaire par les médecins et les hygiénistes.

Mais le législateur doit, avant tout, voter cette assurance obligatoire-maladie.

En admettant que le projet d'assistance de l'honorable sénateur Strauss soit voté prochainement, il ne faudra le considérer que comme une mesure de transition, comme un remède passager. On aura couru au plus pressé, on aura voulu soulager immédiatement ; mais là n'est pas le vrai remède du problème (1). Le seul capable de solutionner efficacement la question est l'assurance obligatoire-maladie, dont le fonctionnement et l'application seraient confiés, comme nous l'avons dit plus haut, aux mutualités déjà existantes. Nos parlementaires devraient se mettre le plus tôt possible au travail pour la faire aboutir.

L'organisation, l'expérience et les résultats admirables de l'assurance obligatoire-maladie allemande,

1. Il en a été ainsi pour les retraites ouvrières; on a commencé par *assister obligatoirement* les vieillards de 70 ans les plus intéressants. Solution de transition (loi avril 1905).

Aujourd'hui, par la loi d'assurance obligatoire du 5 avril 1910, on va assurer tous les travailleurs qui coopèrent de leurs propres deniers à l'assurance qui leur donnera une pension de retraite à 65 ans. Ils ne recevront donc pas une aumône officielle.

que nous étudierons ultérieurement, pourront leur servir de modèle en cette matière.

On ne peut attendre que de bons résultats d'une assurance obligatoire-maladie. Pour les femmes qui nous occupent plus particulièrement, toutes celles qui se trouveront dans une situation précaire, seront certainement secourues sans exception, on atteindra forcément les misères cachées qui, aujourd'hui encore, préfèrent souffrir que de s'humilier à demander un secours à l'assistance publique ou privée; elles ne craindront plus de recevoir les indemnités et les soins, résultats d'un droit qu'elles auront acquis par leurs cotisations. Les femmes de la classe ouvrière, bien soignées, et la classe ouvrière tout entière trouveront leur compte à cette obligation. La classe ouvrière, si elle a des droits, comprendra ainsi qu'elle a des devoirs: le sentiment de la part de responsabilité qui incombe à chaque individu, se développera chez lui, tout au moins chez celui qui n'est pas encore prévoyant et ce sera pour lui d'une excellente éducation morale. Certes il faut aider les humbles, mais si on les aide complètement, s'ils comptent entièrement sur la société, c'est un mauvais service qu'on leur rend. L'assistance est un pis-aller, la prévoyance doit être la règle. Comme le dit M. Édouard Fuster « dès qu'il y a cadeau (même sous l'étiquette de réparation), il y a abus et démoralisation, affaiblissement de la responsabilité » et combien est grave cette situation dans une démocratie ?

Il est donc nécessaire qu'à côté de l'aide de l'État,

des grandes circonscriptions administratives et des membres honoraires, il y ait effort personnel de l'individu, et ce n'est que par l'obligation que l'on pourra obtenir l'effort personnel de la plupart d'entre eux. Espérons donc que les parlementaires français comprendront qu'il est de leur devoir de procéder le plus tôt possible à l'établissement d'une assurance obligatoire-maladie, organisme que des pays monarchiques possèdent depuis longtemps déjà et dont ils peuvent s'enorgueillir à juste titre. L'assurance obligatoire-maladie est la seule solution pour protéger contre la maladie les travailleurs aussi bien hommes que femmes.

C'est la seule solution qui permettra de donner pendant la crise des couches à toute mère ouvrière et à son nourrisson une protection efficace dont les frais auront été supportés en partie par elle. C'est la meilleure manière de réaliser l'assurance maternelle. Le mieux-être de la classe ouvrière et l'avenir de la race sont en jeu. Espérons que nous serons entendus !

DEUXIÈME PARTIE

LES LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES ET L'ASSURANCE MATERNELLE

Nous allons, maintenant, étudier les législations des différents pays européens et rechercher si les ouvrières de ces pays sont mieux protégées que les nôtres.

En 1890, l'Empereur d'Allemagne réunit à Berlin une conférence où 15 États étaient représentés. Parmi les vœux les plus importants votés au cours des débats de cette conférence, un vœu favorable aux ouvrières récemment accouchées fut adopté à l'unanimité.

« Il est désirable que les femmes accouchées ne soient admises au travail que quatre semaines après leurs couches. » Il est bon de remarquer que ce vœu émanait de la troisième commission, présidée par un Français, le regretté M. Jules Simon.

Il y a plus de vingt ans que des représentants éminents de diverses nations ont émis le souhait de voir la femme accouchée se reposer tout au moins pendant quatre semaines.

Voyons donc ce qu'ont pensé de ce vœu les gou-

vernements des nations adhérentes à cette conférence, et quel a été leur effort pour le réaliser ?

Nous avons constaté dans la première partie de notre travail que la femme enceinte ou accouchée était peu protégée légalement en France, et que toutes les mesures tendant à remplacer son salaire pendant son chômage forcé étaient dues en grande partie à l'initiative privée.

Pour les États européens, nous constaterons qu'en général, ils ont presque tous essayé de réaliser le vœu de la conférence de Berlin. Mais ils ne l'ont pas tous fait avec la même efficacité et beaucoup ont pris des mesures qui n'ont pu donner de bons résultats ; ils se sont contentés, en effet, de prohiber le travail pendant ces quatre semaines après l'accouchement et de prendre des mesures favorables à l'allaitement des nourrissons, mais ils n'ont pas envisagé les moyens d'assurer à la femme son salaire. Ils ne se sont pas demandé comment la femme ferait pour vivre et suppléerait au salaire dont elle a à cette époque plus besoin qu'à aucune autre. Ils ont laissé cette tâche à l'assurance libre ou à la bienfaisance privée. Et alors nous savons déjà que les résultats que l'on peut attendre d'un tel état de choses sont bien minimes. Comme l'a dit avec raison M. Paul Strauss au congrès des assurances sociales de Rome (1908) : « La prohibition pure et simple du travail industriel est dépourvue de valeur, dénuée de sanction ; elle ne revêt toute sa force légale comme son autorité morale qu'accompagnée de ressources de remplace-

ment destinées à compenser en totalité ou en partie le gain perdu par le chômage maternel. »

Aussi les États qui ont résolu le problème de la meilleure façon et ont fait œuvre utile sont ceux qui, en même temps qu'ils prescrivaient un repos, assuraient au moins à la femme une partie du salaire qu'elle perdait du fait de ce repos. Dans ces pays la loi est respectée, car elle n'est pas cruelle et la femme n'a pas la tentation d'y déroger ; son pain est assuré ; elle n'aura pas besoin de frauder pour retourner plus vite à l'usine gagner l'argent qui la fait vivre. Loi réellement efficace parce qu'elle ne s'arrête pas à mi-chemin et est logique. Tel est depuis longtemps le cas des lois allemande, autrichienne, hongroise, luxembourgeoise, tel, est depuis peu, le cas de la loi italienne.

CHAPITRE PREMIER

Pays d'assurance libre

§ 1. — La Suisse.

Bien avant la conférence de Berlin, la Suisse avait songé aux ouvrières enceintes et accouchées et pris des dispositions intéressantes en leur faveur. C'est la Suisse du reste qui avait émis, la première, l'idée d'une conférence internationale, idée reprise par l'Empereur d'Allemagne et qui devait aboutir à la conférence de Berlin. Dès 1877, le législateur suisse s'occupe des ouvrières.

Dans la loi fédérale du 23 mars 1877 sur le travail dans les fabriques, nous trouvons toute une série de mesures protectrices en leur faveur. Ainsi interdiction du travail de nuit, repos hebdomadaire, repos d'une heure et demie au milieu de la journée pour s'occuper du ménage et des enfants. Les ouvrières enceintes et accouchées sont exclues du travail des fabriques pendant huit semaines. Sur ce chômage de huit semaines elles doivent se reposer au moins six semaines après leurs couches ; elles sont tenues en effet, lors de la rentrée à la fabrique, de produire un certificat constatant qu'il y a au moins six semaines

qu'elles ont accouché. L'article 15 de la loi fédérale du 23 mars 1877 (paragraphe 1) le dit expressément : « Après et avant leurs couches, il est réservé un espace de temps de huit semaines en tout pendant lequel les femmes ne peuvent être admises au travail dans les fabriques. Elles ne sont reçues de nouveau dans la fabrique qu'après qu'elles ont fourni la preuve qu'il s'est écoulé six semaines au moins depuis le moment de leurs couches. Quant aux autres deux semaines, il leur est loisible de les prendre avant ou après leur accouchement, mais le repos entier doit atteindre huit semaines ; le Conseil fédéral chargé d'interpréter la loi le veut aussi. Donc, une femme qui ne se reposerait pas avant ses couches et se reposerait seulement six semaines après ses couches, ne pourrait rentrer à la fabrique immédiatement ; elle devrait encore chômer deux semaines ; elle aurait fait alors ses huit semaines de repos réglementaire et pourrait alors seulement reprendre le travail. Voici du reste la décision prise le 5 février 1898 par le Conseil fédéral :

« Aucune exception aux dispositions de l'article 15 accordée par une préfecture en faveur d'une femme enceinte n'est suffisante pour dégager la responsabilité de l'administrateur de la fabrique. La prescription de l'article 15 est tout à fait absolue ; ni les autorités de district, ni les autorités cantonales, ni même les autorités fédérales ne sont en droit de s'en écarter. Le législateur a établi une prescription générale sans aucune réserve. La loi dispose que les

huit semaines pendant lesquelles une femme ne peut être admise dans la fabrique peuvent être réparties avant et après les couches, mais que la plus grande partie de ce temps (c'est-à-dire six semaines) doit, dans tous les cas, tomber sur l'époque qui suit les couches et où la mère doit pouvoir se vouer à l'enfant nouveau-né ; que toutefois une femme peut même rester dans la fabrique jusqu'au moment de ses couches, mais en ce cas elle ne peut être admise au travail dans la fabrique qu'après les huit semaines complémentaires au lieu du minimum de six (1). »

Dans cet article 15 de la loi de 1887, se trouve un paragraphe *in fine* qui est de la plus haute importance au point de vue de l'hygiène générale de la femme et surtout de l'hygiène particulière de la femme enceinte.

« Le Conseil fédéral désignera les branches d'industrie dans lesquelles les femmes ne peuvent être admises à travailler » (art. 15 *in fine*). Cette disposition permet au Conseil fédéral d'empêcher la femme enceinte de travailler dans les industries qui pourraient être pernicieuses pour sa santé, l'intoxiquer elle et son enfant, amener des complications à son état et nuire à la bonne évolution de la grossesse. Le Conseil fédéral a usé de ce droit conféré par la loi et un arrêté pris par lui le 31 décembre 1887, exclut les femmes enceintes des travaux au cours desquels se dégagent des vapeurs de phosphore, comme dans certaines opérations de fabriques d'allumettes;

1. Ass. Maternelle Frank, cité par Bertin.

des travaux où l'on manipule du plomb, par exemple de la fabrication des couleurs à base de plomb, des travaux à proximité des pompes pneumatiques à mercure dans les fabriques de lampes à incandescence, des travaux exécutés dans les locaux où se dégage l'acide sulfureux (opérations de blanchiment du coton et de la paille), du nettoyage à la benzine ; de la fabrication d'objets en caoutchouc (travaux au cours desquels se dégagent le sulfure de carbone et le sulfochlorure).

Le même arrêté défend d'employer des femmes enceintes aux travaux exigeant le transport de lourds fardeaux ou exposant à de violentes secousses.

Toutes ces prescriptions d'hygiène protègent utilement la mère et l'enfant.

La loi fédérale du 19 novembre 1902 (art. 12) a étendu les prescriptions de la loi des fabriques aux employées des entreprises de transports et de communication (Postes et Télégraphes, Chemins de fer, Navigation) ; néanmoins elle s'est contentée, pour cette catégorie d'ouvrières moins surmenées, d'une période de chômage de six semaines dont quatre semaines au moins après l'accouchement.

La Législation cantonale s'est emparée de la loi de 1887 et a voulu faire bénéficier de dispositions analogues les ouvrières des petits ateliers. Ainsi les cantons de Bâle (loi 23 avril 1888), Glaris (loi du 8 mai), Zurich (loi du 12 août 1894), Soleure (9 février 1896). Deux cantons même ont pris des mesures extraordinaires en faveur des femmes enceintes. Nous trou-

vons dans la loi du canton de Saint-Gall (26 juin 1893) qu'il est toujours permis aux femmes de cesser le travail après une simple déclaration (art. 4) et la loi du canton d'Argovie autorise les personnes dans un état de grossesse avancée à cesser le travail en tout temps sur simple avis (art. 4). Les législateurs de ces cantons laissent donc la femme seul juge, de ce qu'elle a à faire: pas de préavis, pas de certificat de médecin constatant l'état maladif. La liberté de la femme enceinte de ne pas continuer à travailler au moment où il lui plaît est entière et pour ainsi dire sacrée.

La Suisse semble donc avoir fait beaucoup pour la protection de ses ouvrières ; il faut surtout remarquer les prescriptions d'hygiène prises en faveur des femmes enceintes, prescriptions qui devraient être appliquées dans tous les autres pays ; il y aurait certes moins d'avortements, de mort-nés et d'enfants débiles et souffreteux si les mères ouvrières n'étaient pas empoisonnées, pendant leur grossesse, par l'émanation des produits toxiques qu'elles manipulent.

Quant au repos obligatoire imposé à toute femme accouchée, malgré toutes les précautions ordonnées par le Conseil fédéral (1) à ses inspecteurs du travail pour connaître les femmes enceintes employées dans les fabriques, il semble qu'il ne soit pas bien observé et nombre de femmes s'efforcent de mettre en échec la loi et reprennent le travail trop tôt. C'est

1. Circulaire du Conseil fédéral du 7 avril 1885 aux gouvernements cantonaux.

que le législateur suisse, tout en prenant des mesures sages et raisonnables, n'a pas songé à donner une indemnité compensatrice à la femme qu'il privait de son salaire.

En effet, toutes les institutions qui existent actuellement en Suisse en matière d'assurance et de protection maternelles reposent sur l'initiative privée et l'activité des sociétés de bienfaisance.

D'après une enquête de l'Inspection Fédérale du travail faite pour la période de 1900-1901, les ouvrières de 130 établissements environ recevaient des secours de 5 à 40 francs. Il s'agissait en partie de caisses de maladie de fabrique obligatoires dont les indemnités étaient fixées par des statuts et, d'autre part, de chefs d'industrie qui accordaient de leur propre initiative des secours, soit en espèces jusqu'à concurrence des montants mentionnés ci-dessus, soit en nature aux femmes accouchées.

Peu de fabriques donnent des secours pécuniaires à leurs accouchées, aussi la femme privée du salaire qui la fait vivre cherche à frauder et à rentrer, avant le terme légal, dans une fabrique où elle n'est pas connue. Si l'on découvre cette infraction à la loi, dit le Dr Schüller, inspecteur du travail, elle reste impunie et cela, parce que le patron ne peut pas, naturellement, être condamné dans des cas semblables; quant à l'ouvrière, la loi ne la touche pas (1). De pareils abus contre la loi deviennent de plus en plus fréquents.

1. Schüller, 1896-1897.

Les rapports des inspecteurs fédéraux constatent toujours la non observation de la loi, lorsque l'ouvrière ne reçoit pas une partie au moins de son salaire.

La loi telle qu'elle existe, n'assurant pas aux ouvrières des moyens d'existence pendant le repos qu'elle leur impose, est plutôt mal vue. Même les ouvrières prévoyantes sont, en Suisse, comme ailleurs, fort maltraitées par les statuts des Sociétés de secours mutuels. Ainsi la plupart des Sociétés sont aussi, paraît-il, hostiles à la remise d'une allocation à la femme en cas d'accouchement. Des patrons se rendraient complices de leurs ouvrières par pitié pour elles.

« Un fabricant de cigares, raconte M. l'Inspecteur Raùschenbach (1890-1891) déclarait ouvertement que le cas échéant, il ne s'inquiéterait pas de la loi, et que, dès qu'une ouvrière accouchée lui demanderait à reprendre le travail, il lui en donnerait l'autorisation. Il ferait cela, disait-il, par pitié pour l'accouchée et son nourrisson, qui eux aussi ont besoin de manger. » Il est vrai qu'on pourrait bien objecter à des patrons de ce genre, qu'il vaudrait mieux qu'ils imitent les patrons philanthropes qui améliorent le sort de leurs ouvrières en créant des caisses de maladie ou en leur donnant une partie de leur salaire pour le repos consécutif aux couches, si nécessaire !

Le législateur suisse s'est préoccupé de cette situation (1). Un projet de loi fédérale sur l'assurance con-

1. Il est bon néanmoins de rappeler les déclarations du Dr Schüler à Vienne 1887 et Budapest 1894 ; la loi, quoique imparfaite, aurait

tre les accidents et la maladie de 1905 prévoit l'*assurance maternelle limitée*, dans ce sens que toutes les caisses de maladie qui prétendent à la subvention fédérale seront tenues d'accorder aux femmes en couches, leurs assurées, une indemnité identique à celle qui leur est allouée en cas de maladie. De plus ce secours est donné à la femme pendant les six semaines qui suivent son accouchement, puisqu'elle ne peut légalement rentrer à la fabrique avant ce délai. La caisse de maladie n'a pas à s'occuper si la femme est capable de retravailler avant la fin des six semaines (minimum de secours, 1 franc par jour, de maladie et pendant six mois).

Très peu de caisses-maladie donnent des indemnités à leurs affiliées accouchées ; le législateur suisse pense que l'appât de la subvention fédérale fera changer leur manière de voir ; on ne peut que l'applaudir d'avoir mis de pareilles conditions à l'obtention de ces subventions. Du reste, afin que les caisses soient capables de payer des indemnités semblables, le projet prévoit une allocation fédérale d'un centime et demi par jour d'assurance pour les femmes assurées au lieu d'un centime pour les hommes.

Ce projet de loi a été discuté pendant plusieurs semaines par les Chambres fédérales, et les dispositions relatives à l'assurance maternelle ont été sen-

été la cause d'un abaissement dans tout le pays du taux de la mortalité infantile. L'abaissement aurait été de 5 %.

siblement améliorées au cours de ces délibérations. D'après la rédaction actuelle du projet qui n'est pas encore définitive, quelques divergences existant encore entre les deux Chambres, il ressort que toute caisse agréée serait tenue :

1° D'assurer les femmes aux mêmes conditions, avec les mêmes droits que les autres membres ;

2° D'assimiler les couches aux cas de maladie ;

3° De payer l'indemnité entière aux ouvrières auxquelles la loi imposait de ne reprendre le travail qu'après une période déterminée (repos de six semaines consécutif à l'accouchement).

La subvention fédérale serait de 4 francs par année d'assurance pour les femmes, tandis qu'elle ne serait que de 3 fr. 50 pour les hommes et enfants.

En outre la Confédération serait tenue de verser aux caisses de maladie une *allocation spéciale de 20 francs* pour chaque indemnité payée à des femmes en couches. Les femmes qui allaitent leurs enfants pendant dix semaines auraient droit à une prime d'allaitement de 20 francs à payer par la caisse fédérale (1).

Telles sont les grandes lignes du projet d'assurance-maladie en ce qui concerne les femmes en couches ;

1. M. Fuster rapporte que d'après les statistiques des fabriques sur la natalité, on trouve qu'il se produira six accouchements par 100 assurées et par an ; à raison de 42 jours par accouchement cela fait 252 jours par femme et par an, soit 0,84 jour par année et par an en admettant que les femmes forment le tiers de l'effectif total des caisses. (*Bulletin du comité permanent des congrès internationaux des assurances sociales*, 1908, p. 369.)

la situation de nombreuses femmes se trouvera améliorée, si cette loi est votée. On peut regretter toutefois que le projet ne prévoit pas l'assurance obligatoire, mais exclusivement le subventionnement des caisses libres. *La conséquence en sera que beaucoup de personnes qui auraient absolument besoin d'être assurées ne bénéficieront pas de la loi !*

Diverses sociétés s'occupent aussi des mères. La protection de la mère en Suisse est exercée surtout par la Fédération nationale des Sociétés pour le relèvement de la moralité qui met des asiles à la disposition des femmes qu'elle secourt. La ville de Zurich possède un tuteur officiel qui s'occupe officiellement des mères abandonnées ; cette institution va être imitée par d'autres cantons.

Enfin nous nous plaisons à constater que le nouveau Code civil fédéral qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1912 dans toute l'étendue de la Confédération suisse, cherche à améliorer la situation juridique de la mère par les dispositions suivantes qui visent spécialement la protection de la mère.

1° La recherche de la paternité sera admise jusqu'à un an après la naissance de l'enfant.

2° La demande en recherche de la paternité peut être faite, non seulement au domicile du père, mais aussi au domicile de la mère.

En somme il nous est permis de penser qu'en Suisse, la mère, dont la grossesse est sérieusement protégée par de puissantes mesures d'hygiène, et qui pourra prochainement mettre en action ses droits,

lorsqu'elle sera victime d'abandon, est sur le point d'obtenir l'indemnité compensatrice nécessaire, au moyen de l'assurance-maladie-libre, il est vrai. Pour nous, nous craignons que les prévoyantes libres soient trop peu nombreuses ? Nous préfererions voir le principe de l'assurance obligatoire admis par le législateur suisse, nous lui souhaitons de ne pas avoir de déconvenues !

§ 2. — Espagne. — Portugal. — Roumanie.

ESPAGNE

Le législateur espagnol, dès l'année 1900, a pris des mesures favorables au repos des ouvrières enceintes et récemment accouchées, mesures qui, malheureusement, n'ont pu donner, toutes, des résultats satisfaisants, car, en Espagne, comme dans bien d'autres pays, le législateur a établi une protection incomplète, s'arrêtant à mi-chemin dans son œuvre, décrétant le repos sans assurer d'indemnité.

Nous trouvons dans la loi du 13 mars 1900 (1), sur le travail des femmes et des enfants, tout un article consacré aux femmes en couches et même aux femmes enceintes. L'article 9 nous dit en effet : « Il est défendu d'employer des femmes pendant les trois semaines qui suivent leur accouchement.

« Si une ouvrière demande congé pour cause d'ac-

1. L. du 13 mars 1900 sur le travail des femmes et des enfants, art. 9. (*Annuaire de Législation du travail*, 4^e année, 1910, p. 446.)

« couchement prochain, sa place lui sera réservée de-
« puis le moment où elle aura fait sa demande jus-
« qu'à trois semaines après son accouchement. »

La deuxième partie de cet article 9 est certainement la plus intéressante : elle établit un droit au congé pour l'ouvrière, un droit à la conservation de son emploi, non seulement pendant le temps d'interdiction légal de travail, mais encore à partir du moment où elle aura jugé nécessaire de quitter l'atelier « pour cause d'accouchement prochain ».

Et le règlement du 13 novembre 1900 en vue de l'application de la loi du 13 mars 1900 fixe l'époque à partir de laquelle l'ouvrière pourra solliciter de son patron la cessation de son emploi, tout en étant certaine qu'il lui sera rendu, lorsqu'elle rentrera à l'atelier après ses couches. « Toutes les femmes entrées dans le huitième mois de leur grossesse pourront demander cette autorisation et même, s'il résulte d'un certificat médical qu'à l'expiration des trois semaines, elles ne peuvent reprendre, sans préjudice pour leur santé, le travail qu'elles exerçaient précédemment, leur emploi leur sera réservé une semaine de plus. »

Donc, l'ouvrière espagnole peut, sans crainte de perdre son emploi, se reposer pendant deux mois pour cause de grossesse avancée et d'accouchement.

En outre, le règlement du 13 novembre 1900 édicte une mesure favorable à l'allaitement maternel : les mères qui allaiteront elles-mêmes leurs enfants disposeront d'une heure par jour pour leur

donner le sein. Heure dont elles useront en deux demi-heures ou en quatre quarts d'heure suivant qu'elles iront allaiter chez elles, ou allaiteront dans l'atelier où elles auront apporté leur enfant. Cette heure ne pourra leur être retenue sur le paiement de leur salaire, et de plus « toute mère pourra, en se soumettant à une retenue correspondante, consacrer à l'allaitement de son enfant une période plus longue qu'une heure par jour ».

En somme il y avait déjà dans cette loi et ce règlement de 1900 d'excellentes mesures protectrices dont les effets pouvaient se faire sentir immédiatement : Droit au congé et surtout possibilité de l'allaitement maternel. C'était déjà beaucoup.

De telles prémices permettaient d'espérer davantage. Il y avait bien une interdiction légale de travail de trois semaines après les couches, une possibilité de repos pendant une période plus longue, mais on cherchait en vain les institutions prévues pour assurer à l'ouvrière le salaire de remplacement qui lui était nécessaire pour vivre. L'ouvrière espagnole allait-elle, dans ces conditions, quitter son travail bien avant sa délivrance et user des dispositions légales lui garantissant sa place pendant son chômage ? Allait-elle prolonger le repos consécutif aux couches jusqu'à quatre semaines ? Dans de telles conditions, des mesures assurant la garantie de la place, le maintien du contrat de travail perdaient beaucoup de leur valeur. N'y auraient recours que les ouvrières aisées : les besogneuses, les « économiquement et

socialement faibles » celles que la loi semblait viser particulièrement ne s'en serviraient pas ; ce serait déjà beaucoup pour elles d'observer un repos de trois semaines, repos pendant lequel la plupart, au lieu de prendre une nourriture substantielle et réconfortante, se verraient réduites à la portion congrue !

Pour que la loi de congé ne restât pas lettre morte, le salaire devait être nécessairement assuré en partie à l'ouvrière.

Ce problème, reconnaissons-le tout de suite, devait préoccuper nombre de sociologues et de philanthropes espagnols comme M. Balbas, M. Machimbarrena, et bien d'autres qui, malgré leurs efforts et leur ferme volonté d'établir des organismes, capables de procurer l'allocation pécuniaire nécessaire, n'ont pas encore, comme nous le verrons plus loin, trouvé la solution désirable.

Du reste, les organisations ouvrières semblent surtout s'être efforcées d'obtenir un repos plus long que celui inscrit dans la loi de 1900 : elles ont peu étudié les moyens capables de subvenir aux besoins de la femme pendant son chômage légal, et comme nous le verrons, les ouvrières montrent peu d'empressement à entrer dans les rares mutualités maternelles.

C'est au huitième congrès de l'Union Générale des Travailleurs d'Espagne (1), qui s'est tenu à Madrid

1. Nous remercions M. Paulo Sangro y Ros di Olanos, secrétaire de Association Internationale pour la protection légale des travailleurs

du 16 au 19 mai 1905, que Virgilia Gonzalès, déléguée des ouvrières de manufactures de chaussures de Bilbao, appela l'attention des congressistes sur la réforme nécessaire de la loi de 1900, relativement à la protection de la femme avant et après les couches.

Sur ses observations, le congrès estima que la prescription du repos de trois semaines était insuffisante : Trois semaines étaient insuffisantes, disait-on, pour protéger la santé de la mère et de l'enfant.

« La société obstétricale de France ne déclarait-elle pas à l'unanimité qu'il est dangereux pour la mère de retourner à son travail avant un délai minimum de quatre semaines après l'accouchement ? » Les pays étrangers n'avaient-ils pas du reste inscrit dans leurs lois le délai de quatre semaines comme délai minimum ? Quelques-uns même comme l'Allemagne, n'étendaient-ils pas l'interdiction jusqu'à six semaines ? Le règlement de 1900 permettait, il est vrai, à la femme encore malade, au bout de la période légale, d'augmenter son repos d'une semaine. *Mais cette possibilité devait devenir une règle.* En aucun cas, le délai ne pourrait être inférieur à quatre semaines, et même si le médecin le jugeait nécessaire, le repos pourrait être prolongé jusqu'à six semaines.

Les représentants de la classe ouvrière demandaient aussi, pour éviter des contestations sur l'application du règlement, d'insérer dans la loi la partie du règlement disant « que les ouvrières pourront

(Section espagnole) pour les documents espagnols qu'il nous a si aimablement communiqués.

demander la cessation du travail quand elles seront entrées dans le huitième mois de la grossesse ». Les vœux de ce congrès furent transmis à l'Institut des Réformes sociales, le 19 janvier 1906. Le congrès demandait également à l'Institut des réformes sociales, de vouloir bien étudier un projet de loi sur des maisons d'assistance ouvrière, suffisamment large pour prendre en charge non seulement les femmes en couches malheureuses, mais encore tous les travailleurs malades, infirmes et vieux.

La section technico-administrative de l'Institut des Réformes Sociales se montra favorable à la réforme de l'article 9 de la loi de 1900, réclamée par les ouvriers, et se déclara, d'autre part, disposée à examiner les projets de « maison d'assistance ouvrière ». Mais à son sens, il était urgent de commencer par procéder à l'étude d'un projet d'Institut ou de maison de maternité chargé de secourir les ouvrières envisagées par l'article 9 de la loi du 13 mars 1900.

Il fallait toutefois se montrer patient, car s'il fallait aller vite, on devait aussi être prudent : Cette étude demandait beaucoup de temps. Il était indispensable de savoir approximativement l'importance totale des pensions ou des secours que l'on estimait nécessaires et possibles d'accorder. Il fallait connaître : 1° la condition actuelle des ouvrières quand elles accouchent ; si elles recevaient déjà des secours ? 2° le nombre des femmes de 15 à 54 ans employées dans l'industrie à laquelle la loi s'applique, 3° le nombre approximatif d'accouchements en une année, 4° le nombre

de jours de chômage pendant une année, pour cause de grossesse, 5° le salaire moyen des ouvrières qui devront bénéficier de la loi ainsi que tous autres renseignements que la section jugerait utile pour obtenir la plus complète information technique préparatoire et pouvoir alors seulement établir un projet de maison ou d'institut de maternité.

Les vœux du Congrès ouvrier tendant à augmenter le repos et le droit au congé accordés aux femmes enceintes et en couches, furent réalisés par la loi du 8 janvier 1907 qui réforme l'article 9 de la loi du 13 mars 1900, relatif au travail de la femme, et régit actuellement la matière. L'article unique de cette loi nous dit en effet :

« On ne permettra pas le travail aux femmes durant
« un espace de quatre à six semaines après l'accouche-
« ment. En aucun cas ce délai ne pourra être inférieur
« à quatre semaines, il sera de cinq ou de six s'il ré-
« sulte d'un certificat que la femme ne peut reprendre
« son travail sans préjudice pour sa santé.

« Le patron conservera pendant ce temps son même
« emploi. La femme qui sera entrée dans le huitième
« mois de sa grossesse pourra demander de cesser le
« travail et on le lui accordera si l'avis du médecin
« est favorable, et dans ce cas, elle aura droit à ce
« qu'on lui conserve son emploi.

« Les femmes qui sont nourrices auront une heure
« par jour, pendant les heures de travail, pour allaiter
« leurs enfants. Cette heure se divisera en deux périodes de trente minutes utilisables, l'une pendant le

« travail du matin, l'autre pendant l'après-midi. Ces
« demi-heures seront utilisées par les mères quand
« elles le jugeront convenable, sans autre obligation
« que celle d'aviser le directeur du travail, au moment
« d'entrer, de l'heure qu'elles auront choisie. Il n'y
« aura aucune déduction faite sur le paiement des
« journées pour l'heure destinée à l'allaitement. »
(*Gazette*, 10 Enero 1907.)

La question d'indemnité avait déjà préoccupé certains mutualistes éminents. Dès 1903, Thomas Balbas (1), Jose de Isarte, Jose de Marqueza et d'autres membres de la députation provinciale de Guipuzcoa avaient songé à assurer à l'ouvrière un secours pécuniaire pendant son chômage légal. M. Balbas, feuilletant les statistiques de mortalité, avait été frappé de voir que la mortalité infantile sévissait surtout dans la population industrielle : Ainsi comparant deux villes presque identiques comme situation géographique, altitude, densité de population, Azpeitia et Azcoitia, il avait constaté que dans la première, où la population était essentiellement agricole, la mortalité des enfants de moins d'un an était de 8,84 % tandis qu'elle était de 14,79 % à Azcoitia, ville industrielle. Il fallait donc, à son avis, secourir l'ouvrière de l'Industrie pendant ses couches ; on éviterait ainsi beaucoup de morts causées trop souvent par la seule misère et M. Balbas pensait trou-

1. M. Thomas Balbas, président de la députation provinciale de Guipuzcoa avait fondé déjà une caisse de retraite pour la vieillesse Saint-Sébastien, le 1^{er} janvier 1900.

ver la solution juste en rendant la mutualité familiale. Pour couvrir l'augmentation nécessaire des charges de cette mutualité familiale, il proposait d'augmenter les cotisations des membres participants, de demander des subventions aux patrons et à l'État. Il indiquait encore une source ingénieuse de revenus pour la mutualité dans les bons coopératifs et les remises de commerce : les sociétés coopératives de consommation auraient versé les bonis aux sociétés de secours mutuels ; les commerçants, au lieu de donner par exemple, le sou du franc aux domestiques, auraient versé, à la fin de chaque mois, ces remises à la Caisse de la société de secours mutuels dont aurait fait partie le domestique (1).

M. Balbas comptait, dans la province de Guipuzcoa 1.600 femmes de 18 à 54 ans employées dans l'industrie. Il tablait sur 1.000 femmes mariées et sur 400 accouchements par an. Il aurait voulu indemniser les accouchées pendant soixante jours (30 avant l'accouchement, 30 après l'accouchement) et leur accorder 1 peseta 50 par jour. Chaque accouchée aurait donc reçu 90 pesetas, ce qui aurait fait pour les 400 $= 400 \times 90 = 36.000$ pesetas nécessaires chaque année. M. Balbas y arrivait ainsi : $1/4$ soit 9.000 francs seraient donnés à titre de subventions par la province de Guipuzcoa, $1/4$ soit 9.000 francs seraient donnés à titre de subvention par les patrons, les deux autres $1/4$ soit 18.000 francs seraient for-

1. Discours de M. Balbas à la députation provinciale de Guipuzcoa, 1903.

més par les versements des ouvrières qui n'auraient qu'à laisser un jour de leur paye par mois. *Ce système, sous un régime d'obligation*, était, à notre avis, parfaitement réalisable. Qu'en est-il advenu ?

La Mutualité Maternelle de Saint-Sébastien, fut bien créée en 1903, grâce à l'éloquente propagande de M. Balbas. La Caisse d'Épargne de Guipuzcoa et le produit d'une loterie instituée à cet effet, formèrent même les premiers fonds de la mutualité maternelle. Cette institution a-t-elle réussi ? Il semble malheureusement que non. Voici du reste ce que nous lisons, à propos de la mutualité maternelle de Saint-Sébastien, dans le livre de M. Lopez Nunez « la protection de l'enfance en Espagne » :

« Nous n'avons en Espagne aucune institution avec
« caractère de mutualité maternelle, sauf celle que
« fonda en 1903 à Saint-Sébastien, la Caisse d'Épar-
« gne de Guipuzcoa qu'on ne saura jamais assez louer.

« Cette œuvre se fonda avec l'intention de concé-
« der des pensions aux ouvrières « Guipuzcoennes »
« durant le mois qui précède et celui qui suit l'accou-
« chement, afin qu'elles puissent se reposer pendant
« cette période si critique pour la mère et l'enfant et
« revenir ensuite au travail complètement rétablies.
« Cette caisse d'épargne qui soutient avec une loua-
« ble générosité et une parfaite connaissance plu-
« sieurs œuvres sociales très utiles, s'engagea à four-
« nir 35 % des pensions et réunit en plus des ressour-
« ces, et avec le produit de ses loteries un capital de
« 87.000 pesetas.

« D'après les calculs du fondateur de l'Œuvre,
« senor Balbas, qui fut l'âme et le nerf de toutes ces
« institutions, il suffirait d'une rente de 36.000 pese-
« tas pour suffire à payer les ouvrières, mais malheu-
« reusement *par le fait de l'apathie des uns ou le*
« *manque de collaboration des intéressées elles-mêmes,*
« *la Mutualité maternelle de Guipuzcoa n'a pas en-*
« *core atteint le succès désiré.* »

Il n'est donc pas permis de compter beaucoup sur des institutions mutualistes maternelles libres et autres.

Néanmoins, par décret du 12 avril 1910, le Conseil supérieur de protection de l'enfance a été chargé de faire créer des caisses maternelles dans les fabriques et ateliers.

Le décret royal du 5 mars 1910 (1) a chargé, d'autre part, l'Institut national de prévoyance, d'étudier un avant-projet de loi organisant divers services et, entre autres, celui de la caisse d'assurance populaire sur la vie et l'invalidité à laquelle se rattachera la Mutualité Maternelle.

L'on peut donc espérer que la loi espagnole sur le repos des ouvrières en couches sera bientôt utilement complétée, et le plus tôt sera le mieux.

C'est que la mortalité infantile cause aussi de grands ravages en Espagne : Nous lisons ainsi dans le livre de M. le Dr Ravenga : *La Mort en Espagne*, qu'en l'année 1900, on comptait sur 1.000 décès,

1. *Que es el instituto nacional de prevision.* Madrid 1910, p. 35 et 37.

239 enfants de moins d'une année, en 1901, 233 ; dans quelques villes la mortalité des enfants a atteint 297 à la Corogne, 213 à Madrid, 209 à Haralva, 200 à Séville et 211 à Bilbao.

Lorsque l'ouvrière pourra prendre un repos, mais un véritable repos, accompagné d'une indemnité pécuniaire raisonnable, il est certain que ce chiffre de mortalité diminuera, mais en Espagne, comme ailleurs, la solution seule capable de donner des résultats est l'assurance obligatoire.

L'expérience tentée dans la province de Guipuzcoa le prouve suffisamment. Espérons que ceux qui sont chargés d'étudier et de mener à bien le complément indispensable de la loi de 1907 le comprendront, et que c'est sur les bases de l'obligation et de l'assurance qu'ils édifieront les organismes nécessaires pour la protection rationnelle de la mère et de l'enfant.

PORTUGAL

Le décret royal du 14 avril 1891, sur le travail des femmes et des enfants, a pris des mesures en faveur de l'allaitement maternel et du repos des femmes en couches.

« Chacune des usines où travailleront plus de
« 50 femmes par jour aura une crèche réunissant les
« dispositions et les conditions hygiéniques détermi-
« nées par les règlements. La distance de la crèche
« à la fabrique ne sera pas supérieure à 300 mètres.

« Différentes usines pourront établir ou maintenir
« en commun une crèche pour les enfants de leurs
« ouvrières pourvu que la crèche ait la capacité né-
« cessaire et qu'elle ne soit pas située à plus de
« 300 mètres d'aucune de ces mêmes usines.

« La femme ne sera pas admise au travail dans les
« établissements industriels dans les quatre premiè-
« res semaines après l'accouchement.

« La mère pourra se rendre à la crèche pour allai-
« ter son enfant aux heures et de la manière déter-
« minée par les règlements (1). »

Mesures excellentes, en ce qui concerne l'allaitement du nourrisson par sa mère ; mais mesures incomplètes en ce qui concerne le repos de l'accouchée. Ce pays ne connaît pas encore l'assurance maternelle, la connaîtra-t-il dans un avenir prochain ? On peut l'espérer, si la jeune république portugaise tient ses promesses : en parcourant les nombreuses réformes démocratiques qu'elle se propose de réaliser, nous rencontrons en effet la protection de l'enfance et de la maternité !

ROUMANIE

En Roumanie, la loi des 11-24 février 1906 sur le travail des femmes et des enfants, interdit aux industriels d'employer les ouvrières pendant les quatre semaines consécutives aux couches. Ce n'est

1. Décret du 14 avril 1891 sur le travail des femmes et des enfants.
Bulletin de l'inspection du travail, III, 1895, p. 38.

qu'exceptionnellement qu'elles pourront rentrer plus tôt à la fabrique, et jamais avant l'expiration de trois semaines. Les femmes ont droit aussi à un certain temps par jour pour allaiter leurs nourrissons dans la fabrique.

L'industriel doit réserver la place de l'ouvrière pendant le chômage légal mais n'est pas tenu de lui donner son salaire. L'employeur qui contreviendra aux dispositions légales sur le repos légal des accouchées et reprendra trop tôt une femme dans sa fabrique, s'expose à de lourdes amendes : 50 francs par ouvrière, et en cas de récidive dans les douze mois, les amendes seront majorées de un sixième à un tiers.

Législation en partie bonne, mais laissant encore beaucoup à désirer puisqu'elle ne prévoit pas le salaire de remplacement pour la femme qu'elle empêche de travailler !

§ 3. — Angleterre. — Belgique. — Pays-Bas.

ANGLETERRE

La loi du 17 avril 1901 reproduit l'interdiction formulée déjà par une loi de 1891. « Il est défendu aux occupants des fabriques et ateliers d'employer sciemment des femmes ou filles pendant les quatre semaines qui suivent leur délivrance. »

Malheureusement, il ressort des rapports des ins-

pectrices anglaises que ce repos légal des ouvrières en couches présente de minimes possibilités d'application. « On n'a pas encore trouvé, écrivait déjà en 1897 M^{me} Lucy H. Dearme, inspectrice du travail, à M. L. Frank, le moyen de donner à cette prescription légale une sanction effective (1). »

En ce moment encore, il n'y a ni assurance maternelle, ni assurance-maladie obligatoire en Angleterre. Toutefois une loi d'assurance-maladie obligatoire, concernant l'ensemble de la population ouvrière est en voie de formation, grâce à l'initiative de M. le Chancelier Lloyd George. Sir Lloyd George compte la réaliser à la faveur d'une entente avec la mutualité anglaise. Espérons que la loi anglaise, qui s'inspirera beaucoup de la loi allemande, prendra comme elle de solides mesures en faveur des ouvrières en couches.

BELGIQUE

La loi du 13 décembre 1889 dit bien que « les femmes ne peuvent être employées au travail pendant les quatre semaines qui suivent leur accouchement ». Mais la portée de cette disposition légale est nulle. Les inspecteurs du travail ferment les yeux sur les infractions : la loi n'est pas respectée.

Il n'y a en Belgique ni assurance-maladie, ni assurance maternelle obligatoire. Il y a bien des sociétés

1. Frank. *L'Assurance Maternelle*.

de secours mutuels, fort nombreuses : quelques-unes d'entre elles sont entrées timidement, ces dernières années, dans la voie de protection des ouvrières en couches.

M. le baron du Sart de Bouland, gouverneur du Hainaut, a contribué pour beaucoup au développement des mutualités de femmes dans cette province. Il s'est efforcé de faire comprendre aux sociétés de secours mutuels que c'était leur devoir et leur intérêt de protéger leurs affiliées pendant les couches. En 1900, dans le Hainaut, sur 14 mutualités neutres de femmes secourues, et 6 mutualités à tendances religieuses, 8 de ces sociétés donnaient des secours aux femmes en couches, 8 faisaient la retraite, 3 assuraient les frais médicaux ; une des plus importantes, la Société Sainte-Marthe, malgré ses statuts, ne prévoyant pas de secours pour les couches, donnait une indemnité de 5 francs ; les dames patronnesses de la société allaient visiter les accouchées et leur porter une layette, et si, après les couches, les femmes étaient incapables de travail pendant plus de huit jours, elles touchaient à partir du cinquième jour les secours alloués en cas de maladie (0 fr. 50 à 1 fr. 50 par jour, somme dépendant des versements mensuels) (1).

Souhaitons que la campagne de M. du Sart de Bouland en faveur des ouvrières sera couronnée de suc-

1. XV^e Congrès mutualiste d'Arlon (3 et 4 juin 1900).

cès et que bientôt toutes les mutualités belges secourront efficacement leurs affiliées (1).

HOLLANDE

La loi du 5 mai 1889 pose le principe du chômage obligatoire pour les accouchées, pendant une période de quatre semaines.

Il n'y a pas encore d'assurance-maladie obligatoire en Hollande ; néanmoins des projets ont été déposés dans ce but, ces derniers temps ; projets dans lesquels il est alloué des secours aux femmes accouchées comme à tout autre malade.

§ 4. — Pays Scandinaves.

DANEMARK

La loi danoise du 11 avril 1901 concernant le travail dans les fabriques et les établissements y assimilés, s'occupe des ouvrières en couches. Aucune ouvrière ne pourra être occupée pendant les quatre premières semaines suivant son accouchement, à moins qu'un certificat de médecin ne déclare que cette occupation peut avoir lieu sans danger pour sa santé et celle de ses enfants (§ 18). On retrouve une disposition analogue dans la loi danoise du 6 avril 1906

1. Nous aurions voulu avoir des renseignements plus complets. Nous nous sommes adressé à des présidents de mutualité, mais ils n'ont pas daigné nous répondre.

concernant le travail dans les boulangeries, confiseries et pâtisseries (art. 11).

Mais qui fournira des ressources à la femme pendant le chômage légal? La loi de 1901 prévoit des secours fournis par l'assistance publique et ajoute qu'ils ne seront pas considérés, quant à leurs effets, comme secours de pauvres.

Au Danemark, en effet, d'après la loi du 9 avril 1891 sur l'Assistance publique, ceux qui reçoivent des secours de l'Assistance publique sont soumis à la surveillance de celle-ci autant que durent ses secours. Les femmes qui auront reçu les secours de l'Assistance publique, à l'occasion de leurs couches, seront dispensées de cette surveillance; cette disposition semble avoir été inscrite pour les inciter à en user largement.

Le Danemark compte d'autre part de nombreuses caisses de maladie subventionnées par l'État.

Le trésor public donne chaque année 500.000 couronnes mais, pour avoir droit à la subvention officielle, les caisses doivent être reconnues par le ministre de l'Intérieur et leurs statuts être publiés. Elles doivent aussi avoir un effectif minimum de 50 membres et sont inspectées par des inspecteurs de caisses de maladie sous les ordres du ministre de l'Intérieur et nommés par le roi.

La loi du 12 avril 1892 sur les caisses de maladie reconnues nous apprend (1) « que la caisse de maladie

1. Art. 21, loi 12 avril 1892.

peut allouer à la femme en cas d'accouchement, si cette dernière est membre de la caisse, un secours que les statuts peuvent fixer à une somme ronde. Si une maladie survient, la femme a droit au secours de maladie habituel à dater du huitième jour qui suit la délivrance. »

Le secours pécuniaire de maladie doit être de treize semaines au moins, il est fixé par les statuts, soit à un taux déterminé, soit d'après un salaire moyen ; il ne doit jamais être inférieur à 40 öres par jour (0 fr. 53 de notre monnaie). La femme reçoit en outre les soins médicaux.

SUÈDE ET NORVÈGE

La loi suédoise du 17 octobre 1900 sur le travail des mineurs et des femmes, dit, dans son article 7, « qu'on ne peut employer dans des entreprises industrielles une accouchée pendant les quatre semaines qui suivent l'accouchement, à moins que le médecin n'ait autorisé une reprise plus précoce du travail ». Cette loi ne vise que les femmes employées dans l'industrie.

De plus il n'y a ni assurance maternelle, ni assurance-maladie organisées par l'État, capables de donner aux accouchées les secours pécuniaires nécessaires. Il y a bien en Suède des caisses de maladie, mais très peu donnent des secours aux accouchées, même les caisses féminines qui n'étaient que 33 en

1908 ne donnent en général aucun secours aux accouchées.

Les caisses de maladie et en particulier les caisses unies de Gothenbourg (1) se sont préoccupées à différentes reprises de solutionner ce problème et il est même question d'organiser l'assurance-maternelle, rattachée de préférence à une assurance-maladie.

En 1908, M. le député Wawrinski a réclamé au Parlement cette assurance maternelle : l'État intervient pécuniairement dans les dépenses des caisses de maternité. Le Parlement a pris en considération la proposition de M. Wawrinski et un projet d'organisation de l'assurance maternelle avec contribution de l'État est à l'étude en ce moment. Il est donc permis d'espérer que la Suède sera, dans un délai très rapproché, dotée d'une assurance maternelle.

En Norvège la loi du 27 juin 1892 sur l'inspection des femmes dans les fabriques, exclut par son article 28 les femmes enceintes de certains travaux et prévoit, dans son article 21, le repos pour l'ouvrière accouchée : « Il ne pourra être permis aux femmes de travailler dans les six semaines qui suivront leur accouchement, le délai pourra toutefois dans des circonstances particulières, être réduit à quatre semaines, lorsque la femme produira un certificat de

1. *Die Mutterschafts versicherung in Schweden* von John May. Congrès des assurances sociales, Rome, 1908, p. 489.

médecin attestant qu'elle peut reprendre sans inconvénient le travail qui lui est destiné. »

Malheureusement cette disposition n'est pas, à notre connaissance, complétée utilement par l'assurance maternelle.

CHAPITRE II

Pays d'assurance obligatoire

Les pays germains sont véritablement les seuls qui aient pris des mesures favorables et logiques en faveur de leurs ouvrières accouchées. Allemagne, Autriche-Hongrie, Luxembourg ont promulgué des lois de repos obligatoire, mais, dans ces pays, l'observation de la loi est facile pour les femmes, car les caisses d'assurance-maladie par le fait de la loi sur l'assurance-maladie obligatoire, sont tenues de considérer l'accouchement comme une maladie et les indemnisent en grande partie pendant ce chômage forcé.

§ 1. — L'Allemagne (1)

L'Allemagne est le premier pays qui, après la Suisse, se soit occupé de la situation difficile et périlleuse des nouvelles accouchées.

L'industrialisation de la femme a inquiété bien vite le gouvernement. L'Allemagne, qui tient à ne pas perdre sa suprématie militaire, sait qu'il ne suffit pas

1. Nous remercions M. Fuster pour les documents qu'il a mis à notre disposition et les conseils qu'il nous a donnés.

d'avoir une armée disciplinée, mais qu'il faut encore avoir une armée nombreuse et vigoureuse. Or, dans certaines contrées, on remarquait qu'il mourait non seulement beaucoup d'enfants (1), mais encore qu'il y avait beaucoup de conscrits impropres au service militaire. Le nombre des femmes employées dans l'industrie augmentait sans cesse.

Le Conseil Fédéral, en 1874, prescrivit une enquête. L'on se rendit compte que la journée de travail était trop longue pour les femmes et qu'elles se relevaient trop tôt de leurs couches. Le Reichstag, ému de cette situation, vota le 17 juillet 1878 (2) une loi de protection ouvrière qui, entre autres prescriptions, interdisait l'emploi des femmes dans les fabriques pendant les trois semaines qui suivent leur accouchement.

Le législateur allemand ne devait pas s'en tenir là. Trois semaines de repos obligatoire, c'était déjà assurément quelque chose, mais c'était insuffisant ; d'autre part, le nombre des femmes employées dans l'industrie augmentait sans cesse ; il fallait compléter les mesures précédemment prises en leur faveur ; aussi la *Gewerbeordnung* ou loi d'industrie du 8 mai 1891 dispose-t-elle dans son article 137, § 5 :

« Les femmes accouchées ne peuvent être occupées

1. A Augsbourg 65 % des enfants mouraient, 66 % des conscrits étaient impropres au service militaire (rapportés par Goirand, *op. cit.*, p. 41).

2. Le *Verein für Social Politik*, les démocrates socialistes et les catholiques ont été les artisans de cette loi.

pendant les quatre semaines qui suivent l'accouchement ; elles ne peuvent être occupées pendant les deux semaines suivantes que sur le vu d'un certificat de médecin autorisé (1). »

Cette législation ouvrière ressemble à la législation suisse ; mais les Allemands ne s'en sont pas tenus là. Ils ont voulu que les mesures édictées soient appliquées, que l'obligation du repos ne reste pas lettre morte et que son observation ne soit pas un surcroît de misères pour la femme. Ils se sont donc arrangés pour lui faire tenir une partie de ce salaire qu'elle était matériellement incapable de gagner et qui lui était indispensable. Ils ont pu, du reste, solutionner victorieusement cette question difficile, grâce à l'assurance-maladie obligatoire ouvrière.

C'est que l'Allemagne a eu la chance — il faut bien en convenir — de posséder dans la dernière moitié, du XIX^e siècle, un homme qui, l'a dit justement M. Fuster, avait vraiment « le sens des réalités géniales ». Cet homme, c'est Bismark. Bismark, auquel on pourrait peut-être reprocher d'avoir édifié l'Empire allemand sur les ruines des malheureux vaincus, d'avoir fait du modeste roi de Prusse un empereur puissant grâce à une mauvaise foi initiale et en imposant, lors des défaites, des conditions terribles qui écrasaient l'adversaire pour longtemps, a eu au moins le mérite de savoir conserver soumises et dévouées à son chef les générations bouillonnantes qu'il com-

1. La *Gewerbeordnung* de 1900 reproduit cette disposition.

mandait. Il a su bâtir, mais il a su aussi entretenir. La guerre l'avait servi dans ses projets ambitieux, l'Empire en était sorti mais la tâche n'était pas finie, il fallait être assez avisé pour que tout ce bel échafaudage ne sombrât pas comme un château de cartes. Et Bismark a réussi à maintenir l'Empire tel qu'il l'avait constitué et même, depuis sa mort, bien qu'il ne soit plus là pour diriger, éclairer et retenir un empereur trop fougueux, son œuvre subsiste et il semble, de l'avis de beaucoup, qu'elle ne soit pas prête de s'effondrer.

Bismark a compris les besoins du peuple mécontent. « Il a su souder tous ces gens dans un accord nouveau (1). » Il a certainement combattu vigoureusement le socialisme, il a pris des mesures contre lui, — on ne comprendrait pas d'ailleurs qu'il en eût été autrement — mais il ne s'est pas contenté de se défendre, il a voulu protéger tous ces faibles, toute cette classe de travailleurs, il a voulu leur donner quelque chose de sûr et il a fait des lois de réelle protection ouvrière. Il a compris qu'il était nécessaire d'apaiser les revendications ouvrières. Alors que chez nous l'effort du législateur s'est traduit par des encouragements à l'épargne et à la petite propriété, en Allemagne, le législateur a cherché à encourager surtout la protection contre les risques. On peut dire que la politique sociale allemande a été la politique de la classe ouvrière. Elle a eu surtout en vue l'assurance

1. M. Fuster à son concours.

ouvrière tendant à couvrir tous les risques pouvant amoindrir la sécurité du travailleur et elle a réalisé avec succès cette noble conception.

Maladie, accidents, invalidité partielle ou totale, temporaire ou permanente, vieillesse, autant de fléaux pour la classe ouvrière qui, pour vivre, n'a en général que son travail et qui se trouve vite dans la misère lorsqu'il lui est matériellement et physiquement impossible de travailler, autant de risques que le législateur allemand a réussi à couvrir depuis longtemps !

La loi d'assurance-maladie obligatoire, considérée comme la plus désirable de toutes, a été la première votée et date de 1883, celle de l'assurance-accidents de 1884, celle de l'assurance-invalidité et vieillesse de 1889. Tous ces textes de lois, bien entendu, ont été remaniés et ont fait place à des lois subséquentes et perfectionnées (1). Tous ces systèmes d'assurance fonctionnent admirablement : actuellement une commission parlementaire discute le Code des assurances sociales, qui ne contiendra pas moins de 1.800 articles ayant trait à l'assurance-maladie, accidents, invalidité et vieillesse et même aux secours pour veuves et orphelins.

La majorité des salariés allemands, composée d'hommes, de femmes et d'enfants, sont tenus de faire partie de toutes ces assurances diverses (2). C'est une

1. L'assurance-accidents (1884 et code 1900). L'assurance-invalidité et vieillesse (1889 et 1899).

2. Les assurances ouvrières allemandes sont alimentées ainsi :

Assurances-maladie. Patrons 1/3, ouvriers 2/3, État : 0. Notons

assurance obligatoire pour les salariés, mais c'est aussi une assurance obligatoire pour les patrons. La contribution ouvrière d'assurance-maladie se traduit par une quote-part de deux tiers. La contribution patronale se traduit par une quote-part d'un tiers ; le patron joue le rôle de membre honoraire ; on le considère comme intéressé directement à la santé de son personnel, et partiellement responsable de tout ce qui peut causer l'arrêt de la bonne marche de la machine humaine ouvrière, toutefois sans qu'il y ait faute préméditée de l'ouvrier ; mais aussi l'ouvrier doit donner sa contribution solidaire ; on ne lui fait pas l'aumône, ce n'est pas une forme déguisée d'assistance sociale ; il aura acquis, par ses cotisations, un véritable droit à ces indemnités et à ces pensions. De plus, coopérant de ses deniers aux besoins financiers de l'assurance, il coopérera à son administration. Des ouvriers feront partie des conseils d'administration des caisses qui seront chargées de centraliser les fonds et de couvrir les risques. Les abus, les supercheries seront aussi moins à redouter de la part de ceux qui se prétendent atteints ; leurs camarades directement intéressés à ce que les statuts de la caisse ne soient

que l'assurance-maladie prend en charge les accidents pendant au moins treize semaines.

Assurances-accidents. Toute la charge aux patrons.

Assurances-invalidité et vieillesse. Contribution des patrons égale à celle imposée aux ouvriers. Les retenues varient avec le taux de la classe à laquelle appartient l'assuré (il y a 5 classes d'après le chiffre du salaire annuel). La cotisation moyenne est de 12 francs. L'État donne annuellement 50 marks lors de la liquidation des pensions.

pas révisés et leur demandent une cotisation plus élevée, les dévoileront et les empêcheront. Il est intéressant de noter que l'État contribue, par des subventions, à l'assurance-invalidité seulement. Les autres assurances ne pèsent donc en rien sur la collectivité.

De toutes ces assurances, l'assurance-maladie seule nous intéresse particulièrement, puisque c'est grâce à elle qu'il a été facilement possible de secourir les salariées en couches. L'assurance-maladie obligatoire, la plus ancienne de toutes, date de 1883, elle a été remaniée en 1885, en 1892 et 1903 ; elle est à la veille d'un nouveau remaniement. L'Empire allemand, sur 63 millions d'habitants, compte à peu près 12 millions et demi de salariés assujettis, dont un peu plus des deux tiers sont des hommes et l'autre tiers des femmes.

Les organes chargés d'assurer le service de l'assurance-maladie sont des caisses de différents types : il n'y a pas de caisses-types, pas d'uniformité : chacun est en général libre de s'assurer à la caisse qui lui plaît. Aussi y a-t-il un nombre véritablement exagéré de caisses si on le compare au nombre des assurés. En 1902, on comptait 23.214 Krankenkassen avec 9.858.066 assurés et en 1908, 23.240 caisses avec 12.234.094 assurés. Il semble néanmoins que depuis 1902, le nombre des caisses n'ait pas suivi la marche ascendante du nombre des assurés. C'est que ces derniers ont fini par reconnaître qu'il était plus avantageux pour eux, au lieu de créer de nouvelles cais-

ses, de faire partie des caisses déjà existantes, puissantes, à gros effectifs, fortement centralisées, capables de rendre plus de services et à meilleur compte.

Parmi ces 23.240 caisses-maladie, on peut néanmoins distinguer certains types comme les caisses libres à tendances socialistes ou catholiques, qui existaient bien avant la loi mais qui depuis ont perdu de leur importance. Il y a aussi les caisses de construction, les caisses de corporations, les caisses de métier, les caisses d'usine, les caisses d'entreprise industrielle, les caisses locales. Il y a aussi des caisses d'assurance communale, caisses bureaucratiques et automatiques, caisses à tout faire que l'on a créées là où on ne pouvait créer autre chose et que le législateur n'a du reste pas conservées dans son projet de code d'assurance. Mais les caisses qui comptent le plus d'adhérents sont les caisses de fabrique qui assurent plus de trois millions d'assurés et surtout les caisses locales, les Ortskrankenkassen, comme celles de Hambourg et de Leipzig qui étendent leur action sur la campagne environnante, caisses au nombre de 4.768 en 1908 assurant 6.319.618 assujettis, soit 51,3 % des assurés — les caisses libres assurent à peu près un million de membres, les caisses d'assurance communale environ un million et demi. Le reste est assuré par les différentes sortes de caisses.

Moyennant le versement des cotisations (1) ouvrières

1. Le maximum peut être porté à 6 % du salaire pour les ouvriers, 2 % pour les patrons. Mais il faut l'approbation des délégués ouvriers et patronaux.

et patronales dont le taux varie généralement avec les statuts des caisses de 1 1/2 à 3 % du salaire, ces caisses assurent les affiliées malades pendant vingt-six semaines (depuis 1903 : avant 13 semaines seulement) en leur donnant le demi-salaire à partir du troisième jour, les soins du médecin et les médicaments. Les caisses de maladie indemnisent aussi les accidents du travail pendant trois mois ; dans certains cas, elles font soigner leurs malades dans des hôpitaux bien organisés ; elles donnent des secours aux familles, aux convalescents, voire même à des membres non assurés de la famille ; elles portent le demi-salaire aux trois quarts, et paient aux malades l'indemnité pendant un an au lieu de six semaines.

C'est ainsi qu'en 1905, constate M. Fuster (1), les 23.127 caisses de maladies qui assuraient 11.184.476 personnes et les couvraient pendant six mois au moins contre les conséquences de 4.451.448 cas de maladie (2 cas de maladie par 5 membres) et 88.082.296 jours de maladie indemnisés (soit 7,88 par membre ou vingt jours par malade), ont dépensé 317 millions de francs dont 290 millions pour frais proprement dits de maladie. Les recettes des caisses s'élevèrent à 333 millions de francs comprenant essentiellement 313 millions de francs de cotisations et de droits d'entrée (les 2/3 de 28 francs dont 18 fr. 50 payées par l'ouvrier) (2).

1. Congrès de la Mutualité de Nice 1907.

2. En 1908 : 5.700.000 cas de maladies indemnisées ; 350 millions de marks de dépensés ; 267 millions réservés.

Parmi les nombreux cas de maladies indemnisés figure l'accouchement.

Les Allemands n'ont pas manqué de compléter, aussitôt qu'ils l'ont pu, la protection des ouvrières accouchées. La *Krankenversicherungsgesetz* de 1883 est venue sagement combler la lacune de la *Gewerbeordnung* de 1878. La *Gewerbeordnung* de 1878 prescrivait un repos obligatoire de trois semaines aux nouvelles accouchées ; la *Krankenversicherung* a dit, article 20, § 2 : « L'accouchement sera considéré comme une maladie, au moins pendant ces trois semaines de repos obligatoire, il sera donc indemnisé comme une maladie et la femme touchera son demi-salaire, recevra les soins du médecin et les médicaments. La caisse pourra même, si les statuts ne s'y opposent pas, étendre le secours à six semaines. Et, toutes les fois que les dispositions de la *Gewerbeordnung*, concernant les accouchées, ont été modifiées, toutes les fois le législateur s'est empressé de mettre les nouvelles dispositions en harmonie avec la *Krankenversicherung*. C'est ainsi qu'un an après avoir porté la durée du repos obligatoire à quatre ou à six semaines, suivant les cas, le législateur, lors de la révision de la loi d'assurance-maladie, en 1892, mettait en concordance la loi d'assurance et le nouveau texte de la *Gewerbeordnung*. »

Désormais, d'après la loi du 10 avril 1892, article 20, § 2 :

« Un secours égal au secours pécuniaire de maladie sera versé aux femmes en couches pendant les

quatre semaines au moins qui suivent leur délivrance, et si les dispositions de la loi industrielle leur interdisent le travail pendant une période plus longue pour la durée de cette période. »

La loi d'assurance-maladie a été encore modifiée en 1903 : « L'indemnité des six semaines consécutives à l'accouchement est maintenant la règle (1). »

Toutes les caisses doivent donner des indemnités aux affiliées accouchées ; seules les caisses communales, si elles n'ont pas d'excédents de recettes égaux à un minimum fixé par les lois de 1883 et de 1892, en sont dispensées. Les accouchées, pour avoir droit aux secours de couches, doivent faire partie de la caisse depuis au moins six mois. Les secours qui leur sont alloués varient avec les statuts des caisses qui doivent toujours accorder le minimum légal de secours.

Certaines caisses se montrent plus généreuses et protègent la femme enceinte dans la dernière période de sa grossesse : elles y sont du reste autorisées par la loi (art. 21, § 4, loi de 1903)(2). Seules,

1. Notons en passant que les *maladies, suites de couches*, sont indemnisées au même titre que les autres maladies pendant treize semaines avant 1903, pendant 26 semaines après 1903. Au cas où la femme vient accoucher à l'hôpital, pendant le temps de son séjour, il est remis à la famille, comme secours de subsistance, un quart du salaire.

2. L'article 21, § 4. loi 1892, a été ainsi modifié par la loi de 1903 : « Les femmes enceintes qui appartiennent à la caisse depuis six mois au moins peuvent recevoir pendant une durée totale de six semaines au plus des secours équivalents à ceux des femmes en couches pour

les caisses locales, les plus puissantes, les plus riches, les préférées de la classe ouvrière sont à peu près les seules à pousser la protection aussi loin et à donner, en dehors des secours obligatoires fixés par la loi, des allocations aux femmes enceintes, appartenant depuis six mois au moins à la caisse.

Ces allocations peuvent être accordées pendant six semaines comme les secours de couches, et les statuts de la caisse peuvent même faire bénéficier la femme enceinte des soins de la sage-femme et du médecin en cas de troubles de grossesse. La caisse peut aussi porter le taux du secours au delà du minimum légal ; au lieu du demi-salaire, elle peut le porter aux trois-quarts. Enfin l'article 21, § 5 contient une disposition intéressante : les femmes mariées aux membres de la caisse mais ne faisant pas partie elles-mêmes de l'assurance obligatoire pourront recevoir les secours de grossesse et d'accouchement. C'est une des plus intéressantes majorations de secours qu'il soit permis à la Caisse d'accorder, et comme nous le verrons plus loin, cette possibilité de secourir cette catégorie de femmes faisant partie de la famille, répond partiellement aux desiderata des réformateurs.

Les caisses locales usent-elles jusqu'ici largement des facultés que leur a données la loi ; les secours aux femmes enceintes et aux femmes des assurés

l'incapacité de travail causée par la grossesse. La gratuité des services nécessaires de sage-femme et celles du traitement médical des fatigues de la grossesse peuvent être également accordés.

sont-ils accordés facilement par les caisses ? Il est permis d'être sceptique. On comprend du reste fort bien que les Caisses qui veulent entreprendre une telle protection doivent être très centralisées, très fortes, et qu'elles regardent un peu à relever le taux des cotisations de leurs affiliés. C'est ainsi qu'à Cologne, sur 80 caisses, 3 seulement pratiquent cette extension statutaire (1).

Quoi qu'il en soit, en Allemagne, pour l'empire entier, les secours donnés aux femmes enceintes et surtout aux accouchées ont été en l'année

.

1905	de 4.578.893 marks
1906	5.061.736 —
1907	5.493.301 —
1908	5.927.722 —
1909	6.107.017 —

Les secours de couches vont en croissant chaque année : plus de 6 millions de marks ont été distribués aux accouchées en 1909 : somme considérable si on la compare aux 26 millions de francs (2) que

1. Mayet. Congrès des Ass. sociales, Rome 1908.

2. Il est juste de remarquer que la cotisation de l'assurance-maladie libre des sociétés françaises de mutualité est, hélas ! bien moins élevée que celle de l'assurance obligatoire allemande. Le coût de l'assurance-maladie, en France, varie de 6 francs à 13 francs (et encore le chiffre de 13 francs n'est atteint que dans les sociétés libres, peu nombreuses). L'ouvrier allemand paie, au contraire, à lui seul, les deux tiers d'une cotisation d'assurance s'élevant en moyenne à 24 marks.

les sociétés françaises de secours mutuels donnent en tout et pour tout à leurs adhérents comme secours de maladie et encore faut-il remarquer, comme nous le savons déjà, que les secours de maladie, en France, comprennent fort rarement l'accouchement comme cas donnant droit à une indemnité, sous quelque forme qu'elle se présente.

Ce secours de couches qui nous paraissent élevés et font partie de ce que l'on appelle les Krankescosten ou frais de maladie ne représentent pourtant qu'une infime partie du total général des frais de maladie.

En effet, si nous prenons deux années, par exemple l'année 1905 et l'année 1909, nous constatons que l'ensemble des Krankescosten, abstraction faite des frais d'administration, a été :

en 1905	232.243.886 marks
en 1909	305.700.294 —

D'autre part le nombre d'assurés était :

en 1905	11.184.476
en 1909	12.519.785

Les frais de maladie généraux, en 1905 se sont donc élevés à un peu plus de 20 m. 76 par membre. Les frais de couches pris en particulier n'ont donc été par membre (hommes compris) que de 0 m. 41 en 1905 !

En 1909 ces mêmes Krankescosten ont été par membre de 24 m. 43 et les frais de couches n'ont été que de 0 m. 48 par membre (hommes compris) pour la même année !

Somme véritablement minime et risque coûtant fort peu à l'assurance, si on le compare aux sommes totales qu'elle dépense pour tous les cas de maladie : 0 m. 41, 0 m. 48 sur des frais généraux de 20 m. 76 et de 24 m. 43 ! A peu près 2 % des frais de maladie.

Et même si les femmes étaient seules à couvrir leur assurance, le risque-accouchement ne serait pas encore d'une bien lourde charge pour elles ; on peut, du reste, s'en rendre compte approximativement : sachant que les femmes forment à peu près $\frac{1}{3}$ du contingent des assurés, il suffit, pour connaître le montant des frais afférents au risque, de multiplier 0 m. 41 par 3 et 0 m. 48 par 3. On arrive au chiffre de 1 m. 23 et 1 m. 44. La femme allemande même seule à supporter les frais de l'assurance maternelle serait encore loin de verser les 3 francs, 5 francs et 6 francs que nos mutualités maternelles françaises réclament à la femme française pour l'assurer contre le risque de la maternité ! Et si, en Allemagne, on arrive à de pareils résultats, c'est grâce à l'assurance obligatoire qui permet de grouper des femmes de tout âge : la loi des grands nombres, pour ce risque comme pour tous les autres, joue dans toute son amplitude : le prix du risque se trouve réduit au minimum, parce qu'il est réparti sur un grand nombre de têtes !

Si l'on prend une caisse de maladie et si on l'étudie en particulier, on arrive aux mêmes constatations.

Prenons, par exemple, la caisse de Leipzig, caisse

territoriale importante et à population normale (deux tiers hommes et un tiers femmes).

Nous voyons qu'en 1908, le contingent moyen d'assurés a été de 165.659 femmes dont 53.000 femmes. 3.154 femmes ont touché les secours d'accouchement. Le coefficient de la natalité par 100 membres (hommes et femmes) a été de 1,9. Si la Caisse n'avait compté que des femmes, le coefficient de natalité n'aurait été encore que de 6 %. Ces 3.154 femmes ont reçu en indemnités la somme de 124.741 marks soit 39 m. 61 par femme. Sur l'ensemble des frais de maladie, la somme consacrée au secours de couches représentait 0 m. 75 par tête (hommes et femmes compris); et si les femmes avaient été seules à supporter cette charge, elles n'auraient eu encore à payer que 2 m. 38.

Examinons la même caisse en 1909 (1); nous allons aboutir à des conclusions semblables.

En 1909 il y avait 172.617 membres assurés, mettons 173.000. Les secours d'accouchement ont été donnés à 3.552 femmes. Le coefficient d'accouchements (hommes et femmes compris) est donc de 2 %. Si les femmes avaient été seules, le coefficient d'accouchement aurait été de 6,4 %.

Les indemnités distribuées à ces 3.552 femmes se sont montées à 137.483 francs soit près de 39 marks par femme.

Recherchons maintenant combien ont coûté ces

1. Geschäfts-Bericht der Ortskrankenkasse für Leipzig und Umgegend für das Jahr 1909.

frais de couches par membre. Nous trouvons 0 m. 76 par tête (1) (hommes et femmes compris) et 2 m. 29 par tête (les femmes étant seules).

Il est intéressant aussi de connaître la répartition par âge des accouchées ; on aura ainsi de grandes chances de savoir à peu près exactement quelle est la période de la vie où la femme est le plus exposée à avoir des enfants et, par conséquent, l'époque où le risque coûtera le plus cher : Sur les 3.552 femmes indemnisées de Leipzig en 1909, il y en avait :

709		de 16 à 20 ans
1.585		20 à 25 —
690		25 à 30 —
351		30 à 35 —
165		35 à 40 —
50		40 à 45 —
3		45 à 46 —

Comme on le voit — et c'est fort naturel — la femme de 20 à 25 ans est la plus susceptible de recevoir les indemnités de couches ; le risque va en croissant pour décroître et tomber à néant.

L'influence de la loi des grands nombres se trouve encore confirmée ici ; les secours coûtent peu à la collectivité de l'assurance, parce que les membres sont nombreux et les femmes de différents âges. On comprend facilement que si les femmes faisant par-

1. A Leipzig, le total des frais de maladie a été en 1909 de 6.668.306 marks.

tie de l'assurance étaient peu nombreuses et à peu près du même âge, et de plus d'un âge fécond, les charges de l'assurance seraient beaucoup plus fortes. On devrait alors demander à l'affiliée une cotisation beaucoup plus grande — ce qui est impossible — ou combler le déficit avec les dons des membres honoraires et des ressources extraordinaires : c'est ce qui se passe un peu, justement en France, dans un grand nombre de nos mutualités maternelles.

L'étude de l'assurance maternelle allemande à laquelle nous venons de procéder, nous montre que l'ouvrière allemande a une situation privilégiée par rapport aux ouvrières de presque tous les autres pays : au repos obligatoire correspond l'indemnité nécessaire.

Nous pourrions donc croire que les Allemands sont en général satisfaits et trouvent cette protection suffisante.

Il n'en est rien pourtant et M. le Dr Mayet, qui s'est fait le porte-parole des revendications des ligues féminines et de défense des intérêts des ouvrières d'Outre-Rhin, a présenté au Congrès des assurances sociales de Rome en 1908 un rapport très documenté sur l'extension et la perfection de l'assurance maternelle.

A son avis, l'assurance maternelle doit être perfectionnée et étendue non seulement, comme la loi l'autorise déjà, aux femmes mariées non assurées des membres assurés, mais encore à tous les membres femmes non assurés de la famille de l'assuré.

Parmi les nouveaux services, qu'il souhaiterait voir entreprendre à l'assurance allemande, on remarque la tenue du ménage de l'accouchée, l'organisation de consultations de nourrissons, de dispensaires et d'asiles pour femmes enceintes, accouchées et nourrissons.

Il réclame encore un repos de douze semaines avec secours correspondant de douze semaines à salaire plein. La femme devra faire son possible pour user de ce repos six semaines avant son accouchement, six semaines après. La femme faisant partie de la caisse devrait recevoir l'intégralité de son salaire ; quant à celle qui n'est pas assurée, mais qui fait partie d'une famille où il y a des assurés mâles, on se contenterait de lui donner le salaire usuel des femmes adultes de la localité. L'encouragement à l'allaitement maternel qui se traduirait par des primes d'allaitement élevées (25 marks à la mère nourrissant après trois mois ; 25 marks après trois autres mois) forme l'une des revendications les plus en vue : M. Mayet, en tant que médecin avisé, insiste sur la supériorité incontestable de l'allaitement au sein, allaitement naturel, sur l'allaitement artificiel.

Pour arriver à réaliser tous ces vœux, pour assurer le fonctionnement de tous ces services annexes, toutes ces nouvelles charges de l'assurance, il faut beaucoup d'argent. Qui le fournira ?

Sera-ce l'État qui ne donne aucune subvention à l'assurance-maladie ? Tel n'est pas l'avis de M. Ma-

yet (1). Il ne faut pas s'adresser à l'État, car, dit-il « où l'État prendrait-il l'argent sinon dans les impôts et les droits de douane ? ».

Et, sans compter que l'État ne donnerait pas aux femmes ce qu'on réclame pour elles, on peut craindre que « l'incidence de ces impôts ne fasse retomber sur la masse ouvrière en mesure multipliée les dépenses faites par elle. Donc pas de subventions de l'État : tout au plus, M. Mayet admettrait-il qu'il prit à sa charge les frais d'une troisième prime d'allaitement de 25 marks, accordée aux femmes allaitant après douze mois ; charge peu énorme, car les ouvrières qui allaitent encore après ces douze mois sont peu nombreuses, à peine $\frac{1}{5}$ des mères !

Mais alors à quelle porte s'adresser ? aux caisses de maladie qui existent déjà. Néanmoins, on devra, pour arriver à une organisation bonne et économique de ces services complémentaires, unifier les caisses, créer de grandes caisses de circonscription, englobant toute cette poussière de caisses trop nombreuses et sans forces.

Cette combinaison de grandes caisses présentera en outre l'avantage d'arriver plus facilement au relèvement nécessaire des cotisations ouvrières et patronales. D'autre part les patrons refuseront moins facilement la cotisation supplémentaire, car ils seront tous traités sur le même pied, les caisses étant

1. Les ligues féminines réclament pourtant cette subvention de l'État.

très grandes et comprenant des individus bien portants et en mauvaise santé on arrivera à un plus juste équilibre des charges d'assurances : il n'y aura plus, comme aujourd'hui, des caisses où ne se trouvent que des gens bien portants et où la cotisation ouvrière et patronale est infime, et des caisses où se trouvent surtout des faibles et où les cotisations ouvrières et patronales sont plus élevées.

Le surcroît de dépense devrait être supporté également pour tous les membres de l'assurance (hommes et femmes). La solidarité de l'homme et de la femme n'est-elle pas évidente ici ? « L'homme et la femme ont participé également à la procréation de l'enfant ; l'assurance maternelle ne doit pas être à la charge de la femme seule. » Quant aux célibataires, ils recueilleront les avantages de cette assurance maternelle le jour où ils se marieront. Et nous ajouterons que, pour ceux qui ne se marieront pas, on est en droit de considérer la légère contribution qu'on leur demande comme un très léger impôt indirect sur le célibat volontaire !

M. Mayet a essayé de chiffrer le coût du risque, tel qu'il souhaiterait le voir couvert.

Si l'on se bornait à donner l'assurance maternelle, telle que l'entend M. Mayet aux seules femmes affiliées obligatoirement aux caisses de maladie, la dépense ne serait pas encore bien forte ; il suffirait d'une augmentation de cotisation de 0,5 % du salaire pour assurer à la femme une indemnité *moyenne* de

220 marks(1)! (somme bien supérieure aux 39 marks qu'on donne actuellement).

D'après lui, il suffirait d'augmenter la cotisation actuelle en général de 3 % d'1/2 % : La cotisation ne serait donc encore que de 3 1/2 % du salaire.

M. Mayet prend comme coefficient d'accouchement le chiffre de 1 sur 50 à 60 membres.

Le cas des femmes non assurées et se trouvant dans la famille des assurés est plus difficile à régler, car on manque de base. Sur combien de membres de la famille par affilié peut-on compter ? Quel est le salaire moyen de chaque membre ? M. Mayet prévoit, d'après différents calculs, un membre de la famille par assuré ? En lui accordant une indemnité moins forte, le salaire moyen des ouvrières sortant d'apprentissage soit 7 fr. 50 par semaine, il suffit d'augmenter la cotisation de 1 1/2 à 2 % suivant que l'on réduit plus

1. Décomposition de la charge d'assurance :

Supposons l'ouvrière gagnant par an 728 francs, soit 14 francs par semaine. Pour remplacer ce salaire perdu pendant 12 semaines il faut : francs	168.00
Frais d'accouchement (tarif Saxe) et hon. du médecin (non nécessaires dans chaque cas).	18.75
Médicaments, bandages, etc	6.25
Primes d'allaitement (1 ^{re} : 25 marks soit 31 fr. 25 aux mères ayant nourri leur enfant treize semaines, et la seconde de même importance après les trois mois suivants soit au total.	62.50
Dépenses pour la tenue du ménage, consultation de nourrissons, asiles de femmes enceintes, ou accouchées, par cas	18.75
Enfin, frais d'admission en moyenne.	1.25
Total.	275.50

(Documents Mayet, Congrès Rome 1908.)

ou moins la période de temps nécessaire pour avoir droit à la prime d'allaitement. M. Mayet pense qu'une dépense supplémentaire de 276.400.000 marks (!) serait suffisante pour assurer le service de l'assurance maternelle tel qu'il le désire. Cette somme représente à peu près 2 % du montant des salaires qu'il évalue pour 20 millions d'années à 14 millions de marks !

Voilà un rapide exposé des revendications féminines allemandes. Que faut-il en penser ?

Nous ne voulons pas contester qu'une assurance maternelle, telle que la conçoivent le D^r Mayet et ses disciples, ne rende de grands services à la classe ouvrière. Mais il nous paraît bien difficile de faire adopter un projet coûtant aussi cher. Nous sommes loin des 6 millions de marks dépensés annuellement pour les accouchées ? Il faudrait, avec un pareil système, presque 300 millions de marks !... Les patrons, les ouvriers eux-mêmes consentiraient-ils à augmenter leurs cotisations dans d'aussi fortes proportions ? Il est permis d'en douter.

Sans aller aussi loin que M. le D^r Mayet, il semble qu'il serait possible d'apporter certaines améliorations aux secours d'accouchement, améliorations dont le coût se ferait peu sentir. C'est ainsi que la création des primes d'allaitement est tout à fait désirable, ainsi que les consultations pour femmes enceintes et pour nourrissons. On ne comprend pas en effet que l'Allemagne n'ait pas songé à encourager plus tôt l'allaitement maternel « qui diminue de jour en jour », dit le D^r Mayet, et à faire donner aux femmes

des conseils éclairés pour le bon élevage de leur nourrisson.

Tenue du ménage, soins de grossesse, etc., tous les services annexes, indemnité intégrale même portée à douze semaines, nous n'y trouvons rien à redire ; et nous pensons que ce programme est très réalisable, *mais seulement*, pour les femmes affiliées obligatoirement aux caisses et contribuant de leurs deniers à l'assurance. M. Mayet a du reste prouvé par ses calculs que l'augmentation de cotisations atteindrait à peine 1/2 % de salaire.

Mais nous ne sommes plus d'accord quand il s'agit des membres non assurés faisant partie de la famille des assurés. La dépense supplémentaire serait d'abord particulièrement lourde ; et d'autre part, nous ne comprenons pas pourquoi l'on ferait supporter aux caisses d'assurance des charges, qui, après tout, ne sont que de l'assistance et doivent retomber uniquement sur la collectivité. Le lien de solidarité que nous reconnaissons entre hommes et femmes faisant partie de la caisse d'assurance, nous apparaît ici trop fragile pour mériter d'être retenu. M. Mayet va un peu trop loin ici, à notre sens.

Nous avons pensé qu'il serait intéressant de connaître dans quelle mesure le législateur allemand a tenu compte de ces revendications.

Dans le projet de loi portant réglementation générale de l'assurance ouvrière, qui sera discuté en 1911, il est question du nouveau régime des femmes enceintes et accouchées. Les articles 210 à 218 du

projet lui sont consacrés. L'article 210 nous dit : « Les accouchées qui ont été assurées pendant six mois de suite contre la maladie pendant l'année qui précède leur accouchement reçoivent une indemnité égale à l'indemnité de maladie générale pendant huit semaines dont *au moins six après l'accouchement.* »

Les articles 212 et suivants nous parlent des secours supplémentaires que les statuts peuvent, si les Caisses le veulent, accorder à leurs affiliés.

Articles 212 et suivants. — Les statuts peuvent accorder aux femmes enceintes appartenant à la Caisse depuis au moins six mois et devenues incapables du fait même de la grossesse un secours de grossesse jusqu'à la durée totale de six semaines. Les statuts peuvent imputer sur la durée de cette prestation la semaine ou les deux semaines dont il vient d'être question avant l'accouchement (1).

« Les statuts peuvent accorder les secours de sage-femme et le traitement médical, au cas de troubles de grossesse.

« Les statuts peuvent accorder aux femmes enceintes aussi longtemps qu'elles allaitent un secours d'allaitement égal à la moitié du secours de maladie ($\frac{1}{4}$ du salaire) et cela jusqu'à l'expiration de la douzième semaine à dater de l'accouchement. Enfin les statuts peuvent accorder le secours de couches aux femmes mariées non assurées des assurés. »

Le projet de la nouvelle réglementation d'assu-

1. Donc 6 + 6 et non 6 + 8.

rance est donc loin d'adopter tous les desiderata des ligues féminines. Il porte obligatoirement l'indemnité telle qu'elle existe ($1/2$ du salaire) à huit semaines au lieu de six semaines, régime d'aujourd'hui, et laisse à la femme la liberté d'user de ce repos supplémentaire et de cette nouvelle indemnité pendant les deux dernières semaines antérieures à l'accouchement ! c'est déjà un bien grand progrès.

Le projet élargit aussi la liberté d'action des caisses, en augmentant la liste des avantages qu'il leur est déjà possible d'accorder aujourd'hui à leurs sociétaires.

C'est ainsi que les secours de grossesse peuvent être augmentés ; les caisses peuvent aussi s'occuper des membres non assurés de la famille de l'assuré ; mais le secours qui sera sans doute le plus pratiqué, le plus désiré des mères et le plus désirable pour l'enfant, est sans conteste le secours d'allaitement donné aux femmes qui allaitent elles-mêmes, une des grosses revendications des ligues féminines.

En somme, tel qu'il est, le projet apparaît encore comme avantageux pour la femme allemande. Le législateur, il est vrai, n'a pas réalisé complètement le programme du Dr Mayet et des ligues féminines ; il a vu néanmoins qu'il lui était possible, sans nuire aux intérêts de tous, d'apporter quelques améliorations à l'assurance maternelle. La longue expérience qu'il a faite déjà de l'assurance le lui permet.

En effet, on aurait pu croire, au début, qu'une telle organisation nuise aux femmes en les rejetant dans

le travail à domicile et donne ainsi à la femme moins de sécurité; on aurait pu craindre que l'essor de l'industrie n'en subisse des conséquences fâcheuses et que les patrons n'aient du mal à payer ces cotisations. Il n'en a rien été. Les industriels ont gardé leurs ouvrières dans leurs fabriques et leur nombre a été en augmentant, ce qui, à d'autres égards, n'est pas réjouissant. Quant à l'industrie allemande, elle n'a pas périclité puisqu'elle tient la seconde place en Europe, directement derrière l'industrie anglaise; on dira peut-être que cette situation est due en grande partie à sa grande richesse de sous-sol, à cette profusion de houille « ce pain de l'industrie »; c'est peut-être vrai, mais il est incontestable que la classe ouvrière allemande est pratiquement une des mieux protégées des pays d'Europe et que les ouvrières allemandes doivent se juger satisfaites de la protection que le législateur a su édicter en leur faveur.

§ 2. — Autriche-Hongrie et Luxembourg

Les législateurs autrichiens et hongrois se sont inspirés de l'exemple du législateur allemand pour leur protection ouvrière! Leur législation ouvrière protectrice présente infiniment de ressemblance avec la législation protectrice allemande.

Nous rencontrons, en effet, dans ces pays, des dispositions en faveur des ouvrières accouchées, dispositions facilement observées à l'aide des indemnités fournies par l'assurance-maladie obligatoire, dont l'or-

ganisation est à peu près identique à celle de l'Allemagne.

Il faut remarquer que l'interdiction du travail pour les femmes accouchées a précédé en Autriche et en Hongrie comme en Allemagne, du reste, l'assurance-maladie obligatoire, seule capable de compléter intelligemment et sûrement la loi d'interdiction. Mais en Autriche tout au moins et même en Hongrie, les lois décrétant l'assurance-maladie obligatoire ont été vite élaborées.

AUTRICHE

Aux termes de la loi autrichienne du 8 mars 1885 « les femmes en couches ne peuvent être employées régulièrement à des travaux industriels que quatre semaines après l'accouchement. »

Le législateur autrichien devait voter bientôt la loi sur l'assurance obligatoire-maladie le 30 mars 1888, loi modifiée sur quelques points par celle du 4 août 1889.

Cette loi (loi de 1888) prévoit dans son article 6, § 4 que « les femmes en couches ont droit au secours de maladie pour les quatre semaines qui suivent leur accouchement (1) ». Les frais de couches (médecin, pharmacie etc.,) ne sont pas à la charge de l'affiliée. L'article 6 § 2 (Loi de 1888) dit expressément que « depuis le début de la maladie, la femme aura droit à la gratuité des secours médicaux et pharmaceuti-

1. Bellom, assurance-maladie.

ques, y compris les soins d'accouchement ». Dans certains cas, l'allocation pécuniaire et les soins à domicile peuvent être remplacés par le traitement à l'hôpital, toujours à la charge de l'assurance.

Ce sont des caisses de maladie qui sont chargées du service d'assurance obligatoire. Comme en Allemagne, la plupart de ces caisses existaient avant la loi de 1888, mais elles comptaient trop peu de membres et la loi de 1888 a eu pour but de forcer toute la couche faible de la population à s'affilier à ces organes de prévoyance.

Les caisses sont alimentées par les cotisations patronales et ouvrières (1/3 par les patrons 2/3 par les ouvriers comme en Allemagne); pas plus qu'en Allemagne, l'État ne contribue financièrement à l'assurance.

En Autriche, d'après M. Bellom, il y a 6 types différents de caisses chargées d'assurer le service d'assurance contre la maladie. Ce sont (1) :

- 1° Des caisses de districts ;
- 2° Des caisses de fabrique ;
- 3° Des caisses d'entreprises de construction ;
- 4° Des caisses de corporation ;
- 5° Des associations fraternelles ou caisses pour les ouvriers mineurs ;
- 6° Des caisses de sociétés ou caisses instituées par application de la législation sur les sociétés.

1. L'insuffisance de l'administration communale en Autriche aurait en effet empêché la création de caisses communales.

Seuls, les trois derniers types de caisses existaient avant la loi de 1888. Les caisses de district réunissent spécialement toutes les personnes de la circonscription judiciaire qui ne sont affiliées à aucune autre caisse ! Ce sont en somme les caisses d'assurance communales agrandies de l'Allemagne.

Le secours minimum légal accordé par les caisses autrichiennes doit être au moins égal aux 60 % du salaire quotidien moyen des ouvriers de la circonscription judiciaire soumis à l'obligation de l'assurance. Mais si les statuts de la caisse veulent se montrer plus généreux, ils ne peuvent allouer, en aucun cas, un secours supérieur à 75 % du salaire de base.

Les ouvrières autrichiennes semblent donc être mieux traitées que les ouvrières allemandes puisqu'elles seront toujours sûres de recevoir un secours supérieur à la moitié de leur salaire (60 % au lieu de 50 %).

Mais si les ouvrières allemandes reçoivent moins que les ouvrières autrichiennes, elles ont d'autres avantages aussi importants ; elles sont d'abord indemnisées pendant une période de temps plus longue, six semaines au lieu de quatre, et d'autre part si elles ont le malheur d'être victimes de maladies, suites de couches, elles reçoivent des secours des caisses de maladie pendant plus longtemps : les ouvrières allemandes seront secourues pendant au moins vingt-six semaines, quelles que soient les prévisions des statuts des caisses. Les ouvrières autri-

chiennes, au contraire, ne seront secourues que pendant vingt semaines, si les statuts des caisses ne prévoient pas un secours prolongé qui pourra aller jusqu'à un an.

HONGRIE

La Hongrie avait pris, un peu avant l'Autriche, des mesures en faveur des femmes en couches. La loi hongroise sur l'industrie date en effet du 21 mai 1884 (1).

L'article 116 nous dit : « Les femmes sont dispensées du travail réglé par leur contrat pendant les quatre semaines qui suivent leur accouchement sans que le contrat soit rompu. »

Cette disposition est plus généreuse que celle de la loi autrichienne, puisqu'elle maintient le contrat de travail en faveur de l'accouchée et l'industriel sera donc tenu de conserver la place de l'ouvrière pendant son repos obligatoire.

Par contre, c'est seulement en 1891, donc trois ans après l'Autriche, que la Hongrie organisa à son tour l'assurance-maladie obligatoire. La loi du 9 avril 1891 reproduit presque exactement les dispositions de la loi autrichienne de 1888.

On peut observer seulement quelques divergences : c'est ainsi que l'indemnité accordée aux femmes

1. Loi du 21 mars 1884 sur l'industrie, art. 116. *Annuaire de législation étrangère*, 14^{me} année, 1884, p. 357.

en couches pendant les quatre semaines de repos ne sera égale qu'à 50 % du salaire (1) (minimum légal au lieu de 60 % comme en Autriche).

Ce traitement n'est d'ailleurs pas spécial aux femmes en couches, tout malade ne recevra qu'une indemnité égale à 50 % du salaire, à moins que les statuts ne prévoient davantage: les indemnités ne pourront toutefois dépasser le maximum de 75 % du salaire.

L'assurance-maladie hongroise a été remaniée en 1907. La loi hongroise du 9 avril 1907 sur l'assurance des travailleurs de l'industrie et du commerce contre la maladie et les accidents, a quelque peu modifié le traitement appliqué aux femmes en couches.

L'article 50, § 4, nous apprend que « le secours d'accouchement égal à la moitié du salaire sera servi à la femme pendant six semaines ». La femme accouchée sera donc secourue pendant un temps plus long que ne l'avait prescrit la loi de 1891; les statuts des caisses sont même autorisés à allouer le secours pendant une période plus longue, mais ne dépassant pas toutefois huit semaines tant avant qu'après les couches (art. 51, § 4). Si la femme est malade de suites de couches, elle recevra, comme tout malade, l'indemnité pendant vingt semaines. Pour avoir droit à ces secours la femme doit faire partie de la caisse depuis au

1. En Hongrie, les cotisations des assurés doivent être acquittées par classes de salaire quotidien moyen. La cotisation des assurés ne peut être inférieure à 2 % et supérieure à 4 % du salaire quotidien moyen.

moins trois mois ; les secours devront lui être payés à la fin de chaque semaine.

Signalons encore un point intéressant en faveur de la femme de l'assuré vivant en ménage avec son mari et ne recevant aucune rémunération comme ouvrière. Cette femme, comme du reste tous les membres de la famille, vivant en ménage avec l'assuré, mais ne recevant aucune rémunération, pourra faire partie de l'assurance en ne payant que la moitié de la cotisation des assurés (art. 26) mais seule, la femme de l'assuré aura droit aux secours d'accouchement.

Remarquons enfin que la loi de 1907 rend plus lourde pour les patrons la charge de l'assurance-maladie, puisque les cotisations incombent en effet pour moitié aux patrons et pour moitié aux travailleurs. Cette réforme est considérée, même en Allemagne, comme un très grand progrès social (1).

Le Code d'industrie hongrois est, de son côté, sur le point d'être remanié. Le projet de 1908 s'occupe de la situation des femmes enceintes ; elles ne pourront être employées à une série de travaux fatigants et pourront cesser le travail dès le huitième mois, sur la simple présentation d'un certificat médical.

1. La Bosnie Herzégovine, rattachée depuis peu à l'empire austro-hongrois, a été dotée d'une loi d'assurance-maladie obligatoire le 15 février 1909 : l'ouvrière a droit à un secours de maladie de quatre semaines, à raison de son accouchement et même à un secours pécuniaire, pendant les derniers jours de la gestation, si elle est incapable de travailler.

LE LUXEMBOURG

Il existe un petit pays, enclavé entre la Belgique, la France et l'Allemagne, pays neutre, qui, par sa situation, par ses intérêts, et du fait de la dynastie qui le gouverne a toujours suivi la destinée commerciale des pays germains. Nous voulons parler du Grand-Duché de Luxembourg.

Frappé des résultats de la politique sociale ouvrière allemande, le Luxembourg a songé à imiter ses voisins. Ce petit pays qui compte à peu près 25.000 habitants et 55.000 salariés a depuis le 31 juillet 1901 son assurance-maladie obligatoire, depuis 1902 son assurance-accidents obligatoire et un projet sur l'assurance-invalidité et vieillesse vient d'être déposé le 3 octobre 1910.

La loi d'assurance-maladie obligatoire de 1901 prévoit trois sortes de caisses chargées de ce service : les caisses de sociétés de secours mutuels agréées, les caisses de fabriques, et les caisses régionales. Toute personne occupée moyennant un traitement ou salaire inférieur à 3.000 francs par an, qui ne pourra prouver qu'elle fait partie d'une société de secours mutuels agréée devra ou s'inscrire à la caisse de sa fabrique, s'il en existe (1), ou à la caisse régio-

1. En général il existe une caisse de fabrique dans les établissements occupant régulièrement plus de 50 ouvriers. Le Gouvernement peut même obliger, sur proposition de la caisse régionale afférente, l'industriel à fonder une caisse de malades pour sa fabrique.

nale, création spéciale de la loi, instituée spécialement dans certaines régions pour certaines exploitations (mines, industrie textile, construction). L'assurance luxembourgeoise englobe aussi une partie fort intéressante de la classe ouvrière : les ouvriers en chambre, les ouvriers à domicile, travaillant dans leurs propres ateliers pour le compte d'industriels.

Des cotisations patronales et ouvrières alimentent les caisses : un tiers à la charge des patrons, deux tiers à la charge des ouvriers. Le montant des cotisations (1) doit être fixé en centimes du salaire quotidien moyen, de manière qu'en tenant compte des autres ressources de la caisse, elles suffisent pour couvrir les secours statutaires, les frais d'administration et les prélèvements destinés à constituer les fonds de réserve. C'est le patron qui fait les versements aux caisses et retient sur les salaires ouvriers leur part de cotisations. Il est tenu de faire inscrire au plus tard à la caisse régionale ou à la caisse de fabrique le huitième jour à dater du commencement de son engagement et de faire rayer dans le même délai de huit jours après cessation de son contrat, toute personne soumise à l'obligation de l'assurance qu'il occupe. Les ouvriers qui font partie de sociétés de secours mutuels agréés devront prouver qu'ils cotisent toujours à la société.

Tout affilié à la caisse reçoit gratuitement, en cas de maladie, les soins médicaux, les médicaments, etc.,

1. Il varie de 2 à 3 % du salaire.

ainsi qu'un secours pécuniaire égal à la moitié du salaire quotidien moyen fixé par les statuts des caisses pour la classe dont fait partie le membre : Il reçoit traitement et indemnité pendant au moins treize semaines (1) et même les statuts de la caisse peuvent porter la durée des secours de maladie à un an et accorder un secours équivalent aux trois quarts du salaire moyen.

La loi d'assurance maladie obligatoire luxembourgeoise, comme la loi allemande a pris en considération les ouvrières en couches et il est bon de remarquer que le législateur luxembourgeois n'a pas cru devoir imposer un repos obligatoire à ses parturientes. Des dispositions de ce genre lui ont paru inutiles ; à son avis, la femme indemnisée pendant la période consécutive aux couches n'a plus de raisons pour chercher à travailler avant d'avoir recouvré sa santé normale.

Les femmes en couches recevront pendant quatre semaines en dehors des soins médicaux et des médicaments, une indemnité égale au moins à la moitié de leur salaire moyen. Pour avoir droit au secours, les femmes doivent avoir fait partie dans les douze mois précédant l'accouchement, pendant au moins six mois, d'une caisse de malades (art. 14).

Les statuts des caisses peuvent majorer ces secours, les prolonger jusqu'à une durée de six semaines après la délivrance, élever l'indemnité du demi-salaire aux trois quarts du salaire moyen, accorder aux femmes

1. Bien entendu, les Caisses de fabrique et les sociétés de Secours mutuels doivent accorder le minimum légal de secours (13 semaines).

des membres de la caisse les secours de couches (art. 16).

Si l'accouchement n'a pas été normal, et si la femme est encore malade après ces quatre et six semaines de repos indemnisé, la caisse sera tenue de la secourir comme tout malade, pendant une durée de treize semaines en tout ; et pourra même, si les statuts l'ont prévu, prolonger son secours jusqu'à un an.

Voici les résultats de l'assurance-maladie luxembourgeoise en ce qui concerne les femmes en couches (1), pendant les années 1908 et 1909 :

Année 1908

Nombre des femmes assurées auprès des caisses de maladie établies en conformité de la loi du 31 juillet 1901.	2.379
Nombre des cas de secours accordés aux femmes en couches.	70
Durée jours	1.626
Frais de secours francs	2.115 fr. 15
Comme en cas de maladie, mais seulement pour une durée ne dépassant pas quatre semaines.	

Année 1909

Nombre des assurées.	2.427
Nombre de cas de secours	66
Durée. jours	1.682
Frais de secours francs	2.344 fr. 63

1. Nous remercions M. le conseiller du Gouvernement Sax d'avoir bien voulu les mettre à notre disposition.

Quelques caisses de maladie usent de la liberté que leur donne la loi de majorer leurs secours : il est ainsi des caisses qui accordent des secours aux femmes en couches, membres de la famille de l'assuré. Il nous a été impossible de savoir le nombre des femmes qui ont été bénéficiaires de ces secours.

L'initiative de ce petit pays était intéressante à connaître ; son assurance-maladie fonctionne singulièrement, les résultats que nous exposons ici pour les secours de couches en témoignent ; nul doute que cette indemnité accordée à la femme accouchée fera plus pour son repos que ne l'aurait fait une loi l'obligeant à se reposer sans l'indemniser.

Ces quatre pays, Allemagne, Autriche, Hongrie, Luxembourg, sont les seuls qui aient réalisé la protection rationnelle de la femme en couches. A eux seuls peuvent s'appliquer ces paroles si justes de l'honorable M. Strauss : « Les seuls pays qui peuvent, « en toute certitude, s'enorgueillir de leur protection « légale de la maternité sont ceux qui en même temps « assurent l'indemnité compensatrice. »

CHAPITRE III

Pays d'assurance maternelle obligatoire autonome

L'ITALIE

L'Italie, notre sœur latine, a voulu aussi mettre en application le vœu de la Conférence de Berlin de 1890 et s'est efforcée de protéger ses ouvrières pendant la période des couches et d'assurer au nouveaux l'allaitement maternel.

La loi du 10 juin 1902 sur le travail des femmes et des enfants dans les ateliers, établissements industriels, etc., a consacré à leur situation particulière différents articles.

D'après l'article 6 de cette loi: « Les femmes relevant de couches ne pourront être employées qu'un mois après l'accouchement: par exception, elles pourront l'être avant l'expiration de ce délai, mais en aucun cas avant l'expiration de la troisième semaine, s'il résulte d'un certificat du bureau d'hygiène de la commune où elles sont domiciliées que leur état de santé leur permet de s'acquitter sans danger du travail dont elles veulent s'occuper (1). »

1. *Annuaire de la législation du travail*, 6^e année, 1902, p. 339.

Donc il est interdit d'employer des femmes pendant les trois semaines au moins suivant leurs couches, quelquefois même pas avant quatre semaines.

D'autre part, les articles 10 à 17 de la même loi édictent des mesures favorables à l'allaitement maternel des nourrissons, mesures à peu près identiques à celles prises par le Portugal et par l'Espagne. L'allaitement maternel devra toujours être toléré par les patrons ; dans ce but, il devra être aménagé obligatoirement, dans les usines employant plus de 50 ouvrières une chambre spéciale d'allaitement répondant aux exigences de l'hygiène, sorte de crèche où les mères pourront mettre en garde leur enfant pendant leur travail. Les femmes pourront aussi allaiter chez elles ; le temps que devra accorder l'industriel variera d'une heure à une demi-heure (durée minima) suivant qu'elles iront allaiter chez elles ou allaiteront à la fabrique.

Ces dispositions édictées par le législateur italien semblent, à première vue, nettement favorables aux ouvrières italiennes. Mais sont-elles aussi facilement réalisables les unes que les autres ?

Il est certain que les mesures prises pour assurer l'allaitement maternel des nourrissons ont pu être appliquées immédiatement et donner d'excellents résultats. Rien n'est plus facile que d'installer ces crèches d'usine ou de concéder à l'ouvrière une heure dans la journée pour donner les soins à son enfant. Il suffit d'un peu de bonne volonté et de générosité de la part de l'employeur. Sans doute, aujourd'hui

l'allaitement maternel, si salulaire à l'enfant, doit être plus pratiqué par l'ouvrière italienne et les docteurs italiens ne doivent pas faire à ce sujet, des constatations déplorables, comme celles rapportées à propos des ouvrières françaises par le Dr André Binet. En France, hélas ! pour solutionner ce problème de la possibilité de l'allaitement maternel nous sommes aussi en retard et Binet a pu établir que sur 1.377 enfants, 691 avaient été privés du sein maternel, par le seul fait que la mère était obligée de travailler au dehors et qu'il lui était impossible de nourrir elle-même son enfant (1).

Mais si la loi italienne a pu immédiatement porter ses fruits en ce qui concerne l'allaitement maternel, il n'en a pas été de même pour le repos consécutif aux couches.

L'article 6 se borne à dire que les femmes ne pourront être employées que trois ou quatre semaines après leurs couches, mais il ne règle pas la question de l'indemnité nécessaire, il ne l'envisage même pas et ne prévoit l'établissement d'aucune institution par exemple d'une caisse spéciale pour assurer ce service.

Nous nous trouvons donc ici en face d'une interdiction temporaire du travail, à laquelle ne correspond aucune organisation financière susceptible d'indemniser ce chômage forcé. Et alors nous savons

1. Dr Binet, *L'allaitement maternel considéré spécialement au point de vue de ses difficultés sociales* (Jouve, 1904) cité par Gemæhling.

déjà, combien est cruelle et illogique, une législation semblable, et quels piètres résultats il est permis d'en attendre !

Certains Italiens, à l'esprit sage et éclairé, avaient du reste envisagé, bien avant la loi de 1902, les conséquences fâcheuses qui pouvaient résulter d'une interdiction de travail sans indemnité prévue.

L'assurance-maladie obligatoire n'existait pas en Italie et ne semblait pas disposée à s'y implanter de sitôt. Il fallait donc créer de toutes pièces, des organismes chargés d'indemniser les femmes pendant le repos. C'est ainsi que M^{me} la doctoresse Schiff, déléguée par la Ligue pour la protection des intérêts de la femme de Milan, proposa au Congrès de Milan de 1894, d'établir des Caisses de prévoyance pour la maternité, avant de prendre des mesures d'interdiction de travail.

On suivit ces conseils et en 1900 à Paris, M^{me} Schiff et M. Henri Scodnik, qui devait plus tard faire au Congrès des Assurances sociales de Rome (1908) une très intéressante communication sur la question de l'assurance maternelle en Italie, pouvaient déjà faire connaître les résultats obtenus par une Caisse de ce genre, fondée en 1898, la Caisse de Turin.

L'exemple de la Caisse de Turin devait être imité et de nombreuses caisses de maternité ne tardaient pas à se fonder dans les villes les plus importantes, Milan, Rome, Florence. Toutefois ces caisses de maternité, issues de l'initiative privée, ne devaient pas

se multiplier autant qu'on le désirait (1) ; on fondait sur elles beaucoup d'espoir pour l'application facile de la loi de 1902, et on pensait que l'ouvrière forcée légalement de se reposer, s'affilierait volontiers à ces caisses qui, pour des cotisations minimales, donnent des secours raisonnables.

Vaines espérances ! Dans les caisses les plus importantes, le contingent des assurées est toujours peu élevé.

Qu'est-ce donc au juste que ces caisses de maternité italiennes et comment fonctionnent-elles ?

Ces caisses qui portent le titre de « caisses d'assistance pour la maternité », de « caisses d'assistance et de prévoyance pour la maternité » ou simplement de « caisses de maternité » ressemblent singulièrement à nos mutualités maternelles françaises. C'est du reste le fonctionnement et les résultats de ces dernières qui ont donné l'idée aux Italiens de fonder leur première « caisse d'assistance pour la maternité de Turin » en 1898. Elles sont issues de l'initiative privée et existent surtout dans les grandes villes. Elles accueillent comme membres toutes les ouvrières sans exception. Elles vivent des cotisations des membres affiliées, des membres simplement contribuant (associés fondateurs, associés à perpétuité, associés actionnaires) et des membres honoraires. Elles peuvent aussi recevoir des dons et des legs ; quelques-unes sont érigées en « corps moral » comme la Caisse de Turin (décret du 4 août 1904) : L'État

1. Il n'y a actuellement que 16 caisses de maternité.

leur confère ainsi la reconnaissance juridique. Quant aux subventions d'État aux caisses de maternité, elles sont encore inconnues en Italie !

Contrairement à ce qui se passe dans nos mutualités maternelles françaises, où l'on ne donne en général des secours que dans la période consécutive aux couches, en Italie, les caisses de maternité préfèrent donner leurs secours, à deux reprises différentes, avant l'accouchement et après l'accouchement. La durée du secours n'excède pourtant jamais de plus de trente jours ; nous ne connaissons que la caisse de Florence qui secourt son affiliée pendant quarante jours.

Ces trente jours sont répartis en quinze jours avant l'accouchement et quinze jours après l'accouchement. Pour avoir droit au secours, la femme doit produire à l'administration de la caisse, une déclaration (1) d'un médecin ou d'une sage-femme, constatant qu'elle est dans la seconde quinzaine du neuvième mois de sa grossesse.

La caisse se borne à donner une indemnité pécuniaire : elle la sert en trois fois : le premier versement a lieu à la suite de la déclaration, le second, quand l'accouchement a lieu, et le troisième sept ou huit jours après l'accouchement. Donc les frais d'accouchement et de médicaments restent à la charge de l'affiliée. L'indemnité donnée varie en général de 30 à 40 francs. Elle est de 60 francs pour la Caisse de Florence.

1. Déclaration délivrée gratuitement par les médecins de la caisse.

Pour compléter cette étude, il est bon de savoir quelles sont les primes d'assurance demandées aux ouvrières par les caisses.

Les caisses italiennes donnent un secours sensiblement égal à celui des caisses françaises, même un peu moindre et demandent néanmoins à leurs affiliées des contributions plus fortes : il faut sans doute en trouver la raison dans la non-subvention de l'État.

Il est bon de remarquer aussi qu'elles ne demandent pas à toutes les ouvrières la même contribution. Elles ont voulu tenir compte, dans la plus large mesure possible, et il faut les en féliciter, des chances plus ou moins grandes que la femme suivant son âge pouvait avoir d'enfanter. Elles ont donc fait des classes d'âge : Les ouvrières de 15 à 20 ans paieront moins que les ouvrières de 20 à 30 ans ; celles de 30 à 50 ans paieront moins que ces dernières. La contribution de l'ouvrière italienne, dans l'âge le plus fécond, variera de 6 fr. 60 à 9 fr. 60 suivant les caisses.

Voici du reste exactement les contributions payées par les ouvrières et les indemnités qui leur sont accordées dans quelques caisses (1).

1. D'après des documents italiens aimablement mis à notre disposition par M. Osimo, secrétaire général de la Société « Umanitaria » de Milan.

Caisse de Maternité de Milan.

Fondée en 1905. Érigée en corps moral en 1907. Contribution annuelle de prévoyance de 1 l. 10 jusqu'à 9 liras, en relation avec les divers âges de l'inscription, de la naissance jusqu'à 19 ans. Depuis 20 ans, contribution de 9 l. 60. L'indemnité normale d'accouchement est de 30 liras.

*Caisse d'assistance et de prévoyance
pour la Maternité de Rome.*

Fondée en 1905. Contribution de prévoyance 0 l. 25 par mois. Indemnité normale : 1 l. 50 par jour pendant quinze jours, dernière période de la grossesse et pendant quinze jours, période d'accouchement, en tout $1 \text{ l. } 50 \times 30 = 45 \text{ liras.}$

*Caisse d'assistance pour la Maternité de Florence
pour l'Italie Centrale.*

Fondée en 1905. Contribution de prévoyance : 0 l. 40 par mois jusqu'à 20 ans ; 0 l. 65 par mois de 21 à 30 ans ; 0 l. 55 par mois au-dessus de 30 ans. Indemnité normale : 1 l. 50 par jour, pendant vingt jours, dernière période de la grossesse ; et pendant vingt jours, période d'accouchement, en tout $1 \text{ l. } 50 \times 40 = 60 \text{ liras.}$

Caisse de Maternité de Bergame.

Fondée en 1906. Contribution de prévoyance : 1 lire, taux d'inscription ; 0 l. 40 par mois de 16 à 20 ans ; 0 l. 60 par mois de 29 à 30 ans ; 0 l. 50 par mois au-dessus de 30 ans. Indemnité normale d'accouchement : 40 liras.

Caisse d'assistance pour la Maternité de Brescia.

Fondée en 1906. Contribution de prévoyance : 0 l. 40 par mois de 16 à 20 ans ; 0 l. 55 par mois de 20 à 30 ans ; 0 l. 45 par mois au-dessus de 30 ans. Indemnité normale : 1 l. 55 par jour pendant quinze jours, dernière période de la grossesse, et pendant quinze jours, période de l'accouchement, en tout 30 jours $\times$ 1 l. 50 = 45 liras.

Comme on le voit, les grandes villes d'Italie possèdent des caisses de maternité ; sont-elles florissantes ? Les ouvrières s'y inscrivent-elles en grand nombre ? Nous avons déjà répondu malheureusement par la négative. Les plus grandes caisses, comme Milan, comme Turin, ne comptent encore que 200 affiliées pour la première et 540 pour la seconde ; il semble donc que l'effort fait en Italie par les mutualités maternelles ait donné encore moins de résultats qu'en France. *Si en France, c'est la minorité des femmes qui bénéficient des avantages des mutualités maternelles, on peut dire qu'en Italie c'est l'exception.*

Caisse d'assistance pour la Maternité de Turin (1)

	1898	1899	1900	1901	1902	1903	1904	1905	1906	1907	1908	1909
Affiliées effecti- ves inscrites..	23	22	23	46	47	54	135	356	375	494	493	540
Affiliées effecti- ves secourues.	»	9	6	6	17	13	18	68	101	121	136	123
Montant des in- demnités re- çues par les affiliées.....	»	525	292 50	385	717 50	482.50	806 50	2.687 50	4.432 »	5.360 90	5.813 70	5.134 50
Contributions versées par les affiliées.....	53 60	112 50	104 50	212 25	235 25	289 25	573 25	1.713 30	2.549 15	2.926 50	2.992 60	3.131 65
Fonds patrimo- nial.....	3.040 55	5.767 77	9.371 04	12.982 81	17.243 24	20.320 14	37.472 93	46.156 62	53.889 88	59.514 02	63.330 99	69.628 54

1. Renseignements fournis par M. le Président de la Caisse de Turin.

Et pourtant ce ne sont pas les efforts qui ont manqué ; certaines caisses, comme celle de Turin, ont vu leurs membres augmenter, mais hélas ! trop lentement : il a fallu, comme on peut s'en rendre compte par ce tableau statistique, onze ans pour que le nombre des affiliées passât de 23 à 540. Quelle persévérance !

Ces caisses de maternité, tout en faisant beaucoup de bien à leurs sociétaires, soulageaient donc trop peu de femmes obligées au repos ; les sociétés de secours mutuels, de leur côté, se montraient peu généreuses, lors des couches ; on en comptait à peine 10 % donnant une indemnité à cette occasion.

Toutes ces institutions (1), bonnes en elles-mêmes, étaient insuffisantes : les sentiments de prévoyance et surtout de cette prévoyance un peu spéciale étaient trop peu répandus dans les milieux ouvriers italiens. Il apparaissait nécessaire au législateur de 1902 de

1. Il nous a paru intéressant de signaler l'organisation un peu spéciale de la Caisse de Maternité de Bologne (rapportée par Bertin, Thèse, p. 202). C'est la Caisse d'Épargne de Bologne qui la réalise. Elle a créé des livrets de maternité, toute jeune fille qui n'a pas passé la 16^e année et qui est occupée à un travail manuel ou dont le chef de famille est employé à des travaux analogues aux services de tiers, peut prendre un livret. « Sur les dépôts des livrets, il est alloué, avant tout, l'intérêt ordinaire selon les règles générales de la Caisse d'Épargne et celle-ci partage à la fin de chaque année sur les livrets mêmes en proportion des dépôts, les intérêts d'un capital de 200.000 francs expressément destiné à ce but. » Pour pouvoir retirer les fonds inscrits sur son livret, la femme doit prouver qu'elle est en couches dans la commune de Bologne, durant son mariage ou pendant les 300 premiers jours de son veuvage.

compléter la loi et d'assurer à toutes ces imprévoyantes des ressources de compensation pour ce repos forcé.

Mais comment les réaliser et qui charger ce service ?

Problème d'autant plus difficile à résoudre qu'il ne fallait pas songer à rattacher l'assurance maternelle à l'assurance-maladie, puisqu'elle n'existait pas et qu'un projet instituant l'assurance-maladie n'avait guère de chances de réussite !

Le législateur italien avait fait montre, sans nul doute, de bonne volonté envers ses ouvrières, mais ne s'était-il pas montré lui-même imprévoyant en édictant une loi incomplète ! loi boiteuse, si j'ose dire. Il était urgent de créer un organisme nouveau, organisme immense, si l'on songe que la loi visait les femmes employées dans l'industrie et les grands ateliers, le contingent le plus fort des ouvrières. L'on ne pouvait compter sur les caisses privées existantes, trop peu nombreuses, pas assez fortes ; l'État eût dû les aider pécuniairement, et comme nous le verrons, l'État italien n'était pas disposé à prendre sa part de charge de l'assurance maternelle ; du reste, ces caisses de maternité, telles qu'elles étaient, avaient assez à faire avec les ouvrières non visées par la loi, ouvrières à domicile, ouvrières des petits ateliers et des petits métiers ; cette clientèle suffisait à leur activité.

Il n'y avait qu'un moyen d'aboutir, organiser une assurance maternelle obligatoire autonome, dont le service serait fait à l'aide d'une Caisse de maternité

d'État, groupant toutes les ouvrières visées par la loi sur le travail des femmes.

Ce principe posé, le problème ne se trouvait pas, pour cela, solutionné : le plus gros restait à faire, l'organisation effective de cette caisse de maternité (pompeusement appelée caisse de maternité d'État, et à laquelle l'État ne voulait pas donner un sou). Quels deniers alimenteraient cette caisse ? Comment fonctionnerait-elle ? Quelles indemnités accorderait-elle ? Toutes questions qui devaient donner lieu à des discussions ardentes et passionnées. Du principe à la réalisation du principe, il y avait une grande marge, et les nations qui n'ont pas encore, comme la France, d'assurance maternelle d'État, surtout si celle-ci doit être autonome, feront bien de régler cette question avant d'édicter un repos obligatoire : l'exemple de l'Italie pourra leur être d'un utile enseignement. L'Italie a promulgué, en 1902, une loi d'interdiction du travail pour ses ouvrières récemment accouchées. Elle a mis huit ans pour aboutir à une loi établissant une caisse de maternité d'État : la loi vient d'être votée le 17 juin 1910 et la caisse de Maternité d'État n'est pas encore près de fonctionner. N'est-il pas clair qu'il eût mieux valu qu'elle commençât par établir sa caisse de maternité d'État ? Le plus simple bon sens l'indique.

Le législateur italien s'était du reste rendu compte, lors du vote de la loi de 1902, qu'il fallait établir le plus tôt possible une institution capable de compléter utilement cette interdiction du travail qu'il imposait

aux ouvrières accouchées. Différents vœux formulés alors et particulièrement l'ordre du jour qui fut voté à cette époque par la Chambre italienne en témoignent. « La Chambre, dit l'ordre du jour, confie au Gouvernement le soin de déposer un projet de loi pour l'institution d'une caisse ou de plusieurs caisses de maternité. »

Le Bureau du Travail italien (ministère de l'Agriculture, Industrie et Commerce) procéda aussitôt à une enquête sur les ouvrières visées par la loi, dans le but de se rendre compte du nombre d'accouchements sur lequel on pouvait tabler chaque année. Son enquête porta sur 172.365 ouvrières, âgées de 15 à 54 ans (1) observées pendant un an du 1^{er} décembre 1902 au 30 novembre 1903. Le dénombrement général aurait donné 584.653 ouvrières. Le coefficient d'accouchement constaté ne fut pas élevé : 45 ‰. Il y avait une sensible différence avec le coefficient de natalité pour toute l'Italie s'élevant à 120/1000. Différence qui tient, paraît-il, à ce que la femme non mariée, fille ou veuve, est plus facilement employée par les patrons et compose en grande partie le contingent ouvrier féminin.

Le Bureau du Travail, à la suite de différents calculs, et en prenant le chiffre de 45/1000 comme coefficient d'accouchement pour 500.000 ouvrières en âge de fécondité, à une dépense annuelle de 714.419 francs : cette somme qu'il était nécessaire de

1. Henri Scodnik, Congrès des Assurances sociales, Rome, 1908.

majorer un peu à cause des avortements et des dépenses d'administration, suffisait à indemniser les ouvrières accouchées, pendant trente jours, à raison de trois quarts du salaire.

Cette enquête du Bureau du Travail et différentes propositions du Conseil supérieur du Travail permirent au ministère Rava de déposer en 1905 un projet de loi pour l'institution « d'une Caisse de Maternité ».

Le projet était assez compliqué. Voici quels en étaient les traits caractéristiques :

Toute ouvrière de 15 à 50 ans (1), visée par la loi de 1902 devait s'assurer obligatoirement à la « Caisse de Maternité » (2) que l'on rattachait comme section autonome à la « Caisse nationale de prévoyance pour l'invalidité et la vieillesse des ouvriers ». Le patron devait payer une somme égale à la cotisation de son ouvrière. La contribution annuelle demandée équivalait à deux journées de travail et venait avec les sept classes de salaire (allant jusqu'à 4 l. 20). Les ouvrières accouchées devaient recevoir pendant la période de chômage légal une indemnité égale à trois quarts du salaire avec un minimum d'une lire italienne (le maximum étant de 3 l. 15).

Le Conseil supérieur du Travail avait demandé ce

1. On ramenait avec raison l'âge fécond de 54 ans, chiffre fixé par le Bureau du Travail, à 50 ans !

2. Bien entendu les ouvrières employées dans les manufactures de l'État et déjà protégées par des institutions les concernant, ne feront pas partie de la Caisse de maternité.

minimum trouvant justement qu'il n'aurait pas été raisonnable de donner un secours moindre. Enfin le gouvernement conservait la faculté d'opérer tous les trois ans, une révision technique pour modifier la mesure des contributions et des indemnités.

Notons qu'il n'était nullement question d'une subvention d'État.

Le projet Rava ne devait pas être discuté par le Parlement, la Commission parlementaire chargée de l'examiner devait le modifier profondément, d'accord avec le ministre Cocco-Urtu qui avait succédé à M. Rava.

Le projet Rava était trop complexe avec ses cotisations et ses indemnités variant avec le salaire.

La Commission parlementaire, en 1907, déposait un nouveau projet de loi pour l'institution d'une Caisse de Maternité, considérablement simplifiée.

Les grandes lignes de l'ancien projet subsistaient néanmoins : Principe de l'assurance obligatoire, rattachement de la Caisse de Maternité à la Caisse nationale d'invalidité et de prévoyance pour les ouvriers, contribution égale des patrons et des ouvrières.

Mais il n'y avait plus de classes de salaires, partant plus de cotisations variées, plus d'indemnités variées. On unifiait cotisations et indemnités.

Pour toutes les ouvrières la contribution annuelle demandée était de 1 l. 50 (0,75 par ouvrière, 0,75 pour les patrons) et l'indemnité de 30 livres : Avec une pareille simplification il était facile d'établir exactement les prévisions financières.

On obtenait ainsi par exemple pour une caisse comptant 500.000 ouvrières :

Nombre des ouvrières cotisantes : 500.000.

Coefficient d'accouchement ($45/1000$) 22.500.

Total des primes annuelles $500.000 \times 1 \text{ l. } 50 =$
750.000 liras.

Total des indemnités à verser $22.500 \times 30 \text{ l. } =$
675.000 liras.

Nous ne trouvons pas encore de subvention financière de l'État dans le nouveau projet. La Commission parlementaire désirait pourtant que l'État entrât dans la charge de la Caisse de Maternité pour une quote-part de un tiers, les patrons et les ouvrières n'auraient alors payé qu'un tiers chacun. Mais le ministre Cocco-Urtu, comme son prédécesseur, M. Rava, s'y opposèrent énergiquement.

Les Chambres n'étaient pas près de discuter ce nouveau projet de loi qui était encore loin de satisfaire tout le monde : On était pourtant en 1907 et la loi d'interdiction datait de 1902 !

Les patrons étaient assez hostiles au projet et réclamaient, comme les sociétés féminines d'ailleurs, l'intervention financière de l'État dans la contribution annuelle.

C'est ainsi que la fédération industrielle du Piémont (1), invitée par le ministre à présenter ses observations sur le nouveau projet de loi pour l'insti-

1. Documents italiens communiqués par M. Vismo, secrétaire général de la Societa Umanitaria.

tution d'une caisse de maternité ; ne se fit pas faute de le critiquer et de le combattre ouvertement dans un rapport que M. Craponne, son président, adressa au ministre le 12 mai 1909.

Dans ce rapport (1), la Fédération industrielle alléguant que le risque de maternité n'était pas un risque industriel s'efforçait de justifier que la contribution de moitié demandée aux industriels pour la caisse de maternité n'avait aucune base logique ni rationnelle. Elle ajoutait en outre que le principe de l'unité de contribution violait les conceptions les plus élémentaires de l'équité et de la justice qui voudraient que la contribution fût proportionnelle au salaire et au coefficient de fécondité de l'ouvrière.

Le ministre voulait voir un risque industriel là où il n'y en avait pas.

L'imposition d'un repos consécutif aux couches, pour une seule catégorie d'ouvrières, celles visées par la loi de 1902, c'est-à-dire les femmes occupées dans les mines, usines et ateliers et non pour la généralité des ouvrières, constituait par elle-même à son avis un risque industriel dont le patron devait être en partie responsable.

La femme, du moment qu'elle était employée dans ces industries visées par la loi de 1902 était atteinte par le « risque industriel » et devait être protégée.

Les industriels étaient opposés à cette idée, un peu

1. Il novetto progetto di legge per l'instituzione d'una Cassa per la maternita.

singulière, il est vrai, du risque industriel. Pourquoi, disaient-ils, prendre des mesures spéciales pour les femmes de nos fabriques ? Pourquoi ne pas baser ce chômage légal sur des considérations d'intérêt public et l'imposer à toute ouvrière ?

D'abord, le ministre se trompe en arguant que la loi ne vise que certaines ouvrières, elle les vise bien toutes en général, quel que soit le travail auquel on les emploie, car par atelier, d'après la loi, on entend tout endroit où l'on pratique des opérations industrielles quel que soit le nombre des ouvriers s'il existe des moteurs et dans le cas contraire s'il y a au moins cinq ouvriers employés. Et puis pourquoi créer une situation privilégiée aux ouvrières des usines ? Sont-elles si à plaindre ?

La justice n'exige-t-elle pas que l'on prenne au moins les mêmes mesures en faveur des ouvrières des petits ateliers et des domestiques qui ont, comme chacun le sait, des conditions de travail beaucoup moins hygiéniques que les ouvrières des grandes industries, qui, elles, travaillent dans de grandes usines aux locaux vastes et biens aérés et où l'hygiène est respecté.

La femme enceinte et sa progéniture ont bien moins de chances d'être intoxiquées dans nos grandes usines que dans les petits ateliers étroits, misérables et sales.

Pourquoi leur donner un traitement meilleur qu'à leurs sœurs plus malheureuses ? Et pourquoi qualifier de « risque industriel » ce qui ne l'est pas du

tout, un chômage que la nature seule impose, à quelques femmes que ce soient.

Le ministre a une conception fausse de ce qu'on peut appeler « le risque industriel ». Le risque industriel, ce n'est pas autre chose que la probabilité d'un événement dangereux, conséquence de la nature d'une industrie, et qui alors impose à l'industriel l'obligation d'en supporter les conséquences.

Il est nécessaire, pour qu'il y ait « risque industriel » qu'il y ait une corrélation exclusive des causes et des effets entre l'exercice de l'industrie et l'événement dangereux. Si la cause n'existe pas, l'effet ne peut se produire.

Aussi on peut considérer comme « risque industriel » les accidents du travail entraînant la diminution de l'intégrité physique de l'individu conséquence directe et exclusive du fait que l'individu se trouve occupé à un travail déterminé dans une usine déterminée.

Or, dans le cas de la maternité, rien de semblable ; on ne peut soutenir que c'est là le résultat d'un travail dangereux. Il n'y a là aucun rapport avec le travail industriel.

La loi ferait mieux de déclarer ouvertement qu'elle élève à l'état d'accident industriel un événement qui s'est produit sans le concours de l'industrie.

Il s'agit en somme non d'un risque industriel mais, sans doute, d'un chômage forcé, chômage involontaire. Mais pourquoi en rendre responsables les industriels, pourquoi alors ne pas leur imposer de

secourir tous les ouvriers en état de chômage volontaire ou involontaire ?

Ce n'est pas l'industrie qui cause la maternité chez la femme et le chômage imposé aux femmes a son origine non dans l'industrie, mais dans la loi qui l'impose dans l'intérêt général de la collectivité ; l'industrie ne saurait en être responsable.

D'autre part le chômage de l'ouvrière n'est pas une conséquence des conditions d'ouvrière. C'est une conséquence de la maternité et l'état pathologique de l'accouchée est indépendant des conditions de l'industrie ; la prescription législative a été établie dans un but intéressant toute la société.

En imposant seulement aux patrons de contribuer à la caisse de maternité on avait l'air, disaient-ils, de les considérer comme seuls responsables de tout ce qui pouvait arriver de fâcheux à la classe ouvrière.

Pourquoi faire peser cette nouvelle charge sur une seule partie de la population ? Cette réforme légale est pourtant d'utilité générale, intéressant toute la société et pas seulement les industriels.

La justice voudrait que tous les citoyens prennent leur part de l'impôt nouveau !

Mais l'État se désintéresse complètement de la question au point qu'il refuse tout concours. « Pauvre État qui refuse même les quelques *centaines de mille* lires pour acquérir des tables et des imprimés pour une institution, que Votre Excellence déclare de haute humanité et d'intérêt public. Pauvre budget à qui manquent les plus petits fonds pour pour-

voir à une modeste installation d'un office et d'une comptabilité tels que ceux auxquels la Caisse de Maternité serait confiée. »

La Fédération piémontaise critiquait encore le quantum de cotisation demandé aux ouvrières selon leurs âges.

Elle félicitait cependant le ministre d'avoir retouché le projet en faisant une distinction entre les ouvrières âgées de 15 à 20 ans dont la cotisation ne serait que d'une lire, et les ouvrières âgées de 20 à 50 ans dont la cotisation serait de 2 liras. Mais elle trouvait qu'exiger des ouvrières de 35 à 50 ans la somme de 2 liras était exagéré et qu'il fallait ne pas leur demander plus qu'à une ouvrière de 15 à 20 ans.

L'âge de l'ouvrière, voilà bien le véritable critérium pour fixer l'intensité du risque.

Or, demander à une femme de 45 ans, par exemple, autant qu'à une femme de 28 ans, c'est injuste ; il est certain qu'il y aura plus de femmes de 28 ans susceptibles d'accoucher que de femmes de 45 ans.

Les industriels piémontais doutaient aussi de l'exactitude des travaux préparatoires qui avaient servi à l'établissement du projet. Les prévisions financières étaient loin, à leur sens, d'être aussi peu élevées que le projet l'affirmait. Les charges seraient beaucoup plus lourdes : ainsi on ne tenait compte ni des fausses couches, ni des accouchements illégitimes. Le coefficient de natalité fixé à 45/1000 par le Bureau de travail dépassait en réalité de beaucoup ce chiffre.

Ils demandaient enfin au ministre de vouloir bien

tenir compte de leurs observations, d'examiner de nouveau le projet et de l'approfondir, et ils concluaient : « Aucune justification de la contribution des industriels n'a été donnée, puisque, comme nous l'avons démontrée, il n'y a pas de risque industriel en la matière. » On n'a pas le courage de dire qu'il s'agit là d'une nouvelle imposition à la charge des industriels, charge qui sera beaucoup plus lourde que ne le fait apparaître le projet. Et ils terminaient en blâmant ouvertement la conduite du Gouvernement. « Il est pitoyable, disaient-ils, le spectacle d'un Gouvernement qui, en parlant au nom de la raison d'humanité et d'intérêt collectif social, se refuse de donner un centime pour effectuer une réforme sociale !!!

Toutes ces critiques plus ou moins fondées du projet de loi remanié de 1907 n'étaient pas de nature à amener de sitôt la discussion du projet et une solution prochaine du problème.

Les ministres Rava et Cocco-Urtu n'avaient pas eu la chance de voir leurs projets discutés au Parlement.

Le ministre Raineri, plus heureux que ses prédécesseurs, obtint la discussion du projet encore remanié : la loi du 17 juillet 1910 sur la caisse de maternité d'Etat devait en sortir.

Cette loi, tout en reproduisant presque intégralement le projet de 1907, contient une innovation : la contribution de l'État. Les doléances des industriels et des associations féminines à ce sujet ont donc fini par être écoutées.

Le siège de la Caisse sera à Rome. Son but est de

soutenir les ouvrières visées par la loi (texte unique du 10 novembre 1907, numéro 118, sur le travail des femmes et des enfants) en cas de couches et de fausses couches. Cette Caisse sera rattachée comme section autonome à la Caisse nationale de prévoyance pour l'invalidité et la vieillesse des ouvriers (art. 1^{er}).

Les cotisations demandées pour chaque ouvrière ne sont plus uniformes comme celles fixées par le projet de 1907 qui étaient annuellement de 1 fr. 50 pour toute ouvrière. Remarquons, néanmoins, que la loi de 1910 les fixe à 1 lire pour les ouvrières de 15 à 20 ans, à 2 lires pour celles de 20 à 50 ans : Le Gouvernement ne s'est pas rendu aux raisons des industriels qui voulaient que les femmes de 35 à 50 ans ne payent aussi que 1 lire comme celles de 15 à 20 ans.

Ces cotisations serviront à alimenter la Caisse ainsi que le produit des amendes infligées aux industriels pour infraction à la loi, les legs et les donations faites à la Caisse. C'est l'entrepreneur qui sera chargé de retenir sur le salaire de son ouvrière la part de cotisation, il y aura donc ce qu'on appelle « pré-compte » et l'industriel ne devra pas retenir une somme supérieure sous peine d'une amende de 50 à 500 lires (art. 2).

L'indemnité accordée par la Caisse en cas de couches ou de fausses couches est invariable : 30 francs. Seul, le cas d'avortement voulu, prévu par l'article 381 du Code pénal exclura la femme du secours.

La moitié de l'indemnité sera donnée au moins dans la première semaine de l'accouchement.

L'indemnité de 30 lires sera portée à 40 lires, grâce à la subvention de l'État (art. 5). L'État donnera donc une subvention de 10 lires inférieure, il est vrai, à la quote-part réclamée : on demandait en effet : patrons $\frac{1}{3}$, ouvrières $\frac{1}{3}$, État $\frac{1}{3}$. L'État devrait donc donner 15 lires. Mais c'est déjà une belle victoire d'avoir obtenu 10 lires si l'on songe à l'opposition systématique des ministres !

Les articles 6 et 7 nous parlent de l'insaisissabilité de l'indemnité, de sa prescription, et des amendes élevées qu'encourront les industriels qui auront omis de faire le versement des contributions (50 à 500 lires) + une somme décuple de celle omise pour le paiement.

Le comité de la caisse nationale de prévoyance pour l'invalidité et la vieillesse des ouvriers devra former un comité chargé d'administrer la caisse de maternité. Il sera composé pour un tiers des représentants des industriels ou entrepreneurs et pour un tiers de représentants des ouvriers choisis par le ministre de l'Agriculture Industrie et Commerce, les premiers parmi les industriels, les seconds faisant partie du collège des prud'hommes pour les industriels qui occupent des femmes (art. 8).

Le recouvrement des sommes dues à la caisse de maternité sera fait par son administration qui appliquera les règles en vigueur pour le recouvrement des impositions directes (art. 9). La loi ne s'applique

pas aux ouvrières des établissements de l'État déjà protégés par des lois et des règlements et qui reçoivent des subsides d'accouchements au moins égaux à ceux qu'elle accorde (art. 10).

Un règlement établira les conditions du fonctionnement et de l'administration de la caisse ainsi que les pénalités pour l'inobservation des conditions elles-mêmes. Ce règlement devra être approuvé par décret royal dans les six mois de l'approbation de la présente loi, entendu le conseil supérieur du travail, le conseil de la prévoyance et de l'assurance sociales et le conseil d'État (art. 11).

La caisse de prévoyance avancera les fonds nécessaires à la gestion et au fonctionnement de la caisse de maternité pendant une année. Les fonds lui seront remboursés en cinq ans avec intérêts de 4 % sur les rentrées des cinq premières années d'exercice de la caisse de maternité.

Enfin la loi présente devra entrer en vigueur trois mois après la publication du règlement de l'article 11.

Telles sont à peu près les dispositions de la loi sur la caisse de maternité votée le 3 juillet 1910 par les Chambres italiennes et ratifiée par le roi d'Italie à Raconnigi le 17 juillet et publiée dans la *Gazette officielle* du 3 avril 1910.

Quand la loi sera-t-elle appliquée ? D'après les renseignements qu'a bien voulu nous donner M. Vismo de « l'Umanitaria », il ne faut pas compter sur l'entrée en vigueur de la nouvelle loi avant janvier 1912.

Que devons-nous penser de cette loi ?

Peut-on en espérer beaucoup de bien !

Sans doute le vote d'une loi semblable, réalisant en partie l'indemnité compensatrice, est un véritable progrès surtout dans un pays qui avait interdit à la femme le travail lors des couches sans se soucier comment elle ferait pour vivre pendant le temps d'interdiction.

Mais il nous semble que, comme l'a fait remarquer M. Maingie, membre de l'Association des actuaires belges, le législateur italien a plutôt organisé l'assistance maternelle obligatoire que l'assurance maternelle obligatoire.

Pour qu'il y ait véritablement assurance, il faudrait que les primes versées par la femme varient avec chaque âge ; il est certain qu'il est injuste que pour une même indemnité, la cotisation soit la même quel que soit l'âge de l'affiliée, quel que soit le risque qui lui est propre. Une femme de 40 ans devrait ainsi verser moins qu'une femme de 25 ans, car elle a moins de chances à cet âge d'avoir des enfants.

D'autre part l'indemnité uniforme de 1 fr. 50 pourra paraître dérisoire à certaines ouvrières habituées à toucher des salaires assez élevés ; il est vrai que cette catégorie d'ouvrières aura pu faire plus facilement quelques petites économies en vue de cette période difficile. L'indemnité apportera sûrement un peu d'aide dans l'intérieur de l'ouvrière mais là ne devra pas se borner l'effort de l'État.

Pour parfaire son œuvre, il devra encourager les institutions locales d'assistance à la maternité comme M. H. Scodhik le demande. Il devra favoriser la coordination de la Caisse d'État avec ces institutions d'assistance qui fournissent à la femme enceinte et en couches les services si nombreux et si spéciaux qui lui sont nécessaires.

L'État ne devra pas non plus se désintéresser des caisses de maternité qui existent déjà dans les grandes villes et qui continueront à assurer toutes les travailleuses non comprises dans l'assurance légale. Il devra rembourser à ces Caisses pour chaque accouchement d'une de leurs affiliées la somme de dix liras qu'il ajoute à la pension des affiliées obligatoires de la Caisse d'État. L'État ne doit-il pas aider tous les faibles, se montrer aussi généreux pour tous, et celles-là, ne sont-elles pas encore plus dignes d'intérêt qui sont des prévoyantes libres !

Pour le bon fonctionnement de son assurance maternelle, l'État aura du reste besoin de caisses locales qui seront collectrices des sommes versées vis-à-vis de la Caisse d'État et qui paieront directement les subsides aux ouvrières accouchées assurées à la Caisse d'État, suivant le système pratiqué à l'égard des femmes inscrites librement aux caisses locales.

Ces caisses, comme l'a dit avec raison M. H. Scodnik, s'adapteront aussi plus facilement aux circonstances locales et éviteront une organisation trop bureaucratique. L'État sera heureux de trouver ces

caisses locales avec une administration tout installée ; il évitera ainsi de gros frais au lieu de créer de toutes pièces des caisses, il n'aura qu'à donner une légère allocation représentative des dépenses d'administration nécessitées par le service rendu.

L'intérêt financier de l'État et l'intérêt national leur commandent de favoriser le développement des caisses locales reconnues (1), et l'établissement de nouvelles caisses ; ces caisses l'aideront dans l'application de la loi de 1910 et il y trouvera son compte, voilà pour l'intérêt financier. Avec la multiplication des caisses locales et la subvention d'État donnée pour toutes les accouchées faisant partie de la caisse (subvention semblable à celle donnée aux assurées obligatoires) on peut espérer que nombreuses seront les femmes qui voudront profiter des bienfaits de l'assurance-maternelle, voilà pour l'intérêt national.

L'État ne doit-il pas songer à toutes les travailleuses, qu'elles soient travailleuses de ses propres ateliers, travailleuses de l'industrie, protégées par la loi, ou travailleuses quelconques non protégées, travailleuses à domicile, travailleuses des petits métiers par exemple. Ne doit-il pas s'efforcer de rendre plus facile l'acte de prévoyance qui permettra à ces pauvres mères de prendre un repos exempt de soucis

1. A titre transitoire dans les villes où il n'y aurait pas encore de caisse locale reconnue, on pourrait, conformément à l'idée de M. Scodnik, confier l'administration de la Caisse d'État aux bureaux de la Caisse nationale de prévoyance, ou de l'assurance-accidents, ou encore aux mutualités.

et de se consacrer à l'élevage naturel de leurs nourrissons.

Le gouvernement italien voudra sans doute réaliser ce programme : la loi de 1910 nous fait présager d'un excellent avenir et il est permis d'affirmer que dans un temps très rapproché, la femme ouvrière italienne sera efficacement protégée pendant la période si critique de la grossesse et des couches.

CONCLUSION

Cette étude complémentaire de la protection de la maternité à l'étranger fait ressortir encore davantage le retard considérable que nous avons sur les autres nations. Bientôt nous serons les seuls à ne pas avoir de protection légale ou efficace des femmes enceintes et accouchées. L'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie, le Luxembourg ont une assurance maternelle bien organisée et chaque jour ils s'efforcent de la perfectionner. Les pays qui s'étaient contentés d'édicter l'interdiction du travail, sans assurer le nécessaire, ont vite compris leur erreur et sont en train d'y remédier.

La France seule avec la Russie et la Turquie est en retard. Sans doute la proposition Strauss, proposition de pure assistance qui a de grandes chances d'aboutir prochainement, apportera déjà un soulagement à la classe ouvrière, mais il ne faudra pas se borner là. La solution du problème, telle que la résout l'honorable sénateur, ne peut être qu'une solution d'attente. La véritable solution c'est, comme nous l'avons déjà exposé, une véritable assurance ma-

ternelle, réalisée de préférence à l'aide d'une assurance maladie obligatoire, telle qu'elle existe en Allemagne.

Ce sera à l'honneur de la nouvelle législature de donner à la population ouvrière cette assurance maladie obligatoire, partant cette assurance maternelle, dont elle a tant besoin et qui a si bien réussi chez nos voisins ! Pourquoi ne pas les imiter, tout en adaptant autant que possible cette institution à notre tempérament et à nos mœurs, pourquoi ne pas envoyer là-bas des hommes compétents pour se rendre compte de l'organisation du mécanisme et du fonctionnement de cette assurance ? Ce serait de la fierté mal placée que de ne pas s'inspirer de l'expérience de ceux qui nous ont devancés dans l'assurance sociale ? N'avons-nous pas, nous aussi, des sociétés de secours mutuels, des mutualités maternelles, qui ne demanderaient pas mieux que d'aider l'Etat dans cette noble entreprise ! L'assurance obligatoire répugne à notre caractère, diront certains, mais c'est le seul moyen d'arriver à des résultats. M. Waddington n'a-t-il pas dit lui-même : « Quand il s'agit des forces vives de la nation, c'est pour le législateur non seulement un droit, mais un devoir d'intervenir et de prendre s'il le faut, même aux dépens d'intérêts particuliers, les dispositions nécessaires. Il est temps pourtant de se préoccuper des petits enfants de France. N'a-t-on pas dit que la France perdait une bataille chaque année ? Il faut donc en sauver le plus possible d'autant plus que le mouvement des naissances

se ralentit: M. Fernand Boverat (1), un peu trop pessimiste à notre avis, ne prévoit-il pas que la France, si le rapport entre les morts et les naissances va en s'aggravant, n'aura plus en 1960 que 25 millions d'habitants. L'Allemagne, elle, aurait alors 100 millions ! Souhaitons que ces tristes prévisions ne se réalisent pas, mais il faut se mettre à la besogne. La vie d'une nation est aussi intéressante qu'une question de rachat de chemin de fer ou de transformations d'impôts.

Il faut encourager les familles nombreuses sans doute, mais aussi faire en sorte que toute mère salariée pendant les deux mois qui précèdent et suivent la venue de son bébé reçoive dignement pour elle et pour lui les soins et secours nécessaires à leur état. Secours aux frais desquels la mère aura participé, auxquels elle aura droit et non aumône officielle, cadeau reçu presque toujours la mort dans l'âme avec honte, secours de miséreux ! Seule l'assurance maternelle est capable de procurer aux femmes de la classe ouvrière des secours dont elles n'auront pas à rougir. Grâce à elle l'enfantement, la période d'accouchement ne seront plus regardés comme une montagne insurmontable, grâce à elle, moins de chance de déficit dans le maigre budget toujours branlant de ces intéressants intérieurs d'ouvriers: la maternité ne sera plus une échéance pénible.

1. La proportion des naissances est de 22,2 pour 1.000 habitants en France, alors qu'en Angleterre elle est de 30,1; en Prusse de 37,0 et en Russie de 47,5 (*Excelsior*, 9 avril 1911).

Que l'on songe un peu plus à tous ces pauvres gosses que Léon Frapié a si bien dépeints dans sa *Maternelle*, à tous ces enfants de l'espèce chétive, de l'humanité misérable, « à ces pauvres gosses à figures propres mais pas fraîches où l'on sent la chair creuse, la substance inférieure, où les cheveux poussent communs et fanés ». Qu'on songe à ces bambins, ces riens qui nous viennent à peine aux genoux ! ces corps sans poids où saillaient des os de chat maigre, ces malheureuses frimousses cireuses : « Ça ne tient pas debout, ça vacille même assis. » Oui qu'on songe plus et toujours plus à eux et qu'on réfléchisse que si leurs mères avaient pu se reposer le temps nécessaire, au lieu de brimborions, de gringalets, on aurait presque sûrement pour les deux tiers au moins, des enfants sains, vigoureux et ne demandant qu'à vivre. Certes, le législateur fait bien en les protégeant à l'atelier, mais il doit commencer sa protection bien plus tôt, dès la conception de l'enfant, tout au moins dès sa naissance.

Le législateur devrait penser à cette question de protection de la mère et de l'enfant, à cette protection de la race future. L'existence même de la nation n'y est-elle pas intéressée ? Hélas ! ce n'est pas une question électorale mais cela en sera une et une importante le jour peut-être prochain où les femmes auront arraché le bulletin de vote.

Nul doute que les femmes ne s'en servent pour se faire protéger comme elles devraient l'être ! Il en est de même pour l'hygiène. Combien nous sommes en

retard sur nos voisins ! Nous le verrons du reste à Dresde, cet été, à l'Exposition internationale d'hygiène. Nos parlementaires devraient songer pourtant qu'il s'agit là, comme l'a dit avec raison M. Léon Bourgeois, de défense nationale intérieure aussi importante que la défense nationale extérieure ! Des milliers de tuberculeux meurent faute d'hygiène et de soins préventifs, des milliers d'enfants meurent faute de soins, privés du sein maternel, rachitiques, trop débiles, à moitié morts avant de venir au monde, pauvres rescapés que la science arrache momentanément à la mort ! Félicitons donc des hommes comme MM. Strauss, de Mun, Dron, Lannelongue, Engerand, Messimy, Arago et quelques autres encore, qui s'efforcent de réveiller l'indifférence de leurs collègues. Que ces derniers ne fassent pas la sourde oreille et ne présentent pas des objections d'ordre financier, lorsque ces Messieurs leur demanderont de voter des subventions plus fortes aux œuvres d'assistance des enfants du premier âge, et aux mutualités maternelles, lorsqu'ils réclameront seulement en faveur des petits Français une somme égale à celle accordée aux œuvres qui combattent la mortalité du bétail ! Qu'ils méditent donc les paroles de Guillaume II, au sujet de la protection des ouvrières en couches : « Question liée étroitement à la restauration de la race, disait-il. Pour une semblable cause, l'argent ne compte pas ! »

Enfin, nous osons espérer que parmi ces vaillants défenseurs de l'ouvrière, et de la conservation de la

nation, il s'en trouvera qui ne voudront pas s'en tenir à des demi-mesures et qui se hâteront de combler la lacune inique et unique qui existe encore à l'heure actuelle dans notre législation. L'interdiction du travail aux ouvrières pendant la dernière période de leur grossesse et la période consécutive aux couches, d'une part, et l'assurance maternelle d'autre part, s'imposent. Nous en souhaitons de tout cœur la prompte réalisation !

Vu : le Président de la Thèse

JAY

Vu : Le Doyen,

CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

LIARD

ANNEXES

Texte de la proposition de loi sur la protection et l'assistance des mères et des nourrissons.

PRÉSENTÉE AU SÉNAT PAR M. STRAUSS, LE 14 NOVEMBRE 1899.

Proposition de loi

TITRE I

Article premier. — Les femmes travaillant dans les usines, manufactures, chantiers et ateliers, ne peuvent être admises au travail dans la dernière quinzaine de la grossesse et dans les quatre semaines qui suivent l'accouchement.

ART. 2. — Pendant cette période de repos, à défaut de ressources personnelles ou de l'aide qui pourra leur être donnée par des mutualités maternelles et toutes organisations analogues, les femmes en couches, qui réclameront le bénéfice de la loi du 15 juillet 1893 sur l'assistance médicale gratuite, devront être efficacement secourues par les bureaux d'assistance médicale.

ART. 3. — Toute femme enceinte, privée de ressources, reçoit les secours que réclame son état, à domicile, ou, si elle ne peut être utilement secourue à domicile, dans un établissement hospitalier et notamment dans les asiles-ouvroirs et dans les maternités hospitalières.

ART. 4. — Toute commune est rattachée pour les secours d'assistance obstétricale à un ou plusieurs hôpitaux.

Ces établissements sont tenus d'avoir un service et des salles d'accouchement en rapport avec les besoins présumés de la population qui y est rattachée. Toute femme en état de grossesse apparente qui le réclamera sera admise sans enquête et incognito; elle pourra être hospitalisée dans une section secrète.

ART. 5. — Lorsque la malade n'a ni domicile de secours communal, ni domicile de secours départemental, ou lorsqu'elle aura été admise sans enquête préalable et sous la garantie du secret, soit dans les asiles-ouvriers, soit dans les maternités, l'assistance incombe à l'État.

ART. 6. — Les conseils généraux délibèrent dans les conditions prévues par l'article 48 de la loi du 10 août 1871, ou, en ce qui concerne le département de la Seine, par l'article 1^{er}, dernier paragraphe, de la loi du 18 juillet 1866, sur l'organisation du service de l'assistance maternelle pendant la période de repos légal, et en dehors de cette période, sur le service d'assistance obstétricale à domicile, sur la détermination et la création des asiles-ouvriers pour les femmes enceintes, des maternités hospitalières et secrètes auxquels sont rattachés chaque commune ou syndicat de communes.

ART. 7. — A défaut de délibération du conseil général sur les objets prévus à l'article précédent, ou en cas de suspension de la délibération en exécution de l'article 49 de la loi du 10 août 1871, il peut être pourvu à la réglementation du service par un décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique.

ART. 8. — Les dépenses d'assistance maternelle avant et après l'accouchement seront rattachées au service de l'assistance médicale gratuite; elles comprendront, en outre, les secours de grossesse, les frais de séjour dans les

refuges-ouvriers pour femmes enceintes, dans les maternités hospitalières et secrètes et dans les asiles de convalescence.

TITRE II

(Dans le titre II, M. Strauss organise la surveillance des vacheries, et régleme la vente du lait afin d'éviter les infections par le lait chez les nourrissons.)

TITRE III

ART. 10. — I. — Lorsque pendant trois années consécutives le nombre des décès des enfants d'un jour à un an dans une commune aura dépassé le chiffre de la mortalité moyenne en France, le préfet sera tenu de faire procéder à une enquête sur les causes et les conditions de cet excès de mortalité. Les résultats de cette enquête seront communiqués, après avis de l'inspecteur du service de la protection des enfants du premier âge, du comité départemental de protection du premier âge et du conseil d'hygiène départemental, au conseil général du département et conseil municipal de la commune. L'Académie de médecine, le comité supérieur de la protection du premier âge et le comité consultatif d'hygiène publique de France recevront communication des résultats de ces enquêtes et des résolutions proposées ou prises pour combattre l'excès de la mortalité infantile.

II. — M. le ministre de l'Intérieur est invité à porter à la connaissance des conseils généraux le rapport de M. Pierre Budin, renvoyé par l'Académie de médecine au ministre de l'Intérieur sur la mortalité infantile et à recommander aux préfets de se faire, par eux-mêmes et par

les inspecteurs et médecins du service des enfants assistés et du service de la protection du premier âge, les propagateurs des *Consultations de nourrissons*, des *Gouttes de lait* et de toutes œuvres similaires d'assistance maternelle et de patronage des nouveau-nés.

III. — Les enfants nés avant terme, dont les mères auront accouché à l'hôpital ou auront été secourues à domicile, seront assimilés à des malades ; ils recevront l'assistance médicale à domicile ou dans un établissement hospitalier, et notamment, en cas de besoin, au moyen d'une couveuse.

IV. — M. le ministre de l'Intérieur est invité à demander à l'Académie de médecine la rédaction d'une instruction très courte — revisable tous les cinq ans — sur l'hygiène de l'alimentation des enfants du premier âge.

Cette instruction sera remise par les soins des maires à toute personne qui fera une déclaration de naissance.

MUTUALITÉ MATERNELLE DE PARIS

Composition des groupes pour l'année 1909

	Membres
	—
1 L'Étoile	1.804
2 Les Enfants d'Eure-et-Loir.	68
4 Société de Secours Mutuels de Plaisance . .	60
5 Maison Berguerand, à Vincennes, ...	12
6 La Blanchisserie de Courcelles, ...	181
7 Compagnie française des Lampes électriques, Issy-les-Moulineaux.	250
8 Société de Secours Mutuels des garçons de Caisse et de Recettes de la Ville de Paris.	497
10 Société des Héritiers du Docteur Pierre, à Nanterre	46
12 Mutualité Clamartoise	30
13 Association ouvrière familiale du 14 ^e arrondis- sement	135
15 Maison Victor Acker et C ^{ie} , Ivry.	18
16 Maison Paul Sailly; Ivry.	21
17 Société Maggi	118
18 Crédit Lyonnais	411
19 Société Municipale de Secours Mutuels d'Ivry- sur-Seine	277
20 Maison Violet, à La Plaine-Saint-Denis. . .	25
21 Maison Bauve, à Ivry.	85

23	Ateliers Daudé, à Charenton	94
24	Maison Tourneur et fils, à Charenton . . .	42
25	L'Union des Travailleurs de Maisons-Alfort .	59
26	Société la Fraternelle de Maisons-Alfort . .	223
27	Les Moulins de Puteaux.	23
29	La Vermicellerie Parisienne, à Maisons-Alfort.	137
30	Les Mutualistes Coopérateurs, à Levallois-Perret	25
31	La Persévérance	116
32	Maison Forest et C ^{ie}	115
34	La Mutuelle des Enfants de l'Ain.	175
35	Société de Secours Mutuels de Noisy-le-Sec, dite de Saint-Vincent-de-Paul	125
36	Usine Delachanal, Charenton	58
37	Société de Secours Mutuels de Bondy . . .	68
38	Association Amicale et de Prévoyance de l'Administration Centrale de la Guerre. . .	93
39	Société Générale de Secours Mutuels de Nogent-sur-Marne	60
40	Société de Secours Mutuels des Batteurs d'Or, Paris.	68

TABLEAUX DES PESÉES DES NOURRISSONS
et des Consultations durant l'année 1909

NOMS DES SECTIONS	Pesées et Consultations
Au siège social	3.439
Alfortville	166
Asnières	250
Bagnolet	162

Belleville	2.500
Bellevue-Meudon	»
Bondy	705
Bourg-la-Reine	385
Champigny	65
Charenton.	58
Charonne.	900
Chaussée du Maine	148
Chaville	30
Choisy-le-Roi	»
Clamart	320
Clichy.	333
Clignancourt.	3.521
Courbevoie	700
Créteil.	263
Gentilly	»
Grenelle	1.220
Hôtel-de-Ville	1.604
Issy-les-Moulineaux	91
Italie	159
Ivry.	537
Kremlin-Bicêtre.	120
La Chapelle	600
La Gare	400
La Plaine Saint-Denis	1.560
La Villette	901
Le Bourget	724
Le Louvre	993
Le Perreux	115
Les Bernardins	325
Les Épinettes	1.224
Les Lilas	54

Le Temple	850
Levallois-Perret.	391
Maisons-Alfort	365
Ménilmontant	»
Monge.	746
Nanterre	»
Neuilly-sur-Seine	390
Noisy-le-Sec	369
Observatoire.	431
Pavillons-sous-Bois	11
Passy	2.000
Plaisance	3.293
Point-du-Jour	1.530
Puteaux	154
Quatorzième arrondissement	136
Reuilly.	2.087
Rueil	101
Saint-Denis-Nord	1.132
Saint-Maur	716
Sèvres.	328
Vincennes	1.132
	40.644

Les Consultations de Nourrissons étant ouvertes à toutes les mères, ces pesées se répartissent ainsi :

Participantés	20.728
Non Sociétaires	19.916
Au Total	40.644

BIBLIOGRAPHIE

- H. CURY. — Thèse de Médecine, Paris, 15 juin 1893.
Gazette des Hôpitaux, 1855 (P. Dubois).
- Communication à l'Académie de Médecine sur la puériculture intra-utérine, 26 nov. 1895. Professeur Pinard.
- Congrès d'hygiène et de dermatographie de Paris 1900.
Revue d'hygiène, 1895.
- Dr LETOURNEUR. — L'influence de la profession de la mère sur le poids de l'enfant. Thèse Médecine, Paris, 1896-1897.
- PROFESSEUR PINARD. — Notes pour servir à l'histoire de la puériculture pendant la grossesse. *Annales de Gynécologie*, 1898.
- M^{me} SARRAUTE-LOURIÉ. — Thèse Médecine, Paris, 1898-1899.
De l'influence du repos sur la durée de la gestation.
- Dr FAUQUET. — Rapport à l'Association Nationale française pour la protection légale des travailleurs : Protection légale des femmes avant et après l'accouchement (29 janvier 1903).
- GIVRE. — La Tuberculose des ouvrières en soie.
- C^r FRANKESTEIN. — Die Lage des Arbeitermveg in den Deutschen Grosstädten, 1888.
- HIRT. — Die Gazinhalation Krankheiten und die gewerbliche Vergiftungen.
- Dr MAGITOT. — Des accidents industriels du phosphore.
Revue d'hygiène, 1895.
- TARNIER et BUDIN. — Traité d'accouchement.

- M^{me} DEBORAH-BERNSON. — Thèse Médecine, Lille 1909. Nécessité d'une protection pour les femmes ouvrières avant et après l'accouchement.
- J.-L. BAUDELOCQUE 1787. — Principe sur l'art des accouchements.
- SUE. — Essais historiques littéraires et critiques sur l'art des accouchements.
- D^r MIQUEL-MAILLÉ. — Thèse Médecine, Toulouse, 1908. Le lever précoce et le lever tempestif chez les accouchées.
- VELPEAU. — Traité complet de l'art des accouchements, 1835.
- D^r NAPIAS. — 1888. Notes sur un point d'hygiène intéressant les nouvelles accouchées et les enfants du premier âge.
— *Archives médicales. Toulouse*, 1899 (Professeur Audebert).
- D^r MŁODZIEYOVOSKA. — Diarrhée des nourrissons. Thèse, 1892. Médecine Paris.
- D^r BALESTRE ET A. GILETTA DE SAINT-JOSEPH. — Étude sur la mortalité de la première enfance dans la population urbaine de la France de 1892 à 1897.
- D^r THIROUX. — Thèse médecine. La protection légale des femmes enceintes et accouchées dans la classe ouvrière.
- D^r BUDIN. — Revue d'Hygiène, 1885. Communication du D^r PINARD à la société d'hygiène professionnelle et de médecine publique, 1890.
- D^r LORCIN. — Étude sur la mortalité et la morbidité dans la classe ouvrière à Paris, 1897.
- D^r PARÈS. — Thèse médecine, 1908. Paris. Les mutualités maternelles : Lutte contre la mortalité infantile.
- D^r J. MORNET. — La Protection de la Maternité en France.
- D^r A. BINET. — L'allaitement maternel considéré spécialement au point de vue des difficultés sociales.
- D^r PECKER. — Mémoire congrès d'assistance publique et de bienfaisance privée de 1908.

- D^r BERTILLON (J.). — Le Journal, 9 juin 1910. Suicide de la race française.
- NOULENS. — Le Journal, 22 mai 1910. Pour le développement de la natalité.
- Conférence du président Roosevelt. Sorbonne, 1910.
- D'ORINGES (H.). — L'Intransigeant, 13 juillet 1910.
- Excelsior, 9 avril 1911.
- REBOUX (P.). — Le Journal, Revue des Revues, 1911.
- LÉVY (M.). — Protection de l'enfance.
- COFFIGNON. — L'enfant à Paris.
- J. DE MAISTRE. — Œuvres complètes, tome XI.
- STRAUSS (P.). — L'Enfance malheureuse.
- MICHELET. — L'Ouvrière.
- SCHIRMACHER (M^{lle}). — Le travail des femmes en France. Musée social. Mémoires et Documents, 1902.
- Bulletin de l'office du travail, juin 1900.
- GIBON-FÉNELON. — Le travail des femmes en France.
- L'Action sociale de la femme, 10 sept. 1902.
- GOIRAND (A.). — De la protection et de l'assistance légale des femmes salariées avant et après l'accouchement. Thèse Droit Paris, 1906.
- BERTIN (E.). — Protection légale des ouvrières pendant leur grossesse et après leur accouchement. 14 fév. 1906. Paris Thèse Droit.
- FRAPIÉ (LÉON). — La Maternelle.
- MÉNY (G.). — Le travail à domicile. Chronique du Musée social, mars 1908.
- La femme à l'usine*. Conférence de Bureau, 26 février 1902, l'Action sociale de la Femme. 10 août 1902.
- Enquête sur l'industrie textile. Commission parlementaire, 1900.
- SCHULER. — Hygiène et législation des fabriques. (Rapport au Congrès international d'hygiène de Vienne, 1887.)
- DE SEILHAC. — Chronique du Musée social, février 1907.
- DE LA MARRE. — La Mutualité dans le Nord. Thèse de Droit. Lille 1910.

FRANK, KEIFFER, MAINGIE. — L'assurance maternelle.

CH. GIDE. — Economie sociale.

— L'Économiste français, 9 juin 1888.

— Conférence de Berlin, 15 mars 1890.

FERDINAND BRUNETIÈRE. — Conférence : Les deux féminismes. L'action sociale de la femme, 20 janvier 1904.

R. JAY. — La protection légale des travailleurs.

— Rapport de *Madame de la Ruelle* à l'Association pour la protection légale des travailleurs (section française), 9 avril 1906.

MESUREUR. — L'administration de l'Assistance Publique, 1900.

— Conseil supérieur de l'Assistance publique, fascicule 91. Ligue contre la mortalité infantile 2^e section. Rapport sur l'assistance maternelle par le Dr Drouineau inspecteur des services administratifs.

CHEYSSON. — La France charitable et prévoyante.

— Bulletin de l'Enfance, janvier 1909.

— Le Concours médical, 26 février 1898.

— La Société de Charité Maternelle : compte rendu.

— Congrès de la Mutualité, Nantes, 1904.

— Congrès de la Mutualité, Nice, 1907,

— Congrès de l'alliance d'Hygiène sociale, Montpellier, 1905.

— Premier Congrès national de la Mutualité Maternelle de Paris, 25, 26, 27 novembre 1908 : Compte rendu général.

— Congrès des assurances sociales de Rome, 1908.

— Bulletin du Comité permanent des congrès internationaux des assurances sociales, 1908.

— Bulletin mensuel des P. T. T., années 1903 et 1904.

— Circulaires A. Bérard, sous-secrétaire des P. T. T., 15 janvier 1903, 15 février 1904.

— Circulaire de M. de Lanessan, ministre de la Marine, 27 août 1900.

— Circulaire du général Brun, ministre la Guerre, 29 avril 1910.

- Circulaire de M. Sarraut, sous-secrétaire d'État à la Guerre, 22 mai 1910.
- Circulaire de M. Viviani, ministre du Travail aux préfets, août 1910 (subventions aux sociétés de secours mutuels pour le repos d'accouchement).
- Circulaire du ministre de l'Intérieur aux préfets, 10 septembre 1908.

Décret (Ministère de l'Intérieur), 21 juin 1909.

Rapport de la Commission de répartition des subventions aux mutualités maternelles et aux œuvres de protection des enfants du premier âge, au Président de la République, 20 janvier 1910.

Rapport de *M. Poussineau* à la Commission de dépopulation sur les Mutualités maternelles, 1903.

BELLOM. — Lois d'assurance ouvrière à l'étranger. Assurance contre la maladie.

Statuts de la Mutualité Maternelle de Paris.

La Mutualité Maternelle de Paris. Compte rendu de la 19^e assemblée générale, 15 avril 1910.

Statuts de la Société de secours mutuels du Raincy, Villemonble, Montfermeil, etc.

Statuts de l'Association des comptables du Nord.

Statuts de la Typographie lilloise.

Statuts des Flamands français.

Statuts de la S. de s. mutuels de la Céramique et de la Verrerie.

Statuts de la « Corsetière ».

Statuts de la « Couturière ».

Statuts de la Mutualité Maternelle de Vienne et de l'Isère.

Statuts de la Mutualité Maternelle de Lille, de Dammarie-les-Lys, d'Angers et de Maine-et-Loire, du Var, du Gard.

Compte rendu de la société la M. M. de Dammarie-les-Lys (1910).

J. O. Séance du 26 nov. 1908. Amendement Bonnevey
Chambre des députés.

J. O. Chambre des députés. Séance du 7 fév. 1910.

POUSSINEAU. — Rapport sur la situation des familles des soldats mariés, 1909.

France. — Loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels.

Loi du 15 juillet 1893 sur l'Assistance médicale gratuite.

Loi du 21 mars 1905 sur le recrutement de l'année.

Loi du 15 juillet 1905 relative à l'assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes et aux incurables privés de ressources.

Loi du 29 décembre 1900 fixant les conditions du travail des femmes employées dans les magasins, boutiques et autres locaux en dépendant.

Loi du 18 juillet 1901 garantissant leur emploi aux réservistes, etc.

Décret du 7 mars 1908 sur les surcharges des enfants et des femmes employées dans l'industrie.

Loi du 30 avril 1909.

Loi du 27 novembre 1909. (Loi Engerand), garantissant leur travail et leur emploi aux femmes en couches.

Loi du 15 mars 1910 accordant un congé spécial de deux mois avec traitement entier aux institutrices en couches.

Proposition concernant l'assistance aux femmes des ouvriers municipaux avec le concours de la Mutualité maternelle Conseil municipal Paris 1909 (M. Ambroise Rendu). Séance Conseil Municipal, Paris, 1^{er} mars 1909.

Les Travaux parlementaires

(LOI DU 27 NOVEMBRE 1909)

Proposition de loi sur l'assistance des femmes avant et après l'accouchement, déposée par M. Engerand, député, le 5 juillet 1906. — Renvoi à la commission du travail (doc. parl. n° 196, J. O. p. 1138). — Rapport

Bonnevay le 30 mars 1908 (doc. parl. n° 1651, J. O. p. 302). Séance du 9 avril 1908 : déclaration de l'urgence ; adoption avec modification du titre ; nouvel intitulé.

Proposition de loi garantissant leur travail ou leur emploi aux femmes en couches. Transmission au Sénat le 10 avril 1908 (doc. parl. n° 141 J. O., p. 99). Renvoi à la commission relative à la protection des mères et des nourrissons. Rapport Strauss le 10 juin 1908 (doc. parl. n° 156 J. O. p. 104). Séance des 10 juillet et 20 octobre 1908 : ajournement de la discussion. Séance du 30 octobre 1908 : première délibération ; déclaration de l'urgence ; contre-projet Guillaume Poullé ; adoption. Transmission à la Chambre des députés le 5 nov. 1908 (doc. parl. n° 2088) ; renvoi à la Commission du travail. Rapport Bonnevay le 17 nov. 1908 (doc. parl. n° 2109 J. O. p. 76). Séance du 28 nov. 1908 : adoption. Transmission au Sénat le 30 nov. 1908 (doc. parl. n° 298 J. O. p. 44) ; renvoi à la Commission.

Sénat. Séance du 3 juin 1909. Rapport de M. Paul Strauss sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, adoptée avec modifications par le Sénat, adoptée avec modifications par la Chambre des députés garantissant leur emploi aux femmes en couches (doc. parl. n° 129) séance du 11 juin 1909. Première délibération. Discussion générale.

Séance du Sénat, 26 oct. 1909.

Séance du Sénat, 24 nov. 1909.

**Les travaux parlementaires relatifs à la protection
et à l'assistance légales de la maternité.**

Chambre des députés. — Première délibération sur le projet de loi concernant le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels.

— Discussion sur l'article 9 relatif aux femmes accouchées:
J. O. Chambre. Séance du 18 juin 1888, p. 1807-1808.

Proposition de loi sur la réglementation du travail industriel présenté par M. le comte de Mun à la Chambre des députés, le 7 décembre 1889.

J. O. Chambre. Doc. parl. 1889-1898, annexe 414, p. 270 et suiv.

Rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi adopté par le Sénat sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels — par M. Waddington, député, — déposé le 10 juin 1890.

J. O. Chambre. Doc. parl. 1889-1890, p. 1082.

Chambre des députés. — Première délibération sur le projet de loi adopté par la Chambre et modifié par le Sénat concernant le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels.

J. O. Chambre. Séance du 8 juillet 1890, p. 1377 et suiv.
Deuxième délibération. — J. O. Chambre. Séance du 5 février 1891, p. 230 et suiv.

Proposition de loi ayant pour but de réglementer le travail des femmes en couches et d'instituer des caisses de maternité, présentée par M. Emile Brousse, député.

J. O. 1891, Chambre. Doc. parl., annexe n° 1187, p. 357.

Proposition de loi concernant le repos obligatoire pour les femmes accouchées, présentée par M. Gustave Dron, député.

J. O. 1891, Chambre. Doc. parl., annexe n° 1191, p. 364.

Rapport fait au nom de la Commission du travail chargée d'examiner les propositions de loi: 1° de M. Emile Brousse; 2° de M. Gustave Dron, ayant pour but d'interdire le travail industriel aux accouchées pendant un certain délai, et de les indemniser à ce chômage forcé, par M. Gustave Dron, député.

- J. O. 1892, Chambre. Doc. parl., annexe n° 2027, p. 724.
Délibération de la Chambre des députés sur les propositions de lois de M. E. Brousse et de M. G. Dron.
- J. O. Chambre. Séance des 29 octobre, 3 novembre, 4 novembre 1892, p. 1380-1383, 1387-1395, 1414-1417.
Proposition de loi sur la protection de la mère et de l'enfant nouveau-né, présenté par M. Constant Dulau, député.
- J. O. 1899, Chambre. Doc. parl., annexe n° 789, p. 862.
Rapport sommaire de M. E. Cère.
- J. O. 1899, Chambre. Doc. parl., p. 977.
Proposition de loi sur la protection et l'assistance des mères et des nourrissons, présentée par M. Paul Strauss, sénateur.
- J. O. 1899, Sénat. Doc. parl. annexe 235, p. 449.
Rapport sommaire de M. Combes, 9 mars 1900.
- J. O. 1900, Sénat. Doc. parl., annexe n° 52, p. 51.
Rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner la proposition de loi de M. Paul Strauss.
- J. O. 1902, Sénat. Doc. parl. annexe n° 4, p. 2.
Délibération sur la proposition de loi de M. Paul Strauss.
- J. O. Sénat. Séance du 3 décembre 1903, p. 1457-1466.
Rapport supplémentaire le 23 mars 1906. Doc. parl., n° 124.
J. O., p. 236 rectifié p. 721. Séance du 21 mars 1907, deuxième délibération, renvoi à la commission. Séance des 10 juillet et 20 octobre 1908.
- Projet de la discussion. Séance du 30 octobre 1908 suite de la deuxième délibération amendement Guiller renvoyé à la commission, ajournement de la 2^e discussion.

ETRANGER.

- Suisse.* — Loi fédérale, 23 mars 1877.
Loi fédérale, 19 novembre 1902.
Circulaire du conseil fédéral aux gouvernements cantonaux, 7 avril 1885.

Espagne. — Congrès de l'Union Générale des Travailleurs d'Espagne. Madrid, mai 1905.

Discours de M. Balbas à la députation provinciale de Guipuzcoa, 1903.

Loi du 13 mars 1900 sur le travail des femmes et des enfants.

Règlement du 13 novembre 1900.

Loi du 8 janvier 1907.

Décret du 5 mars 1910.

Décret du 12 avril 1910.

LOPEZ NUNEZ. — La protection de l'enfant en Espagne.

D^r RAVENGA. — La mort en Espagne.

Que es el Instituto Nacional de Prevision. Madrid, 1910.

Portugal. — Décret 14 avril 1891.

Loi roumaine, 11-24 février 1906.

Loi anglaise, 17 avril 1901.

Loi belge, 13 décembre 1889.

XV^e Congrès mutualiste d'Arlon (Belgique).

Loi hollandaise, 5 mai 1889.

Lois danoises, 11 avril 1901 (concernant le travail des femmes dans les fabriques, etc.).

Lois danoises, 6 avril 1906 (dans les confiseries, etc.).

Lois danoises, 9 avril 1891 sur l'Assistance publique.

Loi suédoise, 17 octobre 1900 sur le travail des mineurs et des femmes.

Loi norvégienne, 27 juin 1892 sur l'inspection des femmes dans les fabriques.

Allemagne. — Loi du 18 juillet 1878 (Gewerbeordnung).

Loi du 8 mai 1891 (Gewerbeordnung).

Loi d'assurance-maladie obligatoire, 1883-1892-1903.

Loi d'assurance-accidents, 1884.

Loi d'assurance-invalidité et vieillesse, 1889.

Projet de loi allemand portant réglementation générale de l'assurance ouvrière (sera discuté en 1911).

Das Geschäftsbericht der Ortskrankenkassen für Leipzig und Umgegend für das Jahr., 1909.

Autriche. — Loi 8 mars 1885, industrie.

Loi 30 mars 1888, assurance obligatoire maladie.

Loi 4 août 1889, assurance obligatoire maladie.

Hongrie. — Loi 21 mai 1884, industrie.

Loi 9 avril 1891, assurance-maladie obligatoire.

Loi 9 avril 1907, assurance des travailleurs de l'industrie
et du commerce concernant la maladie et les acci-
dents.

Projet hongrois de Code d'Industrie, 1908.

Luxembourg. — Loi d'assurance-maladie obligatoire du
31 juillet 1901.

Italie. — Loi du 10 juin 1902 sur le travail des femmes et
des enfants dans les ateliers et établissements
industriels.

Projets de loi sur l'institution d'une caisse de Maternité
d'État, 1905-1907.

Loi du 17 juillet 1910 sur une Caisse de Maternité d'État.
Gazette officielle d'Italie, 3 août 1910.

Il novetto progetto di legge per l'instituzione d'una cassa
per la maternita. Fédération industrielle piémont-
taise de juin 1909.

Statuts des Caisses de Turin.

—	—	Milan.
—	—	Rome.
—	—	Bergame.
—	—	Florence.
—	—	Brescia.
—	—	Bologne.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.	5
CHAPITRE PREMIER. — Nécessité du repos avant l'accouchement	16
CHAPITRE II. — De quelques intoxications, etc.	29
CHAPITRE III. — Repos après l'accouchement	35
CHAPITRE IV. — Comment ces repos et ces prescriptions sont observés	45
CHAPITRE V	65
CHAPITRE VI. — La protection légale des femmes enceintes et accouchées en France	76
CHAPITRE VII. — Les projets	104
CHAPITRE VIII. — L'État patron	133
CHAPITRE IX.	150
§ 1. — L'Assistance maternelle publique en particulier dans les départements	150
§ 2. — L'Assistance maternelle publique à Paris.	153
§ 3. — L'Assistance maternelle privée à Paris en particulier.	162
§ 4. — L'Assistance maternelle à domicile	172
CHAPITRE X. — La Mutualité et le risque accouchement, société de « Secours Mutuels », Mutualités maternelles et en particulier la Mutualité maternelle de Paris	182
CHAPITRE XI. — Les Mutualités maternelles militaires	246
CHAPITRE XII. — L'extension des Mutualités maternelles : Mutualités maternelles de province.	254
CHAPITRE XIII. — Les subventions	282
CHAPITRE XIV. — Ce qu'il faut faire	299

DEUXIÈME PARTIE

Les législations étrangères et l'assurance maternelle.

CHAPITRE PREMIER. — Pays d'assurance libre	326
§ 1. — Suisse	326
§ 2. — Espagne, Portugal, Roumanie	336
§ 3. — Angleterre, Belgique, Pays-Bas . . .	349
§ 4. — Pays scandinaves	252
CHAPITRE II. — <i>Pays d'assurance maladie obligatoire.</i>	357
§ 1. — Allemagne.	357
§ 2. — Autriche-Hongrie et Luxembourg. . .	383
CHAPITRE III. — <i>Pays d'assurance maternelle autonome.</i>	393
L'Italie	395
CONCLUSION	425
ANNEXES	431
BIBLIOGRAPHIE	439

